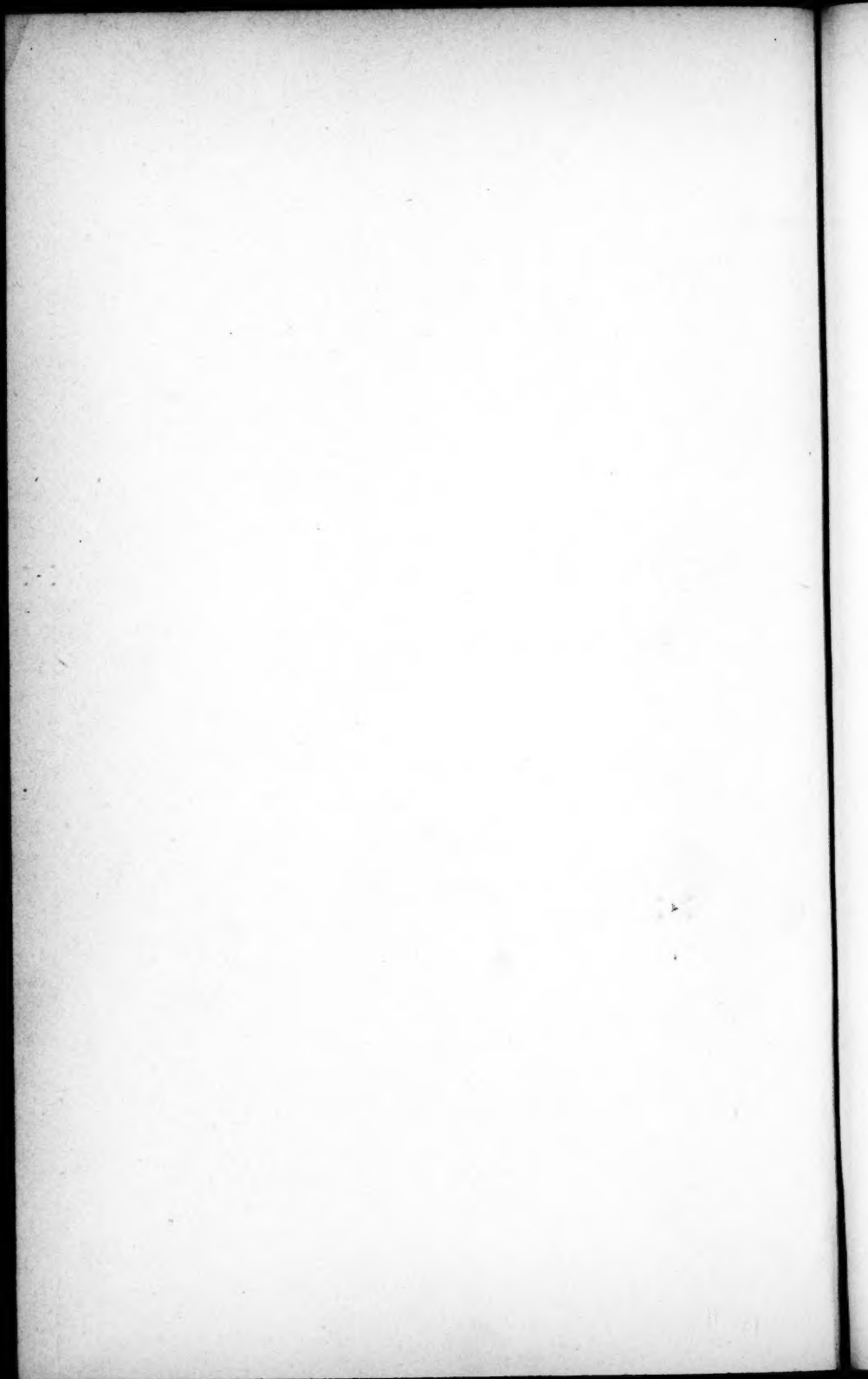


REVUE
HISTORIQUE



REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

TRENTE-UNIÈME ANNÉE.

TOME QUATRE-VINGT-DOUZIÈME

Septembre-Décembre 1906.

PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
1906

115.719

H.

~~R3282~~

~~v.92~~

D

1

.R6

t. 92

1906

DOLÉANCES

RECUEILLIES PAR LES ENQUÊTEURS DE SAINT LOUIS

ET DES DERNIERS CAPÉTIENS DIRECTS.

I.

Le Confesseur de la reine Marguerite, qui a résumé les dépositions des témoins entendus pour la canonisation de Louis IX, donne, d'après ces témoins, comme preuve du singulier amour de la justice dont le roi était travaillé, les enquêtes qu'il fit faire pour recueillir les doléances de ses sujets. « Sachant, dit-il, que les prévôts et les baillis faisaient au peuple de sa terre injures et torts contre justice, il accoutuma d'instituer certains enquêteurs, Frères Mineurs ou Frères Prêcheurs, clerks séculiers ou même chevaliers, pour enquérir chaque année, voire plusieurs fois par an, contre les prévôts, les baillis et les autres officiers du royaume. Ces enquêteurs étaient autorisés à faire rendre aux plaignants ce que les officiers prévaricateurs leur auraient injustement ôté et à destituer les coupables. »

Ce n'était pas là, il est vrai, une nouveauté. Les princes carolingiens avaient eu des *missi*, dont une des attributions fut toujours d'inspecter les fonctionnaires locaux et, au besoin, de les punir. Au XII^e siècle, les rois anglais envoyèrent régulièrement en tournée (*iter*, « eyre ») des hommes de confiance, membres de leur « cour », pour promener leur justice dans les comtés : lorsque, en 1170, Henri II Plantagenet revint en Angleterre, il fut accueilli par un concert de plaintes contre les excès commis par ses shériffs; il soumit l'examen de leur gestion à une commission de barons itinérants (*justiciarii*); on a conservé les instructions remises à ces commissaires; elles ressemblent beau-

coup à celles des « enquêteurs » français de l'âge suivant¹. A la même époque, dans la France capétienne, la « cour du roi » jugeait pareillement nécessaire de surveiller les agents de la couronne qui portaient le titre de prévôts; quelques-uns de ses membres (*officiales*, *baillivi*) allaient tenir des assises périodiques dans les circonscriptions prévôtales, où ils connaissaient, entre autres choses, du contentieux administratif. Il y a la plus grande analogie, à l'origine, entre les tournées des *justiciarii* anglais et les assises périodiques des *baillivi* capétiens. Mais, à la fin du xiii^e siècle, une divergence se produisit. Tandis que, en Angleterre, l'institution conservait son caractère primitif, les représentants ambulants et temporaires de la cour du roi s'installèrent peu à peu, en France, dans les provinces qu'ils avaient à visiter et se transformèrent ainsi en fonctionnaires résidents, superposés aux prévôts. A l'avènement de saint Louis, cette transformation était accomplie; le domaine royal était désormais divisé en « bailliages » (qui comprenaient chacun un certain nombre de prévôtés). De la sorte, ceux qui surveillaient jadis étaient devenus eux-mêmes des personnages à surveiller; mais il n'y avait plus de surveillance organisée.

Vers le temps de l'avènement de Louis IX, la création d'un système d'inspection était donc imposée par les circonstances; il était évidemment nécessaire, en principe, de faire surveiller les fonctionnaires qui résidaient loin de l'œil du maître; cela s'était toujours fait; cela ne pouvait guère ne plus se faire, sous une forme ou sous une autre, alors que la hiérarchie locale ayant été consolidée et couronnée, il eût été encore plus dangereux de renoncer à tout contrôle. Cependant, les admirateurs du bon roi, ses contemporains, n'en sont pas moins justifiés de lui avoir attribué une influence personnelle en cette circonstance. Il est bien certain qu'il ne conçut pas le rôle de ses « enquêteurs » comme l'aurait fait le premier homme d'État venu. Jusque-là, les inspec-

1. Voir l'Enquête des shérifs de 1170 dans les *Select Charters* de W. Stubbs, p. 147 : « Hic est modus inquisitionis. Inquiratur de vicecomitibus et baillivis eorum quid vel quantum acceperint de singulis hundredis et de singulis hominibus, unde terra vel homines gravati sint. Et quid acceperint per judicium et sine judicio scribatur separatim, et de omnibus prisus inquirent causam et testimonium... » — L'histoire de la justice itinérante en Angleterre au temps des Plantagenets a été esquissée par Pollock et Maitland, *The history of English Law*, t. I.

teurs de l'administration locale avaient été institués autant, ou davantage, dans l'intérêt du gouvernement central que dans l'intérêt des administrés; par exemple, le premier devoir des *justiciarii* d'Angleterre était de faire rendre gorge aux officiers convaincus d'avoir gardé pour eux des sommes qu'ils auraient dû transmettre au Trésor et de constater les usurpations commises au détriment du domaine ou des droits du roi. Louis IX, timoré, scrupuleux, très préoccupé d'avoir la conscience et les mains nettes, pensa d'abord aux réclamations que les sujets pourraient avoir à présenter contre l'arbitraire de ses officiers, contre ses prédécesseurs, contre lui-même. C'est pour informer sur ces griefs, et y faire droit, qu'il résolut, avant d'entreprendre sa première croisade, d'envoyer dans toute la France royale des enquêteurs, dont les pouvoirs sont définis comme il suit dans une lettre de janvier 1247 : « Pour recevoir par écrit et examiner les plaintes que l'on peut faire valoir contre nous ou nos ancêtres, ainsi que les dires relatifs aux injustices, exactions, etc., dont nos baillis, prévôts, forestiers, sergents et leurs subordonnés se seraient rendus coupables depuis le commencement de notre règne. »

Les premiers « enquêteurs » ont été institués ainsi par Louis IX en 1247 avec des intentions plus pieuses que politiques. Ils furent choisis, en conséquence, pour la plupart, non parmi les hommes qui assistaient d'ordinaire le roi dans l'expédition des affaires publiques, mais parmi les religieux qui jouissaient de sa confiance spéciale au spirituel, Cordeliers et Dominicains.

Lorsque le roi fut revenu de son expédition en Terre Sainte, il crut devoir nommer de nouveaux enquêteurs. « Tous les ans, voire plusieurs fois par an », dit le Confesseur de la reine Marguerite. Les documents qui nous sont parvenus ne permettent pas de contrôler cette affirmation; mais il est établi que des « enquêteurs » parcoururent en effet le Languedoc de 1254 à 1257, les bailliages de Paris, de Sens et d'Amiens en 1255, ceux de Bourges, de Tours et d'Orléans en 1256, la Picardie et le diocèse de Reims en 1257, le Vermandois et le Languedoc en 1258, le Languedoc en 1262, la Picardie en 1268-1269. Comme en 1247, c'étaient encore très souvent des moines mendiants; en 1258, le Chapitre général de l'ordre de saint Dominique fit une provision particulière en faveur des « frères qui s'occupent des

affaires du roi pour les restitutions ». Mais, déjà, de nombreux membres de la cour du roi, clercs et laïcs, participaient à ces opérations; on voit même que les commissions d'enquête étaient ordinairement présidées, désormais, par l'un d'eux. C'est ainsi que Robert de La Houssaie, clerc du roi, présida, de 1255 à 1258, quatre tournées en Picardie et en Champagne. Signe certain que, comme il était inévitable, l'institution, en durant, commençait à perdre le caractère exceptionnel que l'extraordinaire délicatesse du prince lui avait imprimé d'abord. Certes, il s'agissait toujours de réparer, autant que possible, les « torts faits » et les injustices; les justiciables, du reste, en étaient convaincus; voici le préambule d'une supplique adressée en 1269 aux enquêteurs qui instrumentaient en Vermandois : « Seigneur enquesteur, especiaument envoié de par noble homme Looy, roys de France, por les torfez amender et fere droit a cheucun, ausinc au povre quant au riche... » Mais on avait reconnu sans doute, à l'user, qu'il y avait avantage à ne confier de telles missions qu'à des hommes expérimentés, qui ne fussent pas trop disposés à accueillir n'importe quelles plaintes et à faire trop bon marché des considérations financières. Les pouvoirs délivrés en août 1268 à une commission d'enquête, envoyée en Picardie sous la présidence de maître Étienne de Lorris, clerc du roi, diffèrent assez notablement de ceux dont les Dominicains et les Cordeliers avaient été munis vingt et un ans auparavant : « Pour faire à notre place les restitutions qu'ils croiront légitimes après examen, sauf recours à nous dans les cas majeurs, soit de meubles, soit d'immeubles. » Au lendemain de la mort du saint, le temps s'annonçait déjà où des commissions, exclusivement composées de gens de cour, s'occuperaient avec prédilection, sous prétexte de continuer les enquêteurs de Louis IX, des restitutions à faire, non pas par le roi ou ses représentants à son peuple injustement dépouillé, mais par les administrateurs et les administrés au Trésor.

Les « enquêteurs » de Louis IX étaient chargés de « recevoir par écrit » les réclamations de tous ceux qui avaient à en formuler, de les examiner et d'y faire droit. Cela suppose une masse considérable d'écritures à l'occasion de chaque commission d'enquête. En premier lieu, des pétitions originales par centaines; les commissaires devaient les faire enliasser ou transcrire (in

extenso ou en abrégé) sur des registres spéciaux. Des témoins devaient être entendus contradictoirement à propos de chaque affaire; il est probable que leurs noms et leurs dépositions étaient recueillis, comme dans les enquêtes judiciaires, sur des rouleaux, ou, tout au moins, résumés à la suite des pétitions correspondantes. Enfin, les commissaires prononçaient des sentences, et il fallait bien qu'ils en fissent rédiger le texte pour que mémoire en fût gardée, dans l'intérêt des parties et aussi des enquêteurs à venir, qui, aux termes des lettres royales, étaient tenus d'opposer la question préalable à toutes les réclamations déjà jugées. Ils devaient donc délivrer des expéditions de leurs sentences et en conserver les minutes. On peut se figurer ainsi combien les scribes attachés aux « enquêtes » avaient d'ouvrage et ce que les enquêteurs rapportaient nécessairement de paperasses au terme de leurs expéditions.

Il est clair que ces paperasses seraient considérées aujourd'hui comme des documents de premier ordre pour la connaissance des hommes et des choses du XIII^e siècle, car on est curieux de savoir ce que les sujets de Louis IX, invités à parler en toute liberté, trouveraient à dire contre le gouvernement royal et ses agents, et comment ils le dirent. Si nous avions la collection des pétitions originales qui furent présentées et des témoignages que les enquêteurs entendirent, nous verrions, semble-t-il, se dérouler devant nous des tableaux précis de la vie de tous les jours, telle qu'elle était dans les villes et les villages de France il y a plus de six cents ans. Mais que sont devenues les archives des « enquêteurs » du XIII^e siècle?

Nul doute que les commissaires n'eussent l'habitude de déposer au Trésor des chartes de France, c'est-à-dire aux archives royales, tout ce qu'ils rapportaient de leurs tournées en fait de liasses, de registres et de rouleaux. Malheureusement, le Trésor des chartes de France a été dilapidé pendant des siècles. Il se compose maintenant, comme on le sait, de deux séries : 1^o le Trésor proprement dit; et 2^o le Supplément du Trésor, où des pièces du Trésor ont été précipitées, à différentes époques, dans un désordre inexprimable, soit parce qu'elles paraissaient sans valeur, soit parce que, les ayant extraites accidentellement ou pour les utiliser, on n'avait pas eu le courage de les remettre à leur place. C'est dans le Supplément du Trésor que sont aujourd'hui presque toutes les épaves qui subsistent des « enquêtes » de

saint Louis. Elles y sont, sûrement, parce que d'anciens archivistes, constatant que, dans les pièces de ce genre, il est question, non de grands événements ou de grands personnages, mais presque exclusivement de très humbles faits divers¹, n'y attachèrent pas d'importance. Et c'est aussi parce que, pendant longtemps, on n'y attacha pas d'importance, que la plupart de ces documents ont été, au cours des âges, détruits ou dispersés sans scrupules².

M. Léopold Delisle a publié au t. XXIV (1904) des *Historiens de la France*, avec une admirable industrie, ces épaves méprisées. En voici la liste sommaire. On a quelques cahiers ayant appartenu à des registres où les commissaires de 1247-1248 avaient fait transcrire ou résumer les pétitions remises entre leurs mains par les plaignants : en Normandie (p. 1-73); dans le Maine et l'Anjou (p. 73-93); en Touraine, en Poitou et en Saintonge (p. 94-252); dans les diocèses d'Arras, de Boulogne et de Tournai (p. 252-260); dans les bailliages d'Amiens, de Senlis et du Vermandois (p. 731-744); dans les diocèses de Laon et de Reims (p. 269-296); et en Languedoc (Carcassonne, Béziers, Alais, Nîmes, Beaucaire (p. 296-530). Les pétitions originales avaient été transcrites *in extenso*, ou peu s'en faut, dans quelques-uns de ces registres (Laon et Reims, Languedoc) et en abrégé dans les autres³. Quelques-uns avaient en outre reçu le résumé des témoignages produits à l'occasion des plaintes

1. Il ne se trouve, dans tout ce qui a été conservé des archives des enquêteurs de Louis IX, qu'un seul cahier de doléances présentant l'ensemble méthodique des griefs d'une communauté importante : Beaucaire (*Hist. de Fr.*, XXIV, p. 477 et suiv.).

2. Détruits ou dispersés. Vers 1823-1824, un registre des enquêteurs de saint Louis (le registre des enquêteurs commissionnés en Picardie en 1247) fut abandonné à des relieurs chargés de cartonner les ouvrages classiques de la maison Delalain, notamment la 3^e éd. de la *Chrestomathie grecque* de M. J.-Victor Le Clerc. Trois exemplaires de cette *Chrestomathie* qui ont été retrouvés à Poitiers en 1889 ont fourni trois doubles feuillets dudit registre (*Comptes-rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 1889, p. 315); un quatrième exemplaire, découvert en Alsace, en a fourni un autre (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1890, p. 209).

3. Le type ordinaire des résumés est : « Un tel, de tel endroit, se plaint de ce que (*conqueritur quod*) ... »; suivent les points de fait, plus ou moins détaillés, avec, çà et là, des passages extraits textuellement des pétitions originales (*Hist. de Fr.*, XXIV, p. 174, n. 884). Il arrive même que l'énoncé des points de fait soit totalement supprimé; des pages entières sont occupées par des paragraphes de ce genre : « Un tel, de tel endroit, dit, etc. » (*Hist. de*

examinées et mention des sentences; tel est, par exemple, le cas du registre relatif à la Touraine, au Poitou et à la Saintonge¹. Pour 1247-1248, il ne nous est parvenu qu'un seul fragment de procès-verbal de dépositions, rédigé à part (Dépositions des témoins produits par et contre Gontier, châtelain de Laon, p. 260-269). — Les tournées postérieures à celles-là sont encore moins bien représentées : quelques documents relatifs aux restitutions faites de 1254 à 1262 dans les pays qui avaient été désolés par la guerre contre les Albigeois²; fragment d'un procès-verbal des dépositions reçues dans l'enquête faite en 1261 sur l'administration de Mathieu de Beaune, ancien bailli de Vermandois (p. 318^e et suiv.); rouleau de pétitions originales et registre de sentences rapportés par des enquêteurs qui opérèrent dans les bailliages de Picardie vers 1269 (p. 696-728)³. Voilà tout.

Fr., XXIV, p. 168 et suiv.). — Les enquêteurs ne s'astreignaient pas d'ailleurs à faire transcrire ou résumer toutes les pétitions qui leur parvenaient; cela est établi par des mentions comme celle-ci : « Multi sunt milites, armigeri et alii qui petunt solidos suos quos meruerunt serviendo domino Ludovico in Anglia... Summa conquerentium magna est et summa pecunie quae petitur magna » (*Hist. de Fr.*, XXIV, 258).

1. Ce registre a servi à noter les divers incidents de procédure : citations, noms des témoins entendus, résumé des arguments, défauts (*non venit, noluit prosequi*), accords (*satisfactum est sine nobis*), sentences (*injunximus quod...*), exécution des sentences (*solutum est*). Il y a des annotations du même genre, mais plus amples, dans le registre de Nîmes (p. 403) : « Nuncii domini regis preceperunt... » (n. 43); « Non condemnavimus eum per unum testem » (n. 121).

2. L'archevêque d'Aix et Gui Foucois, clerc du roi, furent chargés en 1254 de faire des restitutions aux ayants droit des personnes injustement dépouillées dans les sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire; on a quelques chartes expédiées par la chancellerie de ces enquêteurs (p. 530-541). Le registre intitulé par l'éditeur *Exceptiones Carcassonenstium querimontis objectae* (Bibl. nat., lat. 11013) contient l'énoncé de motifs à faire valoir contre les réclamations de diverses personnes de la sénéchaussée de Carcassonne qui prétendaient à des restitutions ou à des indemnités (*Contra petitionem talis, talis dixit quod...*); ce registre, exécuté vers 1258, fut certainement remis à des enquêteurs pour éclairer leur religion (p. 541-617). Ces enquêteurs, qui parcoururent les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne à partir de 1258, prirent un grand nombre de décisions; un sénéchal de Carcassonne fit colliger plus tard des expéditions de leurs sentences et les fit transcrire dans une sorte de cartulaire qui fut longtemps conservé aux archives domaniales de la sénéchaussée et dont il existe une copie parmi les manuscrits latins de la Bibliothèque nationale (p. 618-695).

3. Ce registre de sentences est le plus soigné de tous, plusieurs articles étant clairement divisés en trois parties : *peticio, testes, sententia*. — C'est un registre de sentences, au net, car les affaires y sont rangées d'après les solutions

Avant la publication du t. XXIV des *Historiens de France*, il était pratiquement impossible de se rendre compte des ressources que les débris des archives des enquêteurs de Louis IX offrent pour l'histoire; rien n'est plus aisé maintenant. Mais si les érudits qui s'occupent du ^{xiii}e siècle ont désormais à leur disposition une source nouvelle, jusqu'à présent inaccessible, de données utiles pour une foule de recherches, il reste difficile d'exposer, d'ensemble, les données qui s'en dégagent, car c'est une poussière de menus faits dont il n'y a pas moyen de se servir, semble-t-il, pour édifier des conclusions générales. Le parti le plus sage, à l'effet de communiquer l'impression que procure une lecture suivie de ces documents, dont la mise au jour a coûté tant de temps et tant de peines, est, je crois, de produire ici des exemples choisis, classés.

Si, de nos jours, un gouvernement timoré provoquait le public à lui faire part des griefs qu'il a contre les fonctionnaires de tout ordre, il y aurait sans doute un abondant déballage de rancunes, particulièrement contre les fonctionnaires les plus modestes, sergents de ville, gardes champêtres et juges de paix. C'est ce qui arriva partout en 1247. Une foule de pauvres diables, hommes et femmes, se souvinrent d'avoir été brutalisés par la police. Parmi les petites gens qui, depuis dix, quinze ans ou davantage, avaient encouru des amendes pour des délits ou des contraventions, beaucoup profitèrent de l'occasion pour expliquer qu'ils s'étaient toujours considérés comme ayant été illégalement et injustement condamnés. Les fournisseurs qui avaient des notes en souffrance chez des officiers du roi s'empressèrent de les présenter : maître Salomon, médecin juif, réclame 10 livres de Melgueil, pour son salaire, au châtelain de Minerve, qu'il a soigné¹; un apothicaire se plaint que Jean de Fricamps, sénéchal de Car-

qui leur avaient été données, sous des rubriques telles que : *condempnacionnes*, *restitutiones*, *absoluciones*. Disposition dont il n'y a pas de second exemple dans les autres fragments connus; dans les autres registres connus, les plaintes sont ordinairement classées sous le nom de l'endroit d'où elles proviennent et sous celui du personnage visé (*De domino rege; contra baillivos*, etc.).

Un certain nombre d'affaires, dont l'instruction aurait été trop longue, sont renvoyées par les enquêteurs à la connaissance de fonctionnaires en exercice dans la circonscription. Voir, par exemple, p. 727, n. 231 et suiv.

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 361, n. 8.

cassonne, et son fils n'aient pas encore réglé les épices qu'il leur avait livrées¹; un certain P. Bardon dit qu'Eudes de Linais, l'ex-viguiier de Béziers, lui a acheté, pour 24 sous de Melgueil, un demi-muid de vin blanc et ne l'a payé qu'en injures²; maître Barthélemi, maître d'école à Tours, dit que le sergent Jean Gravier lui doit 8 sous tournois depuis trois ans pour la pension de son fils pendant un an³; il appert que Philippe Couraat, châtelain de Tours, était criblé de dettes et qu'il ne payait même pas régulièrement les travaux qu'il commandait pour le roi : c'est ainsi qu'Étienne Potafeu, de la paroisse de Saint-Hilaire, n'avait pas été payé d'une « image » qu'il avait peinte dans la chapelle du roi, au château de Tours⁴. D'autre part, bien des particuliers qui avaient soumissionné des travaux publics ou loué des terres de la couronne et qui, par la suite, avaient eu à se repentir de leurs marchés, ne résistèrent pas à la tentation de solliciter la réparation des dommages qui leur avaient été causés. Bref, tout fut remis en question; on en appela aux commissaires de tout ce qui s'était passé au détriment d'un chacun.

Dans le flot de commérages, ravivés ou suggérés par leur présence, dont les commissions d'enquête furent submergées, il y a des choses qui n'ont aucune espèce d'intérêt, parce qu'elles sont de tous les temps et de tous les pays. On n'a pas besoin de textes pour s'assurer qu'au XIII^e siècle, comme aujourd'hui, tout le monde ne payait pas ponctuellement ses dettes, et que, parfois, les gens de police passaient les prévenus à tabac, comme il arriva, par exemple, au personnel administratif de l'Hôtel-Dieu de Chinon en 1245⁵. La plupart des délits et des contraventions pour lesquels les sujets de Louis IX se plaignirent d'avoir été condamnés, quoique innocents, sont encore, de nos jours, des faits fréquents et punis : dégradation des chemins publics et des arbres dans les forêts, déplacement clandestin des bornes-limites, faux poids et fausses mesures⁶, larcins, recels, braconnages, insultes, coups et blessures, attentats à la pudeur. De plus, des centaines de réclamations

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 364, n. 20; cf. p. 112, n. 152.

2. *Ibid.*, p. 364, n. 19.

3. *Ibid.*, p. 231, n. 1607.

4. *Ibid.*, p. 122, n. 250; cf. n. 253.

5. *Ibid.*, p. 182, n. 998.

6. L'aune des drapiers devait être « ferrée » pour être considérée comme exacte : « Cum ipsa mercatrix esset in pannis et ulna sua non esset ferrata... » (*Ibid.*, p. 189, n. 1101).

sont trop brièvement motivées dans les registres des enquêteurs pour qu'il y ait lieu de les retenir. Le fait tout sec qu'un tel s'est plaint en 1247 que tel objet lui ait été extorqué « sans cause », ou *propter multiplicis injuriosas imposiciones*, n'apprend, aujourd'hui, rien d'utile à personne. Mais, en revanche, comme on peut s'y attendre, quantité de pétitions convenablement détaillées font entrevoir une société fort différente de celle où nous vivons, dont les usages, plus ou moins singuliers et curieux, méritent d'être notés.

Et d'abord il apparaît que, dans la France royale, au ^{xiii}e siècle, la police était très minutieusement faite, et même plus restrictive que la nôtre de la liberté individuelle, en dépit de ce que les mœurs avaient encore de plus violent. L'énumération des actes châtiés comme délictueux est, à cet égard, édifiante.

Quoique l'usage de se faire justice à soi-même, par la force, fût encore assez répandu, les officiers royaux luttèrent, du haut en bas de la hiérarchie, avec la dernière énergie pour le déraciner. — Défense de porter les armes, par ordonnance du roi. Le sergent Thierrri Cuer de Lion, de Saint-Michel en Thiérache, a arrêté, sur la route de Rochefort à Laon, un certain Daniel, de Rochefort, sa charrette et ses chevaux, sous prétexte que ledit Daniel portait un couteau pointu, contre les ordonnances¹. Thierrri de Paissi, sergent des prévôts de Laon, a arrêté le nommé Colard sur la route de Bucilly à Cessières parce qu'il avait une hache à la main ; il a dit que c'était un cas pendable ; il a confisqué la hache². Deux enfants de Bucylès-Cerny, de quinze ans ou environ, se promenaient un jour près du village avec des arcs ; surgit un sergent à cheval, qui voulut leur arracher ces armes ; en entendant les enfants crier *hahai!* les gens de Bucy arrivèrent avec des glaives et des bâtons, comme c'est l'usage en pareil cas, et, croyant que le sergent, qu'ils ne connaissaient pas, était un de ceux du sire de Coucy qui commettaient des excès dans le pays, ils le rudoyèrent un peu ; cela leur coûta cher et leur aurait coûté davantage sans l'intervention en leur faveur de l'abbé de Saint-Vincent, dont ils dépendent, auprès du bailli royal³. Josse de Bonnes, bailli de

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 283, n. 75.

2. *Ibid.*, p. 288, n. 101.

3. *Ibid.*, p. 291, n. 127.

Tours, a fait arrêter des écuyers de Robert de Saint-Antoine, chevalier, parce qu'ils allaient armés, quoiqu'ils n'eussent entrepris aucune chevauchée et ne fissent de mal à personne¹. Wiars d'Oignies, écuyer, gentilhomme et homme lige couchant et levant sous le seigneur d'Oudenarde, était un jour à Rozoi; on vint lui dire que le chapitre de Rozoi avait emprisonné un de ses cousins; les gens du chapitre lui firent voir, en effet, le prisonnier, et permirent même qu'ils allassent tous deux à la fête; mais, ensuite, ils émirent la prétention de réintégrer le prisonnier dans leur geôle; alors Wiars, qui n'avait ni couteau ni armure, « mit la main » pour les en empêcher; sur la plainte des chanoines et au mépris des droits de juridiction du seigneur d'Oudenarde, le bailli de Laon infligea d'office au coupable 63 l. p. d'amende². — Défense de saisir les biens ou la personne d'un débiteur, quel qu'il soit, sans autorité de justice. Geoffroi d'Azay, accusé à tort, s'il faut l'en croire, d'être entré dans les terres du roi pour prendre des gages sur Mathieu de Saint-Venant, son fidéjusseur, a été sévèrement puni pour ce fait³. Les tanneurs de La Flèche ont le droit d'empêcher les étrangers de vendre du cuir au marché de La Flèche; pour avoir confisqué par la force les marchandises d'un homme qui en vendait, suivant leur droit, ils ont été frappés d'une amende considérable⁴. Au temps où Geoffroi de Roncherolles était bailli de Vermandois, plusieurs décisions de ce personnage scandalisèrent les habitants de Compiègne. Un bourgeois de cette ville, Hues li Fruitiers, avait, suivant l'usage et le droit de Compiègne, pris et « mis aus aniaus » (aux fers), chez lui, un de ses débiteurs. Geoffroi lui infligea, pour ce fait, une amende de 20 livres parisis, quoiqu'il fût prêt à jurer qu'aucun commandement contraire, de par le roi, n'était venu à sa connaissance. La même chose arriva à dame Annès Lardée : un « proudhome foreins », un étranger, devait à cette veuve de l'argent, dont il ne s'acquittait pas; elle le fit mener « en son hostel » pour l'y mettre aux fers, comme il est accoutumé à Compiègne; personne prudente, elle avait eu la précaution de demander préalablement à cet individu, en présence du maire, s'il était croisé, s'il aimait mieux faire sa prison chez elle ou dans

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 95, n. 1.

2. *Ibid.*, p. 702, n. 14.

3. *Ibid.*, p. 100, n. 41.

4. *Ibid.*, p. 75, n. 21.

la geôle de la ville, enfin s'il pouvait fournir des garants; le brave homme avait consenti à rester « es aniaux » chez la dame, « par sa bone volenté »; elle n'en fut pas moins admonestée et condamnée par le bailli pour avoir agi « contre la défense du roi »; et, pourtant, elle n'avait jamais entendu dire que cela ne fût pas permis¹.

Il n'y en avait pas moins, quelquefois, des troubles par suite de rixes ou de représailles particulières. Jehan, prieur de Notre-Dame de Thin, exposa aux enquêteurs comment on avait agi envers ses hommes en pareil cas. Une querelle s'était émue entre Notre-Dame de Thin et les hommes de Thin, d'une part, et le monastère de Signi, d'autre part, au sujet des pâturages du bois de Signi. On s'était enlevé des bestiaux de part et d'autre. Un jour que le cellerier et deux autres frères de Signi avaient amené monseigneur Jocelin, prêtre et doyen de Justines, pour admonester le prieur de Thin au nom du conservateur apostolique, ceux de Thin, voyant que ces personnages étaient escortés de six forestiers armés, s'échauffèrent. On en vint aux mains; un des moines fut battu. L'official de Reims excommunia, pour ce fait, la communauté du village. Puis, le châtelain de Laon, envoyé par le bailli, ajourna les hommes de Thin aux prochaines assises et saisit les pâturages contestés. Là-dessus, un convers de Signi fut tué, nul ne sait par qui. C'est en vain que le prieur, fort inquiet de cet incident, alla faire, quoique malade, une démarche auprès du bailli. Le prévôt de Laon parut bientôt à Thin avec « les communes du roi », qui, d'après le dire du prieur, pillèrent tout pendant trois jours; une garnison de soixante hommes occupa ensuite le village, d'où les habitants s'étaient enfuis, pendant quinze jours. La pétition présentée au nom des hommes de Thin porte que leurs femmes, par crainte des « communes », ont enfanté honteusement et avant terme dans les champs et dans les bois et vu leurs enfants mourir sans baptême, dévorés par les porcs; plusieurs ont dû se relever après trois ou quatre jours « et avoir compaignie a leur mariz contre l'establisement de Sainte Église ». Il a fallu, en outre, payer infiniment : 200 livres parisis au roi, 40 aux garnisaires, 15 aux prévôts, 20 au châtelain, 30 au bailli, 20 au fils du châtelain, quelque chose aux enfants du prévôt, etc.; et le tout sans quittances².

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 699, n. 4, 8.

2. *Ibid.*, p. 273.

Les gardiens de l'ordre public se croyaient tenus de veiller, non seulement à l'ordre proprement dit, mais aux bonnes mœurs, et il semble qu'ils aient eu l'habitude de déployer, dans cette partie de leurs fonctions, un zèle extraordinaire. — Défense de circuler après la tombée ou avant le lever du jour. Voici le clerc Aleaume, âgé de plus de soixante ans, du chœur de Saint-Maxime de Chinon; il dit que, comme il allait à matines, la veille de Pâques 1245, Pierre, sergent du bailli de Tours, l'a saisi au collet, « parce qu'il se promenait la nuit », et l'a jeté pour ce motif dans une prison affreuse, où l'on met les condamnés à mort¹. Pons Costa, bourgeois de Beaucaire, se promenait après le couvre-feu (*post pulsationem campanae*); deux recors de la cour du viguier le forcèrent à donner des gages; et, comme Évrard Cinas protestait, en disant : « Vous avez tort de traiter ainsi un prudhomme, » les recors ripostèrent qu'ils lui en feraient autant s'ils le trouvaient en pareil cas². — On craignait que les gens qui erraient ainsi à la brune allassent commettre des « adultères », chose défendue, source de profits pour les juridictions pénales, et aussi, subsidiairement, pour leurs agents. Simon, « pauvre juif d'Arles », sortait un soir de la maison de son coreligionnaire Mossé, à Beaucaire, où il avait fait l'école, enveloppé dans une chape de couleur que Mossé lui avait prêtée, une lanterne à la main, lorsqu'il fut appréhendé par des recors de la viguerie; à leur sens, s'il avait une pareille chape, c'est qu'il allait voir des femmes (*quaesitum meretrices*)³. Au reste, sergents et recors ne se faisaient pas faute de pénétrer la nuit, au besoin par effraction⁴, dans les maisons où le bruit public leur donnait l'espoir qu'ils pourraient procéder à des constats. Bonjorn, fils de Jean de Marseille, était un jour chez une femme, nommée Raymonde, qui venait de lui laver la tête; la porte était ouverte; il y avait de la lumière, et le fils de Michel Pico, à qui ladite Raymonde venait de semblablement laver la tête, attendait dans la rue, à la porte. Bonjorn s'en allait quand il fut appréhendé par les hommes du viguier; ceux-ci avaient été avertis par les voisins qu'il se commettait dans leur rue « un honteux adultère ». « Nous vous avons pincé, dirent-ils, avec une femme mariée. » Or, la Raymonde n'avait jamais

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 98, n. 23. Cf. p. 185, n. 1025.

2. *Ibid.*, p. 448, n. 11.

3. *Ibid.*, p. 528, n. 268.

4. *Ibid.*, p. 411, n. 25.

eu de mari. Il fallut cependant payer 100 sous raimondins au viguier et 16 à ses hommes, sans jugement¹. Des aventures comme celle de ce Bonjorn étaient extrêmement communes². On voit même que l'autorité avait, dans les villages de la sénéchaussée de Carcassonne, des correspondants dont l'office était de veiller aux droits du roi (*ad servandum jura domini regis*), et notamment de dénoncer les adultères à qui de droit. Guillaume Audra, de Margon, dit qu'au temps où Guillaume des Ormes était sénéchal de Carcassonne, lui, G. Audra, veillait aux droits du roi à Margon; or, le bruit courait, dans ce village, qu'une femme, de la juridiction du roi, avait commis un adultère : conformément à son devoir, il dénonça la chose à la cour de Béziers; mais le viguier de Béziers, P. des Ormes, frère du sénéchal, qui, sans doute, avait déjà eu par ailleurs connaissance du fait, lui infligea une amende pour dénonciation trop tardive³. — Les historiettes de ce genre sont particulièrement nombreuses dans les registres des enquêteurs en Languedoc, mais c'était partout la même chose. Tandis qu'Aimeri de Partenai, clerc, et, de son métier, scribe, de la paroisse de Saint-Paul de Poitiers, était outre mer, le prévôt du roi à Poitiers pénétra violemment dans sa maison et emmena sa femme en prison; pourquoi? « parce qu'il l'avait vue parler à un clerc et qu'il se figurait que ce clerc était son amant⁴ ». Ce prévôt de Poitiers, Jean de Galardon, était très sévère sur ce chapitre: il avait mis à l'amende Isabelle La Brete et en prison Bone de Nieulles, « croisée », parce qu'il pensait de même qu'elles entretenaient des relations avec des clercs⁵. Daniel Corvisart, croisé, de la paroisse de Saint-Maxime de Chinon, est taxé à cinq sous d'amende par le prévôt de Chinon pour avoir été trouvé dans sa boutique, au marché, avec une femme, *quamvis cum illa muliere carnalem non haberet societatem*⁶.

Les écarts de langage, comme les écarts de conduite, valaient des désagréments à quiconque s'en permettait en présence ou au su des officiers royaux. Malheur à ceux qui exprimaient en public des opinions politiques, par exemple aux Méridionaux

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 486, n. 144.

2. *Ibid.*, p. 408; p. 415, n. 43; p. 120, n. 61; p. 441, n. 184; etc.

3. *Ibid.*, p. 324, n. 15.

4. *Ibid.*, p. 226, n. 1558.

5. *Ibid.*, p. 227, n. 1564; p. 228, n. 1578.

6. *Ibid.*, p. 184, n. 1018. Cf. p. 204, n. 1305; p. 245, n. 1800; p. 248, n. 1871.

qui disaient du mal des « Français¹ ». Malheur, surtout, à ceux qui s'exprimaient sans retenue sur le compte de l'administration ! Un bourgeois de Nîmes avait opiné que si, au temps du sénéchal Pélerin Latinier et de ses successeurs immédiats, certaines affaires criminelles avaient été correctement instruites et certains vols punis, bien des méfaits du même genre n'auraient pas été commis ; on rapporta qu'il avait dit : « Le sénéchal Pélerin Latinier et les autres sénéchaux protégeaient les voleurs ; » coût : 100 livres de raimondins². Quatre marcs d'argent pour avoir dit : « La cour du roi n'est ni juste ni bonne³. » Cinquante sous de Nîmes pour avoir dit : « Maudit soit celui qui a fait faire la nouvelle monnaie⁴. » Martin Chasaud, de Volpelières (Gard), causait avec un ami du viguier de Vallabrègues : « Il est un peu sourd, » disait l'ami. « Oh ! répondit Martin, il entend bien quand on dit *tiens* » ; 6 livres de raimondins⁵. Cent sous de raimondins pour avoir propagé le bruit que le sénéchal allait être déplacé⁶. Treize sous pour avoir propagé le bruit que Guillaume Mauran, baile de Roujan, était fils d'un Maure ou d'un Sarrasin baptisé⁷.

On était continuellement exposé à violer quelque règlement nouveau et à provoquer les soupçons, l'intervention des policiers. Les édits sur les monnaies, que nul n'était censé ignorer, étaient, naturellement, l'occasion de vexations et de râfles journalières. Exemple : deux juifs d'Arles, qui, passant par Beaucaire pour aller à Avignon, avaient acheté pour une obole de pain et payé en monnaie raimondine, parce qu'ils ne savaient point que, depuis peu, par édit, l'usage de la monnaie de Nîmes était seul autorisé, réclament aux enquêteurs l'amende qu'ils ont dû verser⁸. Comme le roi avait des droits sur les choses trouvées, il fallait notifier les moindres trouvailles à l'autorité⁹. Durand, de la paroisse de Sainte-Gemme (Mayenne), creusait dans son champ pour extraire une grosse pierre qui l'empêchait de labourer, lorsque le sergent Robert survint, qui l'accusa de s'être appro-

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 370 h.

2. *Ibid.*, p. 412, n. 36.

3. *Ibid.*, p. 145, n. 558.

4. *Ibid.*, p. 428, n. 113.

5. *Ibid.*, p. 473, n. 100.

6. *Ibid.*, p. 458, n. 47.

7. *Ibid.*, p. 345, n. 115.

8. *Ibid.*, p. 508, n. 234. Cf. p. 76, n. 32 ; p. 81, n. 100, etc.

9. *Ibid.*, p. 144, n. 535.

prié un trésor¹. Un homme de Saint-Christophe-du-Luat avait ramassé sur la route un chapeau et l'avait remis au curé, légitime propriétaire, mais il fut frappé d'une amende, car il aurait dû déposer l'objet entre les mains du sergent royal². Gilles Menart, de Savennières (Maine-et-Loire), se plaint d'avoir été rançonné pour avoir vendangé un jour de fête³. Pierre Oger, de Nîmes, l'a été pour avoir joué de l'argent aux tables⁴. Un nommé Robin, de Tours, pour n'avoir pas assisté à la pendaison d'un larron⁵. Un paroissien de Saint-Étienne de Poitiers, pour avoir acheté des cerises au marché avant la troisième heure⁶. — Quelques griefs sont particulièrement instructifs. Aimeri Mathon, d'Azay-le-Rideau, a dû payer pour avoir fait déferer à sa femme le jugement traditionnel par l'eau bouillante⁷. Pierre Malet, chevalier, de Saint-Laurent de Langeais, s'étonne que le bailli de Tours se soit permis de lui extorquer 100 sous d'amende pour avoir dépendu un voleur; n'était-ce pas son droit, comme c'est celui de tous les nouveaux chevaliers⁸? Jean Le Cavaier, de Saint-Symphorien-du-Pont, de Tours, a été inquiété « parce qu'il n'avait pas de seigneur⁹ », et Pierre de Lercé, chevalier, sous prétexte qu'il n'avait pas reçu régulièrement ce titre, vu que son père n'en avait pas été revêtu, malgré que ledit Pierre fit valoir que sondit père avait tenu sa terre en fief et que sa mère appartenait à une famille chevaleresque¹⁰. — Enfin, les gens du roi avaient l'œil spécialement ouvert sur les sorciers; or, tout le monde, mais surtout les vieilles

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 88, n. 189.

2. *Ibid.*, p. 89, n. 200.

3. *Ibid.*, p. 81, n. 98.

4. *Ibid.*, p. 404, n. 1.

5. *Ibid.*, p. 138, n. 450.

6. *Ibid.*, p. 228, n. 1584. Cf. p. 199, n. 1205 : Simon Chicorneau, de Cravant (Indre-et-Loire), a été à l'amende de 19 s. pour avoir vendu un pain avant la troisième heure, en 1236, « contre l'ordonnance du roi »; dit pour sa défense et se dit prêt à prouver « quod nesciret dictum edictum fuisse factum quod nullus venderet ante horam terciam ».

7. *Ibid.*, p. 179, n. 962.

8. *Ibid.*, p. 108, n. 119.

9. *Ibid.*, p. 176, n. 910.

10. *Ibid.*, p. 100, n. 42. Cf. p. 108, n. 122, et p. 112, n. 153 : Robert de Saint-Antoine, chevalier, est inquiété pour avoir conféré la chevalerie à un bourgeois du roi, qui avait épousé une de ses cousines. Voir aussi p. 4, n. 19 : Robert de Beaumont, chevalier, a été détenu pendant dix-sept semaines, *occasione quod factus fuit miles sine licencia regis*; les gens du roi l'accusaient

femmes et les épiciers, était exposé, en ce temps-là, à passer pour pratiquer des maléfices. La femme Lejart, de Chinon, dit qu'elle a été mise aux fers à Fontevault par Oudart, châtelain du roi à Sablé, beau-frère du bailli de Tours, parce que ledit Oudart croyait qu'elle avait envoûté sa femme¹. Renaut l'apothicaire et Erraud l'épicier, de Poitiers, disent qu'ils ont été molestés parce qu'on les soupçonnait de vendre des philtres empoisonnés².

Il paraît bien que les fonctionnaires, même ceux du rang le plus infime, exigeaient de leurs administrés, même des nobles, les marques de la plus respectueuse considération. Ce sont des cas punissables que de refuser l'hospitalité à un *famulus* du bailli³, de donner un démenti à un sergent qui vous traite de voleur⁴ et de ne pas se présenter tout de suite devant un sénéchal qui vient d'arriver dans le pays⁵. — Un jour que le sergent

d'être bourgeois, et non de *progenie militari*; il dut promettre, par-devant la reine et Barthélemy de Roye, de payer cent livres pour être délivré; il n'a jamais pu obtenir l'enquête qu'il demandait sur son cas.

1. *Ibid.*, p. 97, n. 17.

2. *Ibid.*, p. 114, n. 167-168. — Quant aux excommuniés, si nombreux, en tous lieux, au XIII^e siècle, les fonctionnaires royaux n'observaient pas toujours, envers eux, la même attitude. On sait assez que l'Église prétendait alors à l'appui du bras séculier contre les excommuniés qui s'obstinaient et que le gouvernement royal, Louis IX lui-même, s'opposa très fermement à cette théorie. Voir, *Ibid.*, p. 537, une pétition de l'évêque de Séz qui est à rapprocher du récit bien connu de Joinville sur ce sujet. — D'ordinaire les officiers, très hostiles à la juridiction ecclésiastique, refusaient nettement de se mêler des excommunications, conformément à la politique qui prévalait en haut lieu, comme Étienne Amaurin, prêtre de Poitiers, qui comparut devant les enquêteurs (*Hist. de Fr.*, XXIV, p. 102, n. 64), l'apprit à ses dépens. Grâce aux instances du sous-chantre de Poitiers, il avait obtenu des lettres des juges du pape pour inviter le sénéchal Geoffroi Païen à contraindre par la saisie de leurs biens plusieurs excommuniés de sa circonscription, rebelles à la juridiction ecclésiastique, sous peine d'excommunication contre le sénéchal lui-même. Geoffroi répondit : « Je ne m'en mêlerai pas. » Amaurin l'excommunia. Mais Geoffroi le fit arrêter pour sa peine, ce que le bon prêtre « n'aurait pas voulu pour 10 livres tournois ». Il traîna ensuite son affaire en longueur, ce qui causa encore à Amaurin un préjudice de 10 livres. Enfin il envoya dans la maison paternelle d'Amaurin des garnisaires, au nombre de six, qui dépendèrent largement... — Plusieurs individus se plaignirent au contraire aux enquêteurs que des officiers leur eussent extorqué de l'argent sous prétexte qu'ils restaient excommuniés (*Ibid.*, p. 83, n. 126; p. 147, n. 572; p. 219, n. 1490, etc.).

3. *Hist. de Fr.*, p. 97, n. 16.

4. *Ibid.*, p. 74, n. 15.

5. *Ibid.*, p. 114, n. 176.

Grégoire était venu chez Robert Ferrant, de Saint-Ouen-des-Vallons (Mayenne), celui-ci dit : « Soyez le bienvenu ; restez donc, s'il vous plaît, avec ma femme ; moi, je m'en vas lier mes gerbes. » Alors Grégoire, offensé : « Voilà un rustre qui aime mieux ses gerbes que de rester avec moi, » et il fit seller son cheval et s'en alla¹. — Le commandeur de la maison de l'Hôpital, à Campagnolles (près Cazouls, Hérault), était à table au réfectoire avec ses frères lorsque l'écuyer de Bernard Mabile, viguier de Béziers, se présenta à la porte. On ouvrit, et il entra. Mais voici Mabile lui-même. « Où sont les frères ? » dit-il. « Au réfectoire, » répond le portier. Alors Mabile se répandit en injures contre les frères parce qu'ils ne s'étaient pas dérangés pour lui faire honneur, et il partit furieux. Les frères furent désolés de n'avoir pas su qu'il était là ; et, pour l'apaiser, ils lui firent offrir un mouton gras et 30 sous de Melgueil, puis un bœuf, mais il ne voulut pas du bœuf ainsi offert et en fit prendre un autre par ses gens, un meilleur, malgré les frères². — Lorsqu'Étienne de Codols était viguier de Nîmes, Raymond Gallon avait un procès par-devant le juge Pierre Roux avec une femme nommée Sperta, et il était inquiet pour ses intérêts, car le juge Pierre allait souvent chez ladite femme et lui parlait en secret ; ne lui donnait-il pas des conseils ? Le jour où l'affaire allait être plaidée, il les trouva encore en conversation particulière, tout les deux, le juge et cette femme. Alors, tout bonnement, en ami : « Non, non, monseigneur Pierre, ce n'est pas bien de parler ainsi avec ma partie. » Mais Pierre Roux, se tournant vers son notaire : « Richard, écrivez que cet individu a injurié le juge du roi ! » puis, s'adressant à son interpellateur confondu, il lui promit de le lui faire payer cher (*que car o compraria*), ce qui ne manqua pas d'arriver³. — Hugues Poe, chevalier, de Langeais, étant à des assises que le bailli de Tours tenait à Chinon, au moment où ce personnage allait prononcer un arrêt, lui dit : « Voulez-vous que je me retire ? » Le bailli lui infligea, pour ce fait, 50 sous tournois d'amende : « Vous avez parlé sur le jugement du roi ! » — Bernard Pons, de Caveirac (Gard), a été mis aux ceps par le baile

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 93, n. 251.

2. *Ibid.*, p. 374, n. 66.

3. *Ibid.*, p. 409, n. 17.

4. *Ibid.*, p. 110, n. 140.

et un notaire de la cour de Nîmes, parce qu'il a « ri » devant eux¹.

Appeler au sénéchal de la décision d'un baile ou au roi de la décision d'un sénéchal était trop souvent considéré par le baile ou le sénéchal intéressé comme une offense personnelle. Les hommes de Roujan, surtaxés par le sénéchal Guillaume des Ormes, déposèrent entre ses mains, par-devant témoins, un appel au roi; mais ils n'osèrent pas insister parce que cet officier et son frère les firent immédiatement incarcérer, en interdisant aux chevaliers du pays de les aider à soutenir leur appel². Un certain G. Raymond présentait des réclamations au sénéchal Oudart de Villiers : « Allez donc, dit celui-ci impatienté, aux enquêteurs qui sont ici; je vous rendrai s'ils trouvent que j'ai trop perçu; » et comme Raymond s'en allait, disant : *Ieu son menaz a grant peccat*, le sénéchal se ravisa : « *Firmes, firmes tot cant aves*, » et il le fit arrêter par le viguier³. — Cinquante livres d'amende pour avoir dit : « Je me plaindrai du sénéchal au roi de France⁴. »

Ces mêmes fonctionnaires, si chatouilleux à l'endroit des égards qui leur étaient dus, n'en montraient guère à autrui soit en paroles, soit en actions. — S'il faut en juger par les conversations rapportées aux enquêteurs par des plaignants qui, d'ailleurs, ne s'en étonnent nullement, les bas officiers, sergents, bailes, châtelains, etc., avaient d'ordinaire le verbe haut et gras. Le rédacteur du registre des griefs recueillis à Alais n'a pas cru devoir traduire en latin certaine apostrophe, qui brave l'honnêteté, du baile royal d'Alais à un homme du Mas-Dieu; il l'a transcrite en provençal⁵. Il n'était pas rare que les humbles supplications des gens fussent accueillies par des grossièretés, des menaces, par exemple : « N'insiste pas, ou je te fais jeter dans la longaigne⁶; » ou bien : « Va paître⁷. » Il suffit sans doute de citer ici l'aventure du nommé Durand, de Langlade, près de Sommières (Gard). Pierre d'Auvergne, baile de Langlade, avait tellement vexé cet homme qu'il résolut de quitter le village avec sa famille; il s'en allait, lorsqu'il rencontra le baile; interpellé, il

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 429, n. 119.

2. *Ibid.*, p. 369.

3. *Ibid.*, p. 435, n. 158.

4. *Ibid.*, p. 507k.

5. *Ibid.*, p. 399, n. 41.

6. Dans les latrines. *Ibid.*, p. 452, n. 22; p. 457j, etc.

7. *Ibid.*, p. 418, n. 50.

lui fit part de son intention. Pierre d'Auvergne s'écria : « Il ne serait pas mauvais de vous emplir la bouche de fumier, à toi et à ton frère, de sorte que vous ne puissiez plus respirer que par en bas. » Durand ne répliqua rien, si ce n'est : « Vous le pouvez, comme baile et seigneur du lieu. » Alors le baile ramassa de la boue et du bran, dont il emplit la bouche dudit Durand, à le faire suffoquer. Cependant le village s'était rassemblé pour regarder cette scène. Par gestes, Durand montrait son triste cas. Le baile dit : « En veux-tu davantage? » Durand, homme pauvre et simple, s'agenouilla en répétant : « Vous le pouvez, comme baile et seigneur. » Et le baile, avisant le frère du pauvre diable : « Veux-tu que je t'en fasse autant? » — Les baillis et les sénéchaux eux-mêmes, d'une condition sociale et d'une éducation plus relevées, ne laissaient pas de brusquer aussi sollicitateurs et prévenus. Comme dame Garssende, veuve noble, demandait au sénéchal de Carcassonne, Jean d'Escrennes, qu'il lui fit droit au sujet des hautes justices (sang, vol et adultère) qu'elle avait au Poujol avant l'arrivée des croisés et au temps de Simon de Montfort et des autres sénéchaux, dont elle avait été spoliée, le sénéchal lui déclara que, si elle en parlait encore, il la ferait mettre aux ceps (*in tavega*¹). — Pierre d'Athies, qui fut sénéchal de Beaucaire en 1239, était très roide. Un jour que les amis de Guillaume Gobi s'étaient présentés devant lui pour le supplier en faveur dudit Guillaume, l'un d'eux, « homme qui parlait très bien, commença sa harangue en ces termes pleins d'élégance : « Monseigneur, vous êtes le représentant du roi dans notre pays; le roi a toujours maintenu la justice entre ses sujets... » Pierre l'interrompit vivement : « Dépêchez-vous de dire ce que vous voulez; je donnerais bien cent marcs d'argent pour ne plus entendre parler ni du roi ni de la reine². » — Dame Thitburge, veuve de noble homme Bernard Pelet, seigneur d'Alais, eut fort à se plaindre, s'il faut l'en croire, de ce même Pierre d'Athies. Elle était brouillée avec lui, notamment parce qu'elle avait protégé la dame de Rousson contre ses entreprises galantes. Il fit démanteler les murs de clôture de ses villages : Boucoiran, Montaigu, Rousson, Lascours, Aigrefeuille, etc. Il envoya des sergents armés au château fort des Pelet, à Alais, qui en évincèrent brutalement tous les habitants ;

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 433.

2. *Ibid.*, p. 332, n. 52.

3. *Ibid.*, p. 393, n. 21.

le bruit courut qu'il allait le raser. Alors dame Thitburge et son fils, « craignant la légèreté et la cruauté » de Pierre, se rendirent, avec quelques prud'hommes, à Sommières, où il était, afin de le fléchir. En la voyant, il lui dit : « *Mal sias venua* [Soyez la mal venue], » et il l'accabla d'outrages que dame Thitburge promet aux enquêteurs de spécifier plus tard devant eux. Dame Thitburge fut obligée de jurer, en pleurant, qu'elle ferait ses volontés...¹. — Enfin, nul respect particulier pour le caractère ecclésiastique. Jocelin, chanoine de Notre-Dame-la-Grande de Poitiers, dit que le prévôt Jean de Galardon se faisait un malin plaisir de l'empêcher de s'asseoir avec ses amis dans le cimetière de Saint-Didier; le mardi avant l'Ascension, jour où Notre-Dame-la-Grande a toute juridiction à Poitiers, tandis que les chanoines exerçaient cette juridiction par leur prévôt, Jean a pénétré dans l'église; il a porté des mains violentes sur le plaignant, qui était revêtu de son surplis; il l'a poursuivi, lui et sa troupe, en brandissant des épées et des bâtons...². Un homme de Villemagne (Hérault) avait été arrêté par le viguier de Béziers sous prétexte d'hérésie, tenu en prison pendant un an et soumis à toutes sortes d'extorsions jusqu'à ce que frère Ferrier, inquisiteur, l'interrogeât; mis hors de cause par l'Inquisition, il réclama au viguier ce qui lui avait été pris en s'autorisant d'une lettre écrite, à cet effet, par frère Ferrier : « Je ne te rendrais rien, dit le viguier, pour quatre moines comme celui-là³! » — Excommuniés, les fonctionnaires royaux portaient très légèrement le poids de leur excommunication⁴.

En résumé, les enquêtes de 1247 donnent l'impression d'un pays administré de très près, par une hiérarchie qui jouit d'une autorité très étendue : aucun indice, nulle part, de la moindre résistance. Il devait donc se produire des abus, les abus ordinaires qu'engendre la puissance d'en commettre avec impunité : vénalité, arbitraire, concussion. Des milliers de faits de ce genre furent en effet soumis aux délégués de Louis IX. On va voir s'ils sont très graves.

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 390.

2. *Ibid.*, p. 228, n. 1576.

3. *Ibid.*, p. 380, n. 86.

4. Cf. plus haut, p. 17, note 2. Voir aussi *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 295, n. 152. Geoffroi Mauclerc, bailli d'Aunis, excommunié par le curé d'Esnandes, saisit sa maison et lui envoie soixante garnisaires (*Ibid.*, p. 232, n. 1618).

Les accusations de vénalité proprement dite portées contre des juges ou contre des baillis et des sénéchaux à l'occasion de leurs fonctions judiciaires sont assez rares. — G. Capucii, juge de la cour royale de Béziers, est accusé d'avoir montré aux plaideurs « un visage terrible et menaçant » pour se faire donner par eux de l'argent ou des biens à vil prix. B. Maistre, de Roujan, n'aurait attendu de ce juge aucune justice s'il n'avait eu la précaution de faire quelques cadeaux à sa femme, nouvellement accouchée, et à lui-même¹. — Olivier de Langeais, chevalier, accuse le bailli de Tours qui a accepté de lui un marc d'argent, promettant en échange de lui faire promptement justice d'individus qui l'avaient offensé, et qui s'est abstenu de tenir sa promesse². — Robert de Saint-Antoine, chevalier, dit que, comme le bailli Josse de Bonnes prorogeait sans cesse ses affaires, il lui donna 100 sous tournois et 25 sous à son conseiller pour hâter les choses³. — Les justiciables se plaignent surtout, à cet égard, des arrestations dont on ne se tire qu'en graissant la patte à ceux dont dépendaient les élargissements. Bernard Peissonier, de Nîmes, raconte qu'il était aux ceps, depuis huit jours, dans la prison de la viguerie, lorsque Jourdain, le scribe de la cour, lui dit : « Pourquoi ne t'arranges-tu pas avec le viguier ? » « Parce que je n'ai rien fait, » répondit Bernard. Alors Jourdain : « Le viguier veut avoir du tien, n'importe comment, parce qu'il a acheté cher la baille. » « Si c'est ainsi, dit Bernard, je donnerais bien 20 sous de Nîmes, mais pas plus ; voyez si ça peut s'arranger. » Libéré, il vint à la cour et promit les 20 sous, qu'il paya par la suite ; et Jourdain reçut la somme, par l'ordre du viguier⁴.

Si, dans les registres de 1247, les plaintes relatives à la justice, tant civile que criminelle et correctionnelle, sont de beaucoup les plus nombreuses, c'est à cause de la manière arbitraire dont elle était administrée, « sans loi et sans jugement », *non secundum jus, sed de proprio arbitrio, omni ordine judicario et omni cognitione judicis praetermissis*. Dans la majorité des cas, pas de formes régulières, point de tarifs établis, rien que le bon plaisir des officiers de police, qui fixaient à vue de nez aux délinquants les « compositions » à payer. Jean Milon, de

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 370 c. Cf. *Ibid.*, p. 366, n. 29, et p. 373, n. 57.

2. *Ibid.*, p. 96, n. 6.

3. *Ibid.*, p. 95 c.

4. *Ibid.*, p. 415, n. 43.

Launoy-sur-Vence (Ardennes), déposa à ce sujet entre les mains des enquêteurs une pétition vraiment typique. Il était fermier, à mi-fruits, d'une pièce de terre sise à Tig, appartenant à Jean Equet, de Launoy. Comme il voulait rentrer chez lui la moitié, qui lui revenait, de la moisson d'avoine, Guibert de Louvignies, sergent des prévôts de Laon, l'arrêta, lui, ses ouvriers et ses chevaux et les mit en prison, parce qu'il avait enfreint la saisine du roi; le territoire de Tig était alors, en effet, saisi pour un méfait imputé à des gens du pays. Relâché sous caution, il comparut devant les prévôts de Laon qui, d'abord, se bornèrent à exiger de lui une composition de 100 sous; mais ils se ravisèrent le lendemain : « Tu donneras davantage, car tu es riche; » ils exigèrent la promesse de leur payer 6 livres 1/2 avant la Saint-Rémi. Jean Milon référa de cette décision au bailli de Vermandois, qui l'annula. Il se croyait quitte; mais, sur ces entrefaites, le bailli, André Lejeune, fut déplacé, et les prévôts réclamèrent aussitôt la somme qu'ils avaient fixée d'abord. Force fut à Jean Milon de se mettre à la recherche du bailli Lejeune, dans sa nouvelle circonscription. Il le suivit à Pontoise, à Gisors, à Compiègne; il le joignit enfin à Montdidier; il obtint de lui des lettres pour son successeur en Vermandois, Simon des Fossés. Mais quoi? Simon des Fossés, après avoir lu ces lettres, s'écria : « Tu as dû graisser la patte à mon prédécesseur pour qu'il m'écrive des choses pareilles. Bon : je te tiens quitte de l'amende due au roi, mais non pas de l'amende due aux prévôts; c'est tant. » Au total, toute cette affaire coûta bien 15 livres au contrevenant. « J'ai rapporté ces choses tout au long, écrit-il au bas de sa pétition, pour que le seigneur roi voie bien que les pauvres ne peuvent pas poursuivre leur droit contre les prévôts¹. »

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 279, n. 45. — Il va de soi que beaucoup de justiciables virent dans les commissions d'enquête un nouveau degré de juridiction devant lequel ils pouvaient porter derechef les affaires qu'ils avaient perdues, en arguant de procédures irrégulières. — Un grand nombre de personnes se plaignent, par exemple, d'avoir été citées et jugées en dépit des privilèges reconnus aux croisés (*Ibid.*, p. 98, n. 25, 35, 36; p. 74, n. 11; p. 84, n. 144, etc.). — On se plaint amèrement de la manière dont certains baillis entendaient la pratique du duel judiciaire. Robert de Comarcé, de Sainte-Colombe (Sarthe), dit que, comme il était accusé d'avoir volé une bourse à un jeune homme, le bailli de Tours lui ordonna de s'armer contre ce jeune homme; il était blessé au pied; n'importe, il fallut échanger des coups, même après qu'un arrangement fût intervenu entre les parties (*Ibid.*, p. 74, n. 14). Le même bailli exigea pareillement que Pierre Michel se mesurât contre Guillaume Pofier jusqu'à

On peut noter ici, en passant, la rudesse des moyens de coercition, quoique les justiciables, habitués à ces mœurs, ne protestent presque jamais contre l'emploi des pires. — Les gens du peuple étaient généralement trop pauvres pour trouver l'argent comptant des amendes qui pleuvaient sur eux; l'usage universel des officiers de police était donc de se garnir les mains en saisissant à leur domicile des objets mobiliers comme « gages », notamment la literie (coussins, coutes-pointes, etc.), les habits, et la coupe d'argent doré qui était alors le principal luxe des familles modestes; c'est ce qu'ils appelaient, en leur latin, *pignorare*, *vadia capere*; les registres des enquêteurs contiennent de longues énumérations d'ustensiles et de défroques ainsi saisis. Ces objets étaient d'ordinaire déposés chez les juifs, qui avançaient dessus, à la cour, le produit des amendes ou bien, après quelque temps, vendus aux enchères publiques¹. — Les gens un peu plus à leur aise se voyaient envoyer chez eux des garnisaires qui menaient joyeuse vie à leurs dépens², jusqu'à ce qu'ils eussent payé. — Les petits seigneurs voyaient démolir leurs tours et mettre leur mobilier au pillage³. — Une pénalité qui paraît avoir été fréquemment infligée à la place de la prison était la résidence forcée en un lieu plus ou moins éloigné du domicile habituel des délinquants (*tenere, intrare hostagiam*). C'était

ce que ledit Michel lui eût versé une forte somme pour en être dispensé (*Ibid.*, p. 75, n. 19). Il avait, lui et ses alloués de Chinon, décidé qu'il y avait lieu à duel entre un homme du prieur d'Azay-le-Rideau, jeune et faible, et un sergent nommé Paris; le prieur craignait beaucoup que son homme ne pût dans cette épreuve; il dut payer pour que le duel n'eût pas lieu (*Ibid.*, p. 99, n. 30. Cf. p. 81, n. 103; p. 87, n. 171; p. 97, n. 15; p. 95, n. 4; etc.). — Geoffroi, de Grazay (Mayenne), dit que, étant accusé aux assises du roi à Sacé, tenues par Robert du Verger, d'avoir enfreint une saisie opérée par Jemmet de Loiron au nom du roi, il s'écria : « Je le nie et je m'en défends contre vous et contre tout homme. » Mais Robert déclara par jugement qu'il avait perdu sa cause, parce qu'il n'avait pas nié nominativement contre Jemmet. Il y a de cela neuf ans. Il réclame (*Ibid.*, p. 90, n. 215). — Guillaume, de Chanceaux (Indre-et-Loire), dit que le prévôt de Tours l'a condamné il y a six ans, parce qu'il refusait de payer une poule de redevance, et cependant il ne devait pas la coutume, car la terre où il vit est libre. Le prévôt, convoqué par les enquêteurs, répondit que l'usage est tel : un vilain, vivant sur une terre libre, n'en doit pas moins la prestation des coutumes. Mais il se trouva hors d'état de le prouver. Contraint à restitution (*Ibid.*, p. 156, n. 674).

1. « Preconizatio quam consuetum est fieri de vadiis curie » (*Hist. de Fr.*, XXIV, p. 458 k. Cf. *Ibid.*, p. 157, n. 680).

2. *Cum meretricibus...* (*Ibid.*, p. 401, n. 55).

3. Exemples, *Ibid.*, p. 402, n. 56 et 57.

un moyen commode de se débarrasser des gêneurs. Au témoignage de la dame d'Alais, lorsque le sénéchal de Beaucaire, Pierre d'Athies, jeta les yeux sur la dame de Rousson, il ne trouva rien de mieux que d'envoyer le sire de Rousson *in ostagiis*, pendant un mois, à Bellegarde, qui est à un jour de Rousson¹. On craignait fort ces exils temporaires qui, entre autres inconvénients, avaient celui d'être coûteux². Rompre son ban passait, naturellement, pour une offense assez grave³. — Dans les prisons, où l'on pouvait être jeté pour les causes les plus légères, et dont les petits chevaliers de la campagne tâtaient comme les vilains, la torture était d'usage courant, comme procéda d'instruction, de châtiment ou de chantage⁴. — Voici enfin, à titre d'exemples, deux pétitions caractéristiques. Un individu de Villevieille (Gard) dit que sa femme fut mise aux ceps par le viguier de Sommières pour n'avoir pas fait savoir que son petit garçon avait trouvé, en gardant ses brebis, une marmite pleine d'enchantements (*fachuris*) ; elle y resta cinq semaines, et elle accoucha là, sans secours, d'un enfant, qui fut dévoré par les chiens⁵. Pierre Reboul, de Saint-Gilles, se plaint de Guillaume Austunc, « Français », viguier de Nîmes, et du viguier de Calvisson : Guillaume l'a arrêté sous l'inculpation (fausse) d'avoir déplacé une borne ; il l'a torturé mortellement jusqu'à ce qu'il ait obtenu des aveux ; il a saisi tous ses biens. Pierre Reboul est resté neuf mois en prison, torturé de temps en temps ; il a été obligé ainsi de cracher 60 livres de raimondins, et, lorsqu'il a été remis en liberté, son patrimoine était réduit à rien⁶.

Les actes de rapine pure et simple sont allégués pour la plupart à la charge des sergents et des prévôts, qui cherchaient évidemment à profiter, pour se faire faire toutes sortes de cadeaux, de la peur qu'ils inspiraient. « On le craignait fort », dit le chapitre de Tours en parlant du châtelain Philippe Coraut, « car il était sergent du roi⁷ ». Lambert Cadoc, bailli de Pont-Aude-

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 389 ; cf. p. 401, n. 55.

2. *Ibid.*, p. 496, n. 189.

3. *Ibid.*, p. 412, n. 34 ; p. 460, n. 54, etc.

4. *Ibid.*, p. 229 c ; p. 232, n. 1618 ; p. 468, n. 80 ; p. 497, n. 193 ; etc.

5. *Ibid.*, p. 442, n. 189.

6. *Ibid.*, p. 514, n. 239.

7. *Ibid.*, p. 132. — Il arrivait que des gens, qui n'étaient pas sergents du roi, se faisaient passer pour tels afin d'abuser du prestige attaché à cette fonction ;

mer, est accusé d'avoir fait tort à diverses personnes parce qu'elles n'avaient pas voulu épouser sa nièce¹ ou lui donner un moulin², un autour³. Oger le boucher, de Langeais, payait, en 1247, un tribut annuel en nature au prévôt Jean Riaude, pour l'amadouer, « parce que ledit Jean disait que, comme prévôt, il pouvait servir les gens dans sa prévôté ou leur nuire⁴ ». Guillaume le cordonnier, de Montsurs (Mayenne), avait été obligé de donner de l'argent, « pour les bottes de son fils », au sergent Thibaut Dupuis, qui l'avait menacé en ces termes : « Donne, ou je saisis tes bestiaux⁵. » Isabelle, veuve de Guillaume Dollé, de La Flèche, rapporte que le prévôt Mocart disait à son mari : « Il faut que tu m'aides à payer le prix de ma prévôté⁶. » De même, Raoul de Saint-Quentin, viguier de Beaucaire : « Mon ami, la viguerie m'a coûté cher; et je veux avoir du vôtre⁷. » Le maire et la commune de Crépy disent que Robert de Paregni, prévôt de Laon à partir de 1229, les informa un jour qu'il avait payé sa prévôté trop cher et qu'il fallait l'aider; redoutant d'être inquiétés par lui s'ils refusaient, ils consentirent à lui servir une rente pendant six ans⁸. Les hommes des Roches-Saint-Paul (Indre-et-Loire), qui sont au monastère de Saint-Paul de Cormery, ont payé tous les ans à Léonard de Benais, prévôt de Chinon, une rente de sept livres et d'un muid de froment, *propter vexaciones et injurias et surmisias vitandas*⁹. Il y avait un usage en Languedoc qui s'appelait *dare messem*, faire des cadeaux au baile local à l'époque de la moisson¹⁰. — Rien n'était plus commun que ces réquisitions clandestines. Elles étaient à peine clandestines. Le viguier et le sous-viguier de Béziers faisaient charroyer

un homme de Baracé est accusé « quod fecerat se famulum regis et destrosaverat in chemino quosdam homines » (*Ibid.*, p. 77, n. 48; cf. p. 79, n. 68).

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 12, n. 72.

2. *Ibid.*, p. 12, n. 71.

3. *Ibid.*, p. 36, n. 278.

4. *Ibid.*, p. 134, n. 389.

5. *Ibid.*, p. 93, n. 247.

6. *Ibid.*, p. 74, n. 9.

7. *Ibid.*, p. 463, n. 61 bis. Cf. p. 241, n. 1762 : « Quid vultis? » — « Volo de tuo proprio. » — « Et quare, domine? » — « Eo quod natus es, et quod servias senescallum Pictavensem de dimidia marcha argenti. » Cf. aussi p. 121, n. 231; p. 143, n. 512; p. 149, n. 601; p. 156, n. 666; p. 159, n. 702.

8. *Ibid.*, p. 285, n. 79.

9. *Ibid.*, p. 197, n. 1178.

10. *Ibid.*, p. 428 j; cf. p. 430, n. 122.

jusque chez eux, à Béziers, leurs moissons, du bois et de la chaux par les hommes de Colombiers, qui ne leur devaient rien, même les dimanches et les jours de fête; si leurs ordres n'étaient pas exécutés, ils recouraient aussitôt à la méthode ordinaire de contrainte contre les communautés rurales : tendre des chaînes à la porte de l'enceinte du village et défense de sortir jusqu'à ce qu'on eût cédé; « et cependant Colombiers n'est pas au roi, mais à monseigneur G. Raymond, qui le tient en fief du roi; le roi de France n'y a qu'une certaine taille, l'ost et la haute justice¹. » — Les accusations de ce genre contre les baillis et les sénéchaux ne sont pas fréquentes; mais il y en a. Guiraut de Pouzolles, chevalier et fidèle du roi, représente qu'au temps de la dernière guerre avec le comte de Toulouse, pris par les ennemis du roi, il dut se racheter chèrement. Lorsque monseigneur Imbert de Beaujeu eut reconquis le pays pour le roi, il alla le supplier avec ses amis de lui rembourser, au moins en partie, sa rançon. Imbert manda alors au sénéchal de Carcassonne de livrer audit Guiraut le seigneur de Puissalicon, du parti adverse, qui avait été capturé par les royaux. Mais le sénéchal n'en voulut rien faire avant que Guiraut eût versé 200 sous de Melgueil entre les mains d'Astruguet, son juif². Quant au seigneur de Puissalicon, par la paix faite avec le comte de Toulouse, il fut relâché, plus tard, gratuitement. Guiraut réclame ses 200 sous³.

La levée des tailles prêtait à d'innombrables petites fraudes, où les officiers qui s'en mêlaient trouvaient toujours leur profit. Telle était, du moins, la conviction bien assise des contribuables. — Ainsi, la ville de Beaucaire accuse formellement les officiers locaux du roi d'intercepter à leur profit une partie notable des impositions⁴. — C'est l'usage de la cour royale de Béziers, lorsqu'il y a lieu de lever la taille du roi à Roujan et aux environs, d'assigner le jour précis où la perception sera faite. Chose nécessaire, car, ce jour-là, tout le monde est consigné; chaînes tendues dans le village jusqu'à parfait paiement, qui doit être effectué à l'heure

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 378. Cf. p. 369 f et p. 304 l : « Conqueruntur [homines de Montclaro] quod baillivi qui sunt pro domino rege in predicta villa faciunt portare redditus suos ubicumque voluerint... »

2. Ce juif Astruguet, dont il est souvent question, « recepiebat pro domino rege justicias et emendas istius terre » (*Ibid.*, p. 323 f).

3. *Ibid.*, p. 383.

4. *Ibid.*, p. 481.

dite¹. Or, les bailes ne notifient cette date que très peu de temps avant l'échéance, pour que les contribuables ne soient pas en mesure; si l'on n'y est pas, les voilà qui fondent sur le village, enlevant partout des « gages », emmenant les moutons, les bœufs et les aumailles; et il faut payer ensuite pour dégager tout cela². — Les hommes des environs de Tours protestent contre la taille levée dans le pays, au nom du roi, pour la réparation des ponts de Tours : d'abord on l'a perçue d'office jusque dans les fiefs tels que celui de Geoffroi de Rouziers, chevalier, qu'il n'est pas permis de taxer sans la permission des seigneurs; et puis, les ponts n'ont pas été réparés; où est passé l'argent³? — Jean Pilet et Garin Bernot, de La Flèche, constatent que le sénéchal Geoffroi Païen a fait mettre une taille de 80 livres sur la ville de La Flèche *ad opus regis*; mais il a voulu, en outre, exiger d'eux 50 livres. Il prétendait que le roi avait ordonné d'agir ainsi dans chaque ville avec un des notables. Était-ce vrai⁴? — Les impositions augmentent sans cesse. Les habitants de Bernis se permettent d'en faire respectueusement l'observation aux enquêteurs, en les priant d'y pourvoir, *cum bonus praetor faveat libertati*. Avant que le pays fût venu aux mains du roi, ils étaient exempts de toute collecte, tolte, queste et de tout service; ils en sont maintenant accablés⁵. Si encore les charges étaient réparties d'une manière équitable! Mais les bailes se font personnellement exempter, et ils vendent des passe-droits. Lorsque le viguier de Beaucaire fait crier la défense de faire sortir du blé de la ville, il accorde des permissions spéciales à ceux qui savent les demander⁶. Cependant, on n'est jamais sûr de rien : les fils de Pons de Vezzenobre, chevalier, disent que leur père avait donné à Joce, châtelain d'Alais, un haubert et des chausses de fer, à condition d'être exempté de toutes tailles, exactions et services communs pour Vezzenobre; Joce a emporté ces choses chez lui, et Pons a continué à payer les tailles communes tout comme le populaire⁷.

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 372, n. 47. Le baile a exigé une amende parce que « assignaverat quod persolverent usatica domini regni ad meridiem, et prolongaverant usque ad nonam ».

2. *Ibid.*, p. 369.

3. *Ibid.*, p. 104, n. 83, et p. 105, n. 93.

4. *Ibid.*, p. 75, n. 18.

5. *Ibid.*, p. 426, 437, etc.

6. *Ibid.*, p. 449.

7. *Ibid.*, p. 395, n. 26.

La prestation du service militaire était aussi prétexte à concussions. En soi, cette servitude était des plus pénibles : revues d'armes, qui étaient une source d'amendes¹; convocations, qui étaient aussi d'amendes (en cas de non-comparution, même si l'on envoyait quelqu'un à sa place) et d'impositions à titre de rachat. Or, lorsque les habitants d'un village recevaient l'ordre de s'armer pour prêter main-forte au roi, comme il arrivait très souvent, ils se demandaient parfois si le roi avait vraiment besoin de leurs services ou si ce n'était qu'une vexation des autorités locales. C'est de cette dernière façon que les hommes de Caveirac, brouillés avec le baile de Calvisson, interprétèrent, à plusieurs reprises, les convocations qu'il leur transmettait². C'est à l'occasion d'une convocation de ce genre (*cavalcada ficticia*) infligée par le sénéchal Pierre d'Athies aux hommes d'Alais que la dame d'Alais s'était brouillée d'abord avec ce personnage, car elle s'en était plainte au roi, sans résultat du reste³. En pareil cas, lorsqu'il s'agissait d'expéditions sans grand danger, — comme celle des « communes » de Laon à Thin-le-Moutier, dont il a été question plus haut, — les gens aimaient mieux servir en personne que de racheter leur devoir militaire à prix d'argent; mais l'administration ne l'entendait pas toujours ainsi : elle aimait mieux l'argent et ne laissait pas le choix. Oudart de Villiers, sénéchal de Beaucaire de 1245 à 1247, ayant convoqué les villages des environs de Béziers à se rendre armés au pont du Vidourle pour en interdire le passage aux Aragonais, ceux de Colombiers, de Tourbes, de Montblanc et d'autres lieux se mirent en devoir d'obtempérer. Mais cela ne fit pas l'affaire du viguier de Béziers. Il dit à ceux de Colombiers de payer 10 livres de Melgueil, à ceux de Tourbes 12 livres et demie, et qu'il les tiendrait quittes. Et comme ils refusaient : « Sacrés paysans (*ô rustici sanguinolenti*), allez-y ou n'y allez pas, mais vous payerez; » il fallut obéir⁴. — Lorsque le roi renonçait à une expédition, la règle était que les tailles qu'il avait perçues pour la faire fussent

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 154, n. 649. Quatorze sous d'amende pour s'être présenté à la revue avec des flèches dépennées.

2. *Ibid.*, p. 428, n. 115. « Cum tempore illo dominus rex exercitu non indigeret. » Le baile fit valoir pour sa défense que la convocation avait été générale dans la viguerie et faite sur l'ordre du sénéchal.

3. *Ibid.*, p. 389, n. 11.

4. *Ibid.*, p. 353, 376.

restituées aux contribuables; mais elles restaient quelquefois aux percepteurs. C'est ce que Eudes Levicomte, d'Armaillé, fait remarquer : on a levé 4 livres sur sa terre à l'occasion de l'ost de Provence qui a été décommandé; le bailli Joce les a gardées, malgré l'ordonnance du roi¹. — Comme pour les tailles, il y a des accommodements avec les officiers qui font passer de temps en temps des revues d'armes et d'habillement; mais on n'est jamais sûr de rien : Étienne Bérenger, de Carnas, dit que Pons Gaucelm, viguier de Sommières, lui a fait payer l'amende pour s'être rendu sans cuirasse à une convocation; il lui avait pourtant donné naguère 50 sous raimondins pour être autorisé à se présenter en pourpoint dans ces occasions-là².

Autres sources de bénéfices plus ou moins illicites. Les fonctionnaires avaient certainement l'habitude de mettre, moyennant finances, l'autorité publique dont ils étaient dépositaires au service d'intérêts privés. Ils se chargeaient, par exemple, de faire rentrer des créances, ou, au contraire, de protéger des débiteurs contre leurs créanciers. — Geoffroi Leclerc, de Châtres (Mayenne), avait remis à deux sergents du roi la liste nominative de ses débiteurs, en leur abandonnant la moitié des recettes à titre de commission; il n'a reçu d'eux qu'une somme insignifiante, il croit bien qu'ils ont gardé d'avantage³. En 1269, les enquêteurs, constatant dans le bailliage d'Amiens une foule de cas semblables, se demandaient encore jusqu'à quel point cette pratique était légitime : « Gilles de Brunnvillers reconnaît que, à l'époque où il était prévôt de Beauvaisis, il a reçu de Jean Martel 8 livres pour qu'il fit payer à Robert de Ver, écuyer, une dette de 50 livres. Consulter le roi pour savoir si cet argent doit être rendu et sur tous les cas semblables⁴. » Il est fort possible que les Juifs se soient ainsi associés, pour ainsi dire, les représentants de l'autorité lorsque Louis IX, par pitié, interdit « les usures » ; toujours est-il que quantité de pétitionnaires déclaraient aux enquêteurs que, contre les ordonnances, on les avait forcés, on les forçait à s'acquitter envers les usuriers juifs⁵. —

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 84, n. 140. Cf. n. 148.

2. *Ibid.*, p. 438, n. 165. Cf. p. 159, n. 702.

3. *Ibid.*, p. 88, n. 193.

4. *Ibid.*, p. 707, n. 8.

5. *Ibid.*, p. 216 et *passim*. — Au reste, il est clair que les fonctionnaires de tout ordre avaient fort à faire pour assurer la sécurité des juifs : il est souvent question de juifs et de juives brutalisés.

L'opération inverse était aussi courante¹. Elle s'étendait, d'ailleurs, à bien des cas. Non seulement des officiers entreprenaient de procurer des délais aux débiteurs gênés et de les « garantir contre le cours des usures », mais il dépendait d'eux d'accorder le plein bénéfice de la protection royale à quiconque avait des raisons pour souhaiter de s'en couvrir. Odeline, dame de Chavigné, avait donné de la sorte 100 sous au bailli de Tours pour qu'il voulût bien placer sa terre, exposée à la redoutable malveillance de ses suzerains, en la garde et saisine du roi². Pierre Boisson, convers de La Rochelle, avait donné 25 l., alors qu'il était juif, au sergent Étienne Gyroire, pour le défendre contre le prieur de Voers, qu'il avait diffamé³. — Quelques fonctionnaires se faisaient même fort d'aider, pour une considération, au gain d'un procès pendant devant une cour seigneuriale. Tel Philippe Couraut, le châtelain de Tours. André Vidal, de Saint-Supplique de Tours, avait demandé et obtenu son appui dans une affaire qu'il avait devant la cour du doyen de Saint-Martin. Cette affaire se trouva réglée, il est vrai, sans que Philippe eût eu à intervenir; il réclama, néanmoins, son dû, et à la fin de l'année André Vidal lui envoya trois muids de vin valant 40 sous. Rien de plus régulier si le châtelain s'en était tenu là, mais, l'année suivante, il réclama encore trois muids, et, la troisième année, de même. Il y avait sept ans que cela durait lorsque les enquêteurs furent saisis de la question par Vidal qui, jusque-là, n'avait rien osé dire. Nous avons, ici, la sentence : le châtelain fut condamné à restituer tout ce qu'il avait reçu, sauf les trois premiers muids⁴.

Le sentiment général était, en somme, qu'un habile homme ne pouvait manquer d'acquérir de l'aisance comme agent du roi. Et cette opinion prévalait du haut en bas de la hiérarchie elle-même. C'est ainsi que le sénéchal Oudart, déjà nommé, persuadé qu'un de ses collaborateurs, récemment décédé, qui avait « tenu beaucoup de bailles pour le roi », avait dû laisser de la fortune, conçut le projet de faire épouser la veuve à l'un de ses parents, son neveu ou son cousin. Mais celle-ci, qui avait fait vœu de rester, « pour honorer Dieu », dans l'état de veuvage, refusa. Alors

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 89, n. 204; p. 399, n. 38.

2. *Ibid.*, p. 85, n. 150.

3. *Ibid.*, p. 143, n. 520.

4. *Ibid.*, p. 116, n. 194.

le sénéchal, furieux, déclara qu'il marierait la fille, sinon la femme, vu que les orphelines sont sous la garde spéciale du roi. La veuve, inquiète, prit le parti que, sans doute, elle avait souvent vu prendre, en cas de difficulté, aux clients de son mari; elle fit tenir au sénéchal une somme de 20 livres. Ce n'était pas assez. On lui réclama 1,500 sous raimondins, sous prétexte que le défunt Étienne en avait gardé autant pour lui d'une taille levée à Valabrègue au temps du sénéchal Pierre d'Athies. Mais quoi? elle se souvenait fort bien que, sur l'ordre de son mari, elle avait jadis porté cette somme, elle-même, à l'épouse de Pierre d'Athies, à titre de cadeau des hommes de Valabrègue. Elle demanda une enquête sur ce point, ne l'obtint pas. Oudart la fit expulser de sa maison (dont on cloua les portes, comme d'habitude en pareil cas) et saisit tous ses biens. — Les enquêteurs commissionnés dans la sénéchaussée de Nîmes, qui avaient déjà reçu d'innombrables plaintes contre le défunt Étienne, firent enregistrer à la suite celle de sa veuve¹.

On n'aurait pas suffisamment l'impression de ce que sont les plaintes recueillies par les enquêteurs de Louis IX si l'on s'en tenait aux relevés qui précèdent; il faut encore embrasser d'un coup d'œil toutes celles qui furent portées contre tel ou tel fonctionnaire en particulier. Choisissons, à titre d'exemple, le cas de Mathieu de Beaune, qui fut bailli de Vermandois pendant quatre ans, de 1256 à 1260.

Quelques mois après la retraite de Mathieu de Beaune, bailli de Vermandois, son administration fut l'objet d'une enquête approfondie, au cours de laquelle on n'entendit pas moins de 508 témoins. Un registre, conservé dans le Supplément du Trésor des chartes, contient les dépositions reçues (à partir du 264^e témoin) à Chauny, Noyon, Roie, Montdidier, La Villeneuve-

1. *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 436, n. 161. Cf. le cas analogue de la veuve du sergent Robert de Sainte-Gemme (p. 91, n. 226). Nombreuses plaintes de bas officiers qui prétendent avoir été exploités par leurs supérieurs hiérarchiques (*Ibid.*, p. 365, n. 27; p. 701 g, etc.). Les bas officiers, à leur tour, ne se faisaient pas scrupule de flouter leurs auxiliaires d'occasion : Pierre de Magnac, de Poitiers, se plaint du prévôt du roi à Poitiers qui, « lorsque les hérétiques furent pris et incarcérés dans cette ville, » avait consenti à surveiller un des prisonniers (sans doute pour le moucharder) : Pierre était resté aux fers pendant un mois avec ledit condamné; mais il n'avait pas touché l'indemnité promise (*Ibid.*, p. 229, n. 1587).

le-Roi, Pierrefonds, Verberie, Béthisy, Compiègne, Crépy-en-Valois et Senlis. La première moitié du manuscrit, qui a disparu, devait se rapporter aux prévôtés de Laon, Saint-Quentin et Ribemont.

Il est clair, d'après les dépositions conservées, que les anciens administrés de Mathieu de Beaune avaient été invités en termes exprès à révéler tous les cadeaux qu'il avait pu accepter d'eux. Sur ce point, les témoins s'efforcent visiblement de ne rien oublier. — Lorsque le bailli venait à Chauny, dit Pierre Buire, maire de Chauny, la ville lui envoyait toujours, en présent, deux ou trois « pots de vin » ; on lui offrit aussi, une fois, un cadeau de 40 livres, en secret, mais il refusa. Un jour que le bailli était à Chauny, sa suite se plaignit de n'avoir que des housses de mauvaise qualité ; le maire et les jurés en offrirent de neuves, en soie, deux aux clercs et deux aux écuyers. Mathieu fut-il mis au courant ? C'est ce que le maire ignore. — Jean Baien, chevalier, homme du roi, était présent lorsqu'un cadeau de 40 livres fut offert au bailli de la part de la ville de Noyon ; il ne l'accepta pas. — Jean de Plaissier, chevalier, homme du roi, a offert aussi 40 livres au bailli, qui les a refusées ; alors il a donné 4 livres parisis à ses clercs, 40 sous à chacun. — Maître Jean Liebers, avocat en cour séculière, qui fréquentait les assises tenues par le bailli, a offert plusieurs fois divers cadeaux à Mathieu de la part de ses clients ; il les a toujours refusés, et il lui dit un jour : « Si vous m'aimez, ne me parlez plus de cela. » — Gilles de Lions, péager de Roie, dépose que c'est l'usage des péagers de Roie, qui achètent leur charge, de donner tous les ans 100 sous aux clercs du bailli. — Adam de Chaumainsson, chevalier, homme du roi : « Monseigneur Florent de La Boissière était en guerre mortelle contre des voisins. L'évêque de Noyon, son frère, nous manda, à moi et à quelques amis, de venir les défendre, lui et monseigneur Florent. Nous y allions en armes. Le bailli nous fit arrêter comme nous passions par Roie. Et alors monseigneur Mathieu de Quainel, chevalier, donna un faucon lanier, qui valait bien 20 à 30 sous, au fils dudit bailli. Là-dessus, le bailli, à la prière de son fils, délivra les sept écuyers de monseigneur Mathieu, sans leur faire payer d'amende¹. » — Il est, à la connaissance de Michel Maton, juré de Roie, ancien prévôt, que

1. Cf. n. 88, 95.

l'abbé de Vermand offrit à Mathieu de Beaune un palefroi de 40 livres, et que celui-ci n'en voulut pas. — Hugues, clerc de Jean, prévôt de Roie, a offert à la femme du bailli, de la part de son maître, de l'étoffe pour faire une cotte, qui valait 20 sous; elle a accepté; un gros marchand de bois, Léger de Villers-Cotterets, a semblablement envoyé de la toile à cette dame. Un sergent de la châtellenie de Pierrefonds a reçu naguère du trésorier de Souci, qui est maintenant prieur de Saint-Médard de Soissons, 40 sous forts à distribuer aux gens de la suite du bailli. — Le prévôt de Crépy était un jour avec le bailli Mathieu dans le jardin du roi, à Paris, avec d'autres baillis et chevaliers; quelques-uns de ceux qui étaient là faisaient voir et comparaient leurs coupes, des coupes de madre. Il parut à monseigneur Mathieu qu'il n'en avait pas d'aussi belle, et il dit à son clerc : « Allez avec le prévôt de Crépy, allez m'acheter une coupe plus belle que toutes celles-ci. » Le prévôt, au sortir du jardin, avisa un bourgeois de Crépy, Jean Silvestre; ils achetèrent ensemble une coupe de madre avec un pied d'argent et un étui pour la mettre, et ils portèrent ces objets à l'hôtel du bailli... — Autre histoire. Henri *de Foro*, juré de Senlis, avait été inquiété, ainsi que d'autres bourgeois de Senlis, par-devant le bailli Mathieu, au sujet des usures. Il se rendit chez le bailli, à Pierrefonds, avec l'intention de lui offrir 25 livres tournois pour s'assurer sa bienveillance. Mathieu n'était pas là. Sa femme refusa la somme. Alors Henri *de Foro* déposa les 25 livres dans un coin, en disant : « Madame, voici où j'ai mis l'argent dont vous n'avez pas voulu; prenez-le; gardez-le pour moi. » Mais la dame : « Mon mari me gronderait, s'il savait cela. » Henri répliqua : « Madame, ne craignez rien; j'ai des affaires avec le bailli, et, s'il vous cherche querelle, je me charge de tout arranger. » Le fait est que les usuriers de Senlis ne furent pas inquiétés davantage. Mais, déclara Henri *de Foro*, c'est parce que l'évêque de Senlis n'insista pas : c'était lui qui avait soulevé toute l'affaire, à l'instigation de l'archevêque de Reims, qui regrettait de le voir se désintéresser des délits d'usure, apannage du for ecclésiastique... L'enquête en était là, lorsque le chapelain de l'ex-bailli Mathieu, qui avait sans doute eu vent de cette déposition d'Henri, se présenta devant l'enquêteur : « Je ne sais, dit-il, si vous avez déjà entendu Henri *de Foro* ni si ledit Henri vous a parlé des 20 livres parisis que monseigneur a reçues de lui; mais je veux que vous le sachiez : monseigneur Mathieu

a encaissé cette somme à titre d'amende, parce que ledit Henri, convoqué à un parlement, n'avait pas comparu au jour fixé; les maîtres de la cour avaient ordonné qu'une amende lui fût infligée pour ce fait. Au reste, la somme en question a été versée à l'actif du roi, comme on peut le vérifier dans les archives » (*in scriptis domini regis*). — Un nommé Viois était en prison, accusé de meurtre. La famille et des amis de cet individu vinrent reconnaître devant Pierre Restous, échevin de Chauny, qu'ils devaient 50 livres parisis à Hurtevin, gardien de la prison. Or, le bailli Mathieu de Beaune qui, jusque-là, s'était montré impitoyable, disant qu'il ferait pendre Viois, fut, dès lors, beaucoup plus facile; il fit mettre l'inculpé en liberté sous caution. La chose parut louche à bien des gens. Un frère de Viois vint déposer qu'Hurtevin avait déclaré que, sur les 50 livres, il y en aurait 40 pour le bailli. Hurtevin nia : les 50 livres étaient pour les frais du séjour de Viois à la prison et pour payer les défenseurs; il a dû donner 50 sous à un avocat de Roie pour un seul jour de travail.

La manière dont Mathieu de Beaune avait rendu la justice n'était pas irréprochable, à l'avis de Renaut de Corbeil, prévôt de Senlis, qui s'empessa de communiquer, à l'enquête, ses observations sur ce point. En effet, c'était autrefois l'habitude, à Senlis, de tenir les assises de six semaines en six semaines, et de notifier, à la fin de chaque session, la date de la prochaine; or, le bailli Mathieu a innové : il a tenu les assises de neuf en neuf, voire de dix en dix semaines; quant à la date de la prochaine session, il ne la notifiait lui-même au prévôt, chargé de la publier, que huit ou dix jours avant. Mais la prévôté de Senlis a vingt lieues de long sur sept de large, et il y avait beaucoup de plaideurs auxquels le prévôt était hors d'état d'adresser des convocations particulières, faute de connaître leurs noms et les affaires pendantes; il s'ensuivait que des gens faisaient défaut, manque d'être avertis, s'exposaient ainsi à des amendes, ou, avertis trop tard, n'avaient pas le temps de préparer suffisamment leurs preuves et leurs arguments. Les inculpés, cités à raison d'un délit, qui font défaut pendant trois quinzaines, sont, d'après la coutume locale, bannis aux premières assises qui suivent ces trois quinzaines, et leurs biens justiciés¹. Retarder les assises, c'était donc retarder

1. Cf. l'enquête sur l'administration d'un successeur du bailli Mathieu en 1269 (p. 700, n. 9) : Philippe Lardès, de Compiègne, fut un jour blessé au bras,

la justice. C'était désorganiser la justice. — Ce n'est pas tout. Le bailli Mathieu avait l'habitude, en tenant les assises, de faire traîner en longueur les affaires des pauvres et des malheureux, en admettant les contremands des nobles et des riches. Pourquoi? Parce que les intéressés savaient l'en prier, sans doute. Renaut de Corbeil a vu bien des cas où il a admis des contremands et consenti des récréances sans motif légitime, notamment dans des affaires de nouvelle dessaisine, de violence, de force, de lettres scellées, où contremands et récréances sont prohibés. Jamais il ne donnait ses raisons. — Voici d'ailleurs des cas précis où, selon Renaut, le bailli s'est mal conduit. — Les hommes de Froidmont et de Bailleu-sur-Thérain avaient brûlé ou jeté à l'eau des meules de foin appartenant aux moines de Froidmont, qui sont sous la garde du roi, et défoncé leurs prairies; ils avaient poursuivi les moines, les armes à la main, en criant : « A mort! à mort! » Après enquête, ils furent trouvés coupables, et le prévôt voulut les arrêter; mais ils s'enfuirent. L'affaire a été retardée pendant quinze mois par la faute du bailli et n'a pas abouti; le roi n'a pas eu son amende; le crime n'a pas été puni. — Jean de Chantilly, chevalier, était en désaccord avec Ansous, fils de Mgr Jean de Ronquerolles; un soir, au crépuscule, il s'empara par la force d'un homme et de trois chevaux dudit Ansous. Le prévôt lui ordonna de les rendre. Il n'en fit rien pendant douze jours. Alors le prévôt saisit ses biens. Mais le bailli Mathieu, informé, en fit faire récréance sur récréance (*fecit fieri recredenciam de recredencia in recredenciam*), si bien que l'affaire n'a pas abouti; le roi n'a pas eu son amende; le délit n'a pas été puni¹. — Il y a longtemps que l'enquête au sujet de la destruction violente de certains étaux au marché de Senlis traîne sans aboutir; Henri de Foro était compromis dans

« d'arme molue », par un valet de Compiègne, Lorins li Mouniers. Or, Lorins requit au bailli « asseurement » dudit Philippe, lequel fut convoqué. N'ayant pas été touché par la convocation, il ne comparut pas. Alors ses biens et ses créances furent saisis et il fut banni du royaume. Le pétitionnaire remarque que le bailli n'aurait pas dû agir ainsi après une seule défaute, car « il est coustume en la terre le roi, quant uns homs est deffaillans de venir devant justicce, que on le doit ajourner par .iii. quinzaines au mains » avant de le bannir.

1. Pierre, moine de Chaalis, dit aussi que Mathieu de Beaune faisait traîner en longueur les affaires de Chaalis contre l'abbaye de Compiègne et contre la bouteillière de Senlis, dame de Chantilly, parce qu'il leur était favorable, *prorogando de die in diem et de assisis in assisis* (p. *329). C'est une accusation

cette affaire; les 20 livres que le bailli a reçues d'Henri n'y sont-elles point pour quelque chose? — Renaut de Corbeil connaît-il des cas où le bailli aurait positivement fait tort à des justiciables? Il ne s'en souvient pas; cependant Aubin de La Boissière, chevalier, et son frère ont été incarcérés par ses ordres directs, sans avoir été avertis par le prévôt. Renaut ne va pas jusqu'à dire qu'ils l'aient été à tort, car il a su depuis qu'ils avaient envahi à main armée la terre de Philippe de Rémi, chevalier; mais il est évidemment froissé que la plainte du sire de Rémi n'ait pas été déposée entre ses mains.

Simon de Rivier se plaint que le bailli Mathieu lui ait extorqué injustement 90 livres parisis dans les circonstances suivantes. Il (Simon) était en désaccord avec Nicolas Saquet, chevalier, au sujet d'un pré sis au-dessous de Ressons (Oise). Nicolas Saquet avait annoncé qu'il ferait faucher ce pré. Simon de Rivier prit les devants, car c'était son pré; accompagné de gens « qui n'étaient pas précisément armés, mais qui avaient des armes avec eux » (cent hommes et quarante femmes, avec des glaives, des épées, des fourches ferrées, des massues, des arcs et des flèches, des bâtons, des cailloux), il mit dans le pré six faucheurs, qui fauchèrent. Cependant, frère Robert, templier, était allé chercher le prévôt de Pierrefonds pour protéger ledit Simon, qui est tenancier du Temple, contre toute violence. Le prévôt, voyant ce qui se passait, dit : « Je vous arrête tous; allez à la prison du roi, à Pierrefonds; car vous êtes venus ici en armes contre les défenses du roi. » Simon répliqua : « Laissez-les; c'est moi qui les ai amenés; je réponds pour eux. » Voilà pourquoi Simon, après avoir été en prison, a payé la somme qu'il réclame. Il la réclame, car cette amende lui a été infligée arbitrairement; c'est en vain qu'il a demandé à plusieurs reprises qu'elle fût taxée, en assise, par les pairs et les chevaliers de la châtellenie de Pierrefonds, si vraiment il en devait une, ce qu'il ne pensait pas, puisque c'était son pré. — Le bailli réplique, pour sa défense : « Oui, Simon a payé 90 livres, 80 d'amende au roi, dont j'ai compté à Paris : voir les archives de ma comptabilité, et 10 pour le prévôt qui l'a pris en flagrant délit. Le roi avait fait défense d'« aller en

fréquemment dirigée contre les justiciers du roi par les clients des enquêteurs de 1247 qu'ils savaient jouer de leur droit d'assignation pour favoriser certains plaideurs et en fatiguer d'autres (*Hist. de Fr.*, XXIV, p. 197, n. 1176; p. 405, n. 4; etc.).

« armes ». Au reste, il y avait alors une trêve conclue entre Simon de Rivier et Nicolas Saquet, et c'est au mépris de cette trêve (*abstinentia*) que Simon s'est conduit comme il l'a fait¹. » Sur le grief d'arbitraire, le bailli laisse la parole à d'autres témoins, qui le justifient pleinement : « Simon, dit le prieur de Pierrefonds, pair de la châtellenie, demandait que son amende fût taxée par les pairs et les chevaliers en assise. Le bailli ne s'y opposa pas, au contraire; ce sont les pairs qui ont refusé de juger, faisant valoir qu'il n'y avait pas de précédents, qu'il s'agissait d'une infraction aux ordres du roi, et qu'ils ne savaient pas ce que le roi voulait avoir de ceux qui ne lui obéissaient pas. Leur avis unanime fut que c'était à la cour royale de juger et de taxer ladite amende. »

Les enquêteurs ne recueillirent point contre Mathieu de Beaune d'imputations plus graves que celles-là; mais ils en recueillirent beaucoup de plus légères, car il n'en est point de si insignifiantes que, suivant l'usage du temps, ils n'aient jugé à propos de faire consigner par écrit. Mathieu Germain, drapier, dit qu'il vendait au bailli ses marchandises au prix coûtant, sans rien recevoir pour son travail; un bourgeois de Verberie dit que, dans le procès entre les hommes de Verberie et l'abbé de Compiègne, le bailli s'est montré trop favorable à l'abbé de Compiègne; Pierre Ganne prétend que le bailli l'a menacé de le faire jeter dans la fosse aux larrons s'il disait quelque chose de défavorable contre lui; le chapelain de la chapelle du roi à Choisy-au-Bac dit que la maison et la chapelle du roi à Choisy étaient en si mauvais état au temps de Mathieu de Beaune qu'il dut les faire réparer à ses frais. Le chapelain de la chapelle du roi à Compiègne est inquiet de la manière dont le bailli Mathieu a laissé tomber en désuétude les droits du roi : il a des cousins, à Compiègne, qui sont de telle condition que, lorsqu'ils ou elles se marient, ils ou elles doivent au roi une denierée de cire à la Saint-Rémi, tous les ans; or, depuis quatre ans, ils ne s'acquittent plus de cette redevance; comme le bon chapelain en faisait charitablement l'observation au bailli, pour lui rafraîchir la mémoire, celui-ci lui a répondu que ces gens étaient en pourparlers pour racheter ladite obliga-

1. Simon de Rivier chicane sur ce point. Il n'y avait pas de trêve proprement dite. Le mari de sa sœur lui avait dit seulement qu'il avait accepté, en son nom, le maintien du *statu quo* jusqu'au lundi suivant après la messe; et les faits se sont passés ce lundi-là, après la messe chantée.

tion; mais ils n'ont rien racheté et ils continuent à ne pas payer. Cette affaire est très sérieuse, au sentiment du chapelain, car cette denrée de cire est considérée à Compiègne comme un signe que ceux qui la doivent sont aussi sujets aux droits de formariage et de mainmorte, et plusieurs sont bien riches... — D'autre part, plusieurs témoins déclarèrent, comme Pierre de Hangest, maire de Montdidier, et Philippe d'Ambleni, prévôt de Chauny, qu'ils n'avaient jamais vu, pour leur part, de meilleur bailli en Vermandois¹.

1. Comparer les imputations dirigées, quelques années plus tard, contre l'administration de Geoffroi de Roncherolles, un des successeurs de Mathieu de Beaune en Vermandois (*Hist. de Fr.*, XXIV, p. 698 et suiv.). Il n'est guère accusé que de négligence et d'arbitraire par des plaideurs malheureux. Exemples : Thibaut de Feigneux se dit « deseritez sans reson » de la mairie de Feigneux, dont il avait hérité de son père, qui l'avait héritée du sien, et ainsi de suite depuis le temps de la comtesse Alienor de Vermandois. Thibaut, à la mort de son père, exposa la chose au bailli, en s'écriant : « Merci, gentiux baillgis, enquez se ce est voirs que je requier par devant vous, comme cil qui suis près et appareilliés d'atendre l'enquete dou pais ou de prouver par bons tesmoignages loiaus qu'il est ainsinc quant je di. » Mais le bailli, conseillé par des gens qui n'aimaient pas Thibaut, refusa de l'écouter et le traîna d'assise en assise, de sorte qu'il y dépensa son petit avoir. Thibaut ne put avoir de lui ni droit, ni loi, ni enquête. Mais « mesires li rois n'a cure ne volenté ni courage de riens tolir a nul homme qui soit, puisqu'il i sache sa droiture en quelcunq meniere que ele i puist estre ». Le pétitionnaire supplie les enquêteurs de lui faire droit en rémission de leurs âmes.

Garnier, « de derrière le moustier de Vailli », a épousé Marie, veuve de Jehan de Crespi en Laonnais, bourgeois de Vailli, dont elle a eu des enfants. Ce Jehan était venu de Crespi, « comme bourgeois le roi et de commune », à Vailli, où il avait été reçu par le maire et les jurés. Il demeura treize ans ou plus à Vailli; puis il s'en alla à Soissons, où il resta longtemps fixé. Alors Pierre Engalars, bailli de Vermandois, à qui l'on avait dit que ledit Jehan était « hons le roi de cors », le traduisit à ce sujet par-devant lui, à Laon. Enquête faite et la vérité sue, il dit à Jehan, en pleine assise : « Jehan, vous estes delivres, que je ai trouvé par enquete que vous estes bourgeois le roi, et devant et après, sans redevance d'onmage de cors. » Le bailli Mathieu de Beaune, successeur du bailli Engalars, ne réclama pas non plus l'hommage de cors. Mais Geoffroi de Roncherolles est venu qui, à la suggestion des ennemis de Jehan, l'a tant grevé d'ajournements, par prison et autrement, qu'il lui extorqua 300 livres parisis, sans jugement. Garnier réclame cet argent pour la veuve et les enfants du défunt.

Jehan de Guise avait eu une querelle avec le fils d'un bourgeois de Compiègne, Estienne Larde, dans les champs, entre le bois et la ville; il l'avait frappé, mais « sans sanc, sans plaie et sans main garnie ». Estienne n'avait pas jugé à propos d'introduire une plainte. Cependant, le maire de Compiègne fit enfermer Jehan dans la prison municipale, au beffroi, et ensuite, à la requête du bailli, le livra à celui-ci, qui le fit transférer dans la geôle du roi. Soixante livres d'amende ont été exigées. Jehan ne voulait pas payer, car le bailli ne

Que faut-il conclure de tout cela? C'est au lecteur de conclure, car il en sait, maintenant, aussi long que l'on en peut savoir. — Il semble, n'est-il pas vrai? que les enquêteurs de saint Louis ne reçurent point de bien terribles confidences; on se dit que si tous les baillis royaux ne furent pas, au ^{xiii}^e siècle, plus coupables que ce Mathieu de Beaune, dont il parut nécessaire de soumettre l'administration à une enquête spéciale, ce n'étaient ni des tyrans ni de malhonnêtes gens; quant aux agents inférieurs, ils ressemblaient sans doute aux *stanovoï* et aux *ispravniks* ruraux, grossiers, chapardeurs et redoutés des pauvres, dont, au ^{xix}^e siècle, trois générations de romanciers russes ont tracé des portraits concordants. Il est, du reste, peu probable que le hasard ait fait disparaître toutes les accusations sérieuses, en ne laissant subsister que les anodines. Il l'est encore moins que les justiciables n'aient pas osé tout dire, car ils parlèrent très librement. Les enquêtes des enquêteurs de saint Louis sont donc, somme toute, à l'honneur d'officiers, évidemment investis d'une autorité très étendue, qui n'ont pas prêté davantage à la médisance.

Encore un mot. Conformément aux intentions de Louis IX, une très notable proportion des doléances présentées aux enquêteurs sont dirigées contre le gouvernement (« le roi ») en général, et non contre ses agents, en tant qu'individus. C'est ainsi que, en 1247, des centaines de pétitionnaires se dirent victimes des récentes guerres de la couronne contre le roi d'Angleterre, contre le comte de Toulouse, contre le comte de la Marche, contre le comte de Bretagne, contre le seigneur de Lunel, soit qu'ils eussent été injustement inquiétés ou dépouillés, eux-mêmes ou leurs ancêtres, sous prétexte d'adhésion ou de fidélité aux ennemis du roi¹; soit que, fidèles au roi, ils eussent été exposés à des réquisitions arbitraires, sans payement², ou que, enrôlés sous sa bannière, ils n'eussent pas reçu

peut lever amende de 60 livres « se il n'i a sanc ne main garnie »; il faisait valoir que le bailli ne pouvait être à la fois demandeur, accusateur et juge; il demandait à être jugé « selonc les us et les coustumes de Compiegne et de chastelerie et des chevaliers qui en sont ». Mais il n'y eut pas de jugement. Le bailli leva les 60 livres d'autorité, « par la raison de la proie de la vile que il fist prendre ». La « proie » prise, le maire dit à Jehan qu'il n'y avait rien à faire: on ne saurait « estriver ne plaidier encontre le bailliu qui est ou lieu dou roi ». Jehan réclame la somme qui lui a été extorquée.

1. Voir surtout les *Querimonias* de la Normandie (récemment annexée par Philippe-Auguste) et du Languedoc (Albigéois). Cf. p. 82, 83, 149 et *passim*.

2. Voir p. 254 et suiv. et *passim*. Il s'agit surtout de réquisitions d'objets mobi-

le montant de la solde promise¹. Mais le départ des responsabilités était difficile à faire lorsqu'il s'agissait de la violation des privilèges traditionnels et de « ces nouveautés détestables qui s'introduisent tous les jours ». Impositions et convocations au mépris des anciennes immunités, restrictions, empiètements et exigences de toutes sortes, tout cela était-il imputable au « roi », ou à ses officiers? On aimait à croire, naturellement, que le roi n'y était pour rien et à tout attribuer à des excès de zèle subalterne. La plupart des protestations soulevées par des atteintes à des droits ou à des privilèges figurent donc dans la comptabilité des enquêteurs, comme on l'a vu plus haut, au passif des fonctionnaires. Elles y figurent, à moins que la conduite de ceux-ci n'eût été expressément approuvée d'en haut², même dans les cas où ils ne pouvaient pas être soupçonnés d'avoir été mus par leur intérêt personnel, par exemple lorsque des amendes, indument infligées par eux, avaient été tout entières encaissées par le Trésor³. Et cela s'explique assez.

Ch.-V. LANGLOIS.

(Sera continué.)

liers et à l'occasion des charrois. — Exemples : Jean de Burgis, nourricier de la reine Blanche et bénéficiaire du roi dans le pays de Béziers, se plaint qu'on lui ait réquisitionné un roncain pour le service de monseigneur Jean de Beaumont, commandant en chef des troupes royales contre les rebelles en 1240, à 12 sous de loyer par jour, « suivant la coutume du roi », et de n'avoir rien reçu (*Hist. de Fr.*, XXIV, p. 366, n. 32). Roger Garouth, de Morainville, se plaint d'avoir loué trop cher la prévôté du roi à Brionne (Eure) parce que le roi Philippe-Auguste, lorsqu'il alla combattre en Flandre, réquisitionna presque toutes les charrettes du pays, à cause de quoi le marché de Brionne fut beaucoup moins fréquenté qu'il n'avait coutume de l'être (*Ibid.*, p. 40, n. 300).

1. Cf. plus haut, note 3 de la p. 6.

2. Voir *Hist. de Fr.*, XXIV, p. 112, n. 150 : « Hoc ad regem pertinet, quia de mandato regis fecit baillivus et inter expecta regis fuit. » Cf. *Ibid.*, p. 108, n. 122, et p. 121, n. 239.

3. Autre exemple : les viguiers du roi de France à Béziers ont pris à une orpheline le petit champ qu'elle tient de l'église Saint-Aphrodise pour y installer des fourches patibulaires, « contre Dieu et contre raison », quoiqu'il y eût ailleurs, d'ancienneté, un autre emplacement destiné à cet usage; il s'ensuit qu'elle ne tire plus de son champ le revenu accoutumé, car les ouvriers agricoles n'y veulent plus travailler, à cause de la puanteur des cadavres, et, dans la belle saison, la foule qui assiste aux exécutions piétine les récoltes alentour (*Ibid.*, p. 363, n. 14). C'est au roi que l'orpheline demande une indemnité; mais elle n'incrimine, bien entendu, que l'indiscrétion des viguiers.

LE CONVENTIONNEL GOUJON

(Suite¹.)

CHAPITRE IX.

TRIPPSTADT ET TRÈVES.

Goujon ministre par intérim. — Il remplace Hérault-Séchelles à la Convention. — Sa mission aux armées du Rhin et de la Moselle. — Arrivée à Metz. Hentz. Situation des armées. Le plan de Carnot. — Marche en avant et combat du 15 messidor. La panique de Schweigenheim. — Reprise de l'offensive. La victoire de Trippstadt. — Tournée en Alsace. Le Haut-Rhin en juillet 1794. Garnerin à Colmar. La commission révolutionnaire. — Le scandale d'Hirsingen et l'arrêté du 4 thermidor contre les prêtres. — Renforts de Vendée, Bourbotte. Le coup de main sur Trèves. — Incendie de Kusel. Rappel de Hentz. — Prise de Trèves. Le mobilier des émigrés et le milliard du Palatinat. Nouveau plan d'action. Retour de Goujon à Paris.

Pendant plus d'un mois, Goujon se trouva éloigné des affaires et demeura dans une retraite complète. Le 16 germinal, le Comité de Salut Public l'en tirait brusquement pour l'appeler au ministère. Un décret du 12 germinal venait de supprimer les anciens départements ministériels pour les remplacer par douze commissions exécutives, composées chacune de deux membres et d'un adjoint. Mais l'organisation nouvelle devait demander un certain temps, et, en attendant, il fallait remplir la place de Paré et de Deforgues, ministres de l'Intérieur et des Affaires

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXVIII, p. 1; t. XCI, p. 21, 253.

étrangères, mis l'un et l'autre en état d'arrestation. Le Comité de Salut Public désigna Goujon pour exercer l'*intérim* des deux départements, et la Convention rendit un décret conforme¹. Au ministère, Goujon n'eut que le temps de signer quelques pièces, de recueillir parmi son personnel un don patriotique de 2,348 livres 3 sous et 3 deniers² et de donner audience à quelques ministres étrangers. Il reçut notamment le représentant de la République de Gênes, Bartolommeo Boccardi, et il l'entretint des affaires d'Italie assez longuement, avec un air de compétence que Boccardi trouva surprenant chez ce ministre improvisé³. Au bout de trois jours, ses fonctions cessèrent, et le Comité de Salut Public le remplaça par Herman⁴. Goujon venait en effet d'entrer à la Convention, et le mandat de député était incompatible avec le ministère.

Le 16 germinal, Hérault-Séchelles avait été condamné à mort avec Danton et exécuté le jour même. Il laissait vacant un siège de représentant à la Convention pour le département de Seine-et-Oise. Des cinq suppléants nommés aux élections de septembre 1792, un seul demeurait disponible, c'était le dernier, Goujon. Des quatre autres, Grouvelle, Lagrange, Richaud et Vénard, le premier était ministre de la République à Copenhague, le second, presque sexagénaire et tout récemment remarié, voulut rester dans la retraite, les deux derniers avaient déjà remplacé Gorsas et Kersaint. Goujon fut donc appelé pour succéder à Hérault. Le 26 germinal, sur le rapport du Comité des décrets, attestant qu'il avait toujours « brûlé du plus pur patriotisme », son admission était prononcée par la Convention⁵.

Goujon s'installa dès lors à Paris, avec sa femme, sa mère, Tissot, Sophie et les « petits ». Ils allèrent demeurer au faubourg Saint-Germain, rue Saint-Dominique, n° 167, juste en face de l'ancien hôtel Molé, siège de la Commission d'agriculture et des arts, dont Tissot était membre adjoint. Isolés dans Paris, n'y connaissant à peu près personne, ils vivaient en famille et sortaient

1. *Procès-verbal de la Convention*, 16 germinal an II, p. 14.

2. Dont 3 sous et 3 deniers en numéraire, le reste en assignats (*Procès-verbal de la Convention*, 20 germinal, p. 117).

3. Boccardi au Sénat de Gênes, 9 avril 1794 (Colucci, *la Repubblica di Genova et la Rivoluzione francese*, t. I, p. 34).

4. *Moniteur*, réimpr., t. XX, p. 168.

5. *Procès-verbal de la Convention*, 26 germinal, p. 238.

rarement, pour ménager la santé de Lise, qui allait être mère. Goujon se rendait chaque jour à l'Assemblée, mais n'y prenait jamais la parole. Le soir, Tissot allait aux Jacobins écouter Robespierre, et son beau-frère l'y accompagnait quelquefois. Cette vie paisible et heureuse dura deux mois seulement. Au commencement de messidor, il fallut se séparer. Goujon venait d'être désigné par la Convention pour se rendre aux armées du Rhin et de la Moselle¹. Il partit, non sans regret, le 5 messidor, emmenant comme secrétaire Tissot, qui avait obtenu un congé de la Commission d'agriculture. Deux jours plus tard, ils étaient à Metz, et, dès en arrivant, Goujon écrivait à sa femme² :

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ.

An II, 7 messidor.

..... Ma bien-aimée, ménage-toi aussi, pour moi qui t'aime tendrement et pour le fruit de notre union que tu portes dans ton sein. C'est pour la patrie que je me suis éloigné un moment de toi ; il n'est qu'elle qui pouvait obtenir de moi ce sacrifice. Conserve aussi, chère bien-aimée, nourris dans ton cœur ce sentiment qui porte à se dévouer pour elle ; sois mère et épouse républicaine ; nous nous chérirons plus tendrement, nous nous reverrons plus joyeux alors que j'aurai pu lui être utile. Adieu, ma bien-aimée ; je m'en vais visiter l'arsenal ; crois que je t'aime tendrement, que je t'aimerai jusqu'à mon dernier soupir. Embrasse pour moi maman, ma sœur, les petits. Je vous recommande les uns aux autres. Aimez-vous tous comme je vous aime ; rendez-vous réciproquement contents et heureux. Moi, je revolerais vers toi, ma bien-aimée, dès qu'il sera possible.....

G.

A Landau, quartier général de l'armée du Rhin, Goujon se rencontra avec son collègue Hentz. Nicolas Hentz était Lorrain, né à Sierck en 1750. Homme de loi, juge de paix, puis conventionnel, il avait dû s'improviser homme de guerre. Depuis dix-

1. Nous ignorons la date précise. Le décret qui nomme Goujon ne figure ni au *Procès-verbal*, ni au *Moniteur*, ni dans le *Recueil* de M. Aulard. Dans son *Compte-rendu à la Convention*, imprimé en vertu du décret du 3 nivôse an III (Bibl. nat., Le³⁹ 171), Goujon dit expressément : « Je suis parti de Paris le 5 messidor. » Il ne donne pas la date du décret et de l'arrêté du Comité de Salut Public qui l'envoyaient aux armées.

2. D'après Jarrin, *Alexandre Goujon*, p. 23.

huit mois, il était commissaire aux armées. On l'avait vu successivement à l'armée du Centre, dans les Ardennes, à la frontière du Nord, en Vendée, enfin sur la Moselle et le Rhin¹. Vivant sans cesse parmi les soldats, il avait pris quelque chose de leurs manières et de leur langage. Comme beaucoup de ceux qui avaient fait la guerre en Vendée, il était devenu soupçonneux et volontiers implacable. Mais il était plein de bravoure, d'énergie et d'autorité. Goujon, beaucoup plus jeune et sans expérience de la guerre, se laissa, dans les premiers jours tout au moins, aisément conduire par lui.

Les deux représentants s'entendirent avec leur collègue Rougemont² pour surveiller les opérations combinées des deux armées du Rhin et de la Moselle. Au début de la campagne de 1794, l'armée de la Moselle, affaiblie de 50,000 hommes, qui formèrent un peu plus tard l'aile droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, avait été réduite à trois divisions, échelonnées de Longwy à Kaiserslautern, sous les ordres du général en chef Moreaux³. A la même époque, l'armée du Rhin, commandée par Michaud⁴, qui

1. Après le 9 thermidor, dénoncé par Merlin de Thionville pour avoir fait brûler un village du Palatinat, où il avait cru trouver une fabrique de faux assignats, il fut décrété d'arrestation le 5 avril 1795. Amnistié le 4 brumaire an IV, il devint directeur de l'enregistrement dans le Nord, sous le Directoire, puis se retira à Beauvais, où il vécut assez misérablement jusqu'en 1816. Proscrit alors comme régicide, il passa aux États-Unis et y mourut vers 1820, dans une petite île du lac Érié (Chassin, *Vendée patriote*, t. III, p. 174; *Grande Encyclopédie*, art. de Ét. Charavay).

2. Député du Mont-Terrible. Il avait été envoyé à l'armée du Rhin, pour y surveiller l'embrigadement, en ventôse an II.

3. Moreaux (René), né à Rocroy le 14 mars 1758, engagé au régiment d'Auxois-infanterie le 1^{er} mars 1776, envoyé en congé le 14 novembre 1779, était devenu entrepreneur de travaux publics à Rocroy. Commandant de la garde nationale de cette ville le 21 septembre 1789, il avait été nommé commandant en second du 1^{er} bataillon de volontaires des Ardennes le 20 septembre 1791, général de brigade le 15 mai 1793 et général de division le 30 juillet suivant. Commandant du corps des Vosges le 6 septembre 1793, il avait été promu général en chef provisoire de l'armée de la Moselle le 25 juin 1794. Il mourut à Thionville le 22 pluviôse an III.

4. Michaud (Claude-Ignace-François), né à la Chaux-Neuve (Doubs) le 28 oct. 1751, fils du greffier de cette ville, volontaire au 5^e chasseurs à cheval le 10 septembre 1780, congédié le 22 novembre 1783, devint capitaine au 2^e bataillon des volontaires du Doubs le 9 octobre 1791, lieutenant-colonel le 29 décembre et général de brigade à l'armée du Rhin le 19 mai 1793. Divisionnaire le 25 septembre suivant, il reçut le commandement en chef de l'armée du Rhin le 19 nivôse an II, passa au commandement par intérim de l'armée d'Angleterre

avait succédé à Pichegru, était formée à quatre divisions et placée sur un front beaucoup plus restreint, de Neuhofen, sur le Rhin, à Neustadt, au pied de la Haardt. Deux faibles brigades, commandées par Siscé et Laboissière, et établies à Frankenstein et à Saint-Lambrecht, assuraient la jonction des deux armées. Elles occupaient les gorges escarpées qui, des hauteurs de la Haardt, descendent dans la plaine du Rhin vers Neustadt, Edenkoben et Landau. L'intervalle entre Blieskastel et Neustadt était le point faible de la ligne française. Aussi, les Prussiens du feld-maréchal Möllendorf et les Autrichiens du prince Hohenlohe-Kirchberg avaient-ils essayé dès le mois de mai d'enfoncer ce faible rempart, et de pousser hardiment entre Landau et Deux-Ponts jusqu'à la frontière de Lorraine¹. Le 3 et le 4 prairial, après une vigoureuse résistance, les troupes françaises avaient dû reculer vers la Sarre et la Queich, et les deux armées du Rhin et de la Moselle avaient transporté leur ligne de communication plus au sud, de Blieskastel à Landau, par Hornbach, Pirmasens et Annweiler². C'est à ce moment que le Comité de Salut Public, mécontent de cet insuccès et désireux de le réparer, envoya Hentz comme représentant aux armées de la Moselle et du Rhin. Il indiquait, en lui donnant ce titre, l'intention de lier d'une manière constante les opérations des deux armées, conformément au plan tracé par Carnot dans son rapport du 11 pluviôse³. Hentz, à peine arrivé, destitua le chef d'état-major de Michaud, Bourcier, ainsi que les généraux Férino et Delmas, et nomma général de brigade l'adjudant général Gouvion Saint-Cyr, dont il fit quelques jours plus tard un général de division⁴.

le 16 messidor an VII et à celui de l'armée de Hollande le 27 fructidor an XIII (14 septembre 1805). Gouverneur des villes hanséatiques en novembre 1806, inspecteur général d'infanterie le 14 avril 1813, retraité le 24 décembre 1814; il mourut à Luzancy (Seine-et-Marne) le 19 septembre 1835.

1. Gouvion Saint-Cyr, *Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle*, Paris, 1829, 4 vol. in-8°, t. II, chap. 1.

2. Le général Michaud à la Convention, 4 prairial an II; le général Ambert au général Moreaux, 4 prairial (*Moniteur*, réimpr., t. XX, p. 609).

3. Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. II, p. 435. Le même titre avait déjà été donné à J.-B. Lacoste et Baudot.

4. Gouvion Saint-Cyr (Laurent), né à Toul le 13 avril 1764. Volontaire le 1^{er} septembre 1792 dans le 1^{er} bataillon de chasseurs de Paris, capitaine le 1^{er} novembre 1792, adjudant général-chef de bataillon à l'armée du Rhin le 11 septembre 1793, chef de brigade le 21 nivôse an II; nommé général de bri-

Il préleva sur l'armée du Rhin un contingent de huit bataillons pour renforcer la droite de l'armée de la Moselle et établir solidement sa liaison avec l'aile gauche de l'armée du Rhin. En échange, le général Michaud devait recevoir quelques jours plus tard dix bataillons venant de l'armée des Alpes. Moreaux put faire occuper par des forces sérieuses la route des Deux-Ponts à Landau par Blieskastel, Hornbach, Pirmasens et Annweiler. Il s'agissait maintenant de reprendre l'offensive, de déloger les Prussiens de la Haardt et de repousser en même temps les Autrichiens dans la plaine du Rhin jusqu'à Mannheim en les contraignant à repasser le fleuve. Hentz et Rougemont tinrent un conseil de guerre à Landau le 2 messidor (20 juin)¹. Michaud et les généraux de division de l'armée du Rhin² y assistaient, ainsi que Moreaux et l'un de ses divisionnaires, Ambert³. Hentz, chez lequel avait lieu le conseil, avait eu soin, pour stimuler le zèle des timides, de laisser ouvertes les fenêtres de son salon, qui donnaient sur la grande place de Landau et par où l'on apercevait la guillotine dressée en permanence⁴. On décida de reprendre l'offensive sur toute la ligne. Mais l'attaque ne devait être prononcée et poussée à fond que sur la droite, dans la plaine entre le Rhin et les gorges de la Haardt, où commandait Desaix, face à face avec les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg. On espérait aller jusqu'à Spire et envelopper les Prussiens, qui s'étaient retranchés sur les hauteurs en avant de Kaiserslautern, autour de Trippstadt. L'attaque fut ordonnée pour le 15 messidor (2 juillet). Elle était en pleine préparation quand Goujon arriva, le 9, à Landau. Il parcourut d'abord, avec son collègue Hentz, les can-

gade le 22 prairial an II et général de division (définitivement) le 16 fructidor suivant, il fit les campagnes de l'Empire, reçut le bâton de maréchal le 27 août 1812, fut ministre de la Guerre du 9 juillet au 28 septembre 1815, ministre de la Marine et marquis le 23 juin 1817. De nouveau ministre de la Guerre du 12 septembre 1817 au 19 octobre 1819, il mourut à Hyères le 17 mars 1830.

1. Gouvion Saint-Cyr (*op. cit.*, t. II, p. 49) dit par erreur que ce conseil eut lieu le 17 juin (30 prairial). Hentz écrit à Carnot le 3 messidor (21 juin) : « Il a été fait hier un conseil de tous les généraux divisionnaires, » etc. (Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 442).

2. Desaix, Saint-Cyr et Vachot. La 4^e division n'avait pas de commandant. C'était la division dite « des Gorges », formée à trois brigades, sous les ordres des généraux Desgranges, Siscé et Sibaud.

3. Les deux autres étaient Taponier et Reneauld.

4. Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. II, p. 49.

tonnements des deux armées. Le soir du 14 messidor, il était à Pirmasens, à l'aile droite de l'armée de la Moselle, avec le général Ambert. Hentz s'était porté de Landau vers Germersheim, auprès des divisions Desaix et Vachot¹.

Le 15, de grand matin, le mouvement commença partout. La cavalerie française, massée tout entière à l'aile droite, en plaine, surprit dans Schweigenheim l'avant-garde autrichienne, qui s'enfuit, abandonnant ses canons. Malheureusement, cette cavalerie était formée de recrues peu exercées, montées sur des chevaux encore mal habitués au feu. Il suffit d'une charge exécutée de flanc par un escadron de hussards autrichiens et appuyée d'un seul coup de canon pour provoquer une débandade générale, qui gagna rapidement toutes les troupes engagées. Un moment, le champ de bataille resta vide, entre deux cavaleries fuyant en sens contraire. Desaix ramena ses troupes dans les positions qu'elles occupaient la veille et n'y fut pas attaqué.

Au centre, Saint-Cyr s'était avancé vers le Nord, sur la route de Landau à Neustadt. Une partie de son infanterie suivait la crête des Vosges et conservait la liaison avec la division des Gorges, qui prit le contact en avant d'Annweiler avec les Prussiens. En apprenant la retraite de Desaix, ces deux divisions durent s'arrêter et se replier elles-mêmes, ainsi qu'il avait été convenu au conseil de guerre. Elles le firent lentement, en si bon ordre que la cavalerie prussienne des colonels Blücher et de Golz ne put les entamer et perdit beaucoup de monde².

Enfin, à gauche, le général Ambert, à qui Moreaux, malade, avait dû laisser le commandement, employa la journée du 15 à pousser devant lui les Prussiens jusqu'à la hauteur de Trippstadt. Le lendemain matin, il prononça son offensive. La division Taponier, auprès de laquelle se trouvait Goujon, attaqua les hauteurs de Johannskreuz et de Trippstadt, défendues par les généraux Kleist et Courbière. Ambert comptait que la nouvelle d'un succès décisif de Desaix à l'aile droite arriverait bientôt et forcerait les Prussiens à la retraite. Courbière, cependant, avait reçu des renforts, et la colonne Taponier ne put le déloger de Trippstadt. Néanmoins, les Français, au témoignage d'un officier prussien,

1. Gouvion Saint-Cyr, t. II, p. 56 et suiv. Hentz au Comité de Salut Public, Landau, 15 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 703).

2. Gouvion Saint-Cyr, t. II, p. 58.

« surent si bien profiter de ce terrain de chicane que, quoiqu'ils eussent échoué dans leurs attaques, ils ne furent pas forcés de se retirer¹ ». Vers dix heures du matin, Ambert, ayant appris la panique de la vallée de Schweigenheim et le mouvement rétrograde qui s'en était suivi, se retira sur Pirmasens. Les Prussiens le poursuivirent d'assez près, et il dut se retourner plusieurs fois pour leur faire tête². Goujon chevauchait à l'arrière-garde, avec Ambert et Taponier. La retraite se fit en bon ordre; pourtant, il fallut quelquefois abandonner des blessés qu'on n'avait pas le temps de ramasser. Goujon en vit tomber un, il sauta à terre aussitôt, releva l'homme et l'installa sur son cheval. Puis il continua le chemin à pied, malgré les représentations de tout le monde³.

Dans la soirée du 16, toute l'armée française avait repris ses cantonnements, Goujon était retourné près de Hentz, à Landau⁴. Le lendemain matin, il écrivait à sa femme⁵ :

Le 17 messidor, l'an II^e de la République
française, une et indivisible.

..... La droite de l'armée du Rhin n'a pas réussi, par suite d'une sorte de terreur panique qui a pris la cavalerie au milieu du camp ennemi, et déjà maîtresse de leur retranchement, de leur canon, etc. L'armée a été obligée de faire sa retraite et de reprendre sa première position ce jour-là, sans autre avantage ni perte.....

Le premier soin des représentants, de retour au quartier général, fut de rétablir la discipline, un instant compromise dans la débâcle de Schweigenheim. Hentz et Goujon annoncèrent au Comité de Salut Public qu'ils allaient « livrer au glaive de la loi »

1. Relation d'un officier prussien publiée par le *Magasin des Événements militaires* et reproduite par Gouvion Saint-Cyr, t. II, p. 357.

2. Gouvion Saint-Cyr, t. II, p. 61.

3. Appel déjà cité de *Nicole Ricard, veuve Goujon, aux représentants du peuple*. Tissot, auteur de la brochure, ajoute : « Les généraux Aubert (*sic*) et autres ont été témoins de ce fait; ils voulaient en parler au retour et le mander à la Convention. Goujon ne le voulut pas et n'en a jamais parlé. »

4. Goujon et Hentz au Comité de Salut Public, Landau, 16 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 727).

5. D'après Jarrin, *op. cit.*, p. 23.

les fuyards du 15 messidor¹. Le surlendemain, 18, ils prenaient l'arrêté suivant² :

Landau, 48 messidor an II.

Les représentants du peuple en mission près les armées du Rhin et de la Moselle.

Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Ceux qui au moment du combat auraient crié *sauve qui peut* ou *nous sommes tournés*; les hommes lâches qui, par leur faits, auraient causé une déroute, ceux qui pilleraient à l'instant d'une bataille, dans une marche ou sous les armes en présence de l'ennemi; ceux qui répandraient des mauvaises nouvelles sur les derrières de l'armée et sèmeraient la terreur, seront jugés par une commission militaire choisie par l'état-major, conformément à la loi du 16 juin 1793 (v. st.), pour les prévenus d'espionnage et les émigrés pris les armes à la main.

Art. 2. — L'état-major qui négligerait de former la commission militaire sera poursuivi suivant la rigueur des lois.

Art. 3. — Toutes les condamnations prononcées par la commission militaire seront exécutées en présence de l'ennemi.

Art. 4. — L'arrêté du 24 prairial est rapporté, et la commission militaire actuellement existante auprès du quartier général cessera toutes fonctions.

HENTZ. GOUJON.

« Cette mesure, disait Goujon en envoyant au Comité la copie de l'arrêté, nous a paru nécessaire pour mettre la discipline en vigueur et pour rendre nuls les moyens de terreur dont l'ennemi que nous avons en tête paraît vouloir user envers nous³. » La commission militaire, composée de cinq juges à la nomination de l'état-major, ne pouvait prononcer que l'acquittement ou la peine de mort⁴. La suite des événements montra qu'elle avait rempli l'objet que les représentants s'étaient proposé en l'organisant.

Dès ce moment, ils s'occupaient de reprendre l'offensive et de réparer leur échec. Le 19 messidor, ils réunirent un nouveau

1. Goujon et Hentz au Comité de Salut Public, Landau, 16 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 727).

2. Arch. nat., AFu 245, plaquette 2096.

3. Goujon et Hentz au Comité de Salut Public, Landau, 21 messidor an II (Arch. nat., AFu 245, plaquette 2096).

4. Lois du 9 octobre 1792 et du 16 juin 1793, art. 1^{er}.

Conseil de guerre à Landau. Desaix fut le premier à reconnaître que le plan adopté pour la première attaque était mauvais et qu'il importait d'en changer. Selon toute vraisemblance, les Autrichiens, s'attendant à une nouvelle attaque vers Edenkoben et Spire, auraient renforcé leurs positions et ne pourraient en être chassés. Il fallait donc attaquer plus à gauche, sur les hauteurs, en donnant le principal effort sur Johannskreuz, Trippstadt et Annweiler, où les Prussiens étaient retranchés. Saint-Cyr, qui, avec l'appui de Hentz, avait déjà proposé cette marche au précédent Conseil, fut chargé de rédiger l'ordre général, que Moreaux et Michaud approuvèrent¹. L'action devait commencer le 10 messidor seulement (12 juillet), pour donner le temps à l'armée de la Moselle de se concentrer sur le front d'attaque. « Nous ne voulons point laisser de repos à l'ennemi, écrivait Goujon au Comité, et nous disposons pour une nouvelle affaire. Le 24, à une heure du matin, nous lui ferons une fausse attaque sur la droite, où nous savons qu'il a porté toutes ses forces. Le 25, nous lui ferons, à l'improviste, une autre attaque vigoureuse sur la gauche, et nous tâcherons de profiter d'une manière décisive de sa surprise et de sa faiblesse sur ce point pour le battre sur tous. Toute l'armée est dans les meilleures dispositions; les cavaliers, qui ont eu le malheur de se laisser saisir d'une terreur panique à la dernière affaire, s'arrachaient les cheveux de désespoir et brûlent de réparer leur faute. Tout est prévu et disposé; les succès de l'armée du Nord électrisent tous les cœurs, et nous espérons bien ne pas manquer la victoire cette fois². » Et comme, de l'avis général, « il n'y avait point d'ensemble dans les opérations des deux armées, parce qu'elles n'avaient point de centre d'action³ », les représentants placèrent provisoirement sous les ordres de Michaud, général en chef de l'armée du Rhin, les divisions Ambert et Taponier, cantonnées à Blieskastel, Hornbach et Pirmasens, et qui appartenaient à l'armée de la Moselle⁴. Hentz

1. Goujon Saint-Cyr, t. II, p. 63.

2. Goujon et Hentz au Comité de Salut Public, Landau, 21 messidor (Arch. hist. de la Guerre, *Armées du Rhin et de la Moselle*; original de la main de Goujon). Cf. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 44.

3. Id., *Ibid.*

4. Arrêté de Goujon et Hentz, Landau, 19 messidor an II (Arch. hist. de la Guerre, *Armées du Rhin et de la Moselle*). M. Aulard (*Recueil*, t. XV, p. 45, note) dit par erreur que cet arrêté nommait le général Courtot chef d'état-major de l'armée du Rhin.

resta au quartier général de l'armée du Rhin avec Michaud; Goujon retourna près de Moreaux et d'Ambert à l'armée de la Moselle. Il allait se trouver cette fois sur le principal théâtre de l'action.

Malgré l'infériorité numérique des Français¹, leurs chances de succès paraissaient être très sérieuses. « Nous avions, dit Gouvion Saint-Cyr², l'avantage d'avoir nos flancs bien appuyés, l'un au Rhin, l'autre à l'étang de Scheidenburger, et de paralyser la bonne cavalerie des Allemands, ce qui était les priver déjà de leur principale force... Les troupes prussiennes ne combattent jamais mieux que quand elles sont ensemble, bien alignées et se joignant pour ainsi dire coude à coude; ici, il leur fallait combattre désunis et le plus souvent isolés, dans un ordre qui a l'apparence du désordre, auquel l'Allemand est si peu accoutumé, par l'instruction minutieuse et machinale qu'on lui donne, que, dès qu'il s'y trouve, il est battu avant d'être attaqué. » On laissa en arrière la plus grande partie de l'artillerie, qui n'aurait été qu'un embarras dans les chemins de montagne, et, pour alléger les fantassins, on leur fit déposer leurs sacs sur les voitures, qui restèrent au cantonnement sous la garde des éclopés³. Le 24 messidor (12 juillet), tout était prêt pour l'attaque. Les généraux proposèrent de différer deux jours encore, pour attendre l'arrivée des dix bataillons de l'armée des Alpes. Hentz et Goujon refusèrent et donnèrent l'ordre d'engager les avant-gardes assez à fond pour inquiéter l'ennemi et l'obliger à se découvrir⁴. Le 25, à la pointe du jour, le mouvement en avant commença sur toute la ligne.

Trois divisions prussiennes occupaient les hauteurs de la Haardt, en avant de Kaiserslautern : celle de Courbière, appartenant au corps de Kalkreuth, à Trippstadt; celle de Kleist, à Johannskreuz, Saukopf et Sandkopf; celle de Hohenlohe-Ingelfingen, au Blödersberg et au Schänzel. Ambert et Taponier étaient opposés à Courbière, la division des Gorges à Kleist et

1. Ils n'avaient guère que 50,000 hommes à opposer aux 80,000 Austro-Prussiens.

2. *Op. cit.*, t. II, p. 67-68.

3. Hentz et Goujon au Comité de Salut Public, Spire, 27 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 209; Gouvion Saint-Cyr, t. II, p. 68).

4. Gouvion Saint-Cyr, t. II, p. 70-71. Saint-Cyr à Michaud, Nussdorf, 24 messidor (*Ibid.*, p. 445).

Saint-Cyr à Hohenlohe. Sur la droite, dans la plaine, Desaix et Vachot devaient surveiller et inquiéter les Autrichiens. Goujon, avec le général Moreaux, s'était porté à l'avant-garde de la division Taponier, Hentz marchait en tête de la division des Gorges. Rougemont était avec Saint-Cyr et Du Roy avec Desaix¹.

L'attaque réussit sur tous les points. « Les tirailleurs français, dit un officier prussien qui était au Schänzel², traversèrent une multitude de ravins pour arriver par des chemins que jamais aucune troupe n'avait suivis. Ils passèrent à travers des bois fourrés jusqu'au pied des abatis des positions de Trippstadt, du Johannskreuz et du Sand... En s'appuyant contre les arbres abattus, ils engageaient leurs adversaires à se dégarnir de leur feu, et, pendant que l'on rechargeait, ils gagnaient du terrain en courant vers d'autres arbres. » Le soir du 25 messidor, les Prussiens tenaient encore à Trippstadt et au Schänzel; mais, dans la nuit, craignant d'être tournés, ils battirent en retraite, abandonnant leurs canons. Goujon prit possession de Trippstadt avec la division de Taponier et la brigade Sibaud, extrême gauche de l'armée du Rhin, et s'empessa d'annoncer la victoire au Comité de Salut Public³ :

Trippstadt, 26 messidor an II.

Citoyens collègues,

La victoire vient aussi de se déclarer pour nous dans cette armée. L'armée de la Moselle est maintenant à Trippstadt. L'ennemi s'y était entouré de redoutes, d'abatis, de canons. Il était soutenu par une nombreuse cavalerie. Tout a cédé au pas de charge et aux balonnettes. Nos tirailleurs, chargés par la cavalerie, se sont réunis au cri de : *Vive la République* et, formés en bataillons carrés, ils l'ont chassé cinq fois de suite. Les Prussiens avaient fait jurer à leurs esclaves de défendre leurs redoutes jusqu'à la mort. Les redoutes ont été enlevées, les canons pris et les canonniers hachés sur leurs pièces. La nuit a suspendu l'action; l'ennemi en a profité pour faire sa retraite. Il a perdu huit pièces de position, dont deux obusiers; il nous laisse avec cela des boulets, des obus et un magasin de fer et quelque quantité de fourrage. Il a eu un de ses généraux tué, un blessé et a perdu beaucoup de monde.

1. Hentz et Goujon au Comité de Salut Public, Spire, 27 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 209).

2. Relation déjà citée et réimprimée par Gouvision Saint-Cyr, t. II, p. 357.

3. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 176. 26 messidor.

Mon collègue Hentz, qui est à l'armée du Rhin, m'annonce qu'elle a de semblables succès. Cette armée a déjà pris six pièces de canon et un général et tué beaucoup d'hommes. Les traits d'intrépidité et d'héroïsme républicains ont été tellement multipliés que je ne puis en particulariser aucun. Je vous adresserai les rapports des généraux dès que je les aurai.

GOUJON.

Pendant ce temps, la division des Gorges et celle de Saint-Cyr forçaient Hohenlohe-Ingelfingen à se replier sur Edesheim, Edenkoben, puis Neustadt, dans la direction de Spire. Les Autrichiens, de leur côté, vigoureusement poussés par Desaix et voyant la retraite rapide de Hohenlohe, reculèrent eux-mêmes au delà de Spire, que Desaix occupa le 27 messidor. Le général en chef de l'armée du Rhin, Michaud, était resté à Annweiler, au centre des opérations. Le 26 au soir, très tard, il vit arriver le général Moreaux et Goujon, qui lui annoncèrent les succès de l'armée de la Moselle¹. Michaud fit alors prononcer le mouvement général, et toute l'armée s'avança le 27, le 28 et le 29 sur Kaiserslautern, Dürkheim et Spire, poussant devant elle les Prussiens, qui ne s'arrêtèrent qu'à la Nahe et au Mont-Terrible, et les Autrichiens, qui se réfugièrent sous le canon de Mannheim. Le 27, dans la journée, Goujon rejoignit Hentz à Spire, et tous deux s'empressèrent d'annoncer en détail au Comité la victoire définitive des troupes républicaines² :

Au quartier général, 27 messidor an II.

Citoyens collègues, les armées du Rhin et de la Moselle réunies sont triomphantes. Elles sont aux prises avec l'ennemi depuis trois jours. Hier, elles l'ont fait fuir devant elles comme un vil troupeau sur un espace de plus de vingt lieues. Nous sommes maîtres des gorges et des revers des Vosges depuis Landstuhl jusqu'à Neustadt. Nous occupons Spire, Kirrweiler, nous allons récolter le Palatinat; nous avons pris à l'ennemi sur les différents points dix-huit pièces d'artillerie, tant canons qu'obusiers. Nous lui avons tué au moins douze cents hommes et blessé plus du double de ce nombre, sans

1. Michaud à Saint-Cyr, Annweiler, 27 thermidor, 2 heures 1/2 du matin (Gouvion Saint-Cyr, *op. cit.*, t. II, p. 459).

2. Hentz et Goujon au Comité de Salut Public, quartier général, 27 messidor an II (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 207). La lettre est dans le *Moniteur* (réimpr., t. XXI, p. 255). L'original du *post-scriptum* est de la main de Goujon.

perdre beaucoup de monde.... Ainsi, depuis les bords du Rhin jusqu'à Landstuhl, on s'est battu avec héroïsme et avec le succès dû à la bravoure républicaine. Les Prussiens surtout ont rabattu de leur morgue à Trippstadt et au Platzberg. On les a battus à plate couture, et on leur a fait en outre prisonniers un colonel-major, un capitaine et un lieutenant. On n'a pas fait beaucoup de prisonniers, mais il nous est arrivé beaucoup de déserteurs, et entre autres une compagnie entière de grenadiers. Notre infanterie s'est conduite partout avec une bravoure au-dessus de tout éloge....

P.-S. — Il est bon de vous peindre la stupidité de nos ennemis. Le colonel pris nous a dit que c'est lui qui a fortifié le Platzberg, et il s'est plaint de ce que les républicains l'avaient emporté de la manière dont on s'y est pris. Il prétendait que ce n'est pas ainsi qu'on aurait dû s'y prendre. Ces Messieurs sont étonnés de notre intrépidité. Cela les déconcerte et les étonne. Ils ne croyaient pas qu'il fût possible de vaincre sans leur tactique et leur méthode.

Le 30 messidor, Barère, aux applaudissements unanimes de la Convention, vint annoncer à la tribune la victoire de Trippstadt en même temps que d'autres succès remportés aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse. Il lut la lettre de Goujon et de Hentz du 27. Aux derniers mots, racontant la colère de ce colonel prussien qu'on avait osé battre en violant les usages, les éclats de rire se mêlèrent aux acclamations, et l'assemblée, d'une commune voix, décréta que les quatre armées n'avaient cessé de bien mériter de la patrie¹.

Cependant, les représentants mettaient à profit les quelques loisirs que leur avait donnés la victoire pour s'occuper de ce que Goujon appelait « les objets de police intérieure ». Ils en étaient vivement sollicités par l'agent que le Conseil exécutif provisoire avait envoyé dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et du Mont-Terrible, le citoyen Jean-Baptiste-Olivier Garnerin². Garnerin n'avait encore que vingt-sept ans, et c'est plus tard seulement qu'il devait acquérir, comme aéronaute, la notoriété qui resta depuis lors attachée à son nom. Ce n'était ni un sot ni un ignorant. Il avait fait de bonnes études et était l'un des meilleurs élèves du célèbre physicien Charles. Des bureaux de la

1. *Moniteur*, réimpr., t. XXI, p. 250 et 257.

2. Il ne faut pas le confondre avec son frère, André-Jacques, l'inventeur du parachute. Olivier ne fit que perfectionner cet appareil et en généraliser l'usage. Il mourut en 1849 à Paris. Sa fille, Elisa, né en 1791, fit aussi de nombreuses ascensions en ballon.

ferme générale, où il était employé en 1789, il passa dans ceux de la Convention. Sa déposition à charge, dans le procès de Marie-Antoinette, le mit en lumière, et le Conseil exécutif l'envoya en mission dans les départements du Rhin¹. Il avait installé son quartier général à Colmar, d'où il rayonnait vers Strasbourg et Besançon, et s'était mis en correspondance constante avec les représentants Lacoste et Baudot d'abord, puis Fousseidoire, enfin Hentz et Goujon². Les deux départements alsaciens, celui du Haut-Rhin surtout, comptaient parmi les plus rebelles aux lois révolutionnaires. Tous les efforts tentés pour y établir le maximum et y faire circuler les assignats avaient échoué. Dans les districts de Colmar et d'Altkirch, on vendait toujours à deux prix, selon que l'acheteur payait en assignats ou en numéraire ; on faisait partout le commerce du papier-monnaie, qui se négociait ouvertement à la baisse de l'autre côté du Rhin, à Bâle et dans tout le pays badois. Pour surveiller utilement les marchés, où les transactions se faisaient le plus souvent en allemand ou en alsacien, il fallait être du pays, et les magistrats ou fonctionnaires qui y étaient nés fermaient les yeux aisément sur la fraude. C'est en vain que Hérault-Séchelles avait renouvelé les autorités, que Lacoste et Baudot avaient formé une commission militaire, composée de cinq Lorrains et d'un Strasbourgeois, que Fousseidoire avait changé le personnel du tribunal révolutionnaire. Garnerin ne voyait au mal qu'un seul remède : destituer en bloc toutes les autorités du Haut et du Bas-Rhin pour les remplacer par des patriotes étrangers à l'Alsace, de préférence des militaires, « pour relever et créer l'énergie républicaine dans les âmes allemandes des administrations à régénérer ». Le 21 messidor, il vint à Landau trouver les représentants pour leur exposer son plan. Hentz était assez décidé à le suivre. Il avait déjà fait une tournée dans le Haut-Rhin et en était revenu décidé à recourir aux mesures extrêmes. Goujon fit des objections et demanda qu'on attendit la venue de Saint-Just, dont l'arrivée prochaine était annoncée³. Garnerin n'obtint qu'une mesure transitoire, la création d'une nouvelle commission révolution-

1. Le Comité de Salut Public confirma ses pouvoirs et lui donna de nouvelles instructions le 5 floréal an II (Arch. nat., AFII 136, plaquette 1056).

2. Véron-Réville, *Histoire de la Révolution dans le Haut-Rhin*, Colmar, 1865, in-8°, p. 220 et suiv.

3. Garnerin au Comité de Salut Public, Strasbourg, 24 messidor (Arch. nat., AFII 136, plaquette 1056).

naire, analogue à celle qui avait fonctionné sous Hérault-Séchelles. Dans les considérants de l'arrêté, que signèrent Hentz et Goujon, on reconnaît les idées et le style de l'agent du Comité de Salut Public¹.

Landau, 24 messidor an II.

Les représentants du peuple envoyés près les armées du Rhin et de la Moselle,

Instruits que l'esprit de contre-révolution domine dans les départements du Haut et Bas-Rhin et dans la partie allemande de ceux des Vosges et du Mont-Terrible; que les assignats y sont dépréciés au point que 400 livres n'en valent que 45 en numéraire; qu'on y vend hautement à deux prix; que l'armée de la République y est traitée avec aussi peu d'égards que si elle était une armée ennemie; que plusieurs habitants, particulièrement ceux des campagnes, préfèrent donner leurs fruits et leurs légumes à des bestiaux, ou les laisser dépérir, à les vendre aux défenseurs de la patrie pour des assignats; que cet état de choses a son principe dans l'ignorance où les riches et les égoïstes, qui, jusqu'ici, se sont emparés de la Révolution, ont laissé le peuple; dans la lâcheté et la faiblesse des fonctionnaires publics, que l'on a inutilement renouvelés et qu'il faut prendre hors du pays; dans la protection ouverte donnée aux conspirateurs, aux agioteurs, aux fanatiques et surtout à cette classe d'hommes parasites qui n'ont jamais cultivé la terre et qui n'exercent d'autre profession que d'être les vils instruments des riches qui, du pays ennemi, voisin de la France, trafiquent le numéraire et la contre-révolution²;

Et voulant suppléer à la nullité complète des autorités constituées relativement aux mesures révolutionnaires;

Arrêtent ce qui suit comme mesure de salut public :

Art. 1^{er}. — Il sera fait dans les départements dépendants de l'armée du Rhin une recherche exacte de tous les conspirateurs, des contre-révolutionnaires et des gens suspects, et notamment de ceux qui, par quelque moyen que ce soit, déprécient les assignats, qui vendent à deux prix, dont l'un en numéraire et l'autre en assignats,

1. Arch. nat., AFII 135, plaquette 1044. Analysé dans Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 370.

2. Il s'agit ici des Juifs. Garnerin, qui comprend si mal et déteste si fort les Alsaciens, avait cependant adopté, sans en avoir les mêmes motifs, la haine violente de quelques-uns d'entre eux contre les Juifs. Les représentants n'ont pas voulu les désigner expressément, sans doute pour éviter le reproche de fanatisme.

qui font le commerce d'argent, qui gardent les denrées de première nécessité dont ils font habituellement commerce, qui ne les vendent qu'à un prix excessif en assignats; de ceux qui séduisent le peuple par fanatisme et le poussent à la révolte et au mécontentement contre la République.

Art. 2. — Tous les prévenus des délits ci-dessus seront sur-le-champ mis en arrestation; le procès-verbal qui constatera leurs délits sera dans le jour envoyé aux représentants du peuple près l'armée du Rhin et au Comité de sûreté générale. Les représentants du peuple enverront les contre-révolutionnaires au tribunal révolutionnaire et feront mettre les autres en arrestation comme gens suspects.

Art. 3. — Pour l'exécution des dispositions ci-dessus, il sera établi une commission composée de trois membres. Ces trois membres sont les citoyens :

Chasseloup, adjudant général à l'armée de Moselle;

Mayran, officier municipal de Belfort;

James, ci-devant employé dans les transports et convois militaires.

Art. 4. — Cette commission sera ambulante. Elle dressera les procès-verbaux soit sur les lieux mêmes, soit ailleurs, sur des rapports de témoins; elle est autorisée à requérir la force publique pour la mise en arrestation des prévenus.

Art. 5. — La commission n'exercera pas ses fonctions dans la commune de Strasbourg, où le zèle et le patriotisme de la plupart des fonctionnaires publics sont satisfaisants. Elle leur dénoncera les délits qui pourront être à sa connaissance, et les autorités constituées prendront les mesures nécessitées par lesdites dénonciations en conséquence du présent arrêté. Elles en rendront compte aux représentants du peuple.

Art. 6. — La commission n'existera que jusqu'à ce que les autorités constituées aient été renouvelées dans les départements ci-dessus mentionnés ou que le gouvernement révolutionnaire y ait la vigueur nécessaire.

Art. 7. — Le présent arrêté sera traduit en allemand, imprimé dans les deux langues et envoyé aux départements du Haut et du Bas-Rhin, du Mont-Terrible et des Vosges, où il sera publié et affiché dans toutes les communes.

HENTZ. GOUJON.

Garnerin rapporta triomphalement cet arrêté à Colmar. Sa publication produisit peut-être sur les contre-révolutionnaires

l'effet de terreur qu'on en attendait; mais à l'égard des patriotes et des républicains, elle eut un résultat auquel ni Garnerin ni les représentants endoctrinés par lui ne paraissent s'être attendus. Le reproche qu'ils faisaient aux populations des départements du Rhin d'avoir accueilli l'armée française comme une armée ennemie était aussi injuste qu'injurieux pour le patriotisme toujours ardent et dévoué des Alsaciens. Il piqua au vif les membres de la Société populaire de Colmar, qui rédigèrent une protestation indignée à l'adresse du Comité de Salut Public. Garnerin était présent à la séance; il prit des notes, et, en rentrant chez lui, s'empressa d'écrire aux représentants pour dénoncer les coupables, « hommes d'autant plus dangereux, disait-il, qu'ils ont des moyens qu'ils emploient à modérantiser¹ ». Hentz et Goujon n'avaient dans les allégations de Garnerin qu'une confiance médiocre. Ils décidèrent d'aller se rendre compte de tout par eux-mêmes et partirent de Landau le 30 messidor². Leur tournée dura quatre jours. Ils poussèrent jusqu'à Porentruy et revinrent à Strasbourg le 4 thermidor. Ils avaient constaté partout le discrédit des assignats. Pour y remédier, l'administration du département du Haut-Rhin demandait l'interdiction absolue des échanges en argent et même la confiscation du numéraire³. Goujon et Hentz n'osèrent pas aller jusque-là. Ils se contentèrent de remettre en vigueur un arrêté de Baudot et Fousseidoire du 6 ventôse, approuvé le 22 prairial par le Comité de Salut Public, et qui prescrivait l'échange obligatoire, dans le département du Haut-Rhin, de cinq millions en assignats contre pareille somme en numéraire. Le 4 thermidor, ils en firent autant pour le département du Bas-Rhin⁴. Ils comptaient renouveler plusieurs fois cette mesure⁵, qu'il fut du reste radicalement impossible d'exécuter⁶. Garnerin lui-même ne voulut pas s'en charger⁷.

1. Arch. nat., AF^{II} 136, plaquette 1056 (brouillons et notes de Garnerin); Véron-Réville, *op. cit.*, p. 229.

2. Hentz et Goujon au Comité de Salut Public, 30 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 275).

3. Les administrateurs du Haut-Rhin au Comité de Salut Public, 6 messidor (Arch. nat., AF^{II} 136, plaquette 1054).

4. Arch. nat., AF^{II} 135, plaquette 1044.

5. Goujon et Hentz au Comité de Salut Public, Strasbourg, 4 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 370).

6. *Compte-rendu de Hentz à la Convention sur les dépenses de sa mission*. Paris, Impr. nat., an III (Bibl. nat., Le⁹⁹ 171).

7. Garnerin au Comité de Salut Public, Colmar, 6 thermidor an II (Arch. nat., AF^{II} 136, plaquette 1056).

Les deux représentants avaient aussi constaté dans leur voyage, avec autant d'indignation et peut-être plus d'étonnement, la puissance invincible du clergé dans la Haute-Alsace. Presque partout, les prêtres émigrés ou déportés revenaient dans leurs anciennes paroisses, y célébraient les offices et prêchaient contre la Révolution. A la première alerte, ils se cachaient dans la campagne ou repassaient le Rhin. « La superstition est telle, écrivait Goujon et Hentz au Comité, que les messes se disent hautement, que les prêtres se promènent insolemment et en costume, qu'ils chôment et font chômer, non seulement les dimanches, mais encore toutes les fêtes des anciens calendriers et font perdre un tiers du temps de l'année au peuple, qui néglige ses terres et ses récoltes¹. » La présence même des plus redoutés conventionnels n'intimidait pas le clergé alsacien. Le 3 thermidor, à Hirsingen, près d'Altkirch, avait lieu le pèlerinage annuel de Saint-Honoré. A cette occasion, plusieurs curés réfractaires reparurent dans le village, que les représentants avaient traversé la veille, et l'un d'eux prononça, pendant les vêpres, un sermon violent contre le gouvernement révolutionnaire et la Convention. Le soir, après un bon dîner chez le curé du lieu, on se rendit en foule à la *Kilbe*, où les jeunes gens dansaient sur la place, on chanta quelques refrains d'émigrés, comme il en courait partout en Alsace, et l'on finit par aller abattre un arbre de la liberté que les patriotes avaient planté le matin même².

En apprenant ces détails, Hentz et Goujon furent saisis d'une violente colère : elle se manifeste avec évidence dans les considérants de l'arrêté qu'ils prirent aussitôt rentrés à Strasbourg³.

Au nom du peuple français.

Strasbourg, le 4 thermidor an II.

Les représentants du peuple envoyés près les armées du Rhin et de la Moselle,

Instruits par leurs propres yeux de l'état déplorable où se trouve l'esprit public dans les départements des Haut et Bas-Rhin et du

1. Hentz et Goujon au Comité de Salut Public, Strasbourg, 4 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 369).

2. Véron-Réville, *op. cit.*, p. 221-222. Arch. de la Haute-Alsace à Colmar, L 114 et 115.

3. M. Aulard (*Recueil*, t. XV, p. 370) dit par erreur que cet arrêté manque aux Archives nationales. Il est dans AF^{II} 135, plaquette 1044.

Mont-Terrible; que là, et notamment dans ces deux derniers départements, les prêtres exercent un empire révoltant, tiennent les citoyens dans une oisiveté scandaleuse pendant plusieurs jours des décades, sous prétexte du culte religieux, tandis que la terre demande des bras, tandis qu'une riche moisson reste sur le sol et qu'on voit se prolonger une disette qui aurait déjà dû finir et dont les défenseurs de la patrie souffrent encore, qu'ils profitent de cette oisiveté qu'ils commandent pour prêcher la révolte, corrompre les mœurs et exciter le désordre;

Que l'ignorance et la superstition sont telles dans ce département que le peuple est toujours sous le despotisme et méconnaît la Révolution, que ceux qui se sont emparés de sa confiance se gardent bien de lui faire connaître et aimer;

Que l'impudence des prêtres est portée à un si haut point que, dans une commune du district d'Altkirch, plusieurs d'entre eux ont provoqué un rassemblement de superstitieux à l'occasion d'un pèlerinage, qu'ils ont péroré le peuple pendant l'exercice de leur culte de manière à le porter à la révolte contre le gouvernement; qu'ensuite ils se sont livrés à des orgies qui se sont prolongées en avant dans la nuit, pendant que des hommes trompés par eux dansaient aux sons des chansons contre-révolutionnaires et allaient avec eux briser l'arbre de la liberté, avec des imprécations contre le gouvernement républicain;

Qu'il est prouvé par une foule de renseignements que les prêtres conspirent contre la patrie;

Qu'à Rouffach on a saisi les pièces et les ramifications de leurs complots criminels, que leurs vils asservissements devant les riches du pays dont ils sont les esclaves, à cause de l'argent qu'ils en reçoivent, les portent à favoriser la sortie du numéraire, à colporter la correspondance qui subsiste entre les émigrés et les aristocrates de l'intérieur sur une frontière où les malveillants abondent;

Qu'ils séduisent les femmes et corrompent les mœurs; qu'ils machinent en secret la contre-révolution, qu'ils ont tous dans le cœur, même quand ils parlent de leur attachement aux lois, langage équivoque dans leur bouche;

Que les résultats de leurs manœuvres dans ces deux départements est une ignorance totale des lois de la liberté, le mépris de la monnaie républicaine porté à un tel degré que les propriétaires, dans quelques endroits, préfèrent laisser périr les produits de la terre à en faire l'échange contre cette monnaie et que les défenseurs de la patrie ne peuvent obtenir les denrées nécessaires à leur subsistance s'ils ne peuvent les payer avec le vil métal des monarchies;

Que l'exportation des grains, sans cesse en activité, est déjà préparée avec tant de soin qu'un cultivateur de la commune de Dammari a bien eu l'audace, au milieu de ses riches moissons, d'annoncer, en présence des représentants du peuple, que la récolte de cette année, quelque abondante qu'elle parût, n'équivaldrait pas à celle de l'année dernière, et que les gerbes sans nombre que l'on transportait ne donnaient point de grains ;

[Qu'il règne] un dédain profond pour les signes de la liberté, remplacés presque partout par des signes de ralliement de prêtres conspirateurs, tandis que la hache est au pied de l'arbre sacré, planté par les patriotes ;

Qu'un autre résultat non moins funeste de ces prédications audacieuses et fanatiques est un relâchement de l'esprit public, une habitude de tous les désordres et un avilissement tel que les patriotes qui s'en plaignent osent à peine élever la voix pour les arrêter, que les administrateurs qui les voient s'ébranlent à peine pour y porter remède, de sorte qu'il est prouvé que les prêtres conspirateurs ne cessent de trahir la patrie en correspondant avec ses ennemis rassemblés sur l'autre côté de la frontière, qu'ils appellent la guerre et la mort sur les contrées qui les reçoivent, qu'ils veulent dévaster les moissons qui les nourrissent, égorger ceux qui les souffrent, conduire les ennemis de la liberté dans ses champs producteurs et livrer au fer destructeur, à la guerre civile, à la mort ces mêmes communes qui les accueillent aujourd'hui ; les autorités constituées, frappées d'une honteuse inertie, se contentant de blâmer froidement ces désordres et n'osant ou ne voulant appesantir la hache vengeresse des lois sur le méchant qui conspire contre la sûreté du peuple ;

Arrêtent ce qui suit, comme mesure de salut public :

Art. 1^{er}. — La maison où se sont rassemblés les prêtres qui ont arraché ou fait arracher l'arbre de la liberté dans la commune de Hirsingen sera rasée sur-le-champ. L'église de cette commune sera fermée ; tous les objets du culte en seront enlevés ; elle sera désormais employée à des objets d'utilité publique ; son clocher sera détruit, son nom aboli. L'administration du Haut-Rhin proposera dans le plus bref délai aux représentants du peuple sa réunion provisoire à une autre commune. Les prêtres qui se sont portés à de tels excès seront traduits au tribunal révolutionnaire ; les maires et officiers municipaux qui les ont soufferts seront arrêtés et détenus comme suspects.

Art. 2. — Tous les prêtres des trois départements ci-dessus désignés seront sur-le-champ mis en arrestation et conduits à la citadelle de Besançon, où ils seront enfermés et traités comme suspects.

Art. 3. — Le nommé Bruyard, cultivateur de la commune de Dammarie, qui, en présence des représentants du peuple soussignés, a cherché à répandre l'inquiétude sur la récolte de cette année, sera mis en état d'arrestation comme suspect.

Dièche, général de division, commandant à Strasbourg, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera imprimé, affiché et publié dans les deux langues, dans toutes les communes des trois départements ci-dessus désignés.

GOUJON. HENTZ.

Le même jour, quelques moments après avoir signé cet arrêté de terreur, Goujon écrivait à sa femme sur le ton de la plus vive et de la plus délicate tendresse. Contraste singulier, fréquent chez les révolutionnaires les plus implacables, et qui montre bien à quel point la fièvre du danger et l'ardeur de la lutte pouvait exaspérer les passions et les haines dans l'âme la moins cruelle et la plus « sensible » qui fût.

Le général Dièche exécuta strictement la mission dont il était chargé. Il fit raser la maison curiale d'Hirsingen, employant à cette besogne les « muscadins d'Altkirch et des environs », démolit le clocher et fit remettre en place l'arbre de la liberté, avec toute la pompe d'une cérémonie expiatoire¹. Deux cent cinquante prêtres catholiques, huit pasteurs luthériens et six rabbins israélites furent arrêtés et transférés sous escorte à la citadelle de Besançon. Le général Charles Hesse, ci-devant prince souverain du Saint-Empire et commandant de la forteresse, les fit traiter avec beaucoup de rigueur.

Dans le même temps, la Commission révolutionnaire s'organisait. Mayran, Chasseloup et James arrivèrent à Colmar au début de thermidor. Leur premier soin dut être de réprimer les révoltants excès de quelques fanatiques du parti révolutionnaire avancé. Un officier de santé de Colmar avait obtenu, sous prétexte d'études anatomiques, qu'on lui abandonnât le corps d'un guillotiné, sur lequel il avait prélevé de quoi se faire faire une culotte en « peau d'aristocrate ». Par un arrêté du 5 thermidor, dont les considérants flétrirent en termes indignés cet « acte d'infamie », la Commission ordonna l'emprisonnement du cou-

1. Véron-Réville, *op. cit.*, p. 223. Hentz, Goujon et Bourbotte au Comité de Salut Public, Thionville, 16 thermidor an II (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 566).

pable et de ses deux complices, un chamoiseur et un tailleur. Ils restèrent détenus jusqu'à l'amnistie du 4 brumaire an IV¹. Le 7 thermidor, les trois commissaires partirent pour le Sundgau; ils visitèrent Bernwiller, Cernay, Thann, Hirsingen, Altkirch, Guebwiller, etc. De nombreuses arrestations furent ordonnées. A Hirsingen, ils destituèrent et firent arrêter le juge de paix Hoegy, qui avait mis trop peu d'énergie à punir l'attentat du 3 thermidor. Le 20, ils rentrèrent à Colmar et firent emprisonner encore deux habitants notables, Dubois l'aîné et Chauffour le jeune, qui avaient refusé les fonctions de jurés du tribunal révolutionnaire. Mais le lendemain 21, le département signifiait à la Commission un arrêté du Comité de Salut Public en date du 15, qui la déclarait supprimée et cassait toutes les décisions qu'elle avait prises depuis son installation². Dès le 18 thermidor, Foussedoire était renvoyé en Alsace avec pleins pouvoirs du Comité. La mission de Hentz et Goujon se trouvait désormais restreinte à la surveillance et à la direction des armées³.

De Strasbourg, les deux représentants s'étaient rendus à Kaiserslautern pour préparer un nouveau plan d'opérations. Il leur restait, avant la fin de la campagne, à exécuter un point très précis des instructions du Comité de Salut Public. « Il faut voir, leur écrivait Carnot dès le 23 messidor⁴, si, en réunissant tout ce qui peut être disponible des deux armées du Rhin et de la Moselle, on pourrait faire un coup de main sur Trèves. Vous allez recevoir un renfort de 150,000 hommes, venant de l'armée de l'Ouest, conduits par Bourbotte... Trèves doit être remplie d'approvisionnements de tout genre; elle le sera encore plus après la moisson, qui sera faite lors de l'arrivée des 150,000 hommes... Ramenez des subsistances, des armes, des effets propres à la consommation de nos armées; arrachez aux ennemis toutes leurs

1. Arch. de la Haute-Alsace, L 116, et Véron-Réville, *op. cit.*, p. 229.

2. Véron-Réville, *op. cit.*, p. 231. L'arrêté du Comité de Salut Public, daté du 15 thermidor à la minute, qui est de la main de Collot d'Herbois, ne figure qu'à la date du 16 dans le registre du Comité (Arch. nat., AFⁿ 59) et dans le *Recueil* de M. Aulard (t. XV, p. 631).

3. Arrêté du Comité de Salut Public du 18 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 667).

4. Le Comité de Salut Public aux représentants aux armées de la Moselle et du Rhin, 23 messidor an II (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 85). La minute est de la main de Carnot.

ressources, tous les moyens d'exister. C'est un grand malheur que la nécessité de ravager, mais encore vaut-il mieux porter la destruction ailleurs que de la souffrir en son propre territoire. » Et, le 25 messidor, il revenait à la charge¹ : « Peut-être l'ennemi compte-t-il sur les magasins de Trèves pour sa subsistance. Il ne serait pas maladroit de les lui souffler avant qu'il arrive. Voyez donc si un coup de main pourrait vous rendre maîtres de cette place, et dans ce cas tentez-le avec toute la rapidité et tout le secret possibles, et faites passer sur-le-champ tous les magasins sur vos derrières. » De Spire, le 27 messidor, Hentz répondit : « Moreaux n'a que de 25 à 30,000 hommes. C'est égal, avec ce que conduit Bourbotte, nous saboulerons l'ennemi². » Et en effet Goujon et lui s'y disposèrent. A Kaiserslautern, le 6 thermidor, les généraux en chef et les représentants tinrent un conseil de guerre. On décida de rassembler 40,000 hommes d'infanterie sur la Sarre et la Moselle. La moitié marcherait sur Trèves en deux colonnes. L'autre moitié ferait flanc-garde sur la gauche contre toute attaque venant de Luxembourg. L'armée du Rhin, pendant ce temps, menacerait la tête du pont de Mannheim³. Goujon se rendit à Landau pour chercher des renforts qu'il devait conduire à Thionville. Hentz partit pour Metz, allant au-devant de Bourbotte. Il voulait en même temps organiser un mouvement dans Luxembourg, pour immobiliser la garnison⁴. En arrivant à Pirmasens le lendemain, il reçut du général Moreaux l'avis que le bourg de Kusel, dans l'électorat de Trèves, contenait une fabrique de faux assignats. Kusel, ajoutait le général, n'était occupé que par quelques patrouilles ennemies; il ne pouvait du reste servir à rien, qu'à gêner les opérations. Hentz n'avait pas à craindre cette fois les hésitations de son collègue⁵; il résolut de faire un exemple et donna l'ordre au général Reneauld d'incendier Kusel après avoir enlevé les bestiaux et les

1. Le même aux mêmes, 25 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 142).

2. Hentz au Comité de Salut Public, Spire, 27 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 206).

3. Hentz et Goujon au Comité de Salut Public, 6 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 413).

4. Hentz et Goujon au Comité de Salut Public, 6 thermidor (Aulard, *Ibid.*).

5. Goujon était à Landau, où il signa, le 9 thermidor, un arrêté pour presser la rentrée des grains et farines réquisitionnés en Alsace (Arch. nat., AFu 245, plaquette 2096).

vivres et fait sortir les habitants¹. Le lendemain soir, il ne restait rien de cette malheureuse bourgade².

Goujon ne fut de retour à Thionville que le 15 thermidor. Hentz et Bourbotte venaient d'y arriver avec les 16,000 hommes de l'armée de l'Ouest, sous les ordres des généraux Vincent et Collaud. Ils communiquèrent à leur collègue une lettre du Comité de Salut Public et une proclamation annonçant la « conspiration du tyran Robespierre » et l'« heureuse révolution du 9 thermidor ». Ces deux documents furent mis à l'ordre de l'armée, et les trois représentants répondirent au Comité, par la plume de Goujon³ : « Que tous les traîtres tombent ! Que tous les tyrans soient anéantis ! C'est, n'en doutez pas, le vœu unanime de tous ceux qui versent ici leur sang pour la patrie. Ce sang ne coule pas pour quelques conspirateurs, mais pour la liberté, pour l'égalité, pour la République indestructible. Périssent quiconque voudra usurper la puissance qui n'appartient qu'au peuple ! Périssent quiconque voudra s'élever au-dessus du niveau de l'égalité ! C'est ainsi que nous votons avec vous ; c'est ainsi que voteront les armées triomphantes. Tant de héros morts pour la patrie n'auront pas cet affront, que la terre qu'ils ont affranchie par leur courage retombe sous la verge d'un maître. »

1. Hentz au Comité de Salut Public, Pirmasens, 7 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 432). Arrêté du même jour (en allemand et en français), aux Arch. hist. de la Guerre, *Armées du Rhin et de la Moselle*. Les habitants écrivirent à la Convention et prouvèrent que les faux assignats qu'on avait trouvés entre les mains de leurs compatriotes prisonniers à Metz venaient, non d'une fabrique clandestine, mais des vivandiers de l'armée française, qui les vendaient pour authentiques. Le 16 germinal an III, Merlin de Thionville dénonça Hentz pour l'incendie de Kusel et obtint le décret d'arrestation contre lui (Arch. hist. de la Guerre. *Ibid.*, 27 thermidor an II ; *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 151-155).

2. Rapport du général Reneauld, 8 thermidor (Arch. hist. de la Guerre, *Armées du Rhin et de la Moselle*).

3. Hentz, Bourbotte et Goujon au Comité de Salut Public, Thionville, 13 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 575).

Bourbotte (Pierre), né le 5 juin 1763 à Levault (Yonne), administrateur du département et député de l'Yonne à la Convention. Envoyé en 1793 en Vendée, il avait eu un cheval tué sous lui à Saumur. Il recueillit un enfant vendéen sur le champ de bataille de Savenay, l'adopta et lui donna le prénom de Scévoia. Le 12 prairial an II (Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 44), Carnot l'avait désigné pour conduire les renforts à l'armée du Rhin. Nous le retrouverons au 1^{er} prairial an III.

Dès le lendemain, sans souci de la réaction qui devait fatalement suivre la chute de Robespierre et qui n'épargnerait aucun d'eux, Goujon, Hentz et Bourbotte prirent leurs dispositions pour marcher à l'ennemi. Un Conseil de guerre s'assembla pour régler les ordres de mouvement¹. Quatre jours furent employés à vérifier et renouveler l'armement, à encadrer et à pourvoir d'artillerie les troupes qu'avait amenées Bourbotte. On forma cinq divisions, réparties en trois colonnes. Celle de l'Est, aux ordres de Reneauld, devait suivre la rive droite de la Sarre. Celle du Centre (division Desbureaux) s'avancerait entre Sarre et Moselle. Enfin à l'ouest le général Ambert, avec les trois divisions Collaud, Vincent et Taponier, marcherait à gauche de la Moselle, couvert à quelque distance dans la direction de Luxembourg par une brigade détachée en flanc-garde. Le mouvement commença dans la nuit du 17 au 18 thermidor². Au dernier moment, sur un avis alarmant du général Michaud³, on eut peur que l'ennemi, averti de l'entreprise contre Trèves, n'en profitât pour tomber en force sur le corps de Desaix, qui demeurerait affaibli et isolé en avant de Spire. Goujon fut expédié en toute hâte pour s'assurer qu'il n'en était rien⁴.

Le 19, l'armée était parvenue sans obstacle à Sarrelouis. Hentz et Bourbotte faisaient enlever les récoltes au fur et à mesure qu'on avançait⁵. Le 20, les troupes républicaines rencontrèrent quelque résistance de la part de l'ennemi. Ambert dut forcer le

1. Hentz, Bourbotte et Goujon au Comité de Salut Public, Thionville, 13 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 574).

2. Rapport de Moreaux au Comité de Salut Public, Trèves, 30 thermidor. Ordre de marche du 17 thermidor. Moreaux au Comité de Salut Public, Thionville, 17 thermidor (Arch. hist. de la Guerre, *Armées du Rhin et de la Moselle; Relation du général Ambert*, imprimée par Gouvion Saint-Cyr, *Mém. cit.*, t. II, p. 367 et suiv.).

3. Michaud avait reçu de Bacher, secrétaire de l'ambassade française à Bâle et chef d'un service de renseignements très bien organisé, l'avis que les Autrichiens s'apprétaient à passer le Rhin entre Seltz et Lauterbourg. Il en avertit les représentants par une lettre du 16 thermidor, en les invitant à venir eux-mêmes à son quartier général de Neustadt (Michaud au Comité de Salut Public, 16 thermidor. Arch. hist. de la Guerre, *Armées du Rhin et de la Moselle*).

4. Hentz, Goujon et Bourbotte au Comité de Salut Public, Thionville, 17 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 666).

5. Hentz au Comité de Salut Public, Sarrelibre (Sarrelouis), 20 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 752).

passage de la Sauer, grossie par les pluies, et Reneauld fit enlever à la baïonnette la hauteur fortifiée de Pellingen. Au centre, l'ennemi se retira sur Consaarbrück, sans attendre l'attaque de Desbureaux. Le 21, l'armée française enlevait les ponts de la Moselle, et, à 3 heures de l'après-midi, Bourbotte et Moreaux entraient dans Trèves, avec des têtes de colonne de la division Taponier. Ils constatèrent sans regret que « les émigrés, les prêtres, les moines, les religieuses et tous les gros messieurs » avaient filé sur Coblenz. Les échevins et le bourgmestre en grand costume vinrent protester « qu'ils étaient bien aises de voir les Français » et leur offrir les clefs de la ville, que les représentants envoyèrent au Comité de Salut Public. Bourbotte fit occuper les magasins à blé, dresser inventaire de toutes choses, et médita les bases d'une contribution militaire : « Je pense, écrivit-il au Comité, que trois à quatre millions en numéraire, dans un pays riche et abondant, pourront dans quarante-huit heures être payés à la République facilement. C'est agir modérément sans doute¹. » Il fermait sa lettre quand Goujon arriva de l'armée du Rhin². Tout était tranquille devant Mannheim. L'ennemi ne savait rien et n'avait pas bougé de ses cantonnements.

Au même moment, Hentz, resté en arrière à Sierck, recevait du Comité de Salut Public l'avis de son rappel. Le lendemain même, il partait pour Paris³.

Bourbotte et Goujon, demeurés seuls à Trèves, s'occupèrent d'administrer provisoirement le pays conquis et d'en inventorier les richesses. « Nous avons trouvé, écrivait Goujon au Comité, trente pièces de canon de bronze très jolies, des magasins considérables de grains de toute espèce et des fourrages en quantité, 24,000 cartouches, deux milliers de poudre, et toutes les armes dont presque chaque habitant était fourni. Plusieurs émigrés vont ajouter à ces présents faits à la République par les braves soldats de Monsieur François l'héritage de leur nouveau mobilier dans cette contrée... A voir Trèves, on dirait que le trône du despotisme sacerdotal y a été fixé, par la multiplicité des couvents et

1. Bourbotte au Comité de Salut Public, Trèves, 21 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 776).

2. *Ibid.*, en *post-scriptum*.

3. Hentz au Comité de Salut Public, Sierck, 21 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 776).

des églises de toute espèce qui y existent. Ces saintes habitations, fondées sur les principes de la charité, ne se refuseront pas sans doute à partager avec la République une partie de leurs abondantes provisions, et nous ne serions pas étonnés d'apprendre au premier instant l'émigration de tous les saints de constitution argentine qui peuvent encore exister dans chacun de ces établissements... La République pourra, suivant un premier aperçu, tirer de l'Électorat, tant en argent qu'en denrées, à peu près un milliard¹. »

Tout ce qui appartenait à l'Électeur et à ceux qui l'avaient suivi dans sa fuite fut déclaré propriété française et confisqué. La perception des impôts et de l'arriéré dut continuer au profit de la République. Pour éviter les pilleries, les troupes bivouaquèrent sur les hauteurs qui entouraient Trèves; on ne permit l'entrée de la ville qu'aux détachements de police indispensables². Le 2 fructidor, un ordre général transmit aux troupes les félicitations du Comité de Salut Public et le décret de la Convention que les armées du Rhin et de la Moselle avaient, une fois de plus, bien mérité de la patrie. En récompense de leur courage, les « braves guerriers » reçurent double ration de riz, et le soir, après cette bombance, on chanta dans les bivouacs « les airs chéris des républicains³ ».

Les représentants ne s'attardèrent pas au spectacle de ces réjouissances toutes spartiates. Le 2 au soir, ils quittaient Trèves avec le général Moreaux, se rendant à Bitché, où ils avaient convoqué Michaud pour arrêter un nouveau plan d'action. Le Conseil eut lieu le 4 fructidor. On décida de concentrer autour de Neustadt un corps de 60,000 hommes, pris par moitié dans les deux armées. Ce corps avancerait en deux colonnes de Frankenthal sur Sobernheim et Kreuznach, en balayant tout le pays entre le Rhin et Nahe. De là, l'on pousserait au besoin jusqu'à Mayence. A l'extrême gauche, 12,000 hommes resteraient au blocus de

1. Goujon et Bourbotte au Comité de Salut Public, Trèves, 25 thermidor. Minute de la main de Goujon, qui avait d'abord écrit *deux milliards* (Arch. hist. de la Guerre, *Armées du Rhin et de la Moselle*).

2. Arrêtés de Goujon et Bourbotte, Trèves, 24, 26 et 27 thermidor (Arch. hist. de la Guerre, *Ibid.*).

3. Ordre général du 2 fructidor, Trèves (Arch. hist. de la Guerre, *Armées du Rhin et de la Moselle*).

Luxembourg; 12,000 garderaient Trèves; 12,000 autres sur la droite occuperaient les défenseurs de Mannheim. Michaud comptait même essayer d'enlever par surprise la tête du pont de cette ville¹. Le point faible était l'aile gauche. La garnison prussienne de Luxembourg était de 15,000 hommes. On n'avait pu, faute de cavalerie, réaliser qu'un blocus imparfait. Si l'ennemi recevait des renforts de ce côté, l'aile gauche de l'armée de la Moselle pouvait être aisément débordée et prise à revers. On décida donc d'avertir le général Jourdan, qui commandait l'armée de Sambre-et-Meuse récemment formée, et d'attendre l'avis de ses dispositions pour commencer l'attaque générale². Pour veiller aux préparatifs, les représentants se séparèrent. Bourbotte partit pour Trèves. Goujon, accompagné de Michaud, se mit en route pour Neustadt. En s'arrêtant, le 6 fructidor, à Landau, pour s'entendre avec son collègue Rougemont, il fut rejoint par un courrier du Comité de Salut Public qui lui remit son ordre de rappel. Il ne prit que le temps d'aller toucher des fonds chez le payeur et se mit en route le soir même avec Tissot. Le 10 fructidor, il était à Paris et rendait compte, au bureau des mandats de la Convention, de la dépense qu'il avait faite : 2,231 livres 15 sols depuis le 5 messidor, plus 4,216 livres pour frais de poste et 300 livres versées à Hentz³. Tel était le « luxe asiatique » de ces missions de l'an II, dont on parla plus tard, avec des indignations de commande, à la tribune de la Convention⁴.

R. GUYOT et F. THÉNARD.

(Sera continué.)

1. Michaud au Comité de Salut Public, Neustadt, 7 fructidor. Plan d'opérations, Bitche, 4 fructidor (Arch. hist. de la Guerre, *Armées du Rhin et de la Moselle*).

2. Bourbotte au Comité de Salut Public, Trèves, 10 fructidor (Arch. hist. de la Guerre, *Ibid.*).

3. Compte-rendu de Goujon à la Convention, déjà cité.

4. A propos de la correspondance de Lemaitre. Cf. *Moniteur*, réimpr., t. XXVI, p. 240.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LES LETTRES D'ACHILLE MURAT.

Achille Murat, fils aîné du roi de Naples (1804-1847), vécut après 1815 interné en Autriche, avec sa mère Caroline, devenue la comtesse de Lipona. En 1822, les puissances européennes l'autorisèrent à passer en Amérique, moyennant l'engagement pris par lui de ne jamais revenir en Europe; il ne se crut nullement lié par une promesse qui n'avait pas été libre, et, en 1823, on le vit débarquer à Liverpool, manifestant l'intention d'aller seconder les libéraux espagnols et portugais¹. Leur défaite le fit retourner en Amérique, où il gagna sa vie comme avocat, fonda en Floride une plantation appelée par lui Lipona et finit par épouser une parente de Washington. Lafayette, lors de son voyage triomphal aux États-Unis en 1824-1825, fit la connaissance du jeune Murat et le reçut fort bien. A la nouvelle de la révolution de 1830, Achille Murat vint encore une fois en Angleterre. Quelques auteurs ont déjà raconté qu'il essaya pendant ce voyage d'organiser une légion étrangère au service de la Belgique devenue indépendante². Mais un document nouveau nous renseigne d'une façon bien plus complète sur ce second séjour en Europe. Le département des manuscrits de la Bibliothèque nationale vient d'acquérir un volume du copie de lettres d'Achille Murat, se rapportant aux années 1830 à 1835. Ces lettres nous font connaître les projets politiques formés en 1834 par le neveu de Napoléon et quelques-uns des personnages avec lesquels il fut en relations; il y a là un épisode curieux, totalement ignoré jusqu'ici, de l'histoire du bonapartisme. Je vais analyser ce recueil, en citant *in extenso* quelques-uns des passages les plus importants³.

1. Wertheimer, *Die Verbannten des ersten Kaiserreichs*, 1897, p. 159. Dans ses lettres, Achille Murat parle plusieurs fois de ce fait et de la protestation remise par lui à Thibaudau, avant son départ pour les États-Unis, contre l'engagement qu'on lui imposait (à Mosbourg, 21 juillet 1831, et *passim*).

2. Wertheimer, p. 171; Georges Bertin, *Joseph Bonaparte en Amérique*, 1893, p. 382.

3. Ces lettres (fonds français, nouvelles acquisitions, 20942) vont d'octobre

I.

Ce voyage avait à la fois des raisons financières et des raisons politiques. La famille du roi Joachim réclamait depuis 1815 à la France (de même qu'au roi des Deux-Siciles) des sommes considérables. Napoléon, en 1808, avait pris au nouveau souverain ses propriétés de Paris, moyennant une pension annuelle de 500,000 francs, assignée sur le million de rentes que l'empereur s'était réservé personnellement à Naples en 1806. Ce million fut confisqué par les Bourbons de Sicile en 1815; Caroline Murat demandait à la France la restitution de ses domaines, puisque l'indemnité annuelle promise en échange n'était plus payée. Louis XVIII et Charles X avaient fait la sourde oreille, malgré l'appui donné par Metternich aux revendications de la comtesse de Lipona; son fils pensa que le nouveau gouvernement, qui exaltait Napoléon, qui avait parmi ses adhérents de fideles serviteurs de l'Empire, lui donnerait plus volontiers satisfaction. Quelques amis de sa famille à Paris, surtout M. de Mercey et le comte de Mosbourg, devaient appuyer ses demandes¹.

Le but politique du voyage était plus important. Achille Murat, persuadé comme tant d'autres que la révolution de juillet allait être le signal du bouleversement général en Europe, croyait avoir un grand rôle à jouer à Naples ou dans la Péninsule tout entière; quel rôle au juste, il n'en savait rien encore, mais il voulait travailler à la réalisation de l'idéal proposé par son père aux Italiens en 1815, c'est-à-dire à l'unité italienne. C'était donc un prétendant éventuel au trône des Deux-Siciles ou d'Italie qui arrivait en Europe; mais ce prétendant, qui vivait aux États-Unis depuis huit ans, qui était officiellement citoyen américain, partageait l'admiration de Lafayette pour le régime électif, pour la liberté illimitée de la grande république. De là un curieux mélange d'aspirations contradictoires. Enfin Murat, né en France, prenait un grand intérêt aux affaires de son pays d'origine, d'autant plus qu'il le considérait comme l'instrument indispensable de la guerre destinée à chasser les Autrichiens de la Péninsule. Voilà qui explique ses variations et les multiples projets formés par lui pendant les deux années de son séjour en Europe.

1830 à novembre 1835. La plupart sont en français, d'autres en anglais ou en italien. Plus de la moitié de ces copies sont de la main d'Achille Murat, qui a également écrit le titre avec sa signature. Il y a une table alphabétique des destinataires de ces lettres. Comme elles se succèdent dans l'ordre chronologique, je me borne à indiquer les dates et non les pages.

1. Wertheimer, p. 157 et suiv. D'après une lettre d'Achille Murat à sa mère (27 mai 1834), les propriétés en question étaient l'Élysée, les Écuries d'Artois et un château à Neuilly.

Achille Murat parvient à Londres avec sa femme le 14 février 1831, après trente jours passés en mer, et trouve aussitôt bon accueil chez sa cousine Christine, fille de Lucien Bonaparte, mariée en secondes noces à Lord Dudley Stuart. Elle et son mari le reçoivent « comme un frère » ; il voit chez elle « la première société de Londres », des ministres, des ambassadeurs, le prince d'Orange¹. Aussitôt il s'occupe de ses demandes financières, cherche à obtenir l'autorisation d'aller à Paris pour les faire valoir et tâche de réunir des renseignements sur la capitulation signée à Naples en 1815 ; enfin, supposant que le trésor français ne sera pas en état de lui payer dix millions, il admet la possibilité de recevoir comme compensation des terres en Algérie, « si on les donnait à bas prix et qu'il y eût chance de spéculer². »

En même temps il se met au courant de la politique. Les affaires de France ne l'intéressent pas encore directement : avant son départ d'Amérique, il avait conseillé à sa famille de soutenir Louis-Philippe et désapprouvé la protestation de Joseph contre l'avènement de la branche d'Orléans ; arrivé à Londres, c'est l'Italie qui le passionne. « Vous savez », écrit-il à Mosbourg (22 février 1831), « que, quoique né en France et ayant toujours gardé l'attachement naturel pour ma terre natale, politiquement je suis Italien. Vous savez aussi bien que moi les obligations morales que j'ai contractées envers le parti libéral de ce pays, obligations qui m'ont été léguées par mon père et forment, pour ainsi dire, avec son nom son seul héritage. » Un soulèvement vient d'éclater en Romagne ; les deux fils de Louis Bonaparte, l'ancien roi de Hollande, y ont pris part ; le marquis Pepoli, marié à Letizia, sœur d'Achille Murat, est membre du gouvernement insurrectionnel. Murat écrit une longue lettre en italien à son beau-frère, le 26 février 1831 : il veut travailler pour la cause italienne et pour la liberté, dont l'Amérique lui a donné le goût ; « si donc les patriotes italiens veulent accomplir la réunion de l'Italie sous un gouvernement aussi républicain que possible, ils peuvent compter sur moi ». Ses ambitions personnelles n'existent pas : si l'Autriche veut donner à l'Italie comme souverain le duc de Reichstadt, ou même si le jeune roi de Naples se met à la tête du mouvement révolutionnaire, il ne les combattrait point. Craignant enfin d'être une pomme de discorde, Murat prie Pepoli de lui dire franchement si les Italiens désirent sa présence et comment ils l'accueilleraient.

1. Lettre du 19 février 1831 à son frère Lucien Murat, qui était resté aux États-Unis.

2. A sa mère, 23 mars 1831. Ailleurs il parle de faire avec ces terres « une grande spéculation à la Beaumarchais » (à Mercey, 30 avril 1831).

Cependant, quelques bonapartistes lui proposent déjà de se mêler à la politique française, de travailler pour Napoléon II ; parmi eux se trouve le comte Cornaro, ancien aide de camp d'Eugène Beauharnais. Murat lui répond, le 4^{er} mars : « Ayant cessé d'être Français depuis près de vingt-deux ans (je parle *politiquement*), je ne crois pas que j'aie le droit de me mêler des affaires intérieures de ce pays. Ensuite, je ne vois pas très clairement que, si mon cousin devenait empereur des Français, la cause de la liberté y gagnât beaucoup... Si l'on pouvait conquérir Napoléon II, à la bonne heure. Mais s'il doit être obtenu par un traité avec l'Autriche, je dirais : *Timeo Danaos donaque ferentes*, et je regarderais cela comme la fin de tout espoir de liberté pour l'Italie. »

Murat écrit aussi le 6 mars au chef de la famille, au comte de Survilliers (Joseph Bonaparte), resté en Amérique, pour lui transmettre les renseignements, quelque peu suspects, qui arrivent de Paris. « Il y a en France certainement un parti en faveur de mon cousin. Il y en a même plusieurs. D'abord une petite bande d'enthousiastes qui le veulent à tout prix, sans conditions, et qui regardent son élévation à l'Empire comme le but de toute révolution. Ceux-ci sont très peu nombreux et tout aussi imprudents que le faubourg Saint-Germain l'était sous l'empereur. Quelques personnes sont à leur tête. Il y a ensuite un fort parti qui avait d'abord choisi le duc d'Orléans ou du moins acquiescé à son élection, et qui maintenant, après l'avoir essayé, voyant sa conduite indécise, son attachement aux autres souverains et aux autres (*sic*), désireraient le renverser et mettraient volontiers mon cousin à sa place, pourvu qu'ils fussent assurés qu'il donnerait les garanties libérales qu'on demande et que le roi semble vouloir refuser, et qu'il s'appuyât sur la révolution de juillet et non sur un droit héréditaire, sur l'élection de 1815 ou sur des traités. Ceux-ci voudraient l'élire et faire un pacte avec lui. Ils peuvent éventuellement devenir les plus forts en France, si le roi continue à ne pas vouloir faire la guerre. Car alors *le parti de la guerre*, qui est le plus fort en France, se réunirait à eux. Même le parti républicain s'y réunirait pour le moment dans la vue de faire les conditions les plus démocratiques. Il n'est pas impossible cependant qu'au renversement de ce gouvernement le parti républicain se réunissant au parti de la guerre ne l'emporte. » Et Murat de conclure par cette audacieuse affirmation que Louis-Philippe, « avant quinze jours », sera renversé ou déclarera la guerre à l'Autriche.

Le jeune homme se passionne donc pour tous les bruits de conflit ou de révolution qui arrivent quotidiennement à Londres. Aussi reçoit-il fort mal les conseils de prudence que sa mère lui envoie de

Trieste¹. Il lui rappelle qu'elle est sous la main de l'Autriche, mais que, lui, il est libre. Une partie du corps diplomatique à Londres a essayé de le faire renvoyer, mais il a un passeport de la secrétairerie d'État de Washington, et le président de la République l'a recommandé officiellement aux ministres plénipotentiaires des États-Unis. « Je suis sorti du droit exceptionnel et rentré dans le droit commun. Je suis parfaitement libre et indépendant de tous les gouvernements de la terre, excepté du mien, avec lequel je suis au mieux... »

Ainsi, jusqu'à la fin de mars 1834, Achille Murat n'a pensé qu'à ses demandes financières ou aux choses d'Italie. S'il se plaint de la monarchie de juillet, c'est parce qu'elle ne commence pas la guerre générale attendue par la Péninsule. Pour défendre ses intérêts privés, il a envoyé à Paris son ami Paul de Malherbe, qui avait passé un an avec lui en Amérique. Mais à Paris celui-ci voit des bonapartistes qui lui parlent d'une entente conclue avec les républicains et demandent qu'Achille Murat, le seul membre de la famille jeune, prêt à l'action et libre de ses mouvements, se mette à la tête des deux partis alliés. De qui venaient ces propositions? Quels personnages importants étaient engagés dans l'affaire? Quels républicains avait-on consultés? Les lettres nous apportent peu de renseignements précis là-dessus, et la suite montra que les promesses faites à Malherbe ne reposaient pas sur un fondement bien solide. Une alliance entre bonapartistes et républicains n'avait d'ailleurs à cette époque rien de choquant : les deux partis avaient combattu ensemble contre la Restauration; tous les deux reprochaient au gouvernement de juillet de ne pas être assez démocrate au dedans ni assez belliqueux au dehors; tous les deux unissaient dans une admiration commune les victoires de la République et de l'Empire.

Paul de Malherbe transmit ces propositions à Murat, qui lui répondit le 31 mars : « J'ai attentivement considéré l'offre qui m'est faite et j'ai résolu de l'accepter. » Seulement, les personnes qui en ont pris l'initiative doivent faire une double promesse : « D'abord que, si elles concluent de traiter avec moi, elles cessent toute négociation avec d'autres membres de ma famille, s'il y en avait de commencées. Ensuite qu'en cas de réussite je ne sois pas éliminé par quelque pouvoir que ce soit, avant d'avoir accompli l'objet proposé. Car si, après avoir engagé mon honneur et compromis ma réputation dans une affaire de ce genre, je pouvais m'attendre à voir un autre s'emparer du pouvoir et défaire en un clin d'œil ce que j'aurais fait, je ne m'en mêlerais certainement pas. Il faut que je sois assuré que je serai soutenu dans l'opposition que je présenterais à celui des deux partis

1. A la comtesse de Lipona, 16 et 23 mars 1831.

qui voudrait empiéter sur l'autre, car je crois que ce n'est que par leur accord mutuel que quelque chose d'utile peut être effectué. » Malherbe lui avait envoyé en même temps le projet de constitution préparé par ses interlocuteurs, sur le modèle de celle de 1794. Murat joint à sa réponse une note qui propose quelques modifications inspirées par les idées américaines : tous les officiers municipaux et départementaux seront élus (sauf les juges) par le peuple des régions qu'ils administrent ; on ne subventionnera plus aucun culte, mais on conservera des pensions viagères à une partie des prêtres actuels ; le cumul des emplois sera interdit. Quant aux Chambres, celle des députés serait élue par les citoyens payant un modeste cens de dix francs de contributions directes, sans aucun cens d'éligibilité, et renouvelée intégralement tous les deux ans ; l'autre assemblée pourrait être élue par les « conseils de préfectures », c'est-à-dire les conseils généraux, et renouvelée par tiers.

Bientôt Murat écrit au comte de Surveilliers pour le mettre au courant de ses projets : « Les républicains et les bonapartistes se sont réunis en un comité mixte et ont arrêté entre eux les bases d'une alliance entre les deux partis, fondée sur des concessions et des garanties mutuelles. Ils sont convenus que Napoléon II serait proclamé *empereur de la République française*, qu'un prince de sa famille serait nommé régent jusqu'à ce qu'il eût accepté sa nomination et vint prendre les rênes du gouvernement. » Et l'écrivain d'exposer les principes de la constitution adoptée. Il a accepté la régence éventuelle, dans l'intérêt de son cousin, tout en reconnaissant que le parti républicain est actuellement le plus fort¹. — Murat écrit aussi à quelques bonapartistes de Paris, à Delisle, qui semble avoir été l'un des promoteurs de l'offre faite au neveu de l'empereur, et à Lennox, un ardent impérialiste mêlé à toutes les tentatives en faveur du duc de Reichstadt².

Les républicains surtout le préoccupent ; on lui avait promis leur concours effectif, et aucun d'eux ne donnait signe de vie. Pour les étrangers, pour l'Europe, le parti républicain se personnifiait dans Lafayette ; Murat, profitant de ses anciennes relations avec le vieux général, lui envoie la note suivante, rédigée de façon à ne pas donner l'éveil au gouvernement³ : « Le général doit être instruit des propositions qui sont faites au colonel. Il est important de savoir de

1. 11 avril 1831.

2. 28 avril.

3. 2 mai. Ces lettres montrent combien on avait peu de confiance dans la poste française. Murat indique sans cesse à tous ses correspondants les moyens de lui écrire par une voie sûre ou par telle personne qui fait le voyage de Londres.

lui si elles ont son assentiment. Ces propositions ont été acceptées par le colonel dans la ferme persuasion qu'elles venaient d'une réunion de bonapartistes et de républicains et qu'elles tendaient à rétrécir l'union des deux partis. Mais si le colonel avait été trompé là-dessus, il ne se regarderait pas comme engagé. Les vues du colonel sont entièrement républicaines, et ce n'est qu'autant qu'il aurait l'entier assentiment et l'appui sincère du parti républicain qu'il servirait le parti bonapartiste de la manière convenue. Si les républicains avaient d'autres vues, le colonel, loin de s'y opposer, les joindrait au contraire de grand cœur. Mais, dans ce cas, il désire en être franchement informé d'avance (autant que la prudence le permet), afin d'éviter de s'engager trop avant avec l'autre parti. Le colonel demande une réponse catégorique à cette question : les propositions dont on vient de faire part au général ont-elles l'assentiment du parti républicain?... »

Ce parti ne possédait à Paris qu'un journal important, la *Tribune*, puisque le *National*, avec Armand Carrel, n'avait pas encore adhéré définitivement à la République. Une autre feuille, la *Révolution*, fondée par des républicains, avait passé malgré eux à l'impérialisme¹; elle se mourait, faute de lecteurs, au lieu que la *Tribune* était vivante et populaire. Joseph Bonaparte suivait avec attention ce journal, qu'il avait secouru de ses deniers; Murat le lisait également et cherchait à entrer en relations avec ses rédacteurs². Il la trouvait bien rédigée, bien inspirée, sauf dans ses attaques répétées contre l'Angleterre; et même un article de lui, sur la réforme électorale en Angleterre, parut dans le numéro du 16 mai³. D'autre part, il écrivait au rédacteur en chef, Auguste Fabre, à cette même date du 16 mai, une longue lettre qui a les allures d'un manifeste. Il faut des explications claires, lui dit-il; la France a besoin de liberté; en principe, la République serait le meilleur des gouvernements; mais « l'Europe entière se réunira contre elle; elle n'inspirera de confiance ni au dehors ni au dedans ». La monarchie républicaine qu'on avait promise en 1830 a échoué par la faute de Louis-Philippe. Reste à essayer « une union de la République et de l'Empire ». Il faudrait commencer, après la chute du régime actuel, par établir les institu-

1. Raspail (*Lettres sur les prisons de Paris*, II, 36^e lettre) raconte comment le jeune Anthony Thouret, fondateur de la *Révolution*, fut la dupe des bonapartistes.

2. Les lettres de Joseph le montrent désireux de lire régulièrement la *Tribune* et la *Révolution* (Bertin, *passim*). Achille Murat écrit à son ami Moro (1^{er} juillet) que la *Révolution* doit être abandonnée : mieux vaut soutenir la *Tribune*, qui « a già ricevuti soccorsi da Giuseppe ».

3. A Malherbe, 9 et 20 mai.

lions républicaines, c'est-à-dire électives et libérales, sur des bases solides; après quoi le nouvel empereur, en arrivant à Paris, « ne pourrait plus défaire ce qui aurait été fait ». La France jouirait ainsi d'un gouvernement libre. « Ce que j'appelle un gouvernement libre est celui où il n'y a pas de passeports, pas de police, où le secret des lettres est inviolable, où l'expression de la pensée est libre, où la liberté individuelle est sacrée, où les trois pouvoirs sont bien distincts, définis et indépendants les uns des autres, où l'opinion publique mène tout, où le gouvernement est construit de manière à recevoir et à obéir à son moindre souffle, se trouvant tout-puissant pour la suivre et sans force pour lui résister. » C'est ce qui existe en Amérique; citoyen des États-Unis, Murat ne fera jamais rien contre la liberté : « L'opinion publique de Philadelphie et de Charleston m'est trop précieuse pour que je fasse jamais rien pour la perdre. »

Ainsi, Murat s'efforçait de gagner les républicains, non sans être surpris de leur silence¹. En même temps, il continuait à correspondre activement avec Malherbe, Lennox, Delisle, Cornaro. Sur leur conseil il écrivit au duc de Reichstadt, le 6 juin, la lettre suivante, conforme au brouillon rédigé par Delisle :

« Mon cher cousin, — Je vous envoie un homme dans lequel vous pouvez mettre toute votre confiance. La liberté de votre patrie est menacée d'une destruction totale par une troisième restauration de la branche aînée des Bourbons. Elle est si imminente, d'après ce que l'on m'écrit de Paris, que je serai probablement forcé de me mettre à la tête d'un mouvement qui aura pour but de vous proclamer empereur de la République française. Cette lettre servira à vous prouver que je n'agirai dans tout ceci que comme votre représentant; car vous êtes le chef de la famille, et moi, étant le seul qui se trouve libre et en état d'agir, je considère comme un devoir sacré de payer au fils la dette de reconnaissance que je dois au père. Je désire ardemment que vous veuillez bien m'autoriser par écrit à vous représenter comme votre lieutenant vis-à-vis de cette nation française qui, vous considérant comme la seule garantie qu'elle puisse avoir d'une sage liberté, vous désire, et va par un acte de souveraineté vous appeler sur un trône tant illustré par votre père dont elle espère

1. C'est vers ce moment que Lafayette écrivait, le 22 juin 1831 : « Beaucoup de républicains, furieux contre Louis-Philippe, renouvellent la fable du cheval et de l'homme et croient qu'en se laissant monter sur le corps par le bonapartisme ils s'en débarrasseront ensuite, ce qui est une grande erreur. » Il y a là peut-être une allusion aux projets de Murat (*Mémoires, correspondance et manuscrits du général Lafayette*, 1838, t. V, p. 592).

que vous vous montrerez en tout digne. Comptez sur le dévouement sans bornes de votre affectionné cousin¹. »

Les émigrés, les proscrits ont une mentalité spéciale qui leur fait accepter sans discussion les bruits les plus étranges, et surtout qui leur fait croire chaque jour que la révolution attendue va éclater le lendemain. Achille Murat n'est pas exempt de cette infirmité. Il annonce gravement que Louis-Philippe a loué sous un faux nom une grande maison près de Londres, parce que son abdication est prochaine². Le 28 juin il écrit à Delisle la stupéfiante lettre que voici : « Je crois être très bien informé que la duchesse de Berry est partie pour l'Espagne ou pour la Vendée, et que le roi est d'accord avec elle. La correspondance a eu lieu entre la sœur du roi et la duchesse par l'entremise de M^{me} de Gontau (*sic*) et du collecteur du port de Brighton. Ces événements, dès qu'ils seront connus à Paris, y créeront sans doute une très forte sensation, et si une révolution n'éclate pas alors, elle n'éclatera jamais. »

Quand on veut préparer une révolution, il faut de l'argent. Murat en sent continuellement le besoin; pour subventionner des journaux³, pour répandre des portraits de lui, des brochures destinées à le faire connaître⁴, on lui demande des fonds. Et puis apparaissent les intrigants désireux de pêcher en eau trouble; le général Dubourg, le fameux personnage qui avait occupé l'Hôtel-de-Ville en juillet 1830, écrit des lettres pleines de promesses, mais qui renferment surtout des demandes de subsides⁵. Murat n'est pas riche; beaucoup de ses lettres, surtout sa correspondance avec sa mère, le montrent toujours assailli par des difficultés financières dans sa vie privée; à plus forte raison ne peut-il faire les fonds de la grande entreprise. C'est pendant trois mois sa préoccupation continuelle; il s'adresse à Menneval, qui a la disposition de fonds appartenant à Joseph, mais le fidèle secrétaire se dérobe⁶; il écrit à Joseph de revenir d'Amérique et d'employer sa fortune à soutenir la cause⁷; mais Joseph est loin, hésitant, et la révolution peut survenir d'un jour à l'autre. Le voilà donc méditant un emprunt, cherchant des capitalistes auda-

1. Rien ne prouve que cette lettre soit arrivée à son adresse. Murat en écrit au duc de Reichstadt deux autres (6 juillet 1831, 12 juin 1832), contenant de simples formules d'amitié, sans doute avec l'espoir que le gouvernement autrichien les laisserait passer.

2. A Malherbe, 20 mai 1831.

3. A Moro, 8 juillet.

4. A Moro, 11 juillet.

5. Voir les réponses de Murat à Dubourg (25 et 27 juin, 4 juillet), et sa lettre à Moro (19 juillet).

6. A Menneval, 1^{er} avril; au comte de Survilliers, 11 avril.

7. 28 mai.

cieux. « On dit, écrit-il à Malherbe le 42 mai, que M. Ouvrard est le seul spéculateur à Paris qui joue à la baisse. 3 ou 400,000 francs ne seraient rien pour un homme comme lui s'il voyait un moyen de faire baisser les fonds contre le désir de tous les autres agioteurs. » Or, une révolution amène toujours la baisse; Ouvrard consentirait donc peut-être à prêter de l'argent. Murat serait disposé à laisser engager sa signature, « pourvu, ajoute-t-il, que je ne fusse responsable qu'en cas de succès. Il faudrait naturellement que la personne joue quitte ou double. » — Ce projet n'a pas de suite, et Murat cherche à faire un emprunt à Londres. D'abord, c'est une somme de 500,000 francs qui lui est promise, mais la ratification n'arrive pas¹. Bientôt s'ouvrent des perspectives plus brillantes. « On s'offre, écrit-il le 3 juillet, à me prêter ici de dix à douze millions de francs sur le crédit du gouvernement qui, en France, succéderait à l'ordre actuel, si l'on était sûr qu'il y eût vraiment des chances de succès de notre côté et que je représentasse le parti du nouveau gouvernement. Afin d'en être assuré, tout ce que l'on demande, c'est que je sois autorisé à traiter un emprunt de la sorte par quelques-unes des sommités de l'Empire et de la révolution de juillet. L'on désire surtout de voir les noms du duc de Bassano et du duc de Rovigo, et ceux de Lamarque, Mauguin et Dubourg. Autant d'autres noms que possible devraient y être ajoutés et rendraient la chose plus sûre. Surtout des pairs titrés de l'ancien régime, quelque peu d'influence que les porteurs aient en France, des noms historiques, décorés des titres de la nouvelle noblesse, fascineront les banquiers anglais, accoutumés à traiter avec leur aristocratie. Ce n'est pas du tout une garantie personnelle que l'on demande à ces messieurs. C'est seulement une autorisation pour moi de traiter au nom du parti d'un emprunt sur le crédit du gouvernement futur. » Ces personnages pourraient signer une lettre collective, ou bien chacun adresserait à Murat une lettre individuelle pour lui conseiller de faire l'emprunt, « disant en même temps qu'en cas de succès il serait certainement reconnu et payé par le nouveau gouvernement². »

Tout en continuant avec ardeur ces négociations, Murat cherchait à revenir à la charge auprès des républicains. S'étant assuré que Godefroy Cavaignac était son ancien camarade d'études à Naples³, il lui écrit une longue lettre le 7 juillet. « Il n'y a que quelques jours,

1. A Lennox, 6 juin; à Dubourg, 27 juin; à Delisle, 3 juillet.

2. A Delisle, 3 juillet. Mêmes explications dans une lettre à Dubourg, 4 juillet.

3. A Lennox, 6 juin. L'ancien conventionnel Cavaignac avait longtemps rempli des fonctions auprès de Murat et vécu à Naples avec sa famille.

dit-il, que j'ai acquis la certitude que l'homme qui figure à présent dans les premiers rangs du parti républicain et qui a déjà soutenu un procès pour la cause de la liberté est l'ancien ami qui m'aidait à faire la chasse au père Laudon (?) ou à escalader les murs du Vomero. » Il s'agit donc de s'expliquer franchement. Murat se doit avant tout à l'Italie. « Je suis le seul qui, si les circonstances y aident, puisse la réunir et la rendre libre. Je suis le seul devant qui les petites jalousies des autres chefs se tairont, le seul qui inspirera une confiance entière au peuple et qui serait soutenu par la population tout entière du royaume de Naples. Je sens l'importance et la sublimité de ce rôle, et j'ai la vanité de me croire capable de le remplir. C'est mon ambition, c'est à cela que je compte dévouer ma vie. » Mais, pour cela, il faut l'appui de la France. « La liberté de l'Italie, dans mon opinion, ne peut s'obtenir sans le secours d'une armée française. La liberté de la France est la clef des libertés du monde, c'est donc à cela qu'il faut penser d'abord. » Mais ce pays ne peut pas encore fonder la république. « La république pure et simple, à mon avis, n'est possible en France qu'après que le peuple aura été accoutumé pendant quelques années au suffrage universel et à élire les magistrats municipaux et départementaux, jusqu'aux préfets inclusivement... La république peut être obtenue de fait sous le règne de mon cousin en ne donnant au pouvoir exécutif que la même quantité de pouvoir qu'il a aux États-Unis. » Et Murat d'exposer les offres qu'on lui a faites et les mesures qu'il prendrait pendant sa régence temporaire afin d'établir « les institutions républicaines sur de telles bases que les portes de l'enfer ne puissent prévaloir contre elles¹. »

Achille Murat déclarait à ses amis qu'il n'agirait qu'après un grand mouvement populaire survenu à Paris. Cette émeute victorieuse tant de fois attendue, il crut enfin qu'elle aurait lieu le 14 juillet 1831. On savait que les républicains parisiens voulaient célébrer cet anniversaire en plantant un arbre de la liberté sur la place de la Bastille, et divers groupes se tenaient prêts pour cette occasion. Mais tous les journaux opposants déconseillaient la mani-

1. La réponse de Cavaignac dut être fort amicale au point de vue personnel et peu encourageante au point de vue politique, si l'on en juge par la nouvelle lettre que lui écrivit Murat le 21 novembre 1831. Avec les carlistes, Murat ne voulait pas de rapports; ce furent eux qui lui firent des avances. Il écrivit à Joseph le 23 août : « Les ultras raisonnables sont pour nous; voyant l'impossibilité de rétablir les Bourbons, ils nous préfèrent au roi actuel et à la république. J'ai eu des ouvertures de ce côté-là qui vous étonneraient bien. »

festation; le gouvernement de Casimir Périer se tenait sur ses gardes et avait fait arrêter Lennox au mois de juin comme il fit arrêter Dubourg en juillet. Il n'y eut le 44 que des échauffourées où la police et la garde nationale, excédées par ces troubles continuels, malmenèrent fort les manifestants. A cette nouvelle, Murat perd sa confiance : « J'ai été tout à fait désappointé, » dit-il¹. Les chances d'emprunt diminuent avec les chances de révolution². Enfin il écrit à Delisle le 25 juillet : « Le parti que je croyais uni, organisé, prêt à agir, ne manquant que de fonds et d'un chef, ce parti que j'avais consenti à servir en cette qualité s'est montré tout autre que je m'y attendais. Les conversations que j'ai eues ici avec les personnes qui me sont venues voir m'ont appris qu'elles comptaient sur moi pour les aider dans un coup de tête isolé qui ne mènerait à rien, ou du moins ne mènerait pas à ce que je désire et que nous étions convenus d'établir... Je désire me retirer de cette affaire... Le temps des émeutes est passé... On se fatigue de tout à Paris, elles commencent à devenir un moyen usé. » C'est la clôture d'une tentative qui n'avait jamais eu la moindre chance de succès.

II.

Achille Murat n'était plus le seul membre de la famille installé à Londres pour surveiller la politique française. Son cousin Louis, le futur Napoléon III, après une fugue inutile en Romagne, était arrivé à Londres avec la reine Hortense en mai 1834. Ils avaient passé par la France, et, profitant de l'indulgence de Louis-Philippe, Hortense avait eu même une entrevue avec le roi des Français, tandis que son fils allait aussitôt conférer avec plusieurs républicains³. Dès qu'ils sont à Londres, Murat entre en relations avec eux; son cousin ne lui inspire pas grande estime. C'est, écrit-il, « un jeune homme de cœur et très bien disposé, mais, entre nous, il m'a l'air d'être terriblement déficient du côté du jugement. Il a été joué par sa famille dans toute cette affaire de Romagne, où il a montré beaucoup de bonnes intentions, et voilà tout⁴. » Bientôt son opinion devient plus favorable : « Mon cousin est très bien disposé, dit-il, et j'ai eu une

1. A Moro, 19 juillet.

2. A Delisle, 21 juillet.

3. Duc d'Aumale, *Lettre sur l'histoire de France*, 1861, p. 13. Hortense cacha ces incidents à Murat, qui les apprit plus tard (au comte de Survilliers, 4 octobre 1831).

4. A Malherbe, 16 mai.

conversation très satisfaisante avec lui¹. » Aussi, comme on se demande à Londres qui prendra la couronne de Belgique si Léopold de Saxe-Cobourg la refuse, Murat voit dans Louis un candidat possible, d'autant plus que son père était très aimé en Hollande, et parle de cette idée à son cousin : « Il m'a dit qu'il y consentirait et s'y rendrait immédiatement. Il est très bien disposé, peu instruit et tout à fait guidé par sa mère, qui est vraiment charmante, mais tout à fait du juste milieu. Elle se garde bien pourtant de heurter de front les propensités martiales de son fils². » Bientôt Murat trouve chez ses parents trop de dissimulation, trop peu de confiance. « Ma conduite envers lui, écrit-il le 14 juillet, a été franche et amicale. La sienne envers moi ne l'a pas été moins, mais j'ai cru m'apercevoir de quelques petites cachoteries, ce dont je me soucie fort peu... J'ai beaucoup d'amitié pour lui, et je crois qu'elle est réciproque, mais il est trop jeune et trop sous l'influence de sa mère pour que ses conseils puissent être d'aucune utilité pour moi³. » Quelques jours plus tard, il écrit à sa mère à propos d'Hortense : « Nous continuons à être en très grande politesse, mais peu de confiance s'est établie entre nous. Elle est trop fine pour mon goût et moi trop franc pour le sien. Elle tient son fils comme un enfant au maillot, ce qui fait moquer de lui⁴. »

Cette défiance n'empêchait pas Achille Murat de se laisser vite prendre à tout projet quelque peu séduisant. Nous l'avons vu renoncer le 25 juillet à sa première tentative; très découragé pendant quelques semaines, il est parti pour Bruxelles avec un but que nous retrouverons tout à l'heure. Revenu à Londres, il apprend que de nouvelles espérances s'offrent aux Bonaparte; il se ranime aussitôt et se montre plein d'ardeur⁵, comme le prouve cette lettre du 6 septembre à Louis Bonaparte : « Ce n'est qu'à mon retour de Bruxelles que j'ai vu M. Morice. Ce qu'il m'a dit m'a étonné, mais m'a été extrêmement agréable, et maintenant nous travaillons avec quelque chance de succès. Vous pouvez être assuré de la pleine confiance que j'ai en vous et en vos intentions, et vous pouvez compter entièrement sur moi... Il est nécessaire d'envoyer un homme à mon oncle Joseph aussitôt que possible. Il faudrait qu'il fût porteur d'une lettre

1. A Malherbe, 31 mai.

2. A Malherbe, 2 juin.

3. A Delisle.

4. 23 juillet. Une lettre antérieure à Louis Bonaparte (11 juillet) repousse énergiquement un projet d'entente avec les carlistes qui paraît approuvé par Hortense.

5. A Moro, 5 septembre; à Malherbe, 6 septembre.

de ma tante, car, en matière d'argent, mon oncle ne croira qu'elle. » Murat offre d'envoyer en Amérique son ami Paul de Malherbe¹.

Bientôt il écrit à Joseph Bonaparte pour le presser de venir en Europe : « A mon retour à Londres, dit-il, je trouvai un agent de M. M. qui m'était envoyé pour me prévenir qu'il avait eu une entrevue avec ma tante Hortense et son fils lors de leur passage à Paris et qu'il était décidé à agir pour le parti de mon cousin. » Il s'agissait pour tous les membres libres de la famille, Louis Bonaparte, le prince de Leuchtenberg, Achille Murat, d'aller se réunir en Suisse afin de marcher d'accord². Il n'est plus question de ce projet dans les lettres suivantes de Murat, ce qui prouve que l'affaire est abandonnée. De quoi s'agissait-il ? Rien ne permet de répondre. On peut se demander seulement si ces espérances n'avaient pas quelque rapport avec le complot bonapartiste que la police découvrit en novembre 1834 et qui paraissait avoir de nombreuses ramifications dans l'est³.

Tout en poursuivant ces vains projets, Murat s'occupait de bien d'autres choses. Aussitôt après l'émeute manquée du 14 juillet, ne comptant plus sur une révolution pour revenir en France, il essaya d'une pétition adressée à la Chambre des députés ; cette pétition, datée du 20 juillet, insistait sur son titre de citoyen américain, mais elle contenait aussi une apologie des Bonaparte et une critique amère du juste milieu ; envoyée à Lafayette, puis modifiée sur ses conseils, finalement elle fut retirée avant qu'on l'eût déposée⁴. D'autre part, il négociait et correspondait avec plusieurs exilés italiens, non sans porter sur eux des jugements sévères : Dasda est un intrigant⁵, Lavoquino un brouillon⁶, Mirandoli cherche à le jouer au profit de Louis⁷ ; Murat fait exception pour son fidèle confident

1. Ces rapports affectueux avec Malherbe furent suivis d'une rupture complète, comme le prouve un billet très sec adressé à celui-ci le 2 mai 1835.

2. Au comte de Survilliers, 4 octobre.

3. Gisquet, préfet de police, parle dans ses Mémoires de ce complot (I, 349) ; il raconte que Lennox demeura cinq mois en prison, puis fut relâché faute de preuves. Du reste, les intrigues continuèrent, et Murat écrivait à sa mère le 29 janvier 1832 : « Louis et surtout sa mère nous font beaucoup de tort, à ce que l'on me mande de Paris. Elle fait semblant de ne pas y toucher, et cependant elle intrigue beaucoup, et, à son âge, elle ne sait pas encore se conduire de manière à ne pas compromettre ceux avec qui elle correspond ni faire harmoniser la conduite de son fils avec la sienne. »

4. A Lafayette, 22 juillet, 9 août, 22 août ; à Lamarque, 24 juillet.

5. A Delisle, 7 juin 1831.

6. A Moro, 11 juillet.

7. A Delisle, 14 juillet. Ce Mirandoli fut poursuivi avec un Polonais, Zaba, pour complot bonapartiste ; le jury de la Seine les acquitta le 26 avril 1832.

Moro et lui conte les tribulations causées par « nostri turbulentissimi compatriotti esiliati »¹. Enfin Murat devenait écrivain et composait un livre apologétique sur le régime des États-Unis, probablement avec l'espérance de prouver ainsi aux républicains d'Europe la sincérité de ses promesses².

Après l'échec de ses vues sur Paris, Achille Murat était parti pour Bruxelles, avec le désir de contempler un peuple en révolution et de prendre du service dans l'armée belge. Il arrive à Bruxelles au milieu d'août 1834, et tout d'abord il est charmé d'assister à l'animation joyeuse de la nouvelle capitale. « Un bataillon des gardes civiques défile en ce moment sous ma fenêtre au son de la *Marseillaise*. Au théâtre, on ne chante que des couplets sur l'empereur, qui sont applaudis à tout rompre. Pas un homme qui ne rentre chez lui en chantant quelque chanson patriotique. On ne voit que des cocardes et des drapeaux tricolores³. » Il retourne à Londres pour chercher sa femme, d'autant plus que la vie est moins chère qu'en Angleterre. Le roi Léopold lui accorde une audience et le reçoit d'une façon très aimable; Murat espère aussitôt être nommé colonel d'un régiment de lanciers⁴. Mais comme le gouvernement belge craint de déplaire à Louis-Philippe, il sollicite seulement l'autorisation d'organiser une légion étrangère au service de la Belgique. On la lui accorde. Le nouveau colonel part pour Ath au commencement d'octobre, et il y passe deux mois plongé dans son travail, multipliant les lettres au ministre de la Guerre, demandant des armes, des munitions, des casernements convenables; des officiers de tous pays, compromis dans les révolutions antérieures, s'offrent à servir sous lui, par exemple le général espagnol Quiroga, dont il veut faire son lieutenant-colonel. Mais bientôt Murat s'aperçoit qu'on ne lui envoie pas de soldats, que ses demandes au ministre demeurent sans réponse; il apprend que les gouvernements d'Autriche et de Prusse ont agi contre lui à Bruxelles⁵ et se fait mettre en congé pour retourner à Londres à la fin de 1834.

Quelques mois se passent, pendant lesquels Murat termine son livre sur les États-Unis⁶. Mais voici du nouveau; l'agitation a recom-

1. 8 juillet. Moro fut, avec Malherbe, le confident de tous les projets de Murat.

2. Voir les lettres d'avril 1832.

3. A la comtesse de Lipona, 24 août 1831.

4. A la comtesse de Lipona, 18 septembre 1831.

5. A la même, 29 janvier 1832.

6. *Esquisse morale et politique des États-Unis de l'Amérique du Nord*, par Achille Murat, citoyen des États-Unis, colonel honoraire dans l'armée belge, ci-devant prince royal des Deux-Siciles. Paris, 1832, in-12.

mencé en Italie; Casimir Périer vient de faire occuper Ancône, à la grande joie des révolutionnaires qui, une fois de plus, croient la guerre prochaine entre la France et l'Autriche. Murat quitte Londres et veut se rendre dans le voisinage de l'Italie, à Malte ou à Corfou, « pour attendre et être prêt¹ ». Il arrive à Porto et trouve là don Pedro, avec l'armée libérale, bloqué par les troupes de don Miguel; c'est une guerre civile curieuse, un peu comique, où les deux partis combattent lentement, paisiblement, sans se faire de mal. « On fait le coup de fusil entre le déjeuner et le diner, comme autre part on va faire un tour de promenade, et l'économie de la vie n'en est pas dérangée davantage². »

Pourquoi Murat ne continua-t-il pas son voyage vers la Méditerranée? Nous n'en savons rien; mais au mois d'octobre il est de retour à Londres. On peut supposer que ce fut la nouvelle de l'arrivée du comte de Survilliers en Angleterre qui décida ce changement. Joseph Bonaparte n'était pas seulement pour lui le chef de la famille, le frère aîné de l'empereur, c'était le protecteur des Murat en Amérique, c'était l'homme assez riche pour soutenir de ses fonds la cause napoléonienne; enfin, c'était le plus démocrate des Bonaparte, le plus disposé à sympathiser avec les idées libérales et républicaines de son neveu³. Ce dernier, revenu à Londres, s'effaça donc devant le comte de Survilliers; comme on lui écrivait de Paris pour le mettre au courant de la politique, il répondit par une longue lettre afin d'abdiquer désormais toute prétention. « C'est en Joseph, dit-il, que Napoléon avait mis toute sa confiance. » Les dernières instructions qu'il envoya de Sainte-Hélène à Joseph, à qui il confiait son fils, étaient de donner à la France autant de liberté qu'il lui avait donné d'égalité. D'ailleurs, Joseph a pris en Amérique le goût de la liberté. « Il y a reçu, pour ainsi dire, une nouvelle éducation, s'y est

1. Au comte de Survilliers, 11 avril 1832. Dans cette même lettre, il fait encore une fois le tableau du parti bonapartiste français divisé en trois groupes : les soldats et le peuple veulent un Napoléon, par amour pour l'Empereur; les grands du parti, avec lesquels marchent Jérôme et Lucien, veulent une « restauration » de l'Empire, ce sont des légitimistes à leur façon, et les carlistes seraient prêts à les soutenir; enfin les jeunes démocrates veulent un empire entouré d'institutions républicaines et comptent beaucoup sur le fils d'Hortense.

2. A Mosbourg, 20 août 1832. Cf. la lettre à Wallez, 26 août.

3. « Mes oncles et mes cousins (excepté Joseph) se sont lâchement vendus à l'ennemi, sont honorés de la protection de l'Autriche, ou princes romains, ou touchent des pensions de la Russie, barbotent enfin dans la fange aristocratique de l'Europe, où ils ne seront jamais que des intrus. » A Mosbourg, 20 août 1832.

retrempé dans la démocratie et y a perdu (s'il en avait jamais été souillé) toute trace du mélange aristocratique qui était entré dans les doctrines de l'Empire à la suite des habitants du faubourg Saint-Germain. » C'est donc à lui de chercher la meilleure manière de faire triompher la cause : « Il n'y a qu'une nouvelle élection qui puisse rétablir l'Empire¹. »

Murat est donc à Londres, toujours besogneux, sollicitant de l'argent de sa mère; il voit Joseph presque tous les jours. Mais bientôt Lucien Bonaparte arrive en Angleterre, prend beaucoup d'ascendant sur son frère et le détourne des idées chères à Murat. Celui-ci, qui a déjà renvoyé sa femme aux États-Unis, se décide à quitter Londres le 4^{er} juin 1833. Rentré en Amérique, après une traversée de cinquante jours, il écrit à sa mère pour lui expliquer son départ et son désaccord avec Lucien. « C'est certainement un homme de talents très supérieurs, *sed ingenio malo pravoque*, comme dit Salluste. Quoique les formes de la politesse n'aient jamais été interrompues entre nous, cependant nous étions, politiquement, entièrement brouillés. Les principes d'intrigue et de déception sont entièrement le contraire des miens, et je suis sûr que la ligne de conduite qu'il voulait adopter finissait de dissiper le peu d'espoir qui restait à la famille de mon grand-oncle de revoir la France. Dans ces conjonctures, et d'après la manière dont mon oncle Joseph suivait les avis de son frère, il devint important pour moi de me retirer de ses conseils et de faire connaître au parti la cause de ma retraite. Cela fut fait tant verbalement que par écrit, tant auprès de mes oncles, auxquels je n'ai pas maché mon opinion, qu'auprès des organes du parti républicain qui se trouvaient à Londres... Mon livre qui, j'imagine, vous a déjà été remis, restera comme un monument de mes principes². Lorsqu'une chance se présentera de les faire triompher, on peut compter sur moi. Jusque-là je n'ai plus rien à faire en Europe. Croyez ce que je vous dis, ce n'est pas gai, mais c'est vrai; si mes oncles rentrent en France en suivant les avis de Lucien, ce ne sera que pour y porter leur tête sur l'échafaud, et je frémis en ajoutant que peut-être ils l'auront mérité³. »

1. A Duverger, 18 octobre 1832.

2. C'est le livre déjà cité, ou l'autre paru en 1833, *Exposition des principes du gouvernement républicain, tel qu'il a été perfectionné en Amérique*.

3. 5 septembre 1833. Les Mémoires du roi Jérôme (VII, 468) rapportent que Bastide, Cavaignac et Guinard vinrent à Londres vers 1832 pour conclure une entente des républicains avec Joseph, mais qu'on ne put se mettre d'accord. Si le fait est exact, il a peut-être quelques rapports avec ce que Murat écrit ici.

III.

Toute la dernière partie du recueil d'Achille Murat, qui comprend deux cents pages environ, contient les lettres écrites par lui aux États-Unis. La plupart se rapportent à sa vie américaine, à ses affaires, et donnent de curieux détails sur l'existence de l'ancien prince royal de Naples, tour à tour élu juge, candidat aux élections politiques, directeur d'une banque, inspecteur de l'École militaire de West-Point, et surtout occupé à surveiller ses cultures, son moulin, ou bien à négocier un achat de nègres. Ces lettres nous renseignent également sur les incidents de la vie politique aux États-Unis, sur la crise financière causée par la lutte du président Jackson contre la Banque, ou sur les débuts de la campagne abolitionniste, qui exaspère Murat en sa qualité de planteur du Sud¹. Je laisse tout cela de côté pour m'attacher seulement à la correspondance avec l'Europe. Au début, il est content de revoir l'Amérique, de retrouver sa femme, son frère Lucien, qu'il aime beaucoup, et de renoncer aux intrigues européennes. « Je ne pourrais vous exprimer, dit-il à sa mère, le plaisir que j'ai eu à revoir ma femme et à me retirer en paix au milieu de mes amis et de mes bois². » Il est content de son livre et des lettres d'approbation qu'on lui a écrites à ce propos³.

1. « Depuis quelques mois, les fanatiques anglais ont établi des branches dans les états du nord, où des évergumènes, afin de nous envoyer au ciel, tâchent de nous faire égorger par nos nègres. Ces sociétés, soudoyées par l'or anglais, tâchent, sous le prétexte d'abolir l'esclavage, de séparer les états du sud de ceux du nord, et je commence à croire qu'ils y réussiront. Ils commencent par envoyer des prêcheurs baptistes et méthodistes prêcher la révolte à nos nègres et distribuer des pamphlets incendiaires et de l'argent parmi eux. Ceux qui ont été pris ont été pendus, et c'est ce qui arrivera aux autres. Nous n'avons aucune crainte quant à nos esclaves, parce qu'ils se trouvent bien et ne sentent pas le joug. Ils ne se plaignent pas et regardent leur état comme une conséquence naturelle de leur couleur. Mais lorsqu'un blanc vient leur dire *au nom de Dieu* qu'il faut égorger leur maître et brûler sa maison, qu'il n'y a pas de salut pour leur âme à moins qu'ils ne fassent un effort pour sortir de l'état de dégradation dans lequel ils sont, on ne peut plus répondre de rien. » Le nord hésitera devant la rupture, parce que le sud lui fait valoir ses capitaux. « Je ne crois pas qu'il y ait aucun danger pour nos propriétés. Mais, cependant, l'irritation se met dans les esprits, les récriminations entre le nord et le sud se multiplient, leurs intérêts se séparent, et je ne serais pas étonné de voir dans quelques années une dissolution de l'Union s'opérer. » A la comtesse de Lipona, 30 octobre 1835.

2. 5 septembre 1833.

3. Voir, par exemple, la lettre du 19 janvier 1834 à l'ancien roi de Hollande, le comte de Saint-Leu, qui lui a de son côté envoyé ses propres écrits. — Plus

Enfin sa famille d'Europe ne lui a pas laissé de regrets : « Nous devons nous éloigner autant que possible de la famille de maman..., écrit-il à son frère, ce sont les personnes qui ont le plus d'antipathie pour nous¹. » Mais bientôt apparaît la nostalgie de l'Europe, le désir de retrouver la vie élégante, la société lettrée dont il a joui pendant deux ans. Un instant, on lui fait croire que la loi de bannissement contre les Bonaparte va être rapportée sur le désir de Louis-Philippe, et déjà il donne rendez-vous à sa mère à Paris²; mais cet espoir s'évanouit bientôt. Fatigué de lutter contre la pauvreté, il songe à transiger avec le gouvernement français, à renoncer à ses réclamations moyennant une somme versée, fût-elle très modeste; un avocat très habile qui part pour l'Europe, le colonel White, doit s'entendre à ce sujet avec Mosbourg et Mercey; mais la négociation n'aboutit pas³. Aussi Murat éprouve-t-il parfois un découragement complet; il écrit à sa mère, à sa sœur, des missives éplorées⁴. Mais son énergie reprend le dessus, et ses dernières lettres nous le montrent pensant toujours à l'Europe, et cependant conquis par l'activité américaine et content de vivre en pleine lutte.

Ainsi, le 20 novembre 1835, une longue lettre à la comtesse de Lipona lui exprime d'abord des sentiments d'affection mêlés de regrets : « Que je désirerais me trouver dans votre salon de Villa-Reggio, vous tricotant (j'imagine, ou avez-vous oublié cette branche des beaux-arts?), Macdonald dessinant, d'Hautmesnil regardant sa femme, celle-ci faisant semblant de regarder sa musique, etc... Je sens tous les jours davantage le besoin de vous revoir. » Mais ensuite il énumère ses occupations avec une fierté joyeuse : « Mes terres ont quatre miles de long sur une largeur qui varie d'un demi-mille à deux miles. J'ai quatre-vingt-dix-sept nègres, six ouvriers blancs, ma femme, en tout cent dix personnes à nourrir, trente chevaux ou mules. J'ai acheté cinquante et un bœufs maigres que j'engraisse après que le maïs en a été enlevé. J'en ai fait cette année 6,000 boisseaux. Je tue un bœuf tous les dimanches pour nourrir ma famille *noire et blanche* (comme on dit ici). Mes clôtures ont cinq miles de long, et il faut les visiter de temps en temps pour voir si elles sont en bon état. Mon moulin est en pleine opération, mais il

tard, il sera heureux d'annoncer à sa mère que ses ouvrages sont traduits en allemand avec grand succès (13 septembre 1834).

1. 4 décembre 1833.

2. 7 février 1834.

3. Beaucoup des lettres d'avril et de mai 1834 se rapportent à cette question.

4. 29 juin 1834.

n'est pourtant pas encore fini. Je fais cent mille briques, la moitié pour ma maison, l'autre pour vendre et me repayer. Je défriche cent soixante acres de terre. Je cueille mon coton, qui n'a pas aussi bien tourné que je l'espérais, mais j'en aurai cependant à peu près cent balles, qui vaudront de l. 7 à 8,000. » Et puis il est président d'une compagnie formée pour percer un canal, président d'une société qui veut acheter des terres au Texas, membre du comité de vigilance et de correspondance du comité contre les abolitionnistes. Le tableau d'une vie ainsi remplie devait parfois étonner la sœur de Napoléon.

Le même mélange de regrets mal dissimulés et de joie de vivre apparaît dans la dernière lettre du recueil, adressée le 28 novembre 1835 à la marquise Letizia Pepoli. Certes il aimerait lui rendre visite en Italie : « Quand la reverrai-je, cette patrie adorée, libre, grande, forte, unie, ayant chassé les étrangers qui maintenant en souillent le sol, et cessé d'être le rendez-vous de tous les oisifs, de toutes les aristocraties de ses tyrans qui n'y sont que trop bien reçus ? » Mais, pour le moment, l'Amérique l'occupe et l'intéresse. « Tu cherches le repos, désires te retirer des affaires; moi, c'est tout le contraire. Ce n'est que dans leur tourbillon que je suis heureux. Il faut une pâture à mon activité. J'ai tellement été dégoûté de *nos amis* pendant mon séjour en Europe que je ne me mêle plus de politique. Il y a trop peu d'honnêteté parmi eux. » Et il décrit avec enthousiasme l'activité prodigieuse de la Nouvelle-Orléans et les magnifiques affaires qui s'offrent à lui.

Tel qu'il apparaît dans ses lettres, Achille Murat est à la fois un Bonaparte et un Américain. Le Bonaparte aspire à un grand rôle politique, peut-être à une couronne; l'Américain glorifie la liberté, la république, et refuse de reprendre son titre de prince. Le Bonaparte cherche avant tout le pouvoir, l'Américain veut de l'argent. Ces lettres nous font connaître aussi le parti bonapartiste, remuant, prêt à l'action, toujours partagé entre une droite et une gauche, entre les légitimistes et les révolutionnaires du napoléonisme. Murat se range parmi les seconds, et voici comment il envisage l'avenir de la France : une révolution parisienne chassera les d'Orléans, puis, peut-être après une courte période de république, une élection populaire, un plébiscite rétablira l'Empire, et cet Empire fera la guerre aux Autrichiens pour les chasser d'Italie. Le fils du roi Joachim ne se doutait pas que le jeune homme tant dédaigné par lui, le fils de la reine Hortense, ferait de ces rêves des réalités.

Georges WEILL.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

NÉCROLOGIE.

ALBERT SOREL.

Albert Sorel était le dernier des grands historiens généralisateurs, narrateurs, peintres et psychologues du XIX^e siècle. Il était de la lignée d'Augustin Thierry, Thiers, Mignet, Michelet, Guizot, Tocqueville, Renan, Taine, Fustel de Coulanges, talents et génies très divers sans doute, semblables pourtant en ceci que l'histoire n'était pas pour eux seulement une analyse de faits et de textes, mais une reconstitution de la vie et des idées, et des forces générales qui dirigent les événements. Albert Sorel est mort en pleine maturité; il n'avait pas encore soixante-quatre ans; et pourtant il est mort chargé d'œuvres et de gloire. L'an dernier, ses élèves de l'École des sciences politiques organisaient une séance commémorative en l'honneur de l'achèvement de son grand ouvrage sur l'Europe et la Révolution. Cette année, l'Institut lui décernait le prix Osiris de 100,000 francs. Il est mort au lendemain des fêtes du troisième centenaire de la naissance de Corneille, où, Normand amoureux de toutes les gloires de sa province, Sorel célébra en termes magnifiques le plus illustre des fils de la Normandie. Ceux qui l'ont aimé déplorent sa disparition si rapide et si prématurée; mais, telle qu'elle est, sa vie fut complète et belle, et il y a quelque consolation pour ceux qui ont admiré ce puissant travailleur, cette riche organisation, à penser qu'après avoir achevé sa grande œuvre, il est tombé sans avoir connu un jour de défaillance et de diminution intellectuelles.

115. 7 19 Les circonstances et les goûts de Sorel s'accordèrent pour lui faire une vie paisible, retirée presque, dont la plus grande part fut donnée au travail du lettré et de l'historien. Fils d'un riche industriel de Honfleur, qui aurait aimé le voir entrer dans sa maison, A. Sorel avait d'abord cultivé les sciences en même temps que les lettres; mais la vocation littéraire n'avait pas tardé à se manifester chez lui

d'une manière irrésistible. Dès 1860, alors qu'il n'avait que dix-huit ans, il publiait, sous les pseudonymes de Lorenzo et de A. de Lassay, de nombreuses pièces de vers dans le *Journal de Honfleur* et surtout dans l'*Écho honfleurais*. C'étaient des vers d'amour, des descriptions de nature, un hommage à Rossini (car Sorel était musicien en même temps que poète), des vers philosophiques en l'honneur de Lucrèce et de Voltaire :

Heureux... celui qui nous retrace
 Les soleils vagabonds s'attirant dans l'espace;
 La terrestre planète errante dans le ciel,
 Grains de sable sans nom du rivage éternel;
 Et toi, roi du bon sens, admirable Voltaire,
 Qui des vieilles erreurs osas purger la terre,
 Des superstitions n'épargnas jamais rien,
 Et te ris des vains bruits de l'Achéron chrétien.

Mais, presque en même temps, la vocation historique de Sorel se manifestait par de remarquables articles publiés en 1863 dans l'*Écho honfleurais* (du 17 au 31 octobre), où il exposait ses idées sur l'histoire des villes de France, sur l'importance de bonnes monographies des villes pour éclairer l'histoire générale de la société française, et où il traçait tout un plan d'une histoire de Honfleur. On peut déjà y discerner les tendances qui resteront les siennes jusqu'au bout. Il veut rechercher dans le passé l'explication et les origines du présent; donner à ses recherches une forte base d'érudition par la réunion et la critique des documents originaux; enfin, procéder dans son exposition par une série de tableaux qui donneront une idée complète de la vie sociale de la ville aux époques principales, en reliant ces tableaux par le récit des faits qui expliquent les transformations survenues d'une époque à l'autre. L'histoire telle que la conçoit A. Sorel est à la fois descriptive et explicative, et il se préoccupe de faire ressortir par un examen approfondi et critique les faits dominants, les côtés généraux de l'histoire. On le voit dans la conclusion de ses articles se préoccuper de l'étude de la Révolution, de ses rapports avec l'ancien régime et avec les gouvernements qui lui ont succédé, se demander si ce grand mouvement était nécessaire et a produit les résultats qu'on devait en attendre.

Sorel obtint de son père l'autorisation, après avoir terminé ses études à Rollin, de rester à Paris pour y faire son droit, et, sur les conseils de M. Guizot, il se décida à entrer dans la carrière diplomatique. Il fut attaché, en 1866, au ministère des Affaires étran-

gères, où il ne tarda pas à se faire remarquer de ses chefs par la lucidité et la solidité de son esprit, par la facilité et la ténacité de sa mémoire, par sa prodigieuse capacité de travail. Il faisait marcher de front ses occupations ministérielles, des recherches d'histoire diplomatique dont le premier résultat fut l'excellent petit livre sur le *Traité de Paris du 20 novembre 1815*, paru en 1872, et des occupations littéraires et artistiques. Amateur passionné de musique comme de poésie, il composait des mélodies et faisait des vers; et il s'essayait, non sans talent, dans le roman; il écrivait la *Grande Falaise* et le *Docteur Égra*, qui parurent en 1872 et 1873, mais dataient, je crois, de 1868 et 1869. La guerre de 1870 eut une influence décisive sur la destinée de Sorel. M. de Chaudordy, qui avait été chargé par la délégation de Tours de la gestion de nos affaires diplomatiques, prit Sorel, je ne dirai pas pour secrétaire, mais pour collaborateur intime, si bien qu'il est impossible aujourd'hui de distinguer dans l'œuvre de M. de Chaudordy, si intelligent et si habile, ce qui lui appartient en propre de ce qui appartient à son jeune auxiliaire. Ou plutôt il est facile, pour ceux qui ont connu M. de Chaudordy et Sorel, et qui ont lu les œuvres de l'un et de l'autre, de reconnaître la part considérable que prit Sorel à la tâche commune. M. de Chaudordy était un esprit très actif, très ouvert, très ingénieux, mais il n'avait pas toujours la mesure et la sûreté dans le jugement. Il n'avait pas un esprit critique assez exercé pour discerner avec sûreté le vrai du faux dans l'amas de nouvelles qui arrivaient chaque jour à Tours. C'était une besogne difficile et délicate que de défendre constamment la France, sa dignité et ses droits devant le monde civilisé et de ne lancer contre son adversaire implacable aucune accusation non justifiée. Si M. de Chaudordy y réussit avec un incroyable bonheur et une habileté constante, c'est qu'il eut pour le guider et l'avertir une sagesse plus avisée et plus avertie que la sienne. L'énergie, dans ce labeur ingrat, appartient sans doute à Chaudordy, mais la prudence, la constante mise au point juste appartient à Sorel. Des souvenirs de cette belle campagne diplomatique et des documents qui passèrent entre ses mains, Sorel tira une œuvre admirable, l'*Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, qui parut en deux volumes en 1875, œuvre toute frémissante encore des émotions de l'année terrible, et où le patriotisme n'a jamais altéré la sûreté de jugement du critique et la sérénité de l'historien. Sorel, avec un tact qui ne se dément jamais, ne se met pas un instant en scène; il ne laisse même pas entrevoir que la plume qui écrivit tant d'admirables dépêches, étonnement des chancelleries et cordial de nos cœurs, était le plus sou-

vent la sienne. Son œuvre se présente comme un exposé et une justification de la politique de M. de Chaudordy en même temps que comme une histoire diplomatique complète et profonde de la guerre depuis ses préliminaires jusqu'à l'exécution du traité de paix. Mais la minutieuse connaissance de tous les dessous de cette histoire, la rigueur avec laquelle toute la trame des événements est déduite, l'accent de conviction passionnée qui perce dans tout le récit suffisent à trahir, malgré la réserve et la modestie de l'auteur, le *Quorum pars magna fui*.

Sorel semblait destiné, après le rôle aussi remarquable que discret joué par lui en 1870-1871, à une brillante carrière diplomatique. Il y renonça volontairement et par les motifs les plus honorables. Il s'était fiancé avant la guerre avec une jeune fille qu'il avait connue en Saxe en 1865, quand il était allé y étudier l'allemand, et qu'il avait revue à Paris, où elle était venue perfectionner son admirable talent musical. La guerre finie, Sorel, avec cette fidélité de cœur qui était le fond de sa nature, fit honneur à ses engagements, malgré l'opposition très naturelle que rencontrait à cette date son mariage avec une allemande protestante; mais cette union contribua à le détourner de la carrière des ambassades et de la politique active. Elle ne me paraît pas, du reste, avoir été le seul motif qui lui ait fait préférer la vie de l'homme d'étude à celle de l'homme d'action. Quand il se déroba aux fonctions de directeur politique aux Affaires étrangères, que Gambetta désirait lui faire accepter, ce ne fut pas son mariage qui fut cause de son refus, mais la clairvoyance avec laquelle il se jugeait lui-même comme il jugeait les autres. Il savait qu'une qualité de l'homme politique lui manquait : l'esprit de décision, aussi nécessaire pour conseiller que pour agir. Il avait une peur excessive des responsabilités¹, et voyait avec trop d'acuité la complexité et les difficultés des questions. Aussi se contenta-t-il de la vie du professeur, du savant et de l'écrivain. Mais il avait, pendant les

1. Cette méfiance de lui-même ne l'empêchait pas d'avoir une grande fermeté quand un devoir précis et surtout un devoir d'amitié se présentait à lui. Je puis en citer un exemple personnel dont je lui suis resté profondément reconnaissant. En novembre 1897, le cercle Saint-Simon avait décidé de fêter M. Hanotaux et moi, tous deux élus récemment à l'Institut. Je n'avais accepté ce banquet qu'à la condition que M. Hanotaux y fût présent et qu'ainsi on ne parût pas faire une manifestation à l'occasion de ma déclaration du 5 novembre en faveur de l'innocence de Dreyfus. La veille du banquet, M. Hanotaux écrivit qu'il ne pourrait venir, pour cause de santé. J'offris à Sorel, qui devait présider le banquet, de le remettre à une date ultérieure. Il s'y refusa, déclarant que ce serait une lâcheté de paraître m'abandonner dans un moment où j'étais l'objet d'attaques indignes.

années passées dans la pratique des affaires diplomatiques auprès de M. de Chaudordy, puis auprès de M. Decazes, acquis une expérience de la politique et des hommes qui devait ajouter beaucoup à la finesse et à la fermeté de son jugement d'historien. Jouissant d'une large aisance, grâce à sa fortune personnelle et aux fonctions de secrétaire général de la présidence du Sénat, fonctions délicates qu'il remplissait avec une conscience et un tact irréprochables, mais qui lui laissaient de longs loisirs, ne participant aux agitations de la vie publique que dans ce poste d'observateur et se tenant à l'écart des distractions de la vie mondaine, A. Sorel fit marcher de front, avec une régularité méthodique et une tranquillité sereine, son activité professorale, ses recherches dans les archives, son labeur de lettré. Il fut un admirable professeur et un admirable historien. Il avait été appelé par Boutmy à enseigner l'histoire diplomatique à l'École des sciences politiques dès sa création en 1872, et il y acquit d'emblée une autorité qui fit de lui, à côté du directeur, le représentant le plus éminent, et comme la seconde âme de l'École. Il contribua plus qu'aucun autre à lui assurer la réputation qui attirait chez elle les étudiants des deux mondes. Le professorat fut utile à Sorel. Il contribua à développer encore chez lui les qualités de lucidité et de belle ordonnance qui lui étaient naturelles, mais sans le faire tomber dans le défaut de beaucoup de professeurs, dont les livres ne sont que des cours rédigés. De ses aspirations de fin lettré et de romancier, Sorel avait gardé une préoccupation constante de l'art. Le diplomate, l'érudit, le professeur se mirent au service de l'écrivain et lui apportèrent le concours de leur expérience des hommes et de leur science, mais le moraliste, le psychologue, l'artiste qui étaient en Sorel ne se permettaient pas de rien livrer au public qui n'eût été longuement médité, composé, et revêtu d'une forme aussi parfaite que possible. Rien n'est plus instructif pour qui veut comprendre la manière de travailler de Sorel que de comparer les articles qu'il a donnés à la *Revue historique* sur le *Traité de Bâle* avec les chapitres de son grand ouvrage qui se rapportent au même sujet. On voit combien étaient solides les substructions de son histoire, quelle était sa conscience de chercheur; mais aussi qu'il ne confondait pas le travail de l'érudit avec l'œuvre d'art qu'il avait préparée.

De 1873 à sa mort, Albert Sorel a été vraiment l'homme d'une seule œuvre : *l'Europe et la Révolution française*¹. Elle a été la pensée de sa vie; il y a concentré tout son effort d'artiste et de savant,

1. Nous avons consacré à Albert Sorel de nombreux articles dans notre *Revue* : XXI, 378; XXVIII, 352; XXXIII, 359; XXXV, 330; XLIII, 393; XLIV, 135; LV, 373; LXIII, 136; LXIX, 120; LXXVIII, 134; LXXXIX, 123. Nous y

sa philosophie de l'histoire, ses préoccupations de patriote. Tandis que Taine cherchait dans ses *Origines de la France contemporaine* à expliquer les raisons pour lesquelles, à son avis, la France a été impuissante à se refaire un organisme politique harmonique après la ruine de l'ancien régime, et la représentait comme dévoyée et sans boussole, en proie tantôt à une anarchie spontanée, tantôt à un despotisme aussi révolutionnaire et antinational que cette anarchie, Sorel appliquait à l'histoire générale de la Révolution et à ses relations avec l'Europe pendant les périodes républicaine et impériale la vue géniale de Tocqueville, d'après laquelle les causes de tous les phénomènes de l'époque révolutionnaire se trouvent dans l'ancien régime même, et l'histoire de France continue à se dérouler avec une incroyable logique au milieu même des convulsions qui se sont succédé de 1789 à 1845. Bien que Sorel ne soit pas fataliste et reconnaisse que l'action des individus modifie, accélère ou ralentit la marche des événements, il croit fermement à la logique de l'histoire et à l'irrésistible puissance des poussées collectives et héréditaires. Les révolutionnaires, à l'extérieur comme à l'intérieur, ont hérité des aspirations unitaires et conquérantes et des procédés tyranniques de Louis XIV. Ils ont rencontré au dehors les mêmes résistances auxquelles Louis XIV s'était brisé; ils ont pu croire un instant qu'ils en triompheraient grâce aux discordes des États continentaux; mais la puissance de l'Angleterre, prodigieusement accrue pendant le XVIII^e siècle et pour qui l'extension de la France jusqu'aux bouches du Rhin et de l'Escaut était une menace pour sa domination maritime, fournit aux adversaires de la France un point d'appui formidable. Napoléon se crut capable, par son génie militaire et les bouleversements territoriaux auxquels il se livra avec une chimérique audace, de briser la puissance britannique et de réunir l'Europe contre elle. Il ne fit que créer dans toute l'Europe la révolte des nationalités contre la France; il fut le servent propagateur de cet esprit de nationalité, et provoqua la coalition universelle des nations européennes formée pour enlever à la France les conquêtes de la Révolution. Prise dans sa plus grande généralité, cette idée est juste; et, dans la partie de son livre qui traite de la Révolution, A. Sorel l'a exposée avec un sentiment très fin du détail, des nuances, des fluctuations de l'histoire. Il a fait ressortir, avec un véritable génie d'analyse, comment les révolutionnaires, provoqués par l'Europe et partis en

renvoyons nos lecteurs. Ils y trouveront en détail les motifs de notre admiration pour son talent d'historien. Nous y avons exposé les idées directrices de Sorel et indiqué ce qui, dans ses vues sur l'histoire de l'Europe, nous paraît nouveau et solide.

guerre contre elle avec la volonté d'y répandre les idées de liberté politique et d'indépendance nationale, se sont trouvés fatalement contraints au rôle de conquérants et amenés à la politique de revendication des frontières nationales, d'un côté par les nécessités de la guerre et de la diplomatie, de l'autre par un instinct atavique presque inconscient. Dans la seconde partie de son ouvrage, surtout dans les trois derniers volumes consacrés à Napoléon, A. Sorel, à notre avis, n'a pas suffisamment tenu compte des côtés chimériques de l'esprit de Napoléon, de ses irrésistibles instincts belliqueux. Il l'a trop montré toujours poussé à la guerre malgré lui et a paru trop disposé à admettre que les moyens employés par Napoléon pour protéger les rives du Rhin, la transformation de la moitié de l'Europe en départements français et en États tributaires était un procédé raisonnable et quasi-nécessaire. Il a trop mis tous les torts dans les ruptures de traités du côté des adversaires de Napoléon. Rien ne nous dit qu'en 1802, en 1806, même en 1809, avec plus de modération et une diplomatie plus souple, Napoléon n'eût pas pu donner un autre cours aux événements. Je veux bien admettre que l'Angleterre était irréductible dans son opposition à l'établissement des Français en Belgique; mais Napoléon a été plus irréductible encore dans sa volonté à être le seul maître en Europe. Peu s'en faut qu'A. Sorel n'ait accepté comme vrai le Napoléon pacifique et bon enfant d'Arthur Lévy. Primitivement, l'ouvrage de Sorel ne devait comporter que cinq volumes, l'introduction historique du premier volume donnant tous les antécédents de la question, les trois volumes suivants la lutte de la France révolutionnaire contre l'Europe, et un cinquième volume fournissant la conclusion, où Sorel aurait montré que Napoléon avait subi la fatalité de la situation créée par les traités de Bâle. Mais, avec un très honorable scrupule, il trouva qu'en réduisant à un seul volume l'exposé de la série d'événements formidables survenus de 1795 à 1815, il aurait l'air d'escamoter les difficultés et les objections. Bien qu'il n'eût pas pu approfondir cette période comme il avait fait celle de 1789 à 1795, et sachant qu'il risquait, — comme cela est arrivé en effet, — de se faire accuser sur certains points de préparation superficielle ou incomplète, il a consacré tout un volume au Directoire et trois volumes à Napoléon. Il y eut encore une circonstance qui influa fâcheusement sur cette seconde partie de l'œuvre de Sorel. Soit qu'il n'ait pu se soustraire à l'attrait prestigieux qu'exerce la figure de Napoléon sur tous ceux qui l'approchent, soit que les événements des dix dernières années, où Sorel ne sut pas s'élever à une vue supérieure du grand drame auquel la France était en proie, et, par timidité ou par raison d'État, parut

marcher d'accord avec ceux qui défendaient une cause qu'il savait injuste¹, eussent fait naître des tendances étroitement conservatrices et nationales chez un homme qui, jusque-là, avait l'esprit ouvert à tous les souffles de l'esprit moderne, il semble parfois que l'on n'ait plus affaire au même homme. Le style a moins de grandeur, de simplicité; la rhétorique y a plus de place et les idées y ont moins de largeur, moins d'ouverture sur l'avenir. Cela est surtout visible dans sa conclusion, qui, tout éloquente qu'elle est, n'est pas à la hauteur d'une œuvre aussi vaste et d'une aussi large portée. Dans cette conclusion, la Révolution disparaît derrière Napoléon, qui pourtant, d'après Sorel même, n'en est que le produit et le représentant; on y trouve un accent déclamatoire qui se ressent de l'heure où ces pages ont été écrites. Mais ces faiblesses n'empêchent pas l'*Europe et la Révolution française* d'être un des plus beaux livres d'histoire qui aient été écrits, tellement supérieur à Sybel et à Taine, à toutes les histoires de la Révolution française, qu'une comparaison même est impossible. Il contient des récits d'une grande beauté dramatique, des analyses de négociations qui sont des chefs-d'œuvre de pénétration, des portraits merveilleux de vie, de couleur, de vérité psychologique, et en même temps il fournit vraiment l'explication profonde, historique et philosophique à la fois d'une grande partie des événements qui se sont déroulés de 1789 à 1815, c'est-à-dire à l'époque où s'est vraiment formée la France moderne, la France de la Révolution.

Sorel avait un esprit trop vif, trop riche, pour renfermer entièrement son activité dans son grand ouvrage. Il faisait des incursions heureuses dans la littérature et dans l'art, soit qu'il parlât de ses chers Normands, Flaubert, Corneille ou Boudin; soit qu'il consacrat à M^{me} de Staël un petit volume qui est une merveille d'esprit et de goût. Mais presque toutes ses études accessoires étaient des études préparatoires ou explicatives se rapportant à son œuvre principale, ou des articles de méthode et de critique où l'on trouve exposés les principes qui ont guidé chez lui l'historien, le philosophe et l'écrivain. Ses quatre volumes de mélanges : *Essais de critique et d'histoire, Lectures historiques, Nouveaux essais d'histoire et de critique, Études de littérature et d'histoire*, sont d'une incroyable richesse d'idées, de faits, de vues de toute sorte. On y trouvera une série d'articles sur la politique du xvii^e et du xviii^e siècle, sur les généraux et les diplomates de l'époque napoléonienne qui éclairaient une foule de détails que Sorel ne pouvait aborder dans sa grande histoire. Les *Vues sur*

1. Sorel dit à Gaston Paris et à moi qu'il était d'accord avec nous sur le fond de la question, mais qu'il mettait d'autres poids dans la balance.

l'histoire contenues dans les *Nouveaux essais* font comprendre et les grands mérites et les lacunes de la méthode de Sorel. On y trouvera aussi un Metternich étonnamment vivant, un parallèle très curieux de Taine et Sainte-Beuve, où celui-ci est trop sacrifié à Taine. Sorel s'est ravisé dans de récents articles de la *Revue bleue* sur Sainte-Beuve. C'est que Sainte-Beuve a été vraiment un des maîtres de Sorel; Sorel est comme lui un historien psychologue. Comme philosophe de l'histoire, Sorel se rattache à Montesquieu, Guizot et Tocqueville; il ne doit presque rien à Taine, que du reste, dans son discours de réception à l'Académie, il a critiqué avec profondeur tout en le louant. — Le livre que Sorel a consacré à Montesquieu est un petit chef-d'œuvre. On ne peut y reprendre qu'une admiration un peu trop exclusive pour ce père des historiens philosophes modernes avec qui Sorel se sentait de profondes affinités.

Sorel a encore publié pendant ses vingt dernières années deux volumes d'histoire qui se rattachent directement à son grand ouvrage et qui sont des œuvres de tout premier ordre, chacun dans son genre. Dans la *Question d'Orient au XVII^e siècle*, Sorel a montré comment le partage de la Pologne a détruit tout l'équilibre de la politique continentale de la France qui reposait sur l'alliance de la Suède, de la Pologne et de la Turquie, servant de barrière française entre l'Allemagne et la Russie. Toute la politique européenne à l'époque révolutionnaire s'est trouvée bouleversée par la destruction de la Pologne. Sybel l'avait compris, mais maladroitement exposé. Sorel a repris la question avec infiniment plus de mesure, de profondeur et de justesse. L'autre volume : *Bonaparte et Hoche en 1793*, est, à mon avis, le chef-d'œuvre littéraire de Sorel. C'est, ai-je écrit en 1897, une sorte de parallèle à la Plutarque, mais d'un Plutarque qui aurait en lui du Thucydide. Sorel nous montre Bonaparte déjà tout entier lui-même en 1797, avec toutes ses idées sur l'Europe, l'Angleterre, la Méditerranée, la France et sur la politique religieuse; Hoche, héros révolutionnaire, plein de générosité, de chimères, voué par sa mort prématurée à devenir le symbole d'une République idéale qu'il était incapable de créer et même de concevoir.

La vie et l'œuvre de Sorel ont, comme on le voit, une unité et une grandeur que les ombres qui se mêlent à toutes les choses humaines ne font qu'accentuer en leur donnant plus de relief et un caractère plus personnel. Beaucoup de côtés de cette vie méritent d'être proposés en modèle; beaucoup de parties de cette œuvre conserveront à jamais une indestructible valeur et seront toujours admirées par les amateurs de vérité et de beauté.

Gabriel MONOD.

RÉVOLUTION ET EMPIRE.

La *Société dunkerquoise pour l'encouragement des lettres, des sciences et des arts* a chargé deux professeurs de l'Université de Lille, MM. A. DE SAINT-LÉGER et Ph. SAGNAC, de donner une édition critique des *Cahiers de la Flandre maritime*¹, dont quelques-uns avaient déjà été publiés, mais qui sont inédits pour la plupart. Ils n'ont pas groupé leurs textes dans l'ordre alphabétique des localités, mais par divisions administratives (châtellenies, bailliages, territoires). Ce premier volume embrasse les cahiers de la châtellenie de Cassel, de celle de Bailleul, et des territoires de Merville, Warneton et Wervicq-sud. Les procès-verbaux, qui accompagnent, dans les dossiers d'archives, les cahiers eux-mêmes, ont été résumés simplement en ce qui touche les données statistiques précises et les dates qu'ils renferment, étant dressés d'ordinaire d'après un formulaire identique. Une excellente introduction (*la Flandre maritime sous la domination française, 1659-1789*) oriente le lecteur sur l'état politique et social, économique et religieux de ces régions au moment de la Révolution et fournit de nombreux renseignements sur la manière dont furent rédigés les cahiers et sur l'esprit spécifiquement flamand qui s'y manifeste, hostile aux influences étrangères et assez rétif à la centralisation monarchique. Pour gagner un peu de place, les éditeurs se sont bornés à des renvois partout où le texte d'un cahier correspond à celui d'un autre, ce qui se présente assez fréquemment. Ils ont joint des notes introductrices et explicatives à leurs documents; pour le second volume, on nous promet également un glossaire de tous les termes spéciaux (institutions et usages), qui sera fort utile pour ceux qui ne sont pas du terroir.

Ce ne sont pas des textes inédits relatifs à l'époque révolutionnaire, ce n'est pas non plus le récit d'une période précise que nous offre le volume de M. Adrien LASSERRE sur *la Participation collective des femmes à la Révolution française*. Ce sont plutôt des considérations d'ordre sentimental sur *les Antécédents du féminisme actuel*², sur le rôle que jouèrent les représentantes du « sexe faible » en tant « qu'être collectif » dans les journées révolutionnaires, où « elles

1. *Les Cahiers de la Flandre maritime en 1789*, publiés, avec une introduction et des notes, par A. de Saint-Léger et Ph. Sagnac. Paris, A. Picard et fils, 1906, t. I, LXIII-472 p. in-8°.

2. Adrien Lasserre, *la Participation collective des femmes à la Révolution française. Les antécédents du féminisme*. Toulouse, Privat; Paris, F. Alcan, 1906, 349 p. in-8°.

furent souvent au côté des hommes quand elles ne furent pas en avant ». L'enthousiasme assurément sincère, mais un peu trop uniforme, avec lequel l'auteur commente (sans nous apporter d'ailleurs aucun fait bien nouveau) l'activité des femmes d'alors dans les sphères les plus variées et parfois les moins féminines, ne convaincra pas, je le crains, tous ses lecteurs. Lui-même, quelque résolu qu'il soit de les admirer en tout et partout, a peut-être bien fait d'arrêter son livre au 10 août et de ne pas se laisser entraîner au panégyrique des tricoteuses de la guillotine. Assurément, il y eut de nobles figures, illustres et obscures, parmi les femmes de la Révolution; il y en eut, — ce dont l'auteur ne semble pas se douter, — dans tous les camps et dans tous les partis. Mais, précisément quand il s'agit de « l'ingérence collective féminine » dans la crise révolutionnaire, l'observateur de sang-froid ne sera frappé que rarement de sa « grandeur » et de son « utilité »; incapables de raisonner, ignorantes des faits, faciles à suggestionner, entraînées par des crises d'hystérie, soit dévotes, soit sanguinaires, les masses féminines, quand elles se sont ruées à « l'action », n'ont fait que créer un embarras de plus aux gouvernants d'alors, comme elles le feront pour les gouvernants de demain si les apôtres outranciers du féminisme réussissaient à leur obtenir le « vote intégral » du citoyen.

M. Albert MEYNIER nous apporte une solide et intéressante contribution à l'histoire des premières années de la Révolution dans les régions de l'ouest avec sa thèse de doctoral sur *La Révellière-Lepeaux, député à la Constituante et à la Convention*¹; aussi souhaitons-nous vivement qu'il nous fournisse bientôt un second volume, qui montrera le personnage dans son rôle plus marquant au Directoire. Professeur au lycée d'Angers, l'auteur a surtout exploité les archives et les bibliothèques de cette ville, et nous appellerions volontiers son travail une bonne étude d'histoire locale, si nous ne craignons de sembler diminuer par là la portée de son étude, entreprise visiblement, comme « œuvre de justice et de réhabilitation », pour replacer à son rang, — c'est-à-dire en bonne place, — l'homme politique dont il a entrepris la biographie. Atteindra-t-il entièrement son but? Et là où La Révellière-Lepeaux lui-même a échoué (dans ses *Mémoires*, parus enfin en 1895), M. Meynier sera-t-il plus heureux? Je n'en suis pas sûr; que ce soit « la malice native du paysan vendéen »² ou « l'âcre malignité du bossu » qui les aient dictés, le ton

1. Albert Meynier, *Un représentant de la bourgeoisie angevine à l'Assemblée nationale constituante et à la Convention nationale: L.-M. de La Révellière-Lepeaux (1753-1795)*. Paris, A. Picard et fils, 1905, 539 p. in-8°, portr.

2. On pourrait d'ailleurs chicaner M. Meynier sur cette qualification de *paysan* donnée à un personnage dont le père s'appelait lui-même « noble homme ».

de suprême dédain avec lequel le botaniste conférencier d'Angers y parle de tant de ses contemporains, même d'un Carnot et d'un Bonaparte, ne dispose assurément pas à l'indulgence pour lui. Heureusement que l'auteur semble admettre en fin de compte que son héros « est en soi un assez mince personnage » (p. 45), et que l'intérêt de son livre est, à nos yeux, moins dans la biographie proprement dite de La Révellière-Lepeaux que dans le tableau, largement tracé, très détaillé, très vivant, très pondéré, qu'il nous donne du mouvement révolutionnaire dans l'Anjou, depuis les débuts jusqu'en 1795. Comme il le dit lui-même, c'est la bourgeoisie angevine de 1789 qu'il présente aux Angevins de nos jours, et il nous l'a très bien présentée, dépouillant avec discernement des dossiers fort nombreux; c'est un plaisir d'autant plus grand de le suivre qu'il est plus rare de pouvoir étudier cette période de l'histoire de sa province avec un guide qui ne soit pas franchement contre-révolutionnaire.

Combien ardentes sont encore les passions d'antan dans ces régions de l'ouest, on le peut voir dans l'*Histoire de la guerre de Vendée*, de l'abbé Félix DENIAU, publiée sous la direction de dom CHAMARD¹. C'est une seconde édition, révisée et augmentée, de l'*Histoire de la Vendée* de feu l'abbé Deniau, curé du Voide, parue en 1878 et les années suivantes sous les auspices de Mgr Freppel, évêque d'Angers. Le premier volume s'ouvre par une introduction descriptive, très intéressante, sur le territoire de la Vendée, les mœurs et les usages de ses habitants, etc. Mais, dès que l'on arrive sur le terrain brûlant de la politique, le ton calme de l'historien disparaît, pour laisser la parole au champion de la foi. La guerre vendéenne n'est pour lui que « la lutte de chrétiens contre des impies, d'hommes bons et miséricordieux contre des hommes forcenés et barbares ». La Révolution s'est opérée « sous l'influence combinée du protestantisme, du jansénisme et du philosophisme » (p. 90). « Après avoir volé les biens de l'Église, les révolutionnaires s'attaquaient au sanctuaire même de la conscience... en déclarant libres les âmes enchaînées par des liens immortels au service de Dieu même » (p. 143). C'était « une machination véritablement infernale qui eût infailliblement entraîné la France dans l'hérésie, si le clergé et les vrais fidèles ne lui avaient opposé... une résistance héroïque jusqu'au martyre » (p. 147). On devine, d'après cela, sous quelles couleurs est dépeinte la grande insurrection, plus cléricale en effet que nobiliaire, dans les dix derniers chapitres de ce premier volume, qui raconte les premiers com-

1. *Histoire de la guerre de la Vendée*, par l'abbé Félix Deniau, sous la direction de dom Chamard, ex-prieur de l'abbaye de Saint-Martin de Ligugé, exilé à Chevetogne, en Belgique. T. I. Angers, Siraudeau, s. d. (1905), xi-783 p. gr. in-8°, illustrations.

bats, de janvier à mai 1793, alors que les quinze chapitres de la première partie embrassaient le tableau des agitations prémonitoires de 1789 à décembre 1792. Nulle part la grande erreur de la Constituante, la promulgation de la Constitution civile du clergé, n'a porté des fruits plus amers et d'une amertume plus persistante, puisque, aujourd'hui encore, on peut raconter sur un ton pareil les exploits des « soldats de Jésus-Christ », déclarer « aussi odieux que possible » (p. 398) le décret de la Convention qui appelait les Français à la défense de la patrie envahie par l'étranger, comparer le refus d'y obéir au serment du Jeu de Paume (p. 403), et la prise d'armes des Chouans à « la scène du jardin des Oliviers » (p. 328). C'est assez dire qu'on ne pourra consulter l'ouvrage de MM. Deniau et Chamard qu'avec une extrême circonspection, encore qu'on y trouve bien des détails curieux et caractéristiques sur les débuts de cette guerre si longue et de plus en plus sauvage, où, des deux côtés, les violences brutales et d'infâmes attentats ont trop souvent fait oublier la valeur militaire et l'énergie morale de ceux qui s'y épuisaient en luttes fratricides.

Si l'on avait dit à S. A. S. le landgrave de Hesse-Rheinfels-Rothembourg, lieutenant général au service de l'Autriche, que le prince Charles-Constantin, son fils, serait un jour un des plus enragés Jacobins de la République terroriste de France, et qu'il se complairait à s'appeler lui-même « le général Marat », il n'aurait absolument rien compris à une prophétie pareille. M. CHUQUET, en écrivant la biographie de ce jacobin princier¹, nous a fait voir, une fois de plus, que le vrai peut ne pas être parfois vraisemblable. L'homme en lui-même, hâbleur, intrigant, brouillon, peut-être même lâche, ne méritait guère l'honneur que lui a fait l'historien des *Guerres de la Révolution*. Le « citoyen Hesse », pas plus que S. A. le prince de Hesse, n'a été vraiment un soldat; il pourfendait ses ennemis de sa langue bien plus que de son épée, et Napoléon n'avait certes pas tort de refuser plus tard la moindre marque d'intérêt à ce général de division, qui, en un temps où l'on se baltait un peu partout, avait réussi à ne jamais assister à aucune bataille, ni même à voir de près les Autrichiens, les Espagnols ou les Prussiens. Nous n'en devons pas moins remercier vivement M. Chuquet d'avoir consacré son labeur et son talent à un sujet en apparence assez ingrat. Charles de Hesse est un type curieux, tout à la fois de ce cosmopolitisme fort répandu chez nous et au dehors, à la fin du

1. Arthur Chuquet, membre de l'Institut, *Un prince jacobin, Charles de Hesse, ou le général Marat*. Paris, A. Fontemoing, 1906, 423 p. in-8°.

xviii^e siècle, et de la mentalité spéciale d'une fraction tout au moins de l'aristocratie d'alors, qui, pour des motifs divers (enthousiasme véritable, simple peur ou frénésie d'ambition), poussa jusqu'à l'extrême l'adhésion aux idées révolutionnaires. Le livre de M. Chuquet est en même temps une pénétrante analyse de la décomposition de la vieille armée française, qui se produit entre 1790 et 1793, sous la poussée des influences contradictoires qui la travaillent. On suivra donc avec un véritable intérêt les avatars successifs du prince, jeune capitaine paradant dans les salons sous Louis XV, mestre de camp de Louis XVI, maréchal de camp en 1788; subitement gagné aux idées nouvelles, il stupéfie les contemporains par ses algarades jacobines à Perpignan, Strasbourg, Lyon, Besançon, harcelant les ministres et les assemblées de ses perpétuelles dénonciations contre tant d'officiers généraux qui valaient infiniment mieux que lui, jusqu'au jour fatal où lui-même se voyait arrêté comme suspect. Sa carrière de journaliste, sa fin comme mendiant princier après de dégradantes vicissitudes, ne constituent pas les chapitres les moins intéressants de ce livre si vivant et si bien documenté, qui ne fera point aimer les Jacobins ni les princes qui le deviennent, soit par ambition, soit simplement parce qu'ils sont déséquilibrés.

M. John Viénot a rendu service aux historiens, en même temps qu'il offrait un régal de choix aux amateurs de belles pensées noblement exprimées, par la publication de l'ouvrage posthume de M^{me} de Staël sur *les Circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution*¹. L'ouvrage n'était pas absolument inconnu, puisque déjà M. P. Gautier en avait tiré parti; mais le manuscrit de la Bibliothèque nationale attendait encore un éditeur qui le donnerait en entier. Rédigé en 1799, c'est un essai politique, singulièrement lucide, sur la situation de la France directoriale, sur les vices de la Constitution d'alors, sur les vices plus profonds encore des classes dirigeantes et des masses, qui auraient ruiné la constitution la plus parfaite, parce qu'ils ne comprenaient pas la liberté, n'aimaient pas l'égalité et se refusaient surtout à pratiquer les vertus civiques. M^{me} de Staël y constatait, non sans tristesse, que « la République avait devancé les lumières », et que c'était presque une chimère de croire que les couches moyennes réussiraient à la fonder, alors que tout le monde se désintéresse de la chose publique, que l'esprit public n'existe nulle part et que les esprits supérieurs sont jaloués

1. Baronne de Staël, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution et des principes qui doivent fonder la République en France*, ouvrage inédit, publié par John Viénot. Paris, Fischbacher, 1906, c-352 p. in-8°.

par la foule. Mais, avec l'illusion généreuse de son temps, elle essaie de trouver les moyens de remédier à ces maux, et, au moment même où vont s'écrouler ses rêves optimistes, nous l'entendons déclarer que les hommes ne sont pas susceptibles de se reprendre à l'illusion des préjugés détruits. Elle parlait, dans son manuscrit, de Bonaparte comme « le guerrier le plus intrépide et le penseur le plus réfléchi que l'histoire ait encore produit » ; il allait lui montrer, au 18 brumaire, que les hommes d'action n'ont que faire des idéologues et mater cette République qu'elle voulait consolider, en attendant qu'il la fit disparaître. On comprend qu'après cette date fatale, M^{me} de Staël n'ait plus songé à publier une œuvre désormais mort-née et qui lui rappelait la faillite de sa foi politique. Mais la République actuelle peut profiter encore des conseils virils que donnait M^{me} de Staël à ses contemporains, et certaines vérités morales et politiques qu'elle proclamait alors avec une conviction si éloquente sont de tous les temps ; M. Viénot a bien fait de nous les remettre sous les yeux ; c'est à nous d'en profiter, puisqu'on n'a pu les entendre à l'heure où elles furent écrites.

M. GUILLAUMIN a réuni dans son livre, intitulé : *les Derniers républicains*¹, cinq notices sur « quelques généraux, adversaires de Bonaparte, qui n'ont jamais eu ni bustes ni statues, mais auxquels n'en est pas moins due la justice de l'histoire ». Parmi eux, Pichegru occupe, à bon droit, la plus large place sans que, cependant, l'auteur, défenseur convaincu de son innocence, jette aucun jour nouveau ni sur sa vie ni sur sa mort ; à côté de lui figurent Ed.-F. Simon, chef d'état-major de l'armée de l'Ouest sous Bernadotte ; Delmas, l'un des défenseurs de Landau en 1793, rayé des cadres en 1802, rentré au service en 1813, blessé mortellement à Leipzig ; Monnier, lui aussi retraits d'office comme conspirateur en 1802, et qui figurait aux côtés du duc d'Angoulême en 1815 ; Humbert enfin, connu par l'expédition d'Irlande et celle de Saint-Domingue, destitué en 1803, mort à la Nouvelle-Orléans vingt ans plus tard. Les esquisses sans prétention de M. Guillaumin seront lues avec plaisir, alors même qu'on ne partagerait pas toutes les opinions de l'auteur sur la valeur militaire et morale des personnages bien oubliés, pour la plupart, sur lesquels il appelle la sympathie des contemporains².

C'est un but analogue que poursuit M. Jules PORRIER dans sa bio-

1. Guillaumin, *les Derniers républicains*, 2^e éd. Paris, Victor Havard, 1905, viii-396 p. in-18.

2. P. 191, lire *Mayence* pour *Mayenne*.

graphie de *Lecourbe*¹, ce brave soldat qui aurait pu tenir dignement sa place dans l'épopée napoléonienne, si le sort ne lui avait été contraire, et si ses relations avec Moreau et le dévouement courageux qu'il lui témoigna, même après sa disgrâce, n'eussent valu au vaillant chef de corps des campagnes d'Allemagne et de Suisse, dès 1804, une mise à la retraite qu'il n'avait point sollicitée. Il eut du moins la satisfaction de pouvoir consacrer la dernière année de sa vie à la défense de la France envahie, et de lui conserver, par des efforts incessants qui hâtèrent sa fin, l'importante citadelle de Belfort. Le récit du biographe est simple, comme la vie même de son héros; on y voudrait parfois un peu plus d'animation, parfois aussi quelques détails supplémentaires².

Le volume de M. Édouard Gachot sur *les Campagnes de 1799* est de dimensions plus considérables³. L'auteur nous y raconte celle de Jourdan en Allemagne et celle de Brune en Hollande, d'après ses recherches poursuivies consciencieusement dans divers dépôts publics et privés et particulièrement aux archives de la Guerre⁴. L'historien militaire tirera profit, sans nul doute, des renseignements multiples réunis par son labeur et qu'il a contrôlés d'ailleurs presque toujours sur le terrain même, avec un soin louable, tant dans les régions montagneuses de l'Allemagne du Sud-Ouest que sur les plages de la mer du Nord⁵. Certaines données de l'histoire politique sont, par contre, sujettes à caution, et l'on se demande où il a pu bien prendre tels détails de son récit, plaçant, par exemple, des corporations d'étudiants dans des villes sans universités, comme Karlsruhe et Francfort, donnant aux princes de Fürstenberg « des droits considérables sur Strasbourg », affirmant que dans le chef-lieu du Bas-Rhin existait, en 1799, « un parti » qui se promettait de le rendre à l'Autriche, etc. Trop de noms de personnes et de localités sont défi-

1. Jules Poirier, *Portraits militaires du premier Empire. Lecourbe (1759-1815)*. Paris, Albin Michel, s. d. (1905), vi-248 p. in-8°.

2. Les noms des localités sont parfois maltraités; lire, par exemple, *Brumath*, *Leutesheim*, *Offémont* pour *Brumpl*, *Lentesheim*, *Offément*. — Si *Lecourbe* a été nommé *grand cordon* de la Légion d'honneur en août 1814, il ne peut avoir été nommé *grand officier* en mars 1815.

3. *La Campagne de 1799. Jourdan en Allemagne et Brune en Hollande*, par Édouard Gachot. Paris, Perrin et C^o, 1906, 410 p. in-8°, portr., cartes et plans.

4. Je dois observer cependant que, quand on écrit en note simplement « Papiers de famille » ou « Archives de la Guerre », c'est comme si on ne mettait rien, personne ne pouvant vérifier une citation pareille.

5. Pourtant « les berges escarpées » du Rhin, près de Kehl (p. 48), n'ont jamais existé, les rives y étant plates, souvent inondées derrière les digues.

gurés¹, et surtout l'auteur ferait bien aussi de renoncer une bonne fois à l'interprétation de certains mots de la langue allemande ou aux citations latines².

C'est à la période du Consulat que se rattache, au moins dans sa première partie, l'ouvrage de M. l'abbé SEVESTRE sur *L'Histoire, le texte et la destinée du Concordat de 1801*³. Dans cette seconde édition, l'auteur a notablement grossi le mince volume qu'il avait consacré, il y a quelques années, aux origines ainsi qu'aux mérites de la transaction politico-religieuse signée par Pie VII et Bonaparte. On trouvera dans ce « manuel du Concordat », comme il l'appelle lui-même, une assez grande quantité de matériaux utiles; mais, comme il a été rédigé avant la séparation définitive de l'Église et de l'État, il appartient déjà tout à fait au passé, et l'auteur montre assez, par le ton des derniers chapitres, combien il en veut au pays de se laisser entraîner vers « le mirage de la liberté⁴ ». Tout le récit des luttes de ces dernières années a malheureusement les allures d'un pamphlet bien plus que d'un livre d'histoire, en dépit des éloges flatteurs émanant des militants de l'Église et des régimes déchus, qui remplissent les premières pages du volume.

Dans le quatrième volume de son ouvrage sur *la Société française pendant le Consulat*, M. Gilbert STENGER nous entretient des écrivains et des comédiens⁵. Après tout ce que nous avons déjà dit des précédents volumes, il est inutile de nous y arrêter plus longuement ici. C'est toujours le même genre de récit, amusant et vivant, bourré d'anecdotes, entremêlé de jugements littéraires. On y rencontre tous les auteurs de l'époque, quelques-uns justement célèbres, la plupart

1. Il n'y a pas de localité de *Plombsheim* dans le *Haut-Rhin*; il y a *Plobsheim* dans le *Bas-Rhin* (p. 33). Lire *Ehrenbreitstein*, *Merveldt*, *Goertz*, *Lerchenhalde*, *Tannenkirch*, *Schimmelpennink*, etc., pour *Ehrenbreistein*, *Merveldt*, *Goetz*, *Lerchenhalde*, *Fannenkirch*, *Schimmilpemminck*, etc.

2. Ainsi, p. 3, en parlant des « trônes des landgraves », M. Gachot nous apprend que le mot est composé des mots *landes*, qui signifie pays, et *grau*, qui signifie *gris* ou *vieillard*! — P. 164, il fait des *registres paroissiaux* de Rastatt (*Kirchenbüchern*) le mot fantastique *Kirchenbrüchhorn*. Dans le court extrait mortuaire des diplomates français assassinés à Rastatt, fourni par le curé de cette ville, il y a une dizaine de fautes, qui sont le fait ou de l'ecclésiastique lui-même ou de l'historien, son correspondant.

3. *L'Histoire, le texte et la destinée du Concordat de 1801*, par l'abbé Sevestre, 2^e éd. entièrement refondue. Paris, Lethielleux, s. d. (1905), xxii-702 p. in-8^o.

4. Je citerai seulement les sorties grossières contre Gambetta, MM. Combes, Anatole France et F. Buisson.

5. Gilbert Stenger, *la Société française pendant le Consulat*, 4^e série. *Les Écrivains et les Comédiens*. Paris, Perrin et C^{ie}, 1905, iii-533 p. in-18.

depuis longtemps oubliés; on y verra un nombre infiniment plus grand encore d'acteurs et d'actrices, tragédiennes et comédiennes, dont les mérites professionnels et plus encore les aventures privées fournissent la matière de nombreux chapitres, que le grand public, désireux avant tout de se distraire, ne manquera pas d'accueillir avec faveur et qui révèlent en tout cas un dépouillement attentif des mémoires et des souvenirs des contemporains, ainsi que l'étude assidue des journaux du temps pour le répertoire d'antan¹.

M. DE LANZAC DE LABORIE a continué, lui aussi, son travail relatif à *Paris sous Napoléon*². Son second volume est consacré au tableau de l'administration de la capitale (Préfecture de la Seine, Gouvernement militaire, Conseil général, etc.), ainsi qu'à la description des travaux publics entrepris par le gouvernement impérial. Nous assistons aux luttes, tantôt ouvertes, tantôt souterraines, entre le bon Frochot et son collègue de la police, Dubois; nous parcourons avec l'auteur ce Paris, si différent de celui que nous connaissons; il nous montre ses rues sans trottoirs, mal balayées, plus mal éclairées, avec leur mince filet d'eau croupissante qui, les jours d'orage, se change en torrent; ses quartiers excentriques déjà tout à fait province, où le boulevard Montparnasse, par exemple, bordé de maisons de campagne, ne voyait encore ses habitants que durant leur villégiature d'été. On nous montre aussi les vieux palais remaniés, les nouveaux monuments dressés à la gloire impériale, ceux même que Napoléon rêva pour le successeur qui ne régna jamais. C'est un livre très bien documenté; « aux anecdotes amusantes et suspectes », l'auteur, ainsi qu'il le dit lui-même, « a préféré les renseignements sûrs »; cela se voit et se sent à chaque page, et le sérieux de l'écrivain fait naître à bon droit la confiance du lecteur.

M. Joseph WIRTH, qui avait publié l'année dernière la biographie du maréchal Lefèvre, nous donne aujourd'hui celle d'un autre compatriote alsacien, *Mgr Colmar, évêque de Mayence*³, écrite avec un sentiment d'admiration tout aussi sincère, mais non pas avec plus d'esprit critique ni toujours avec une connaissance suffisante de l'époque dont il veut nous esquisser le tableau⁴. C'est précisément la

1. On ne voit pas bien ce que vient faire dans ce volume le paragraphe sur Chamfort, qui s'est suicidé en 1794.

2. L. de Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon. Administration. Grands travaux*. Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1905, II-382 p. in-18.

3. Joseph Wirth, *Monseigneur Colmar, évêque de Mayence (1760-1818)*. Paris, Perrin et C^{ie}, 1906, 269 p. in-18, portr.

4. Ainsi, M. Wirth nous raconte (p. 21) qu'Euloge Schneider a fait venir en Alsace « plus de cent Allemands, dont un prince de Hesse », alors que Charles de Hesse était au service de France depuis 1765. — Si M. Wirth avait lu les

partie la plus intéressante pour nous de la vie du jeune abbé, celle de sa courageuse activité missionnaire à Strasbourg, durant la Terreur, qui est le plus brièvement racontée, alors que l'auteur s'étend bien longuement sur l'épiscopat mayençais de Colmar, durant lequel ce dernier, après avoir été grand admirateur de Bonaparte, sut se mettre également au mieux avec son nouveau souverain, le grand-duc de Hesse. Cela s'explique sans doute par le fait que M. Wirth a largement puisé dans la biographie allemande de Mgr Colmar, publiée par le chanoine Sausen, à Mayence, en 1836; le prêtre dévoué, l'administrateur intelligent, le sermonnaire fort goûté de son vivant ont trouvé dans l'auteur un admirateur trop convaincu pour qu'il pût être toujours équitable à l'égard des adversaires de son héros¹.

Avec les souvenirs du trompette J. CHEVILLET², nous entrons dans cette branche de la littérature militaire, de plus en plus abondante, qui se constitue sous nos yeux, avec les récits autobiographiques plus ou moins succincts des capitaines, sergents, caporaux et simples soldats des armées de la Révolution. Encore qu'on se lasse un peu de cette catégorie de mémoires, forcément assez monotones, les notes du brave trompette au 8^e chasseurs auraient droit à notre attention au même titre que celles d'un Coignet, d'un Fricasse ou d'un Vaxelaire si nous pouvions être absolument sûrs que ces souvenirs d'un enfant de troupe, engagé à quinze ans, amputé du bras droit à Wagram alors qu'il avait à peine atteint sa vingt-quatrième année, ont été vraiment rédigés au jour le jour³. Mais il semble bien que le manuscrit n'ait été terminé, « le tout écrit de sa main gauche », qu'en novembre 1844, et, en ce cas, il est bien difficile de croire que

furibondes brochures anonymes de l'abbé Liebermann contre la Révolution, il ne parlerait pas tant de la profonde charité chrétienne du curé d'Ernolsheim; on voit qu'il ne sait pas non plus ce que valait la « pénitente » de Liebermann, dont il parle p. 107, cette baronne de Reich, louche intrigante, dont les trafics malpropres autorisaient tous les soupçons sur ses correspondants.

1. Un assez grand nombre de noms propres et de noms de lieux sont mal-traités; il faut lire, par exemple, *Kammerer*, *Dereser*, *Schwind*, *Holtzmann*, *Mouchy*, *Saint-Éméran*, etc., au lieu de *Hammerer*, *Deresser*, *Schwend*, *Hortzman*, *Mouhy*, *Emerau*, etc.

2. *La Vie militaire, 1800-1810*, par J. Chevillet, trompette au 8^e régiment de chasseurs à cheval, publiée par M. G. Chevillet, avec préface par Henri Houssaye. Paris, Hachette, 1906, xv-331 p. in-18.

3. Il y a contradiction à ce sujet entre ce qui est dit sur le titre, à la p. xxi et à la p. xxii. Une fois le narrateur prétend qu'il a « recueilli » toutes ses lettres; ailleurs, il avoue « qu'il a rédigé sa vie militaire par lettres », et l'on n'a qu'à lire le n° 1 pour constater le caractère *factice* de cette correspondance fabriquée (en tant que *lettre*) après coup.

tous les menus détails, parfois amusants dans leur naïveté, souvent caractéristiques pour la mentalité du troupier d'alors¹, racontés ici, aient pu se graver suffisamment dans la mémoire du futur garde-champêtre de Pontoise pour être cités de confiance comme témoignages historiques. Écrits d'ailleurs avec une absence complète de prétentions littéraires, sans aucun appel à la postérité, les souvenirs de J. Chevillet seront certainement bien accueillis par le public contemporain, si friand d'impressions personnelles inédites.

L'histoire des régions de l'Europe, qu'on pourrait appeler les annexes du grand Empire napoléonien, a vu paraître plusieurs travaux de grand mérite. Nous nommerons en premier lieu la thèse doctorale de M. Charles SCHMIDT, archiviste aux Archives nationales, sur *le Grand-duché de Berg de 1806 à 1813*². C'est une étude approfondie sur les procédés de l'administration française dans une région particulièrement intéressante de l'Allemagne du Nord-Ouest. Appuyé sur une documentation des plus complètes puisée soit aux dépôts publics de Paris, soit à ceux de Dusseldorf, mené avec un grand sens critique, uniquement préoccupé des faits, le travail de M. Schmidt est intéressant encore par les résultats obtenus. Au point de vue politique sans doute, le territoire, formé de lambeaux divers en faveur du beau-frère de Napoléon, et qui, après la promotion de Murat au trône de Naples, fut en réalité administré par l'empereur lui-même, n'eut jamais d'importance. Mais on est d'autant plus libre d'esprit pour analyser les procédés de civilisation qui furent appliqués par la révolution impériale à l'Allemagne d'avant 1789. Aussi l'étude de M. Schmidt est-elle, avant tout, une étude d'histoire économique; il établit, sans contestation possible, que là, comme ailleurs, Napoléon, malgré des efforts sérieux en sens contraire, a ruiné, en définitive, le commerce et l'industrie du pays par le blocus continental; que, prodiguant l'argent pour ses projets militaires, il n'a jamais rien dépensé pour l'éducation ni l'instruction publiques; qu'il a réveillé, malgré lui, le sentiment national par l'exagération même de sa dictature impériale, et que la centralisation

1. On n'y trouve plus rien des principes républicains; Chevillet, très brave garçon d'ailleurs, « marche pour la gloire » (p. 57) et un peu pour le butin. « L'appât du gain, dit-il naïvement (p. 73), anime le soldat; il se bat pour conquérir, et son alternative est d'être malheureux, pauvre ou riche », et il le prouve en bourrant subrepticement ses poches de « banco-dzelds » (*banko-zettel*) autrichiens, au détriment du trésor français (p. 214).

2. Ch. Schmidt, *le Grand-duché de Berg, 1806-1813. Étude sur la domination française en Allemagne sous Napoléon I^{er}*. Paris, F. Alcan, 1905, xvi-528 p. in-8°, cartes.

à outrance, dont il fut l'inspirateur, contribua puissamment à créer l'Allemagne moderne¹.

Avec M. DRIAULT, nous passons de l'Allemagne à la péninsule italienne. On a beaucoup écrit, dans ces derniers temps, sur la politique française en Italie, sous le Directoire, le Consulat et l'Empire : mémoires et correspondances des contemporains, monographies de principautés ou de républiques plus ou moins éphémères, discussions sur l'accord instable, puis sur le désaccord entre le pouvoir temporel et la papauté. L'intérêt du livre de M. Driault, sur *Napoléon en Italie (1800-1812)*², n'est pas précisément dans le récit, forcément assez résumé, des faits qui s'y sont passés depuis le passage du Saint-Bernard par le premier Consul jusqu'à la retraite de Russie, encore que l'auteur ait élargi ou rectifié sur plus d'un point nos connaissances, grâce à une exploitation fructueuse des Archives nationales et de celles des Affaires étrangères. Ce qui, à notre avis, constitue surtout l'originalité de son travail, c'est la tentative faite par M. Driault de montrer comment les destinées de l'Italie ont subi des modifications successives et profondes, à mesure que changeait chez Napoléon lui-même la conception de son empire mondial, et d'avoir suivi le sens profond de ces fluctuations curieuses, sans s'en laisser distraire par des événements adventices et secondaires. Assurément, l'empereur fut (après la Révolution toutefois) le *suscitateur* de l'Italie nouvelle, comme il le fut de l'Allemagne moderne, avec un plus grand élan, résultat naturel d'une sympathie de race et de ses rêves de jeunesse. Mais, au fond, elle ne lui doit pas davantage de reconnaissance, car il n'a réveillé cette Belle au Bois-Dormant que dans un intérêt égoïste; il avait besoin d'elle pour asseoir sur une base historique son immense empire et pour l'assurer à son fils. A ce besoin, il a sacrifié, sans le moindre scrupule, l'indépendance de l'Italie et ses libertés, et c'est un spectacle bien curieux de voir disparaître successivement sous son impérieuse poussée tous les États indépendants, ceux qui subsistaient de vieille date comme ceux qu'il venait de créer lui-même. Grâce au livre de M. Driault, la raison d'être de ces modifications incessantes éclate maintenant à tous les yeux.

Ce que le professeur de Versailles a démontré pour l'Italie tout

1. Il y a çà et là quelques fautes d'impression, en dehors de celles qui sont relevées à la p. 510. Ainsi, p. 15, il faut lire *Horstmar* au lieu de *Hortsmar*; p. 124, *Anholt* au lieu d'*Anhalt*; p. 339, *Ziel* au lieu de *Zeit*; p. 350, *Schultze-Gaevernitz* au lieu de *Sch.-Goevernitz*, etc. — L'épithète de *poète* ne cadre guère avec le nom de Varnhagen d'Ense (p. 27). — P. 368, on aurait pu nommer M. Magnier de Maisonneuve en toutes lettres.

2. J.-E. Driault, *Napoléon en Italie (1800-1812)*. Paris, F. Alcan, 1906, iv-687 p. in-8°.

entière, dans une esquisse d'ensemble, donnant une impression plutôt douloureuse, M. Louis MADELIN a entrepris de nous le faire voir de très près et par le menu pour la Ville Éternelle et le territoire pontifical¹. C'est comme un coin du vaste panorama, détaillé par un habile miniaturiste, qui se trouverait dans une disposition d'esprit plutôt optimiste et gaie. Assurément, ce qu'il nous raconte est assez triste au fond, mais l'auteur se refuse à broyer du noir sur sa palette. On dirait que sa longue et intime fréquentation avec cet imperturbable ironiste qu'était Fouché a émoussé chez lui certaines fibres pathétiques. C'est avec un sourire légèrement moqueur et bientôt lassé qu'il contemple et décrit le spectacle bizarre qu'offre l'administration française dans la cité des papes, s'efforçant de charmer les « descendants de Romulus et de Brutus », après les avoir conquis, et leur restant également odieuse par ses mérites réels, mais inappréciés, et par la suffisance native des « barbares du Nord ». M. Madelin a puisé les éléments de son captivant récit aux meilleures sources, dans les souvenirs et les correspondances intimes des fonctionnaires, civils et militaires, qui furent chargés par Napoléon lui-même de civiliser les sujets loqueteux du Saint-Père, qui avaient pour mission spéciale de le faire adorer par eux et qui, à force de les bousculer dans leurs habitudes, de les froisser dans leurs superstitions, le firent haïr comme un « Néron moderne² ». Aussi le livre est-il plein d'observations curieuses et d'anecdotes piquantes qui charmeront le grand public, et, pourtant, l'historien pourra, sans crainte, utiliser ces amusants détails, parce qu'il se rend bien compte que la séduction de la forme ne nuit en rien, dans ce volume, à la solidité du fond. L'auteur s'est finalement trouvé d'accord avec M. Driault pour affirmer la réalité de ce projet d'un « Empire latin » universel, dont le rêve ensoleillé fut recouvert du blanc linceul de la neige de Russie. Si Napoléon, « qui avait Rome dans le sang », n'a jamais vu Rome, où il se faisait pourtant meubler le Quirinal, c'est qu'il « l'a trop et mal aimée » et qu'il ne voulait monter au Capitole qu'après avoir achevé la conquête du monde.

La Société d'histoire contemporaine a chargé M. DE GRANDMAISON de mettre au jour la *Correspondance de M. de La Forest, ambassadeur de Napoléon en Espagne*, celui dont l'empereur écrivait, avec

1. Louis Madelin, *la Rome de Napoléon. La domination française à Rome, de 1809 à 1814*. Paris, Plon-Nourrit et C^e, 727 p. in-8^e, cartes.

2. Le récit abonde en croquis spirituels, — et véridiques, — sur Norvins, le général Miollis et tous les autres membres de la Consulte; on voit tourbillonner dans cette haute société romaine, digne et galante, un jeune officier, le comte Mastai Feretti, qu'on eût fort étonné en lui annonçant qu'il porterait un jour la tiare et qu'il promulguerait des dogmes nouveaux pour l'univers chrétien.

ou sans intention ironique : « C'est un homme de mérite et qui est propre à tout¹, » alors qu'il l'envoyait à Madrid au printemps 1808, au milieu de l'imbroglio bizarre qui allait se dénouer si brutalement à Bayonne. Dans le nouveau royaume napoléonien, M. de La Forest n'a joué qu'un rôle en somme assez effacé, encore qu'il comptât, comme il l'écrit lui-même, « concilier tout avec beaucoup de zèle² et un peu de sagesse » et que l'éditeur le compare même avec « un proconsul auprès d'un roi d'Asie ». C'étaient les maréchaux et non les diplomates qui régentaient l'Espagne, et si le représentant du maître, jugeant à sa valeur Joseph, cette « incapacité méconnue », le traite avec un « respect glacé », le roi lui rend bien ses antipathies discrètes et plus d'une fois il a sollicité son rappel. On retrouve l'écho de leur mésintelligence dans les mémoires bien connus de Miot de Mérito, le confident du monarque espagnol. Conseiller fort peu écouté, La Forest assiste donc aux luttes incessantes comme à la débâcle finale du régime imposé plutôt qu'il n'y joue un rôle agissant. Mais sa correspondance, tout en voilant discrètement les fautes commises, est curieuse à lire, parce qu'elle fait bien voir combien ces fautes étaient fatales dans la situation sans issue créée par les ambitions impériales. L'ambassadeur n'y mettait aucune passion ; sa carrière l'avait fait passer par trop de vicissitudes pour qu'il en fût encore capable. Successivement fonctionnaire de la royauté absolue et de la Convention nationale, ambassadeur du Directoire et de l'Empire, ministre du gouvernement provisoire de 1814, conseiller d'État et ministre d'État sous Louis XVIII, conseiller privé sous Charles X, pair de France sous Louis-Philippe, ce fils d'un officier de fortune n'est mort qu'en 1846, après avoir figuré dans l'inventaire de tous les gouvernements qui se sont succédé en France depuis la mort de Louis XV, sans en trahir aucun, mais se gardant bien aussi de leur rester fidèle le lendemain de leur chute. On comprend qu'il n'ait pas mis une ardeur excessive à travailler au maintien d'un pouvoir imposé par la force seule à l'Espagne révoltée, mais il n'en jugeait pas moins avec sagacité ce pouvoir intrus qui ne réussissait pas même à garder la force de son côté³.

Une autre correspondance diplomatique, que l'on parcourt avec

1. *Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en Espagne, 1808-1813*, publiée par M. Geoffroy de Grandmaison. T. I (1808-1809). Paris, A. Picard et fils, 1905, XLV-456 p. in-8°.

2. Le zèle du courtisan se montre dans le fait qu'en fuyant de Madrid, après la capitulation de Baylen, il emporte « le portrait de S. M. l'Empereur, qui pourrait être insulté dans mon hôtel » (p. 197), et aussi quand il qualifie la catastrophe de Moscou de « purs inconvénients passagers ».

3. M. de Grandmaison serait peut-être assez embarrassé d'énumérer « la

un intérêt plus prononcé, puisqu'elle est à la fois amusante et plus intime, c'est celle du comte de JAUCOURT, ministre intérimaire des Affaires étrangères pendant le séjour de M. de Talleyrand, titulaire officiel, au Congrès de Vienne¹. A vrai dire, elle est intéressante surtout parce que ce n'est pas un échange de lettres officielles, mais une série de causeries et d'épanchements confidentiels sur les hommes et les choses du jour qu'un ami fidèle et, — ce qui ne gêne rien, — très spirituel envoie, de septembre 1814 au printemps de 1815, à l'homme d'État désireux de rester au courant des intrigues de la cour, du ministère et des partis. Il y a là toute une série de petits croquis fort amusants d'amis, de collègues ou d'adversaires; on y voit figurer Montmorency et Soult, Ferrand et Beugnot, Chateaubriand et Montesquiou. Mais les esprits plus sérieux auront surtout l'occasion d'étudier dans cette correspondance l'incompatibilité d'humeur profonde entre les royalistes frottés de libéralisme comme Jaucourt et les revenants de l'exil qui s'agitent autour des Bourbons. On y verra aussi comment, dès le 11 mars 1815, Jaucourt signale à M. de Talleyrand l'affolement des gens de cour et le sauve-qui-peut qui se prépare; bien qu'il affirme, par un reste de superstition monarchique, « qu'on ne fera pas peur » au roi, il n'a point, au fond, la moindre illusion sur ce qui se prépare; il ne croit pas que « Buonaparte » puisse être traité comme un vulgaire « brigand », ainsi que le demande son illustre correspondant de Vienne², et il préfère prendre, lui aussi, le chemin de Gand. C'est par quelques lettres, écrites de ce nouveau lieu d'exil de la royauté française, que se termine ce recueil si curieux pour l'histoire intime du gouvernement de la première Restauration, et nous devons tous nos remerciements au petit-fils du comte, qui a bien voulu communiquer cette correspondance au public³.

Rod. REUSS.

soule des margraves » qui se pressait autour de La Forest, à Ratisbonne, en 1804 (p. XVIII). Je ne connais qu'un seul margrave régnant dans le Saint-Empire romain à cette date, celui de Bade. — Lire *Harroby* pour *Harrobsby*.

1. *Correspondance du comte de Jaucourt, ministre intérimaire des Affaires étrangères, avec le prince de Talleyrand pendant le Congrès de Vienne*, publiée par son petit-fils. Paris, Plon-Nourrit et C^o, 1905, xv-361 p. in-8°, portr.

2. Talleyrand lui écrivait à la date du 7 mars : « Il n'est nullement à croire que Buonaparte ait eu le projet de venir dans le midi de la France. Mais, s'il y venait, il ne pourrait être regardé que comme un brigand et traité comme tel » (p. 223).

3. Bien des noms de personnes ont malheureusement été déchiffrés d'une manière incorrecte dans les manuscrits. M. Arthur Chuquet a donné une liste assez longue de rectifications dans la *Revue critique d'histoire et de littérature* (1906, t. I, p. 336). J'y ajouterai encore, p. 167, le nom de *Zaignelins*, qu'il faut lire *Zaiguélius*, et, p. 196, *Cuzea*, qu'il faut lire sans doute *Cuzco*.

BELGIQUE.

(1902-1903.)

3^e et dernier article¹.

BIOGRAPHIES. — L'Académie royale de Belgique continue régulièrement la publication de la *Biographie nationale*². Nous constatons que l'amélioration déjà signalée³ s'est maintenue et accentuée; les études originales dominent de plus en plus.

Dans le domaine politique, on remarquera les notices consacrées à Frédéric et Thomas Perrenot (E. GOSSART); Philippe d'Alsace (H. PIRENNE); Philippe le Hardi, duc de Bourgogne (Id.); Philippe le Bon (Id.); Philippe de Bourgogne, évêque d'Utrecht (H. VAN DER LINDEN); Philippe le Beau, archiduc d'Autriche (A. DE RIDDER); Philippe II, roi d'Espagne (E. GOSSART); Philippe III (A. DE RIDDER); Philippe IV et Philippe V (baron DE BORCHGRAVE); E. Pirmez (E. DISCAILLES); Philippe Pot (A. DE RIDDER); J. Van Praet (E. DISCAILLES); le marquis de Prié (M. HUISMAN); des ecclésiastiques célèbres : Pierre l'Ermite (G. KURTH); Philippe, confesseur de l'empereur Ferdinand III (J. VANNERUS); Pierre de Gand, missionnaire au Mexique (baron DE BORCHGRAVE); Pintallour, évêque de Tournai (C.-A. DE SCHREVEL); saint Poppon, réformateur monastique (A. CAUCHIE); de Pradt, archevêque de Malines (E. DUCHESNE); Humbert de Precipiano, archevêque de Malines (A.-C. DE SCHREVEL); Quynckerus, évêque de Bruges (Id.); des savants : Pighius, philologue (A. ROERSCH); A. Pinchart, archiviste et archéologue (H. HYMANS); Plancius, cosmographe (F. VAN ORTROY); Christophe Plantin (M. ROOSES); J. Plateau, physicien et mathématicien (C. BERGMANS); Poelman, latiniste (M. ROOSES); Edm. Pouillet, historien (V. BRANTS); Puteanus, historien et philologue (A. ROERSCH); Ad. Quetelet, mathématicien, astronome, statisticien (E. E. WAXWEILER); des artistes : les trois peintres Pourbus (H. HYMANS); les Quellin, sculpteurs (H. HYMANS, M. ROOSES et E. MARCHAL); des hommes de guerre : les Pynnock (H. VAN DER LINDEN); de Piza (A. JORDENS); Prisse (E. GOBLET-D'ALVIELLA); des littérateurs : O. Pirmez (M. WILMOTTE); des explo-

1. Voy. *Rev. hist.*, t. XCI, p. 126, 346.

2. Bruxelles, Bruylant, 1902-1903, in-8°, t. XVII, 800 p.; t. XVIII, 1904-1905, 528 p.

3. Voy. *Rev. hist.*, t. LXI, p. 442; t. LXV, p. 156; t. LXXI, p. 137; LXXX, p. 374.

rateurs : Pruyssenaere de la Woestyne (V. CHAUVIN); des financiers : les Proli (M. HUISMAN), etc.

Il n'existait pas d'ouvrage scientifique en langue française sur saint Boniface (680-753). M. G. KURTH¹, un spécialiste en matière d'histoire mérovingienne, a retracé d'une manière attachante la carrière de l'apôtre de la Germanie. Les parties les plus neuves sont les chapitres qui traitent de la réforme de l'église franque et de la fondation de l'abbaye de Fulda, ainsi qu'un riche appendice de bibliographie critique.

Il n'était pas facile de débrouiller les fils de la politique égoïste et dissimulée de Godefroid le Barbu, chef de la puissante dynastie d'Ardenne. M. E. DUPRÉL² y est cependant parvenu, et a rectifié en plus d'un point la biographie de ce personnage mal connu. Il fonde généralement son récit sur une bonne documentation; quelquefois, cependant, il se laisse entraîner un peu loin dans la voie des conjectures, en vue de suppléer à l'insuffisance des textes.

M. J. CLOSON³ a retracé avec beaucoup d'érudition le règne agité d'Alexandre I^{er} de Juliers, qui s'empara de force de la dignité épiscopale de Liège, et ne put la conserver.

On trouvera dans l'œuvre de M. G. VAN HOOREBEKE⁴ des données nouvelles sur le fameux chambellan-barbier de Louis XI.

Une dissertation très substantielle, du baron DE CHESTRET DE HANEFTE⁵, démontre péremptoirement la fausseté de la légende qui donne à Guillaume de La Marck le surnom de sanglier des Ardennes.

M. V. BRANTS avait exposé⁶, en 1894, d'après les papiers du Vatican, les origines de la nonciature du Saint-Siège à Bruxelles et de la légation des Pays-Bas à Rome, sous le gouvernement des archiducs Albert et Isabelle, et, à cette occasion, il avait fait connaître les détails de la mission de J. Richardot, premier ambassadeur des Pays-Bas auprès du Pape. En 1902, il a étudié la carrière épiscopale du même personnage⁷.

1. *Saint Boniface*. Paris, Lecoffre, 1902, in-12, 197 p.

2. *Histoire critique de Godefroid le Barbu, duc de Lotharingie, marquis de Toscane*. Bruxelles, Misch et Tron, 1904, in-8°, 159 p.

3. *Alexandre I^{er} de Juliers, évêque de Liège*. Liège, Cormaux, 1903, in-8°, 70 p. (tiré à part du *Bull. de la Soc. d'art et d'hist. du diocèse de Liège*, t. XIII).

4. *Biographie du fameux Olivier le Dain, reprise en sous-œuvre*. Gand, Van der Schelden, 1904, in-8°, 118 p.

5. *Guillaume de La Marck n'est pas le sanglier d'Ardenne*. Bruxelles, Hayez, 1905 (tiré à part du *Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1905).

6. *Voy. Rev. hist.*, t. LXVI, p. 137.

7. *Jean Richardot, archevêque de Cambrai*. Louvain, Peeters, 1902, in-8°.

Le duc de Bournonville fut très activement mêlé aux incidents politiques dont la cour des archiducs Albert et Isabelle fut le théâtre. La comtesse M. DE VILLERMONT¹ a écrit la biographie du personnage, et présenté en même temps un tableau très pittoresque de la vie sociale à Bruxelles pendant les premières années du XVII^e siècle.

M. N. DE PAUW² a entrepris de rectifier, d'après les archives familiales et les documents du *Record office* de Londres, la légende qui s'est formée au sujet des démêlés de Liévin Bauwens, maire de Gand sous l'empire et importateur sur le continent de la fameuse machine à filer le coton, dite *Mull Jenny*. L'auteur a le tort de ne pas préciser suffisamment l'indication de ses sources, et sa démonstration n'est pas toujours probante.

Nous signalerons aussi deux biographies du roi Léopold II. Le baron DESCAMPS³ résume d'une manière intéressante l'activité déployée par le monarque dans les affaires économiques et coloniales, alors qu'il était l'héritier du trône et siégeait au Sénat. MM. GARSOU et OLSCHLEWSKI⁴ exposent la carrière royale depuis l'avènement au trône en un mémorial bien fourni de la dynastie dans ses rapports avec le pays. Le chapitre concernant le mouvement intellectuel et économique pourrait être utilement développé.

M. Paul HYMANS, qui avait déjà fait paraître plusieurs études fragmentaires⁵ sur Frère-Orban, a publié le premier volume d'une biographie complète du célèbre homme d'État⁶. On le voit depuis ses débuts à Liège jusqu'au moment où, à la suite des orages soulevés par le projet de loi sur la charité, le ministère de Decker se retire, et Frère-Orban rentre au pouvoir dans le cabinet Rogier (1857). Bien que la physionomie du héros reste toujours au premier plan, nous voyons se dérouler l'histoire parlementaire de la Belgique et, dans

46 p. (tiré à part des *Analecques pour servir à l'hist. ecclési. de la Belgique*, 2^e série, t. XIII).

1. *Grands seigneurs d'autrefois : le duc et la duchesse de Bournonville et la cour de Bruxelles*. Bruxelles, de Meester, 1904, in-8°, 428 p.

2. *Liévin Bauwens. Son expédition en Angleterre et son procès à Londres, 1798-1799*. Gand, A. Hoste, 1903, in-8°, 61 p.

3. *Le Duc de Brabant au Sénat de Belgique*. Bruxelles, Hayez, 1903, in-8°, 42 p. (tiré à part du *Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1903).

4. *Léopold II, roi des Belges. Sa vie et son règne, 1865-1905*. Bruxelles, Vander Linden, 1905, in-8°, 200 p.

5. *Voy. Rev. hist.*, t. LXXI, p. 139. — *Voy. aussi : Un chapitre d'histoire parlementaire de Belgique. Frère-Orban; le plan économique et financier de 1848; les réformes fiscales; l'impôt sur les successions*. Bruxelles, Lamertin, 1903, in-8°, 53 p. (tiré à part de la *Revue de l'Université de Bruxelles*, t. IX).

6. *Frère-Orban. T. I : 1812-1857*. Bruxelles, Lebegue, 1905, in-8°, 570 p.

une certaine mesure, l'histoire politique de l'Europe. A noter surtout l'étude magistrale de la crise de 1848, et l'exposé hautement suggestif de l'action exercée par Frère-Orban dans le domaine économique. Sans doute l'auteur, qui joue lui-même un rôle éminent dans la politique belge, n'a pu faire complètement abstraction de ses préférences, et atteindre une objectivité parfaite, en retraçant la carrière de celui dont il fut l'ami et dont il est resté l'admirateur et le disciple; ce n'eût pas été humain. D'ailleurs, dans cette première partie, il rappelle les actes les moins discutés du grand financier, et il parle d'un homme dont les adversaires les plus résolus n'ont jamais contesté la valeur transcendante ni l'intégrité absolue. On doit rendre à M. Hymans un hommage mérité; il a été véridique, et, comme il le déclare dans sa préface avec une légitime fierté, il n'a déformé ni les faits ni les physionomies. Son livre est remarquablement écrit et tiendra une belle place dans notre littérature historique.

Presqu'en même temps paraissait la première partie d'une étude biographique sur l'un des adversaires les plus distingués de la politique de Frère-Orban. *Debater* de premier ordre, à la parole nette et précise, homme de modération et de sens pratique, Jules Malou a joué, d'abord dans l'administration, puis dans les Chambres belges, un rôle considérable. Le baron DE THANNOY¹ a pu consulter ses papiers de famille et y a trouvé quantité de détails inédits qui permettront d'apprécier en connaissance de cause le chef de parti et l'homme d'État. Cette biographie nous dévoile bien des choses intéressantes sur l'histoire intime de la droite parlementaire, et fait apparaître en pleine lumière l'influence exercée par l'épiscopat sur la marche du parti conservateur, de 1840 à 1870.

Le baron Lambermont ne fut jamais mêlé à nos luttes intérieures, mais il rendit à son pays des services signalés sur le double terrain économique et diplomatique. Son ancien secrétaire, le comte A. DE ROBIANO², a révélé l'action discrète et active à la fois de son chef.

Nous citerons aussi la biographie du duc d'Ursel, homme d'État distingué, très occupé d'œuvres sociales³.

On connaît le rôle important joué par le grand ministre Thorbecke (1796-1872) dans la politique néerlandaise. M. Paul FREDERIC⁴ a fait

1. *Jules Malou, 1810-1870*. Bruxelles, Dewit, 1905, in-8°, xv-592 p.

2. *Le Baron Lambermont. Sa vie et son œuvre*. Bruxelles, Schepens, 1905, in-8°, 246 p.

3. *Une vie bien remplie. Le duc d'Ursel*. Bruxelles, Lesigne, 1904, in-8°, 87 p.

4. *Thorbecke avant 1830 (Thorbecke voor 1830)*. La Haye, Nijhoff, 1905, in-8°, 136 p. (tiré à part du *Vlaamsche Gids*, t. I).

connaître la carrière professorale de Thorbecke à Gand avant 1830. Lui aussi a pu étudier les archives privées de l'homme d'État; il en a tiré des révélations passablement piquantes.

Nous avons parlé plus haut de l'activité historique du chanoine J. Daris. Elle a été retracée en détail par Mgr MONCHAMP⁴; une bonne bibliographie fait suite à l'étude biographique.

Le chanoine A.-C. DESCHREVEL², dont nous avons cité plus d'une fois les utiles contributions à l'histoire du XVI^e siècle, a réuni une grande quantité de renseignements, la plupart très neufs, sur les hommes qui ont marqué dans l'histoire de la Flandre à cette même époque. De bonnes tables permettent de se retrouver facilement dans ce répertoire si bien fourni.

La biographie néerlandaise éditée sous les auspices de l'Académie royale flamande³ n'a guère de valeur scientifique, et les erreurs de détail y abondent.

L'Académie royale de Belgique a conservé la pieuse tradition de retracer dans son *Annuaire*⁴ les mérites de ses membres disparus. Or, nous le constatons au début de cet article, la mort a fauché impitoyablement, depuis quelques années, dans le monde des arts, des sciences et des lettres.

L'annuaire précité nous fournit des études complètes sur la vie et les œuvres de naturalistes comme le baron E. de Selys-Longchamps⁵; de géologues comme Ch. de la Vallée-Poussin⁶; de peintres comme E.-G. Guffens⁷, J.-F. Portaels⁸, A.-J. Bourlard⁹; des architectes comme F. Laureys¹⁰ et A. Balat¹¹; des musiciens comme les frères Joseph¹² et Auguste Dupont¹³ et P. Benoît¹⁴; des littérateurs comme

1. *Le Chanoine Daris*. Liège, Cormaux, 1905, in-8°, 23 p. (tiré à part de *Leodium*, t. IV).

2. *Les Gloires de la Flandre maritime et de la Flandre gallicante au XVI^e siècle*. Lille, Ducolombier, 1904, in-8°, 362 p.

3. *La Vie et les ouvrages des écrivains néerlandais du Sud (Leven en werken der Zuidnederlandsche schrijvers)*, 2^e livr. Gand, 1904, in-8°, 87 p.

4. *Annuaire de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique*. Bruxelles, Hayez, 1902, in-12, 284 p.; 1903, 308 p.; 1904, 202 p.; 1905, 382 p.

5. Par J. Plateau, 1902, 144 p.

6. Par C. Malaise, 1904, 28 p.

7. Par le chev. Marchal, 1902, 88 p.

8. Par L. Solvay, 1903, 30 p.

9. Par le chev. Marchal, 1903, 30 p.

10. Par H. Maquet, 1903, 60 p.

11. Par G. Bordiau, 1903, 20 p.

12. Par G. Huberti, 1902, 17 p.

13. Par E. Mathieu, 1905, 16 p.

14. Par J. Blockx, 1904, 66 p.

J. Vuylsteke¹ et D. Sleenckx²; des historiens comme P. Genard³ et A. Henne⁴; des jurisconsultes comme F. Laurent⁵; des polygraphes comme J. Delbœuf⁶.

La *Revue bibliographique belge* continue la publication de ses notices biographiques⁷, consacrées, sauf de rares exceptions, aux savants et aux écrivains de l'école catholique. Elles prennent parfois, à un degré trop prononcé, le ton du panégyrique, mais elles sont écrites avec élégance et enrichies d'un appendice bibliographique très soigné.

GÉNÉALOGIE. HÉRALDIQUE. SIGILLOGRAPHIE. — *L'Annuaire de la noblesse belge*⁸, dont la publication avait été interrompue depuis

1. Par J. Vercoullie, 1905, 42 p.

2. Par Paul Fredericq, 1903, 151 p. — Supplément en 1904, 10 p.

3. Par Max Rooses, 1902, 12 p.

4. Par Ch. Duvivier, 1903, 18 p.

5. Par J. Lameere, 1905, 164 p.

6. Par A. Gilkinet, 1905, 102 p.

7. En voici la liste : 1902 : *E. de Groote* (né en 1861), voyageur et homme politique. — *A. Nyssens* (1855 + 1901), jurisconsulte, économiste et homme politique. — *J. de Tilly* (né en 1837), général et mathématicien. — *H. Pirenne* (né en 1862), historien. — *V.-J. Van Tricht* (1842 + 1897), naturaliste et publiciste. — *H. Francotte* (né en 1856), historien et homme politique. — *F. Loise* (1825 + 1904), littérateur. — *C. Ledresseur* (1842 + 1902). — *Ch. De Coster* (1827 + 1829), littérateur. — *E. Collard* (né en 1852), pédagogue. — *L. Courrouble* (né en 1861), littérateur. — *Guido Gezelle* (1830 + 1899), littérateur flamand. — *Th.-J. Bouquillon* (1840 + 1902), théologien. — *M^{lle} E. Belpaire*, femme de lettres. — *N.-E. Breithof* (1840 + 1902), géomètre et professeur. — *Ch. de La Vallée-Poussin* (1827 + 1903), géologue. — *M^{lle} M. Ramboux* (1858 + 1901), femme de lettres. — *A. Goffin* (né en 1863), homme de lettres. — *G.-C. Rutten* (né en 1875), sociologue. — *J. de Soignie* (né en 1826), publiciste. — *M. Warlomont* (1860 + 1889), littérateur. — *S. Daens* (1838 + 1903), littérateur. — *A. Van Hasselt* (1806 + 1874), littérateur. — *J. Van Droogenbroeck* (1835 + 1902), poète flamand. — *E.-J. Reusens* (1831 + 1903), archéologue. — *G. Lecoq* (né en 1869), mathématicien et voyageur. — *P.-P.-M. Alberdingk-Thym* (1827 + 1903), historien et publiciste néerlandais. — *E. Marlens* (1831 + 1903), botaniste. — *A. Quinet* (né en 1848), médecin et naturaliste. — *J. de Coppin de Grinchamps* (né en 1847), homme de lettres. — *Octave Pirmez* (1832 + 1883), homme de lettres. — *A. Van Weddingen* (1841 + 1890), philosophe, théologien et littérateur. — *H. Sermon* (1834 + 1904), littérateur flamand. — *F. Séverin* (né en 1867), homme de lettres. — *J. Bols* (né en 1842), homme de lettres. — *H. Van Doorslaer* (1854 + 1904), homme de lettres. — *L. de San* (1832 + 1904), philosophe et théologien. — *A. Snieders* (1825 + 1904), littérateur flamand. — *G. Verspeyen* (né en 1837), journaliste. — *H. Claeys* (né en 1838), littérateur flamand. — *D. Claes* (né en 1836), littérateur flamand. — *F.-X. Schouppe* (1823 + 1904), théologien. — *J.-Th. de Raadt* (1855 + 1905), archéologue et héraldiste. — *A. Joos* (né en 1855), pédagogue. — *G. Segers* (né en 1848), littérateur flamand. — *A.-M.-J. Janssens* (né en 1841), littérateur flamand.

8. Bruxelles, Monnom, 1903, in-18, 246 p.

quelques années, a reparu en 1903. Indépendamment des notices généalogiques¹, on y trouvera des détails typiques sur les falsifications pratiquées du temps de l'ancien régime, en matière héraldique, avec la complicité des rois d'armes.

Le comte DE RENESSE² a mené à bonne fin avec une patience infatigable son œuvre laborieuse, la plus considérable qui ait vu le jour dans le domaine héraldique belge.

Le chevalier G. DE BORMAN³ a établi, par d'intéressantes recherches généalogiques, que notre famille royale se rattache par les liens du sang à toutes les familles qui ont régné en Belgique depuis Charlemagne.

Le dictionnaire sigillographique de M. J.-Th. DE RAADT⁴ est une œuvre de longue haleine et d'une érudition abondante; l'auteur venait d'y mettre la dernière main lorsque la mort l'a enlevé. L'introduction est une véritable encyclopédie de la sphragistique.

M. Ed. PONCELET⁵ a mis au service de l'histoire du Hainaut tout ce que l'étude des sceaux communaux peut lui apporter de secours.

ARCHÉOLOGIE ET HISTOIRE DE L'ART. — Parmi les travaux les plus considérables de cette rubrique se placent le livre de M. Max. ROOSSE⁶ sur Rubens, où la biographie et les œuvres du grand peintre anversoisois sont traitées avec une compétence indiscutable, et celui de M. J. HELBIG⁷ sur la peinture liégeoise. Nous devons citer aussi l'étude de M. H. HYMANS⁸ sur les monuments gantois et tourna-

1. Notamment des familles Baudier, de Gerlache, de Middelbourg, de Pauw, de Posson, etc. — On peut citer un autre recueil du même genre, digne de confiance : Van Epen, *Jaarboek van den Nederlandschen Adel*. Bruxelles, Van Epen, 1901-1905, in-18, 280, 359, 267 et 205 p.

2. *Dictionnaire des figures héraldiques*. Bruxelles, Schepens, 1903, in-8°, 7 vol., 940, 708, 738, 768, 736, 731 et 350 p. — *Voy. Rev. hist.*, t. LXV, p. 388; t. LXXII, p. 366.

3. *Les Origines belges de notre dynastie*. Bruxelles, Weissebruch, 1905, in-8°, 56 p.

4. *Sceaux armoriés des Pays-Bas et des pays avoisinants. Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Allemagne, France*. Bruxelles, Schepens, 1898-1903, 4 vol. in-8°, 524, 536, 512, 600 p. — *Voy. Rev. hist.*, t. LXXII, p. 366.

5. *Sceaux et armoiries des villes, communes et juridictions du Hainaut ancien et moderne. Sceaux communaux conservés aux archives de Mons*. Mons, Dequesne, 1904, in-8°, 112 p. (tiré à part des *Annales du Cercle archéol. de Mons*, t. XXXIII).

6. *Rubens, sa vie et ses œuvres (Rubens, zijn leven en zijne werken)*. Anvers, librairie néerlandaise, 1902-1903, 2 vol. in-4°, 256 et 668 p. Il en existe une traduction française par L. Van Keymeulen.

7. *La Peinture au pays de Liège et sur les bords de la Meuse*. Liège, Poncelet, 1903, in-4°, 509 p.

8. *Gand et Tournai*. Paris, Laurens, 1902, in-8°, 160 p.

siens, ainsi que les essais de MM. C. LEMONNIER¹ et FIERENS-GEVAERT².

L'ingénieuse dissertation de M. G. KURTH³ a fait complètement justice de la légende qui attribue les célèbres fonts baptismaux de Saint-Barthélemy de Liège à Lambert Patras. M. Kurth démontre que ce personnage a été inventé de toutes pièces par Jean d'Outremeuse; il établit ensuite que le véritable auteur de cette œuvre d'art est l'orfèvre Renier de Huy. Ses conclusions ont été contestées par MM. L. BÉTHUNE⁴ et le baron F. DEL MARMOL⁵, dont les brochures attestent une ignorance stupéfiante de la méthode et de la critique.

M. J.-E. DEMARTEAU⁶ présente, sous forme de voyage archéologique, une étude détaillée sur les traces que l'occupation romaine a laissées dans nos régions ardennaises. Son livre, d'une lecture assez pénible, est édité avec luxe et illustré de bonnes photographies.

TOPONYMIE. — Le livre du chanoine ROLAND⁷ renouvelle la matière. Les spécialistes le considèrent comme supérieur au célèbre travail de Grandgagnage.

NUMISMATIQUE. — Le « gros de Flandre » a été, durant le moyen âge, une des monnaies les plus en usage, non seulement dans nos provinces, mais en Allemagne et dans tout le nord de l'Europe. Grâce à une étude minutieuse des chartes de la duchesse Jeanne et des archives délaissées par les receveurs généraux, M. G. CUMONT⁸ est parvenu à ramener à cette unité monétaire les vingt-cinq espèces d'or qui avaient cours dans le Brabant à la fin du XIV^e siècle et au commencement du XV^e. On lui a reproché de n'avoir pas élucidé suffisamment le problème des bizarreries apparentes du change.

1. *Constantin Meunier, sculpteur et peintre*. Paris, Laurens, 1904, in-4°, 140 p.

2. *Nouveaux essais sur l'art contemporain*. Paris, Alcan, 1903, in-8°, 214 p. — *Van Dyck*. Paris, Laurens, 1904, in-8°, 126 p. — *Jordaens*. Paris, Laurens, 1905, in-8°. — *La Renaissance septentrionale et les premiers maîtres des Flandres*. Bruxelles, Van Oest, 1905, in-8°, 200 p.

3. *Renier de Huy, auteur véritable des fonts baptismaux de Saint-Barthélemy à Liège et le prétendu Lambert Patras*. Bruxelles, Hayez, 1903, in-8°, 34 p. (tiré à part du *Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1903).

4. *Les Fonts baptismaux de Saint-Barthélemy à Liège*. Liège, Vaillant, 1904, in-8°, 16 p.

5. *Quel est le véritable auteur de la célèbre cuve baptismale de Saint-Barthélemy de Liège?* Liège, Vaillant, 1904, in-8°, 10 p.

6. *L'Ardenne belgo-romaine. Étude d'art et d'archéologie*. Liège, Gothier, 1904, in-8°, 245 p. (tiré à part du *Bull. de l'Inst. archéol. liégeois*, t. XXXIV).

7. *Toponymie namuroise*, t. I. Namur, Wesmael, 1899-1903, in-8°, 654 p.

8. *Étude sur le cours des monnaies en Brabant pendant le règne de la duchesse Jeanne*. Bruxelles, Vromant, 1902, in-8°, 71 p.

M. J. SIMONIS¹ a donné un complément à ses études numismatiques notées dans notre précédent bulletin². Il s'occupe, avec les mêmes qualités de patience et d'érudition, de la seconde moitié du xvi^e siècle, détermine le rôle d'Anvers dans l'histoire de la médaille, revient sur le séjour des artistes italiens, et spécialement de Leone Leoni à la cour des Pays-Bas, et, enfin, nous donne deux monographies complètes, l'une de Jacques Jonghelinck, l'autre d'Étienne de Hollande.

M. D.-A. VAN BASTELAER³ a fait la description sommaire de toutes les pièces métalliques frappées dans l'arrondissement de Charleroi et de toutes celles qui ont été dédiées à des personnes de la région, ou qui rappellent un fait de l'histoire locale.

ÉPIGRAPHIE. — M. J.-P. WALTZING⁴ a entrepris un travail étendu sur Arlon à l'époque romaine. Son plan comporte la description et la reproduction des textes épigraphiques, puis une étude d'ensemble sur leur paléographie, leur langue et leur rédaction. Les trois livraisons parues relèvent soixante-treize inscriptions, qui font chacune l'objet d'une intéressante dissertation critique; de bonnes reproductions photographiques rehaussent la valeur du texte.

HISTOIRE LITTÉRAIRE. — M. C. LIÉGEAIS⁵ s'est efforcé de déterminer l'origine de la légende de Gilles de Chin, et de la suivre dans ses transformations successives, en procédant à un examen critique des nombreux documents littéraires relatifs à son sujet, qui s'échelonnent depuis le xii^e siècle jusqu'à l'époque moderne. Il a pu, de la sorte, reconstituer partiellement la biographie du héros.

M. A. BAYOT⁶ a entrepris un travail du même genre sur la légende du seigneur bigame de Trazegnies, localisation de la légende du mari aux deux femmes qui remonte à la littérature sanscrite. Il a fait preuve de beaucoup de sagacité et de prudence, et aboutit à des conclusions très ingénieuses.

1. *L'Art du médailleur en Belgique. Nouvelles contributions à l'étude de son histoire*. Jemeppe, chez l'auteur, 1904, in-4°, 230 p. et 27 pl.

2. *Voy. Rev. hist.*, t. LXXXI, p. 135.

3. *Histoire métallique de Charleroi. Description des médailles et jetons frappés à propos des faits et des événements relatifs aux diverses communes de l'arrondissement*. Charleroi, Henri, 1902, in-8°, 452 p.

4. « *Orolaunum vicus*. » *Arlon à l'époque romaine. Ses inscriptions, ses monuments et son histoire*. 1^{re} partie : *Inscriptions*. Louvain, Peeters, 1904, in-8°, 180 p. (tiré à part du *Musée belge*, t. VIII et IX).

5. *Gilles de Chin. L'histoire et la légende*. Louvain, Peeters, 1903, in-8°, xxiv-169 p. (11^e fasc. du *Recueil de travaux publiés par les membres des conférences d'hist. et de philol. de l'Université de Louvain*).

6. *Le roman de Gillion de Trazegnies*. Louvain, Peeters, 1903, in-8°, xxi-203 p. (*Ibid.*, 12^e fasc.).

M. M. DE WULF¹ a tiré de l'oubli l'intéressante physionomie du hesbignon Godefroid de Fontaines, qui occupa une chaire de théologie à l'Université de Paris vers la fin du XIII^e siècle, et dont les volumineux travaux étaient demeurés à l'état de manuscrit².

On s'est beaucoup occupé depuis quelque temps en Belgique d'Antoine de La Salle, le charmant romancier du XV^e siècle, commensal de René d'Anjou. M. J. NÈVE³ a étudié de près les aventures de l'écrivain et a recueilli beaucoup de renseignements nouveaux sur ses voyages en Italie, en France et dans les Pays-Bas. Il discute aussi le bien fondé de l'attribution à A. de La Salle des *Cent Nouvelles nouvelles* et des *Quinze joies du mariage*; il se prononce pour la négative⁴.

M. O. GROJEAN⁵ a soutenu la thèse contraire, et M. E. GOSSART⁶ a donné une seconde édition rectifiée et complétée de l'excellente dissertation qu'il avait fait paraître sur le même sujet en 1870. Il s'est spécialement attaché au *Réconfort à Catherine de Neufville* et au traité de morale encore inédit, connu sous le nom de *La Salle*.

Le mouvement littéraire en langue française n'eut rien de bien remarquable pendant les quinze années de notre régime hollandais. M. F. MASOIN⁷ n'a pas reculé devant la tâche ingrate d'expliquer les raisons de la déplorable indifférence, à l'égard des productions de l'esprit, qui caractérise cette période. Dans un livre abondamment documenté, écrit avec une élégante simplicité, il détermine nettement les causes qui ont entravé le développement de la littérature nationale.

MM. COOPMAN et SCHARPÉ⁸ ont continué leur histoire de la littérature flamande à l'époque contemporaine⁹.

1. *Un théologien-philosophe du XIII^e siècle. Étude sur la vie, les œuvres et l'influence de Godefroid de Fontaines*. Bruxelles, Hayez, 1904, in-8°, 128 p. (*Mém. couronnés de l'Acad. royale de Belgique*, nouv. sér., t. I).

2. M. de Wulf a commencé, avec la collaboration de M. A. Peltzer, la publication des œuvres de l'écrivain précité : *les Quatre premiers quodlibets de Godefroid de Fontaines*. Louvain, Institut supérieur de philosophie, 1904, in-4°, 364 p.

3. *Antoine de La Salle. Sa vie et ses ouvrages, d'après des documents inédits*. Bruxelles, Falck, 1903, in-8°, 289 p.

4. *Voy. Rev. hist.*, t. LXXXV, p. 95-96.

5. *Antoine de La Salle*. Gand, Van der Haeghen, in-8°, 34 p. (tiré à part de la *Revue de l'Instruction publique*, t. XLVII).

6. *Antoine de La Salle. Sa vie et ses œuvres*. Bruxelles, Lamertin, 1902, in-8°, 46 p.

7. *Histoire de la littérature française en Belgique de 1815 à 1830*. Bruxelles, Lebegue, 1902, in-8°, 326 p. (*Mém. couronnés de l'Acad. royale de Belgique*, t. LXII).

8. *Geschiedenis der vlaamsche letterkunde, van het jaar 1830 tot heden*, livr. 1-10. Anvers, librairie néerlandaise, 1900-1904, in-8°, 320 p.

9. *Voy. Rev. hist.*, t. LXXXI, p. 359.

M. F. VAN DUYSSE¹ a publié un travail considérable sur l'ancienne chanson flamande.

Le père de l'écrivain² avait laissé un manuscrit inédit³ sur l'histoire des chambres de rhétorique. On l'a publié en 1902, sans lui donner les compléments nécessaires. Il s'occupe de l'influence littéraire des rhétoriciens et, en dépit des promesses de son titre, n'examine que d'une manière assez superficielle leur action politique et religieuse.

HISTOIRE PROVINCIALE ET LOCALE. — Anvers. M. J.-E. JANSSENS⁴ a retracé l'histoire de la ville de Turnhout et de sa « Franchise ».

Flandre. Au cours de ces dernières années, M. P. CLAEYS⁵ a fourni de nouvelles et utiles contributions à l'histoire locale de Gand. Le *Mémorial*⁶ nous apporte une foule de renseignements nouveaux sur les années 1792 à 1830. L'étude⁷ sur les monuments gantois est une intéressante description historique et archéologique.

M. D. DESTANBERG⁸ a, en quelque sorte, continué le *Mémorial* de M. Claeys jusqu'en 1840. On trouve dans son recueil beaucoup de traits curieux relatifs à l'histoire sociale.

La monographie très étendue de M. A. MERGHELYNCK⁹ contient la description du magnifique domaine de Wulveringham (Flandre occidentale), la biographie de ses propriétaires successifs, complétée par

1. *Het oude nederlandse lied. Wereldlijke en geestelijke liederen uit vroegeren tijd*. Anvers, librairie néerlandaise, 1902, in-8°, 704 p. — Cf. Paul Fredericq, *Nos chansons populaires de l'époque antérieure aux troubles religieux du XVI^e siècle* (*Onze histor. volksliederen van voor de godsdienslige beroerten der XVI^e eeuw*). Gand, Vuylsteke, 1894, in-8°, 129 p. — *Voy. Rev. hist.*, t. LXV, p. 385.

2. Prudens Van Duyse, poète flamand (1804-1859).

3. *Les Chambres de rhétorique dans les Pays-Bas. Leur influence dans le domaine littéraire, moral et politique* (*De rederijkkamers in Nederland. Hun invloed op letterkundig, politiek en zedelijk gebied*). Gand, Siffer, 1902, in-8°, 312 p.

4. *Turnhout dans le passé et dans le présent* (*Turnhout in het verleden en het heden*). Turnhout, Splichael, 1904-1905, in-8°, 3 vol. 380, 252 et 173 p.

5. *Voy. Rev. hist.*, t. XXIX, p. 240; t. XXXIII, p. 461; t. XXXIV, p. 165; t. XXXVI, p. 453; t. XLII, p. 238; t. XLVIII, p. 442; t. LI, p. 443; t. LV, p. 234; t. LVII, p. 457; t. LXV, p. 373 et 396.

6. *Mémorial de la ville de Gand, 1792-1830*. Gand, Vuylsteke, 1901, in-8°, 565 p.

7. *Les Monuments de la ville de Gand*. Gand, Vuylsteke, 1901, in-12, 469 p.

8. *Gand depuis 1831. Événements principaux* (*Gent sedert 1831. Voornaamste gebeurtenissen*), t. I. Gand, Vuylsteke, 1903, in-8°, 284 p.

9. *Une page d'histoire de la féodalité au pays de Furnes. Le fief-manoir dit le château de Beauvoorde à Wulveringham, 1408-1900*. Bruges, Houdmont, 1901, 2 vol. in-4°, 458 et 454 p.

de nombreux fragments généalogiques, et une chronique des événements dont le château fut le théâtre de 1390 à 1900. L'auteur, qui a utilisé une masse énorme de documents, n'est pas toujours parvenu à les dominer, et il est parfois assez diffus. De bonnes tables permettent toutefois de se retrouver facilement dans ce dédale.

Hainaut. Le livre consacré par M. J. DEWERT¹ à la ville d'Ath est un bon travail de vulgarisation.

M. F. DESMONS² raconte avec une grande abondance de détails le siège de Tournai de 1667, et expose minutieusement l'état de la ville avant la conquête française, ainsi que la nouvelle organisation du Magistrat. Ce mémoire a été préparé par de longues et consciencieuses recherches aux archives de Tournai et de Paris³.

Le même érudit⁴ a écrit, avec une double compétence d'historiographe et de médecin, une étude très fouillée sur la peste qui emporta un sixième de la population de Tournai en 1668.

Enfin, il a tracé une esquisse intéressante de l'histoire de Tournai sous le régime de la Barrière⁵.

Liège. M. Th. GOBERT a mené à bonne fin le grand ouvrage⁶ dont nous avons signalé les fascicules au fur et à mesure de leur publication⁷. Sous son titre modeste, c'est une vaste histoire de Liège, digne des *Bénédictins* par l'abondance et la scrupuleuse exactitude de l'érudition.

Rodolphe de Habsbourg intervint à maintes reprises dans la politique liégeoise, à l'époque des princes-évêques Henri de Gueldre, Jean d'Enghien et Jean de Flandre. Son influence s'exerça en faveur des chanoines contre les évêques et contre les autorités communales. Mgr E. SCHOOLMEESTERS⁸ a bien mis en lumière cette action peu connue de la chancellerie impériale au *xiii*^e siècle.

1. *Histoire de la ville d'Ath*. Renaix, Leherle, 1903, in-8°, 215 p.

2. *Études historiques, économiques et religieuses sur Tournai pendant le règne de Louis XIV. La conquête en 1667*. Tournai, Casterman, 1905, in-8°, 275 p. (tiré à part des *Annales de la Soc. hist. de Tournai*, t. IX).

3. Archives du ministère de la Guerre et du ministère des Affaires étrangères.

4. *La Peste de 1668 à Tournai*. Tournai, Casterman, 1904, 68 p. (tiré à part des *Annales de la Soc. hist. de Tournai*, t. VIII).

5. *Notes sur les vexations commises à Tournai par les garnisons de la Barrière, 1713-1782*. Tournai, Casterman, 1903, 47 p. (*Ibid.*, t. VII).

6. *Histoire et souvenirs. Les rues de Liège*. Liège, Demarteau, 1882-1902, 4 vol. in-4°, 633, 641, 638, 270 p.

7. *Voy. Rev. hist.*, t. XXXII, p. 234; t. XXXIV, p. 169; t. LXV, p. 397; t. LXXII, p. 377; t. LXXXI, p. 351.

8. *Rudolphe de Habsbourg et la principauté de Liège*. Liège, de Thier, 1903, in-8°, 44 p. (tiré à part du *Bull. de l'Inst. archéol. liégeois*, t. XXXIII).

La monographie d'Anthisnes¹, par le baron DE CHESTRET DE HANEFFE, est un modèle du genre. A noter particulièrement les pages que l'auteur consacre aux guerres de Louis XIV et à leurs funestes conséquences pour les Pays-Bas.

On doit à M. J. GEYSSENS² de bonnes contributions à l'histoire du comté de Dalhem.

M. J.-Th. DE RAADT³ a eu la patience de recueillir les surnoms plus ou moins injurieux et pittoresques qu'avait fait naître dans l'ancien régime la malignité particulariste des localités belges. Il en a recherché l'origine et, à cette occasion, il a tiré de l'oubli maint fait curieux.

II. — HISTOIRE ÉTRANGÈRE.

ANTIQUITÉ. — M. H. VANDERLINDEN⁴ a rédigé pour ses élèves⁵ un bon manuel d'histoire de l'antiquité, comprenant aussi en quelques pages la première partie de l'époque médiévale.

Le livre de M. A. CAPART⁶ sur l'histoire de l'art primitif dans la vallée du Nil a été fort loué par les critiques les plus compétents⁷.

Le comte E. GOBLET-D'ALVIELLA⁸ a exposé d'après les monuments anciens et les travaux modernes la liturgie de l'initiation d'Éléusis. Il s'est occupé également des origines du christianisme⁹ en prenant pour guide les derniers résultats de l'exégèse.

1. *Anthisnes. Une seigneurie ecclésiastique sous l'ancien régime*. Liège, de Thier, 1903, in-8°, 114 p. (*Ibid.*, t. XXXIII).

2. *L'Ancien pays de Dalhem*. Liège, Cormaux, 1904, in-8°, 72 p. (tiré à part de *Leodium*, t. V-VI).

3. *Les Sobriquets des communes belges. Blason populaire*. Bruxelles, Baune, 1904, in-8°, 580 p.

4. *Histoire de l'antiquité poursuivie jusqu'aux croisades* (*Geschiedenis van de oudste tijden tot aan de Kruistochten*). Louvain, A. Fonteyn, 1902, in-8°, 164 p.; 2^e éd., 1904, in-8°, 178 p. — Le même a fait paraître en 1905 : *Histoire de la fin du moyen âge et des temps modernes* (*Geschiedenis van de latere middeleeuwen en van de nieuwe tijden*). Gand, Van Goethem, in-8°, 192 p.

5. Lorsqu'il a publié ce manuel, M. H. Van der Linden était professeur à l'Athénée royal d'Anvers. Il enseigne aujourd'hui à l'Université de Liège.

6. *Les Débuts de l'art en Égypte*. Bruxelles, Vromant, 1904, in-8°, 316 p.

7. Voy. notamment l'article de Maspero dans la *Revue critique d'hist. et de litt.*, t. LXVIII, p. 319.

8. *Une initiation aux mystères d'Éléusis dans les premiers siècles de notre ère*. Bruxelles, Hayez, 1902, in-8°, 34 p. (tiré à part du *Bull. de la Classe des lettres de l'Acad. royale de Belgique*, 1902).

9. *Les Origines du christianisme d'après l'exégèse contemporaine*. Bruxelles, Moreau, 1904, in-8°, 46 p.

M. F. CUMONT¹ a fait paraître une deuxième édition des conclusions de ses études sur Mithra. M. Salomon Reinach estime que c'est « le plus beau travail sur un chapitre de mythologie antique qui ait jamais été écrit² ».

Nous devons rappeler aussi les nombreux mémoires relatifs à l'histoire de l'antiquité parus dans le *Musée belge*³.

MOTEN AGE. — M. L. LECLÈRE⁴ a résumé l'histoire du moyen âge en un bon livre d'enseignement; il y met spécialement en lumière le caractère essentiellement chrétien de la civilisation médiévale.

M. G. KURTH a fait paraître la cinquième édition de ses *Origines de la civilisation moderne*⁵.

M. V. CHAUVIN⁶ a imaginé une conjecture nouvelle et ingénieuse pour expliquer l'usage, très controversé, du jet des pierres au pèlerinage de la Mecque; ce serait un acte symbolique ayant pour but d'empêcher les habitants de confisquer les terrains vagues sis autour du temple.

ÉPOQUE MODERNE. — Un petit volume très concis de M. H. PERGAMENI⁷ expose avec beaucoup de clarté les idées qui dominèrent le

1. *Les Mystères de Mithra*. Paris, Fontemoing, 1902, in-8°, xvii-189 p. — Voy. *Rev. hist.*, t. LXVI, p. 143; t. LXXI, p. 221; t. LXXII, p. 382; t. LXXXI, p. 354. — A noter du même auteur trois intéressantes communications à la Classe des lettres de l'Académie royale de Belgique : *la Date où vivait l'astrologue Julien de Laodicée* (*Bulletin*, 1903, p. 554-574). — *Le Gouvernement de Cappadoce sous les Flaviens* (*Ibid.*, 1905, p. 197-227). — *La Destruction de Nicopolis en 499 ap. J.-C.* (*Ibid.*, 1905, p. 557-585).

2. *Revue critique d'hist. et de litt.* (1902), t. LIV, p. 264.

3. En voici les plus importants : J.-P. Waltzing, *les Inscriptions de la Belgique romaine* (t. VI et VII). — H. Francotte, *De la condition des étrangers dans les cités grecques. Proxènes, évergètes, métèques, isolètes et étrangers résidents* (t. VI et VII). — Id., *Loi et décret dans le droit public des Grecs* (t. VIII). — A. Bloch, *le « Praefectus fabrum »* (t. VII et IX). — P. Graindor, *Inscriptions de Ceos* (t. VI, VII et VIII). — Id., *les Mines anciennes en Grèce* (t. VII). — N. Hohlwein, *la Papyrologie grecque* (t. VI, VII, VIII et IX). — Id., *la Police des villages égyptiens à l'époque romaine* (t. IX). — A. Stappers, *les Milices locales de l'empire romain. Leur histoire et leur organisation d'Auguste à Dioclétien* (t. VII et IX). — S. Kayser, *l'Inscription du temple d'Asclepios à Épidaure* (t. VI, VII et VIII). — H. Demoulin, *Fouilles et inscriptions de Tenos* (t. VII et IX). — Id., *Inscriptions de Tenos* (*Revue de l'Instruction publique*, t. XLV).

4. *Histoire du moyen âge*. Bruxelles, Lebègue, 1903, in-18, viii-342 p.

5. Bruxelles, Schepens, 1903, 2 vol. in-8°, 326 et 353 p. — Voy. *Rev. hist.*, t. LXVI, p. 136.

6. *Le Jet des pierres au pèlerinage de La Mecque*. Anvers, de Backer, 1902, in-8°, 28 p. (tiré à part des *Annales de l'Acad. d'archéol. de Belgique*, t. LIII).

7. *Histoire moderne. Sommaire du cours d'histoire politique moderne donné à l'Université de Bruxelles*. Bruxelles, Lebègue, 1902, in-12, 300 p.

monde depuis la Renaissance jusqu'à la Révolution française, dans l'ordre politique, économique, religieux et artistique. Une bibliographie bien choisie complète cette œuvre méthodique, où l'on désirerait toutefois plus de sérénité.

M. A. CAUCHIE¹ a utilisé la correspondance de Bargellini, nonce en France de 1668 à 1674, pour retracer la lutte entre Gallicans et Romains, dont la Sorbonne fut le théâtre à cette époque; il établit que la querelle n'a pas été apaisée complètement de 1666 à 1675.

M. C. TERLINDEN² a trouvé dans les archives du Vatican, dans celles de la famille Rospigliosi et au dépôt du ministère des Affaires étrangères à Paris les éléments d'une importante contribution à l'histoire du XVII^e siècle. Une série considérable de documents, pour la plupart inédits, lui a permis de retracer consciencieusement les péripéties de la guerre faite à la République de Venise, durant un quart de siècle, par les Turcs, afin de lui enlever Candie, point stratégique nécessaire à la domination ottomane dans l'Archipel. L'Islam triompha, grâce à l'indifférence des princes catholiques.

PÉRIODE CONTEMPORAINE. — M. N. PIETKIN³ a décrit d'une manière très vivante la guerre à outrance faite à la langue française et au dialecte wallon par le gouvernement dans la région wallonne de la monarchie prussienne, qui confine à la Belgique, et qui compte près de 40,000 habitants.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE. — Le gouvernement belge fait faire par des spécialistes des enquêtes industrielles tant à l'étranger que dans notre pays. Le rapport de MM. E. DUBOIS et A. JULIN⁴ sur l'usage des moteurs électriques par les ouvriers travaillant à domicile contient beaucoup d'indications très utiles au point de vue de l'histoire économique.

M. C. VAN OVERBERGH⁵ s'est attaché à préciser la nature du maté-

1. *Le Gallicanisme en Sorbonne*. Louvain, Peeters, 1902-1903, in-8°, 50 p. (tiré à part de la *Revue d'hist. ecclés.*, t. III et IV). — Nous devons signaler aussi un article très intéressant du même historien sur un épisode de notre histoire diplomatique à l'époque de Joseph II : *L'Extension de la juridiction du nonce de Bruxelles aux duchés de Limbourg et de Luxembourg* (*Bull. de la Comm. royale d'hist.*, t. LXXII, p. 1-17).

2. *Le Pape Clément IX et la guerre de Candie, 1667-1669*. Louvain, Peeters, 1904, in-8°, 354 p.

3. *La Germanisation de la Wallonie prussienne*. Bruxelles, Schepens, 1904, in-8°, 120 p.

4. *Les Moteurs électriques dans les industries à domicile. L'industrie horlogère suisse. Le tissage de la soie à Lyon. L'industrie de la rubanerie à Saint-Étienne*. Bruxelles, Lebègue, 1904, in-8°, 292 p.

5. *Le Matérialisme historique de K. Marx*. Bruxelles, Schepens, 1903, in-8°.

rialisme historique de K. Marx; il a, dans ce but, soumis à un examen approfondi les ouvrages du fougueux socialiste allemand.

L'Académie royale de Belgique a couronné un travail considérable et très consciencieux de MM. C. et R. PETY DE THOZÉE¹. Il présente une notice succincte des systèmes de colonisation dans l'antiquité et au moyen âge, puis il entre dans l'examen détaillé de la politique coloniale pratiquée par les principaux pays de l'Europe durant l'époque moderne et contemporaine. Vient enfin une théorie de l'émigration, l'étude approfondie des causes qui la font naître, des avantages qu'elle présente et du rôle que doit assumer l'État en cette matière.

HISTOIRE LITTÉRAIRE. — Le volumineux traité de M. H. PERGAMENI² est un manuel très complet et très bien ordonné à l'usage des étudiants. Les parties les plus originales sont les chapitres consacrés à la Renaissance et au XVIII^e siècle. Une bibliographie développée est jointe à cet utile répertoire.

M. A. COUNSON a fait un travail étendu sur *Malherbe et ses sources*³.

M. J. GARSOU⁴, dans un livre bien documenté, a décrit les variations politiques de Victor Hugo.

Le centenaire de Sainte-Beuve a fait éclore plusieurs écrits de circonstance⁵.

M. E. GILBERT⁶ a réuni en volume des études de critique littéraire qui avaient été favorablement accueillies.

M. H. BISCHOFF⁷ a étudié l'activité littéraire, sacerdotale et politique du célèbre curé badois Hansjacob, le poète de la vie rustique, le nouvelliste de la Forêt-Noire. Il s'est occupé aussi d'un autre littérateur allemand, Richard Bredenbrücker⁸, le peintre des mœurs du Tyrol.

123 p. (tiré à part des *Annales de sociologie*, t. I). — Cf. un autre auteur belge : de Greef, *le Matérialisme historique*. Paris, Giard, 1902, in-8°, 42 p.

1. *Théories de la colonisation au XIX^e siècle et rôle de l'État dans le développement des colonies*. Bruxelles, Hayez, 1902, in-4°, 843 p. (*Mém. couronnés de l'Acad. royale de Belgique*, coll. in-4°, t. LX, 1902).

2. *Histoire générale de la littérature française*. Bruxelles, Lebègue, 1903, in-8°, xiv-748 p.

3. Liège, Vaillant, 1904, 239 p.

4. *L'Évolution démocratique de Victor Hugo, 1848-1851*. Bruxelles, Stevens, 1905, in-8°, 231 p.

5. Parmi les plus intéressantes, citons : M. Wilmotte, *la Dernière pensée de Sainte-Beuve* (*Revue de Belgique*, 2^e série, t. XLIII). — G. Lanson, *Sainte-Beuve* (*Ibid.*). — C. de Thier, *Sainte-Beuve à Liège* (*Ibid.*). — O. Grojean, *Sainte-Beuve à Liège*. Bruxelles, Misch et Thron, 1905, in-8°, 66 p.

6. *France et Belgique*. Paris, Plon, 1895, in-18, 405 p.

7. *Heinrich Hansjakob*. Cassel, Weiss, 1904, in-18, 139 p.

8. *Richard Bredenbrücker der sudtirolische Dorfdichter*. Stuttgart, Bonz, 1903, in-18, 88 p.

M. V. CHAUVIN a publié le résultat de ses recherches sur la *Légende égyptienne de Bonaparte*¹.

GÉOGRAPHIE. VOYAGES. — Dans ce domaine également, la production a été abondante. Nous mentionnerons le poignant journal de bord de M. DE GERLACHE² et les relations si attachantes de ses compagnons³, modestement héroïques comme leur chef.

M. Jules LECLERCQ⁴, l'infatigable voyageur, a donné de sa croisière au Spitzberg une narration colorée et savoureuse complétée par des notes sur l'histoire peu connue de cette région.

C'est aussi le journal, — écrit d'une plume alerte, — de ses voyages à Ceylan, à Java, au Siam, dans l'Indo-Chine, en Chine, au Japon, en Sibérie, etc., que M. J. HALKIN⁵ a livré à la publicité. On y trouvera beaucoup d'indications précises d'ordre ethnographique et économique. L'auteur annonce un livre prochain qui sera, dit-il, de caractère plus exclusivement scientifique⁶.

La correspondance du baron LAHURE⁷ contient beaucoup de détails peu ou mal connus sur les débuts de l'œuvre africaine du roi Léopold II.

BIBLIOGRAPHIE. — M. V. CHAUVIN⁸ a poursuivi régulièrement la publication de sa bibliographie arabe, deux fois couronnée par l'Institut de France.

VARIA⁹. — Le commandant E. MILLARD¹⁰ expose, dans un livre d'ailleurs intéressant et bien écrit, ce qu'il considère comme la loi essentielle de l'histoire. La vie des peuples se divise en cinq phases

1. Mons, Dequesne, 1903, in-8°, 85 p. (tiré à part des *Mém. de la Soc. des arts et des sciences du Hainaut*, 6^e sér., t. IV).

2. *Quinze mois dans l'Antarctique*. Bruxelles, Lebegue, 1902, in-8°, vi-292 p.

3. G. Lecointe, *Au pays des manchots. Récit de voyage de la Belgica*. Bruxelles, Schepens, 1904, in-8°, 368 p.

4. *Une croisière au Spitzberg sur un yacht polaire*. Paris, Plon, 1904, in-18, iv-290 p.

5. *En Extrême-Orient. Récits et notes de voyage, 1900-1901*. Bruxelles, Schepens, 1903, in-8°, 446 p.

6. M. Halkin a établi à l'Université de Liège un séminaire de géographie. Ses élèves ont publié plusieurs petites dissertations intéressantes.

7. *Sur la route du Congo. Lettres d'Afrique*. Bruxelles, Lamberty, 1904, in-8°, 136 p.

8. T. VI à IX. Liège, Vaillant, 1902-1905, in-8°, 204, 192, 217, 225 p. — *Voy. Rev. hist.*, t. LXVI, p. 144; t. LXXIII, p. 383.

9. Nous devons citer ici les articles extrêmement utiles de MM. A. de Ridder et H. Van Houtte, qui signalent régulièrement dans les *Archives belges* et la *Revue générale* les ouvrages, parus à l'étranger, qui présentent quelque intérêt pour l'histoire de Belgique.

10. *Une loi historique*. Bruxelles, Lamertin, 1903-1904, 2 vol. in-8°, 215 et 348 p.

successives : 1° une phase de formation où le progrès est continu, malgré des crises éventuelles; 2° une phase d'activité ou d'agrandissement, marquée par une plus grande vitalité plutôt physique que morale et aboutissant parfois à un premier moment d'éclat; 3° une phase de faiblesse, révélant les germes de la décadence future; 4° une phase de grand éclat, dont l'activité masque une décadence prochaine; 5° une phase de dissolution.

Enthousiaste de la loi de Brück¹, qui signale la coïncidence entre le déplacement d'une région de plus grande activité magnétique et la marche de la civilisation à travers la Perse, l'Arabie, la Palestine, la Grèce, l'Italie et la France, le commandant Millard croit pouvoir déterminer mathématiquement la durée de ces phases, et les estime à une moyenne de 250 ans. Ce système rigide est peu conforme à la réalité des choses : nous sommes documentés d'une manière très insuffisante sur certaines périodes, et d'ailleurs l'application des méthodes mathématiques à l'histoire nous laisse sceptique, l'histoire ayant ses méthodes propres. Suivant son idée jusqu'au bout, l'auteur en arrive à prophétiser : il déclare l'entrée en scène d'hommes extraordinaires comme un Napoléon impossible en France avant l'aurore du XIX^e siècle. Ici nous tombons dans le domaine de la fantaisie pure.

Eugène HUBERT.

1. Major du génie belge († 1870), auteur de *l'Humanité, son développement et sa durée*. Bruxelles, 1866, 2 vol. in-8°, ci-1246 p.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Dr Heinrich BREWER. *Die Unterscheidung der Klagen nach attischem Recht und die Echtheit der Gesetze in §§ 47 und 113 der Demosthenischen Midiane*. Vienne, Carl Gerold's Sohn, 1901. In-8°, 444 pages. (Extrait des *Wiener Studien*, t. XXII, p. 250-306 ; t. XXIII, p. 26-86.)

Dans son excellent travail sur les textes de lois et documents insérés dans les plaidoyers des orateurs attiques, Drerup avait reconnu l'authenticité des textes de lois insérés dans la Midienne de Démosthène aux §§ 8, 10, 94, mais il avait rejeté, selon l'opinion courante, les textes de lois des §§ 47 et 113, sur l'injure (Hybris) et la corruption. M. Brewer s'est proposé de prouver l'authenticité de ces deux derniers textes et il y a parfaitement réussi, à notre avis, en écrivant une des meilleures dissertations qui aient paru depuis longtemps sur le droit pénal et la procédure attiques.

D'après la théorie universellement admise jusqu'ici, le droit attique ne connaît que des actions publiques (*graphai*) ou privées (*dikaí*), selon qu'il y a eu violation d'un intérêt public ou d'un intérêt privé ; par conséquent, il ne peut être question de *graphai* privées (*graphai idíai*), et la loi sur l'injure du § 47 qui renferme cette expression est apocryphe. M. Brewer démontre d'abord que cette théorie est fautive ; dans le droit attique comme dans le droit moderne, il faut tenir compte aussi de la qualité de l'accusateur, qui peut être un simple particulier ou un représentant de l'autorité publique ; la *dikè* est le procès civil par excellence ; la *graphè* est le procès criminel, mais elle peut être privée (*idia*) quand elle est intentée par un particulier, ou publique (*demosia*) quand elle est soutenue au nom de l'État. M. Brewer étudie particulièrement les deux formes les plus connues et les plus importantes de la *graphè demosia*, à savoir : l'*eisaggèlie* et la *probolè*. Le chapitre sur l'*eisaggèlie* aboutit à des conclusions très neuves et très justes : le mot *eisaggèlie* désigne d'abord la dénonciation officielle à l'autorité administrative compétente pour qu'elle engage une procédure pénale contre un délinquant, puis par extension cette procédure pénale elle-même ; l'action est soutenue par l'autorité publique ; l'auteur de la dénonciation n'a aucune responsabilité, aucun des devoirs qui incombent à l'auteur d'une simple *graphè*. M. Brewer améliore également la théorie classique de la *probolè* : elle exige une lésion de l'intérêt public, elle autorise l'accusateur à intenter une plainte au nom et sur le mandat exprès du peuple ; c'est en cela qu'elle diffère des autres *graphai*.

M. Brewer démontre ensuite l'authenticité de la loi du § 113 sur la

corruption. On la considérait jusqu'ici comme apocryphe parce que, comportant comme peines l'atimie et la confiscation des biens, elle paraissait en contradiction avec la loi citée par Andocide (*De Myste*, 73-74) qui excluait la confiscation. M. Brewer montre parfaitement que le texte d'Andocide ne s'applique qu'aux délinquants frappés de l'atimie en fait, sans avoir encore subi de condamnation judiciaire. Le texte de Lysias, qui donne aussi comme peines pour la corruption l'atimie et la confiscation, confirme le texte de Démosthène. Les formules archaïques que renferme ce dernier, la brièveté et la généralité de sa rédaction sont de nouvelles preuves de son ancienneté et de son authenticité. C'était probablement un morceau du code de Dracon. Il ne faut pas s'étonner, avec Drerup, qu'il ait frappé aussi de l'atimie la corruption exercée au détriment d'un particulier, puisque Dracon ne distinguait pas entre le vol de bien privé et le vol de bien public et que dans le droit attique il y a toujours eu un lien étroit entre le vol et la corruption. M. Brewer est moins affirmatif sur l'autre texte de la loi, sur la corruption qu'il y a dans un discours attribué à Démosthène; il incline cependant, avec raison, à le considérer comme authentique et à y voir une seconde loi sur la corruption, établie probablement vers 330 av. J.-C., moins dure que l'autre, avec la procédure ordinaire de la simple *graphè*.

Ch. LÉCRIVAIN.

Fritz VIGENER. *Bezeichnungen zum Volk und Land der Deutschen vom 10 bis zum 13 Jahrhundert*. Heidelberg, C. Winter, 1904. In-8°, VIII-272 pages.

M. F. Vigner a tenté de déterminer quelles avaient été les expressions employées en Occident du x^e au xiii^e siècle pour désigner les « Allemands » et leur pays. Son travail représente le dépouillement des grandes collections de textes et spécialement des *Monumenta Germaniae*. C'est dire qu'il paraît être à peu près complet en ce qui concerne les textes narratifs. Pour les textes diplomatiques, beaucoup plus dispersés, le dépouillement eût été bien plus compliqué et bien moins productif, le formulaire des chartes, comme on le sait, ne comportant que rarement des indications ethniques. En revanche, il me semble que M. Vigner eût peut-être trouvé à prendre quelque chose dans les textes littéraires. L'auteur examine successivement les termes employés pour désigner le peuple allemand, le pays allemand, l'empire allemand. Les résultats de ses relevés, qui paraissent faits avec beaucoup de soin, sont méthodiquement groupés, les diverses formes successivement passées en revue selon les temps et les lieux où elles ont été en usage, soit

1. J'emploie ce terme comme équivalent de « Deutsch », c'est-à-dire avec l'acception qu'il a aujourd'hui en français.

dans les pays germaniques, soit chez les nations étrangères. Cette énumération un peu aride conduit cependant à des conclusions d'un caractère assez général. Le vocable *Teutonici* se rencontre pour la première fois en Italie, mais *Teutonicus* = *Theodiscus* est également usité dans le royaume de Germanie, et M. Vigener s'élève contre l'opinion de Schulteiss, qui considère ce terme comme une importation italienne. *Teutonici* est employé de même en France, où *Alemanni* le remplace au ^{xiii} siècle. A la même époque, ce dernier terme pénètre en Italie, mais ne parvint jamais à y faire oublier celui de *Teutonici*. Au contraire, pour désigner le pays, le nom *Teutonia*, *teutonica terra*, en usage au ^{xi} siècle, subsiste lorsqu'il s'agit de l'Empire, du *regnum Teutonicum*, mais cède au ^{xiii} siècle, en France et en Italie, la première place à *Alemannia*¹.

René POUPARDIN.

Abbé A. PÉTEL. *La Commanderie de Payns et ses dépendances à Savières, à Saint-Mesmin, à Messon et au Pavillon*. Paris, H. Champion, 1905.

L'étude de M. l'abbé Pétel n'est qu'une contribution à l'histoire de la commanderie de Payns. Seules, les archives du département de l'Aube ont été consultées. L'auteur connaissait cependant, par l'ouvrage de M. Mannier sur les commanderies du grand prieuré de France, l'existence, aux Archives nationales, de documents concernant son sujet. Mais il n'a pas songé à tirer parti des ressources que la Bibliothèque nationale pouvait lui offrir. Le manuscrit 469 de la Collection Clairambault, en particulier, lui aurait fourni des données nombreuses sur l'état de la commanderie de 1307 à 1309, et sur la façon dont les Templiers entendaient l'exploitation rurale au début du ^{xiv} siècle.

De là, des affirmations erronées. Ainsi, M. l'abbé Pétel prétend (p. 1) que nous ne savons rien sur les commanderies de l'ordre du Temple de 1118 à 1143; or, dès 1132, d'après M. Mannier, nous rencontrons des Templiers à Ypres; il y en a aussi au Mont-de-Soissons en 1133, à Puisieux-sous-Laon et à Arras en 1140. De même, l'auteur (p. 27) rattache à la maison de Payns les possessions des Templiers à Errey-Messon; il ne nous semble pas que cette attribution soit juste: en effet, les comptes contenus dans le manuscrit de Clairambault, qui nous renseignent très exactement sur les possessions et les revenus de la commanderie, ne mentionnent point, parmi les annexes de Payns, la maison d'Errey, qui devait être plutôt une dépendance de la commanderie de Troyes. Par contre, ces comptes permettent d'affirmer que, déjà en 1307, les Templiers étaient propriétaires de la Borde de Payns, percevaient des cens à Payns et des dimes au Pavillon, alors que, suivant

1. Ajoutons que M. Vigener a terminé son travail par une liste alphabétique des termes étudiés et par un utile index des auteurs cités.

M. l'abbé Pétel (p. 52), ce sont là des possessions et des revenus acquis seulement au temps des Hospitaliers.

Il règne, dans cet ouvrage, un ton de polémique; exemple, entre autres (p. 54) : « Cette page d'histoire locale... leur [aux habitants de Payns et de Savières] montrera combien la terre était déjà morcelée (au milieu du xvi^e siècle); ils reconnaîtront de véritables propriétaires dans ceux qu'on leur représente comme des serfs attachés à la glèbe et ils prêteront une oreille moins complaisante aux déclamations mensongères des politiciens, qui vont sans cesse répétant que c'est la Révolution qui a donné la terre aux paysans. »

R. COUQUEBERG.

G. SALVEMINI. *Studi storici*. Florence, Bernardo Seeber, 1901. In-8°, 468 pages.

Sous ce titre, M. Salvemini a réuni quatre études différentes.

La première, qui est peut-être la plus nouvelle, est la monographie « d'une commune rurale au xiv^e siècle ». Soumis vers l'an 1000 à l'abbaye de Saint-Sauveur du Mont-Amiata et dans la seconde moitié du xiii^e siècle à la famille féodale des Tignosi, le village de Tintinnano fut acheté à ses seigneurs, en 1250, par la république de Sienne, qui la céda à son tour, en 1274, à la riche famille des Salimbeni; finalement, il revint en 1419, et pour toujours, sous la domination de Sienne. Il obtint sa première charte communale des Tignosi en 1207 et, en étudiant ce document, M. Salvemini a pu nous donner une idée de la condition juridique et sociale des habitants de Tintinnano au commencement du xiii^e siècle. Après avoir cherché les raisons qui l'avaient fait accorder, il l'analyse et le commente. « Cette charte, dit-il, nous présente le cas d'une commune rurale jouissant d'une demi-liberté, administrée concurremment par ses seigneurs féodaux et ses habitants avec une notable prédominance des premiers. » Si cette transformation politique eut d'heureux résultats pour la population de Tintinnano, il n'en fut pas de même pour les seigneurs; elle les conduisit si rapidement à la ruine qu'un siècle plus tard ils durent accepter l'aumône des bourgeois de Sienne et finir par leur vendre leurs droits sur cette commune. Les paysans perdirent au change; le joug des citadins pesa sur eux beaucoup plus lourdement que la domination féodale. En étudiant des cas analogues, M. Salvemini est arrivé à se convaincre que ce ne fut pas un malheur particulier aux gens de Tintinnano, mais qu'il en fut à peu près de même dans toutes les campagnes de l'Italie. Le statut siennois de 1262 plaça les habitants de Tintinnano dans une situation beaucoup moins avantageuse que la charte de liberté de 1207. Enfin, dans la revision qu'ils firent subir aux statuts, au commencement du xiv^e siècle, les Salimbeni enlevèrent aux habitants de cette commune rurale les

derniers restes de cette demi-liberté que les Tignosi lui avaient accordée un siècle auparavant.

Dans son second article, M. Salvemini étudie les luttes qui mirent aux prises l'Église et l'État dans un certain nombre de communes italiennes au *xiii^e* siècle. Quoique profondément catholiques, les citoyens de ces républiques municipales travaillèrent avec constance, souvent même avec une violence qui nous étonne, à soustraire leur gouvernement aux influences cléricales. Non contents d'avoir forcé leurs évêques à renoncer à leur puissance temporelle dans la cité, ils empiétèrent de plus en plus sur la juridiction ecclésiastique, limitant les cas où elle devait s'exercer et les personnes qui pouvaient la réclamer. Ils portèrent de graves atteintes à l'immunité fiscale des clercs, les obligeant peu à peu à contribuer aux charges de la cité. Parfois même ils usurpèrent sur le domaine spirituel, lorsque par exemple ils déclarèrent nulles les sentences d'excommunication et d'interdit et forcèrent des prêtres à administrer les sacrements malgré les défenses des évêques. M. Salvemini étudie les péripéties de ces luttes violentes à Fano, Acqui, Plaisance, Modène, Parme et Florence. Il conclut en montrant l'intérêt d'une étude sur les rapports de l'Église et de l'État dans les communes du *xiii^e* siècle.

Le troisième de ces articles est consacré au problème si souvent posé et jamais résolu d'une manière satisfaisante de la suppression de l'ordre des Templiers. Cet ordre militaire était-il vraiment tombé dans les hérésies, les abus et l'immoralité qui lui furent reprochés par Clément V au concile de Vienne et par Philippe le Bel dans ses procédures; ou bien fut-il victime d'atroces calomnies inventées par l'avidité sans scrupules du roi de France et acceptées par la lâcheté du pape? Avant de répondre à ces questions, M. Salvemini fait la critique des principaux ouvrages qui ont été déjà publiés sur ce sujet, ceux de Loiseleur et de Prutz sur la culpabilité de l'ordre, de Lea et de Gmelin sur son innocence. Lui-même se décide pour cette dernière opinion, s'appuyant sur la similitude démontrée par M. Langlois entre les procédés qui furent employés contre les Templiers et ceux dont usa Philippe le Bel contre ses ennemis politiques, Guichard, évêque de Troyes, et Boniface VIII. Cet argument extérieur à la question ne nous semble guère concluant et il ne donne pas beaucoup d'originalité à l'étude un peu banale de M. Salvemini.

Enfin, le quatrième article expose et examine les théories politiques de Bartolo de Sassoferrato.

Jean GUIRAUD.

Emilio MARENGO. **Genova e Tunisi, 1388-1515.** Gênes, 1904. In-8°, 342 pages. (Atti della Società ligure di Storia patria, vol. XXXII.)

Francesco PODESTÀ. **Il colle di S. Andrea in Genova e le regioni circostanti.** Gênes, 1904. In-8°, 283 pages. (Atti della Società ligure di Storia patria, vol. XXXIII.)

Ces deux volumes se présentent avec des qualités à peu près semblables : consciencieusement, leurs auteurs ont mis en œuvre les documents qu'ils avaient sous la main, faisant un répertoire beaucoup plus qu'une œuvre d'histoire ou d'archéologie.

Pour raconter les relations politiques et économiques que, de 1388 à 1515, Gênes entretint avec le puissant royaume de Tunis, M. Marengo a dépouillé la série des documents conservés sur ce sujet aux archives de Gênes et, après nous en avoir donné le résumé dans son travail, il les a publiés en appendice. Ils sont intéressants, car ils nous montrent le prix que la république ligure attachait à ses relations avec les pays barbaresques, surtout lorsque la prise de Constantinople, en 1453, lui eut fermé la plupart de ses marchés d'Orient et que les progrès des Espagnols en Maroc eurent limité son expansion commerciale dans le bassin occidental de la Méditerranée. Ces documents mettent aussi en lumière la figure originale et intelligente du roi de Tunis Othman, qui, au cours du xv^e siècle, essaya d'arrêter, par le contact avec les peuples chrétiens, la décadence irrémédiable de son empire. Enfin, le travail de M. Marengo nous apporte de nouveaux renseignements sur les exportations de blé de Tunisie et sur la pêche du corail que les Génois inau gurèrent sur le littoral de La Calle.

M. Podestà a pris prétexte des travaux d'édilité qui ont été faits, ces dernières années, à Gênes pour étudier au point de vue archéologique un des quartiers de cette ville, la colline de Saint-André. Pour comprendre l'importance historique de ce quartier, il suffira de se rappeler que ce fut là que se réfugièrent les archevêques de Milan, lorsque la domination lombarde les força à transporter à Gênes leur résidence. Par un minutieux dépouillement des chroniques et des documents d'archives, M. Podestà est arrivé à faire une étude topographique précise, recherchant à travers les siècles, parfois sous des noms différents, les rues, les palais, les églises, les tours, les places et même les maisons de ce quartier. On pourrait même reprocher à ce travail de trop rester dans les minuties, au milieu desquelles le lecteur se perd un peu avec l'auteur. Un détail nous inclinerait à croire, — peut-être à tort, — que M. Podestà est moins au courant de l'histoire générale que de l'histoire locale; pourquoi, après les travaux de MM. Mommsen et Duchesne, continue-t-il à désigner sous le nom d'Anastase le Bibliothécaire le *Liber pontificalis*?

Jean GUIRAUD.

Alfred DOREN. *Studien aus der Florentiner Wirtschaftsgeschichte*. Bd I : *Die Florentiner Wollentuchindustrie vom XIV. bis zum XVI. Jahrhundert*. Stuttgart, Cotta, 1904. In-8°, xxii-583 pages.

— *Deutsche Handwerker und Handwerkerbruderschaften im mittelalterlichen Italien*. Berlin, Prager, 1903. In-8°, iv-160 pages.

Je ne me souviens pas d'avoir lu un livre qui mérite plus pleinement que le volume consacré par M. Doren à l'*Arte della lana* à Florence¹ le nom d'histoire sociale. Écrit par un véritable amoureux de la cité de l'Arno, appuyé sur d'abondantes recherches dans l'*Archivio di stato*, il passe en revue toutes les parties de ce riche sujet. Rue par rue, maison par maison, il recherche les origines de la draperie florentine. Il expose les procédés techniques², car la technique commande la division du travail, et la division du travail, à son tour, commande les habitudes économiques et la hiérarchie sociale. Il étudie la matière première, le commerce de cette matière et du produit, l'organisation intérieure de l'industrie et les conditions du travail, le rôle de l'*Arte* en tant que communauté industrielle; un dernier chapitre résume l'évolution économique et sociale de la draperie, les luttes entre les classes, les périodes de prospérité, les symptômes de décadence.

Pour que son travail fût vraiment complet, il eût fallu, peut-être, que son étude de la technique florentine fût poussée encore plus à fond et avec plus de précision; on lui a reproché³, avec raison, d'avoir attaché plus d'importance à la condition sociale de chaque catégorie d'ouvriers qu'à son rôle dans la production. Il aurait été également désirable, pour mesurer la place occupée par la draperie florentine dans le monde médiéval, de faire des recherches dans les divers pays avec lesquels l'*Arte della lana* s'est trouvée en rapport. Mais une pareille entreprise dépasserait les forces humaines.

S'il manque peu de chose à la monographie de M. D., on y relève, en revanche, d'assez nombreuses inutilités. La suppression de quelques dissertations d'une philosophie un peu abstraite et d'une langue trop dense allègerait déjà ce gros volume. D'autre part, entraîné par son sujet, M. D. se laisse aller à traiter à fond, — et comme s'il les étudiait pour elles-mêmes, — des questions qui ne sont ici qu'accessoiries, par

1. Voy. la copieuse et précise analyse donnée par M. G. Espinas dans le *Moyen Age*, 1902, p. 333-458.

2. La technologie tient trop souvent une place insuffisante dans les études d'histoire sociale. C'est, par exemple, le principal défaut du travail, si considérable à d'autres égards, de M. Levasseur.

3. M. Espinas, *art. cit.*, p. 454. C'est surtout en ce qui concerne la teinture que ce reproche nous paraît mérité.

exemple le déplacement des courants commerciaux à la fin du ^{xv}^e siècle et la grandeur naissante de l'Angleterre. Pour intéressants que soient ces hors-d'œuvre, ce sont des hors-d'œuvre.

M. D. s'est donné, dit-il, pour tâche de rechercher les origines du capitalisme moderne ouest-européen dans son premier stade de développement. Il ne pouvait, géographiquement, choisir un meilleur champ d'observation que Florence. De même qu'elle a été, avec une avance notable sur le reste de l'Europe, l'initiatrice de la renaissance artistique, de même elle a trouvé la première les formes de production de l'avenir. Les portes de Ghirlandajo et la prospérité de l'*Arte della lana* sont des phénomènes connexes.

Dans Florence, le choix de la draperie s'imposait. C'est, pour Florence, l'industrie capitale; c'est sur la laine et le drap qu'est bâtie la grandeur de la cité : l'agneau est, presque au même titre que le lys rouge, le symbole de la République. D'autre part, en tous pays, la draperie est, de toutes les industries médiévales, la première en date qui ait créé des formes de production plus compliquées et substitué à l'ouvrier de l'artisan l'atelier, la manufacture. Elle exige, sous forme de métiers, de provision de matière, de stock de produits, etc., un capital industriel; elle nécessite, par la multiplicité de ses opérations successives, une savante division du travail; elle a besoin que gravite autour d'elle toute une série d'industries annexes, filature, apprêt, teinture, foulonnage, etc. Elle inaugure des pratiques commerciales toutes nouvelles, en désaccord absolu avec les règles canoniques sur le *justum pretium*¹; elle modifie gravement le caractère des relations entre le capital et le travail. Elle est donc, dans le monde du moyen âge, l'industrie révolutionnaire par excellence.

L'*Arte della lana* n'apparaît pas avant le ^{xiv}^e siècle. La rudesse des laines indigènes ne permettait pas la création d'une industrie drapière en Toscane. La célèbre *Arte di Calimala* se contentait de combiner avec le commerce des draps aux foires de Champagne certaines opérations industrielles secondaires, telles que l'apprêt et la teinture, soit des draps bruts étrangers, soit des produits bruts du tissage domestique. M. D. estime qu'on a fortement exagéré le rôle des *Humiliati* comme introducteurs à Florence du tissage industriel. Ce rôle revient surtout au commerce, qui mit à la disposition des entrepreneurs des matières de choix, les laines anglaises et françaises, les laines de *garbo* (Maroc ou Algarve?). Ainsi naît une communauté rivale de *Calimala*.

Une fois constituée, cette industrie est caractérisée par une hiérarchie sociale extrêmement compliquée : ouvriers d'ateliers, ouvriers à domicile (ville et campagne), ouvriers spéciaux dans des ateliers ou boutiques (teinturiers, apprêteurs). Au sommet l'entrepreneur, déjà complètement dégagé du travail manuel, et le plus souvent représenté

1. Voy. à l'appendice le *Trattato dei Baratti*. Les ventes à terme (p. 174-177) apparaissent comme la forme primitive du crédit.

non par un individu, mais par une société; au bas de l'échelle de simples manœuvres, échardeurs et peigneurs. Mais que de degrés intermédiaires!

Voici le petit teinturier capitaliste, qui est dans la dépendance du drapier, mais dont la situation est celle d'un petit bourgeois (p. 453): « Il ne se tient plus lui-même à la cuve, il fait travailler pour lui une troupe de dix compagnons ou davantage, il fait fructifier ses capitaux dans une ou plusieurs entreprises, il importe lui-même ses matières tinctoriales ou il s'associe dans ce but avec des marchands et des industriels; enfin, il fait des économies, il les place en papiers d'État, il acquiert des immeubles en ville ou aux champs, et l'été, loin du bruit et des chaleurs de la capitale, il va vivre comme un *signore* sur son petit bien. »

Plus bas, le tisserand et la tisserande (car ce travail exige la collaboration familiale) urbains réalisent le type du travailleur prolétaire à domicile (p. 260). La matière première et le plus souvent l'instrument de travail leur sont fournis par le capitaliste: « Le travailleur ne vend plus son produit, mais, en fait, seulement sa force de travail. » Il en est de même des femmes employées à la filature rurale, par où se maintient la domination de la ville sur la campagne.

Ces travailleurs (et à plus forte raison ceux des cadres inférieurs) forment (p. 397) un « prolétariat industriel ». La réglementation du travail est remise complètement à l'arbitraire unique des maîtres. La législation civile interdit aux ouvriers la coalition. Une « conception matérielle utilitaire de la religion » assimile au péché (p. 252) tout effort vers un salaire rémunérateur. L'existence d'une « armée de réserve industrielle¹, grossie de bonne heure par l'afflux des travailleurs étrangers (Flamands, Hollandais, Italiens du nord), maintient les salaires à des taux de famine. C'est en partie sur ces bas salaires qu'est fondée l'extraordinaire prospérité de l'Arte. Les souffrances des humbles sont la rançon des progrès de la technique et du développement du commerce florentin.

En dehors du rôle des maîtres, il est intéressant d'étudier le rôle de la communauté en tant que telle. M. D. donne en appendice un très abondant « regeste » des actes de la communauté². Nous y relevons les traces d'une activité collective multiple et variée. La communauté agit comme entrepreneur d'industrie, elle fait exploiter à son compte des laveries, des moulins à foulon, des teintureries; elle agit comme société de capitalistes, commandite des artisans; elle fait des opérations commerciales, achète du pastel, de l'alun, négocie avec des sociétés d'importateurs pour se procurer les produits dont ses membres ont besoin; elle construit des ateliers sur des terrains qu'elle possède; elle fait venir et elle établit à ses frais des ouvriers étrangers, afin d'introduire à

1. P. 278, 360.

2. N° VIIb. Regesten zum Kapitel: *Wirtschaftliche Unternehmungen der Zunft* (p. 528-574). Ce précieux catalogue analyse 203 pièces, de 1317 à 1528.

Florence de nouveaux procédés de fabrication, par exemple les *panni perpignani*. Pour qui parcourt ce regeste, il est évident que l'Arte a réalisé des formes de production et d'organisation industrielle très en avance sur les conceptions économiques du moyen âge, en avance peut-être sur celles qui triompheront après le xvi^e siècle¹. Il est donc exact de dire que la fin du xv^e et le début du xvi^e siècle ont, au point de vue économique, une importance égale à celle qu'ils présentent à tous les autres égards (p. 482). Sur ce terrain comme sur les autres, l'évolution de l'humanité civilisée est préfigurée à Florence.

La décadence de cette puissante industrie s'explique par bien des causes. Tout d'abord par l'existence même d'un prolétariat industriel qui, privé de tout moyen légal d'améliorer sa situation, n'a d'autre ressource que l'agitation révolutionnaire. Bien des historiens ont étudié ces mouvements, surtout celui des *ciompi*. Mais ils en ont trop vu le décor pittoresque; ils les ont trop considérés comme des faits isolés, au lieu de les rattacher aux conditions économiques et sociales qui les rendent intelligibles. M. D., on le voit, appartient à cette école d'historiens qui estime que les événements, les « phénomènes » s'expliquent par des « états » durables de civilisation, l'anormal par le normal, l'accidentel par le permanent².

En dehors de ces crises intérieures, l'Arte est menacée par la croissance des industries étrangères, et surtout par le déplacement des courants commerciaux qui fait de la Méditerranée, ancienne route des peuples, une petite mer intérieure. En présence de cette décadence, les conceptions des drapiers florentins se rétrécissent. Ils inventent le mercantilisme (p. 413) et certaines de leurs décisions appellent irrésistiblement le nom de Colbert³ (p. 425).

L'excellent travail de M. D. est le premier volume d'une série d'« études sur l'histoire économique de Florence ». Il contribuera à propager cette idée, formulée par Karl Marx et très répandue en Allemagne, mais encore relativement neuve en France, « qu'une histoire du capitalisme moderne comme époque économique fermée... doit pénétrer bien plus avant dans le moyen âge qu'on ne l'a cru généralement jusqu'à ce jour » (p. 479). Il place (p. 399) « le premier stade du développement du capitalisme... vers la fin du xiii^e siècle », du moins

1. En ce sens, M. D. dit que les mouvements de résistance des ouvriers étaient des mouvements « réactionnaires »; en cherchant à rétablir un certain équilibre entre le capital et le travail, ils retardaient la concentration industrielle, d'où le progrès ultérieur devait sortir. N'y a-t-il pas dans cette vue un excès de fatalisme historique?

2. En recherchant les origines de cette conception, que Lamprecht a mise à la mode, M. D. dit qu'elle a été exposée « zum erstenmal » par Taine. C'est oublier Michelet.

3. A ces causes de décadence s'ajoute la Renaissance elle-même : M. D. insiste sur ce fait que la Renaissance est en grande partie une apothéose du « loisir ».

en ce qui concerne le drap; car, pour la soie, cette situation n'apparaîtra qu'aux XIV^e-XV^e siècles¹.

Ce livre contribuera également à dissiper l'illusion de ce que j'ai appelé ailleurs « l'idylle » corporative. M. D. (p. 42) montre que « l'abîme presque infranchissable entre le capital et le travail » s'ouvrirait peut-être plus largement au XIV^e siècle que de nos jours. Il insiste (p. 483) sur « le caractère de brutale domination des vaincus par les vainqueurs, qui signalait la grande industrie médiévale à son apogée ». Dans des pages singulièrement hardies (p. 474 et suiv.), où il oppose l'Athènes de Périclès et la Florence du XIV^e siècle, il montre que le christianisme, aux discussions abstraites, trop souvent impuissantes, de l'antiquité sur le droit humain n'a en somme substitué qu'un droit, le droit à l'aumône. Il a prêché non le droit, mais la charité. Il a, pour reprendre les expressions célèbres de Michelet, établi le règne de la grâce, non celui de la justice².

Un des faits mis en lumière par M. D. dans son livre sur *L'Arte della lana*, c'est le rôle joué dans l'industrie florentine, dès le début du XIV^e siècle, par les ouvriers allemands et flamands. Ce sont ces immigrants qui expulsent peu à peu les femmes toscanes du métier à tisser. M. D. est parti de là pour étudier, dans son ensemble, l'immigration des ouvriers allemands en Italie au moyen âge. Aux recherches d'archives qu'il a personnellement faites à Florence, il ajoute un dépouillement méthodique des travaux parus sur Rome, Gènes, Milan, Venise, Trévise, Lucques, Pise, Sienne (il ne dit pas si cette immigration a sérieusement pénétré au sud de Rome). Il étudie ce phénomène social à la fois ville par ville et profession par profession. Le rôle des Allemands a été considérable dans l'Italie médiévale. Ils semblent avoir numériquement balancé les autres éléments étrangers réunis. Expéditions militaires, voyages aux universités (surtout Bologne), pèlerinages et jubilé, voyages commerciaux, voyages d'art (du Maître de la mort de Marie à Dürer, en passant par Roger van der Weyden) expliquent, dans ce moyen âge qu'on se représente à tort comme immobile, ce perpétuel déplacement d'hommes. Les Allemands introduisent en Italie le style architectural qu'ils ont reçu des Français, l'art de l'imprimerie, certaines espèces de drap. Grâce à leur esprit d'association, ils forment, dans toutes les villes où ils sont en nombre, de puissantes confréries, plus ou moins professionnelles. — De riches appendices confirment, en ce qui concerne Florence, les vues de M. D.

Henri HAUSER.

1. La soie fournira vraisemblablement la matière d'un second volume, dont nous souhaitons la prochaine apparition (le présent compte-rendu a été écrit en 1902).

2. Les appendices contiennent un *Trattato della lana*, des extraits du *Trattato dei Baratti*, les tarifs douaniers, les tarifs de la teinturerie, l'inventaire d'une boutique de teinturier, des statuts de confréries. Enfin un glossaire des termes techniques.

Eug. AUGEARD, docteur en droit. *Étude sur la traite des noirs avant 1790 au point de vue du commerce nantais*, d'après des documents inédits de la Chambre de commerce de Nantes. Nantes, Dugas, impr.-édit., 1904. In-8°, 199 pages¹.

Travail évidemment « bâclé » en quelques mois, comme presque toutes les autres thèses de doctorat en droit. Et pourtant sujet un peu plus étroit encore que le sous-titre ne le fait prévoir². Nulle compréhension des exigences de l'érudition contemporaine. Toute une série d'erreurs, dont plusieurs très grosses.

Néanmoins, vu le haut intérêt de la question dont il est un paragraphe, j'insiste un peu sur le livre de M. Augéard.

I. *Sujet*. — La traite et l'esclavage des nègres, pour et dans les colonies européennes du xv^e au xix^e siècle, c'est là un des chapitres les plus importants de l'histoire économique, morale et sociale de l'humanité, bien que nos programmes et livres scolaires aient complètement (ou de si peu s'en faut!) négligé ce chapitre.

Pour donner une idée de la traite noire, première partie du susdit chapitre, il suffirait, à la rigueur, de s'en tenir exclusivement à la traite par les Nantais au xviii^e siècle; Nantes était alors chez nous la première ville négrière, le Liverpool français.

Mais, après avoir donné un médiocre aperçu de la traite elle-même, M. Augéard a restreint encore le sujet. Il étudie seulement les faits économiques³ relatifs à la traite nantaise au xviii^e siècle, au point de vue du commerce nantais, en insistant sur le côté législatif. Bien que la partie économique de l'histoire de la traite me paraisse d'un intérêt bien moindre que la partie morale et sociale⁴, je reconnais la légitimité des limites adoptées par M. Augéard. Mais voyons comment dans ces limites il a su accomplir sa tâche.

II. *Bibliographie et archivographie*. — Enchevêtrées l'une dans l'autre. L'auteur n'a utilisé que dix-sept ouvrages⁵, dont plusieurs sont des

1. Dont 9 pour les feuillets de titre, d'errata, de bibliographie et de table. Thèse soutenue à Rennes, janvier 1901.

2. Chronologiquement, en effet, elle ne concerne que le xviii^e siècle. Et voir ma note suivante.

3. Encore au point de vue économique manque-t-il un tableau des salaires des équipages négriers. Il est vrai que la recherche des éléments de ce tableau est bien longue, — je le sais par expérience, — mais le tableau est nécessaire.

4. Il y a quelques lignes çà et là, sur cette partie morale et sociale, mais la question est à peine effleurée. Voici les divisions principales du livre : I. *Achat et vente de nègres*. II. *Les Trafiquants : compagnies privilégiées et armateurs*. III. *De la grande part que prit le commerce nantais dans la traite des noirs*. IV. *Régime douanier et fiscal auquel était soumis le commerce des nègres*. V. *Concurrence étrangère*.

5. Y compris les cinq que l'auteur a omis de reporter dans sa liste bibliographique.

œuvres de vulgarisation ou vraiment médiocres¹. Il invoque même M. Tourmagne²! Pourquoi pas Jacolliot ou M. Octave Noël? Par contre, il ignore des mines de renseignements tels que le recueil « Code noir » et celui de Moreau de Saint-Méry, — les ouvrages de Chambon, Des-salles, Frossard et Grégoire, — les relations pleines de faits précis, comme celle de Des Marchais et tant d'autres. Il n'indique jamais le lieu d'édition, le format, et, le cas échéant, le nombre de volumes et l'édition préférable³. Pas une seule note critique.

Quant aux sources manuscrites, M. Augeard a fait un large usage des archives de la Chambre de commerce de Nantes, mais n'a utilisé que très peu certains autres dépôts d'archives et de manuscrits de cette ville, pas du tout tels d'entre eux, pas du tout ceux de Paris.

L'auteur cite très peu et souvent très mal ses références. Ses 190 pages de texte ne contiennent que soixante-trois renvois, dont trente imprécis, et ceux qui se trouvent çà et là dans le texte manquent souvent aussi de précision.

III. *Les idées.* — Avec une telle méthode de travail, il n'est pas surprenant que M. Augeard ait commis bien des erreurs. Je signalerai seulement les trois plus grosses :

Il croit (p. 189, note) que la situation des nègres esclaves aux Antilles n'était pas plus pénible que celle des nègres libres en Afrique!...

Bien qu'il le dépeigne tel qu'il est, c'est-à-dire comme un hypocrite et hideux esclavage (p. 191-194 et p. 192, note), il admet (p. 191) le servage des coolies!...

En même temps, — après avoir flêtri à plusieurs reprises l'esclavage et les négriers, — il cherche à les excuser, même à les justifier, en ces termes (p. 190) : « Si le sol des Antilles était fertile, si les ressources en étaient abondantes, il fallait des bras pour en tirer parti. L'essai des engagés blancs fut désastreux. Devait-on négliger l'exploitation de nos colonies? Les nègres seuls [?] pouvaient mettre en valeur cette terre brûlante, et il eût été bien inutile de demander à ces sauvages de venir de leur gré de l'autre côté de l'Océan⁴. »

M. Augeard apprendra sans doute avec plaisir qu'il se rencontre ici avec Montesquieu : « Les peuples d'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique pour s'en servir à défricher tant de terres. Le sucre serait trop cher si

1. Comme Meuret, Marivale, Le Beuf, Leroy-Beaulieu.

2. Pseudonyme de M. Villard, ce que n'a pas indiqué M. Augeard.

3. Il ne connaît que l'édition de 1723 de Savary des Bruslons, et, de Raynal, que celle de 1770!

4. Et il ajoute, p. 191 : « S'il est vrai que le travail libre est préférable au travail servile pour une terre située sous un climat tempéré, déjà mise en culture, nous pensons qu'il en est autrement pour des territoires insalubres, où la vie de l'Européen se soutient difficilement. Et [je souligne] et cela est si vrai que quand l'esclavage fut aboli on eut recours aux coolies. »

l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves¹. »

Inconséquences réelles, par irréflexion, ou apparentes, par hésitation à se prononcer? En tous cas, les inconséquences de M. Augeard proviennent en somme d'une hâte beaucoup trop grande dans la recherche des matériaux et dans leur mise en œuvre. C'est d'autant plus regrettable qu'une moitié au moins du livre (p. 61 à 86 et surtout 94 à 101 et 107 à 187) contient beaucoup de faits intéressants, la plupart bien analysés, un certain nombre entièrement inédits, — mais toujours avec des références très insuffisantes en nombre, et souvent en précision².

Je ne voudrais pas terminer sans noter, après M. Augeard (p. 108), un mot qui caractérise admirablement l'état d'âme des négriers :

« Un ami des noirs, qui essayait de convertir à ses idées un riche armateur nantais, s'attira cette réponse : *Donnez-moi la peste en tonneaux, j'en ferai un fret.* »

LÉON VIGNOLS.

Campagne de l'armée de réserve en 1800. 2^e partie : Marengo,
par le capitaine DE CUGNAC. Chapelot et C^{ie}, 1901. (Section historique de l'état-major de l'armée.)

Sous la direction de la Section historique de l'état-major de l'armée se poursuivent des publications qui sont généralement, comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, des recueils de documents tirés des archives et non des travaux historiques proprement dits.

Le premier volume sur la campagne de 1800 nous avait donné les documents relatifs à la formation de l'armée de réserve, puis ceux relatifs au passage difficile du Grand-Saint-Bernard jusqu'au débouché de l'armée française dans la vallée d'Aoste.

M. le capitaine de Cugnac nous donne dans ce volume les documents

1. *Esprit des lois*, l. xv, chap. v.

2. Il aurait fallu, pour les noms géographiques, rectifier l'orthographe et indiquer la position; c'est élémentaire. Ceci dit pour les citations. A plus forte raison dans le texte de l'auteur on ne devait pas trouver l'île à Vache orthographiée *l'Isle Avasche!* ni Portudal orthographié *Portrendal*, etc. De même, quant aux noms de personnes, écrire Postlethwayt et non *Postelwayth*, etc. P. 124-125, il fallait, partout où c'était nécessaire, rectifier les noms des marchandises chargées sur le négrier et les définir. La liste d'errata est très incomplète. Et elle contient une faute, p. 33, l. 14 : c'est bien « patagues » qu'il faut lire, et non *patagnes!* comme le prétend la liste d'errata. P. 13, l'auteur écrit : « A côté de la question de l'esclavage, il y a celle de *la traite* proprement dite, *c'est-à-dire* du régime commercial auquel était soumis les trafiquants. » J'ai mis en italique pour mieux faire ressortir l'absurdité de cette définition, qui évidemment est un simple lapsus, résultat encore de la fâcheuse hâte de la rédaction; l'auteur sait bien que le régime commercial est seulement un côté de l'histoire de la traite et non le plus important.

relatifs à la 2^e partie de la campagne de 1800; il raccorde les divers documents par des notes fort judicieuses, mais il déclare lui-même qu'il évite, d'une façon absolue, toute discussion stratégique.

L'historien trouvera dans ce volume, comme dans le précédent, des matériaux précieux pour l'étude de la campagne de 1800. Les lettres et les rapports des généraux de l'armée française sont souvent rapprochés de la relation autrichienne sur les mêmes faits.

L'ouvrage débute par les ordres et rapports concernant la marche de l'armée dans la plaine du Piémont.

Le 25 mai, au matin, le Premier Consul donne l'ordre de prendre l'offensive au sud d'Ivrée. Le lendemain, le général Lannes, commandant l'avant-garde, déloge l'ennemi des hauteurs de Romano, derrière la Chiusella, où il s'était posté pour couvrir la route de Milan.

L'armée possédait six canons en tout, le fort de Bard résistait toujours.

Le 29 mai, les troupes françaises passent la Sésia sans rencontrer de résistance sérieuse; le 31 mai, Murat franchit le Tessin de vive force et chasse les Autrichiens du village de Turbigo.

L'arrivée de l'armée sur le Tessin, celle des autres détachements aux différents points qui leur sont assignés permettent de faire passer la ligne d'opérations par le Simplon et d'éviter ainsi le fort de Bard, qui tient toujours et ne capitulera que le 1^{er} juin.

Les renseignements reçus font penser que Mélas ne songe pas à franchir le Pô et qu'il réunit son armée vers Alexandrie.

Le 1^{er} juin, les premières fractions achèvent le passage du Tessin et se portent sur la route de Milan. Milan est occupé sans combat et le Premier Consul y entre le 2 juin.

Lannes atteint Pavie; il y trouve de nombreuses bouches à feu, des approvisionnements en grande quantité. Il apprend là que Gènes est bombardé sans relâche, qu'il n'y a pas de temps à perdre si l'on veut délivrer cette place qui ne peut plus tenir longtemps. Les renseignements recueillis par Lannes étaient exacts puisque la place capitulait le 4 juin. Il saisissait en même temps une lettre du prince de Hohenzollern, commandant le blocus de Gènes, qu'il ne put lire et qui ne put être traduite qu'au quartier général. Cette lettre était du 2 juin devant Gènes; elle fait connaître les positions des armées autrichiennes en Italie et montre que, le 25 mai, Mélas ignorait encore les mouvements qui se faisaient en Piémont; M. de Hohenzollern appelait encore l'armée de réserve un parti.

Le 7 juin, Murat franchit le Pô et s'empare de Plaisance. Le lendemain, un courrier intercepté à Plaisance apprend à Bonaparte que Gènes a capitulé.

Le 9 juin, Lannes rencontre à Casteggio un corps autrichien marchant sur Plaisance. Il parvient, après un violent combat, à le déloger et le fait poursuivre au delà de Montebello. Le jour même de la bataille de Montebello, le Premier Consul quitte Milan, après avoir donné des ordres pour la marche de l'armée par les deux rives du Pô.

Le Premier Consul passe le Pô; il croit à une bataille générale pour le 12 juin et prend ses mesures en conséquence. Il fait réunir toute l'artillerie disponible, donne l'ordre qu'on utilise les cinq pièces de canon prises à l'ennemi.

L'arrivée à l'armée du général Desaix, les emplacements et les missions des différentes unités nécessitent un nouveau groupement; le 11 juin, Berthier fait paraître un ordre donnant la nouvelle organisation de l'armée en quatre corps sous les ordres de Lannes, Desaix, Victor et Duchesne, en un corps de réserve et en un corps de cavalerie sous les ordres de Murat.

L'armée est portée sur la Scrivia, dans la conviction que l'ennemi livrera bataille le 12. Mais les Autrichiens évitent le combat et se retirent dans la direction d'Alexandrie. Au quartier général, on craint toujours que Mélas s'échappe par la rive gauche ou par l'Apennin. D'après les récits faits après la campagne, le Premier Consul semble avoir été, les 12 et 13 juin, dans l'incertitude sur la direction prise par l'armée autrichienne.

Le 13 juin, vers midi, le corps de réserve est disloqué. Desaix est envoyé au sud avec la division Boudet pour couper à Mélas la route de Gênes. La division Monnier rejoint le gros de l'armée.

Dans la soirée du 13, la division Gardanne, qui forme l'avant-garde, enlève très facilement le village de Marengo aux Autrichiens. On ne pouvait dès lors croire que les Autrichiens eussent le projet de se battre sur la rive droite de la Bormida, après avoir cédé, presque sans combat, le village de Marengo et s'être retirés sur la rive gauche.

Dans les premières heures du 14 juin, le Premier Consul ne reçoit aucun renseignement sur l'armée autrichienne. En conséquence, vers 9 heures du matin, il envoie la division Lapoype sur la rive gauche du Pô pour couper à l'ennemi la route de Milan; à peu près en même temps, il expédie à Desaix l'ordre de marcher de Rivalta vers le sud pour lui couper la route de Gênes.

Pendant que ces ordres reçoivent leur exécution, les Autrichiens passent la Bormida et attaquent l'armée française. Victor, avec deux divisions, résiste longtemps à Marengo et sur les bords du Fontanone; il est soutenu par Lannes avec une division et la garde à pied des consuls, puis par la division Monnier, restée d'abord en réserve, qui vient prolonger la ligne. Victor, manquant de munitions, est obligé de reculer; son mouvement entraîne la retraite de toute l'armée.

Lapoype et Desaix ont été rappelés sur le champ de bataille; Lapoype ne reçoit l'ordre qu'à 6 heures et demie du soir, à Ponte-Curone, trop tard par conséquent; Desaix arrive à la fin de la journée avec la division Boudet, au moment où la bataille semble perdue. Desaix attaque vigoureusement les Autrichiens tandis que Kellermann les charge de flanc. Desaix est tué, mais l'armée autrichienne recule en désordre jusqu'au pont de la Bormida, sans qu'aucun de ses éléments oppose une résistance sérieuse.

Les forces engagées s'élevaient, pour les Autrichiens, à 30,000 hommes et plus de 100 pièces de canon; pour les Français, à 22,000 hommes pendant l'après-midi et 28,000 hommes quand Desaix rejoint le soir, avec une quinzaine de pièces pendant la plus grande partie de la journée, vingt-trois environ à la fin.

L'auteur donne ensuite les documents pour permettre la discussion des trois points historiques suivants :

1° Où était Desaix le matin du 14? A-t-il reçu l'ordre de venir sur le champ de bataille ou a-t-il rallié de sa propre initiative?

2° Quelle a été l'importance dans la bataille de la charge de cavalerie du général Kellermann? L'a-t-il exécutée par ordre ou sans ordre?

3° La droite française a-t-elle formé pivot à Castel-Cériolo ou a-t-elle battu en retraite avec le reste de l'armée?

De la lecture des documents, rapports et comptes-rendus, il résulte : 1° que Desaix, le matin du 14, a franchi la Scrivia avec la division Boudet et se trouve à Rivalta; qu'il a été appelé sur le champ de bataille par un ordre du Premier Consul; 2° que la charge de la brigade Kellermann a été heureuse, qu'elle a puissamment aidé l'attaque de la division Boudet et qu'elle a été vraisemblablement faite sur l'initiative de Kellermann; 3° que la droite française a battu en retraite avec le reste de l'armée.

L'armée autrichienne, mise en déroute, se retire sur la rive gauche de la Bormida. Mélas réunit un conseil de guerre qui, à l'unanimité, est d'avis de traiter avec le vainqueur afin de conserver l'armée pour la défense de l'Autriche.

Le 15 juin, un armistice est conclu; les négociations engagées aboutissent à une convention militaire.

Le 23 juin, l'armée de réserve est supprimée et réunie à l'armée d'Italie; le général Masséna est désigné pour en prendre le commandement.

Ce qu'il faut le plus admirer dans cette campagne de 1800, c'est le soin et l'art avec lesquels elle a été préparée, l'audace avec laquelle elle a été exécutée.

A. D.

Auguste MENGE. *Die Schlacht von Aspern am 21 und 22 mai 1809. Eine Erläuterung der Kriegsführung Napoleons I und des Erzherzogs Carl von Oesterreich.* Berlin, Stilcke, 1904. In-8°, 295 pages.

Après la campagne dite des cinq jours, par laquelle avait débuté la guerre contre l'Autriche en 1809 et qui s'était terminée devant Ratisbonne, Napoléon avait poursuivi les Autrichiens jusqu'à Vienne, sans leur permettre de se rallier. Il voulut ensuite franchir le Danube pour terminer la guerre par une bataille décisive. Ayant entrepris l'opéra-

tion si difficile de franchir un fleuve, en présence de l'ennemi, il avait été interrompu par une crue subite du fleuve et dans ces deux journées d'Aspern il avait soutenu le combat par des prodiges d'énergie.

M. Auguste Menge nous donne, dans son ouvrage, le détail des opérations et des dispositions prises à chaque moment des deux journées par les généraux en chef. Il termine l'étude de chaque journée par une critique où il met en parallèle les procédés employés par Napoléon I^{er} et par l'archiduc Charles; il cite, en outre, les opinions émises par les écrivains militaires ainsi que la relation autrichienne.

L'archiduc, le matin de la première journée, aurait dû ne pas oublier la première règle de l'art militaire : « Si tu veux livrer une bataille, rassemble toutes tes forces, n'en laisse aucune en dehors. » Les dispositions d'attaque des Autrichiens furent défectueuses; la plus lourde faute, dit l'auteur, est que l'archiduc ne garda même pas le 1/10 de ses forces en réserve. L'archiduc, le matin du 21, n'avait pas voulu livrer une bataille offensive vers le Danube; il se préparait à une bataille défensive sur la position du Bisamberg. Les circonstances l'ont amené à la bataille offensive, mais sa conception de la valeur de la montagne ne lui permit pas de s'en détacher. L'attaque fut désordonnée, sans cohésion. L'auteur reproche à l'archiduc de n'avoir rien fait pour gêner le passage du fleuve, d'avoir laissé à l'Empereur le terrain nécessaire pour se déployer. L'archiduc appréciait très haut l'armée française, très bas sa propre armée, dit M. Menge, et il ajoute qu'en réalité une armée ne vaut que par le chef qui l'emploie. Ce jugement est trop absolu, il est certain qu'un chef habile saura tirer parti même d'éléments médiocres, mais il arrive souvent que la valeur tactique des soldats et des officiers répare les erreurs du commandement.

L'auteur examine ensuite les dispositions prises par l'Empereur dans cette même journée et il trouve qu'elles répondaient à la situation. Il cite, pour la critiquer, la conclusion que donne la relation autrichienne à la première journée : « Pour la première fois, Napoléon, à la fin de cette première journée, subissait un échec en Allemagne. » Or, répond M. Menge, la victoire existe quand l'ennemi abandonne tout au moins le champ de bataille, et ce minimum n'a pas été atteint, puisque Napoléon est resté sur ses positions. L'observation de M. Menge serait juste s'il était parlé d'une victoire; en réalité, Napoléon a subi un échec puisqu'il n'a pas atteint son but : le franchissement du fleuve.

Le soir du 21, l'archiduc Charles laisse les troupes dans les positions qu'elles ont occupées à la fin de la bataille et l'auteur l'en critique verbalement. Aucun ordre pour l'attaque ne fut donné à l'armée autrichienne au début de la journée; l'archiduc se laisse devancer par l'Empereur. La physionomie de la bataille dans cette seconde journée fut la même que celle de la veille; l'auteur nous donne, comme pour la précédente journée, les dispositions prises à chaque moment par les généraux en chef. L'armée autrichienne avait une grande supériorité numérique, mais l'archiduc n'eut toutes ses troupes sous la main que le soir de la

bataille, tandis que Napoléon les rassembla avant l'engagement. L'archiduc, ajoute l'auteur, commit une lourde faute en laissant les troupes dans les positions qu'elles avaient occupées la veille au lieu de boucher les ouvertures qui s'étaient formées sur la ligne de bataille par suite de son développement et de se constituer une forte réserve. Napoléon, au contraire, diminua le front de son armée pour lui donner une plus grande densité.

Dans le dernier chapitre, l'auteur décrit la retraite des troupes françaises dans l'île de Lobau.

M. Menge apprécie très sévèrement l'archiduc Charles, il cite l'opinion de Clausewitz : « L'archiduc Charles était irrésolu et s'arrêtait toujours à mi-chemin. » Il considère que parmi les hommes de guerre Napoléon fut un des plus grands, mais que sa politique sans frein l'obligeait à chaque bataille à l'« Aut Caesar, aut nihil ».

A. D.

Félix RACHFAHL. **Deutschland, König Friedrich-Wilhelm IV und die Berliner Märzrevolution.** Halle, Max Niemeyer, 1904. 4 vol. in-8°, 349 pages. Prix : 7 marks.

Il est, même en histoire, des sujets qui sont de mode. La révolution de mars à Berlin a été dans ces dernières années l'objet de savants examens, et les ouvrages de M. Blum (*Die deutsche Revolution 1848*) et W. Busch (*Die Berliner Märztage von 1848*) en avaient donné un excellent récit. M. Rachfahl a repris avec le plus grand soin cette étude, et, par une analyse très poussée, a donné sur plusieurs points des jugements nouveaux et justes.

L'ouvrage de M. R. se divise en deux parties assez distinctes; dans la première, l'auteur étudie la question allemande de 1840 à 1848, alors que Frédéric-Guillaume IV, nouvellement monté sur le trône de Prusse, doué des meilleures intentions, mais plus disert que pratique, songeait à la restauration de l'Allemagne. Sous l'influence du général de Radowitz, il projette la réforme de la Confédération. Radowitz va à Vienne pour convertir Metternich à ces nouvelles idées. La révolution de 1848 interrompt ces nobles aspirations.

Dans la seconde partie de son volume, M. R. reprend avec le plus grand soin les journées de mars 1848 à Berlin. Nous avons essayé ici même d'en retracer les principaux événements (*Revue historique*, septembre et novembre 1902) et avons adopté sur plusieurs points les opinions de M. R., dont le livre venait de paraître. L'abondance des documents contemporains et des mémoires ou souvenirs rend difficile l'appréciation exacte de ces événements; il est nécessaire d'interpréter, de concilier ou de choisir parmi des textes contradictoires. M. R. se livre à ce travail de dépouillement avec le plus grand soin et beaucoup de sens critique. Peut-être y apporte-t-il un esprit trop militaire, trop

favorable aux officiers; le rôle de plusieurs, notamment de Pfuel, fut peu brillant, et il n'est pas indispensable de parler sans cesse de l'honneur de l'armée, car elle fut profondément humiliée; exilée de Berlin, attaquée à l'Assemblée nationale, elle devait prendre sa revanche et conduire la réaction de novembre 1848.

Enfin, M. R. termine son beau travail par l'étude de la politique allemande de la Prusse sous l'influence des journées de mars; Frédéric-Guillaume IV, parti pour se mettre à la tête de l'Allemagne, rentre fort mécontent à Potsdam et abandonne, pour le moment, tout projet de restauration de l'Allemagne. Ce volume est une très utile contribution à l'histoire contemporaine de l'Allemagne, dont il éclaire vivement certains points restés obscurs.

PAUL MATTER.

H. FRIEDJUNG. *Benedeks nachgelassene Papiere*. Leipzig, Gröbel et Sommerlatte, 1904. 4 vol. in-8°, 495 pages.

On étudie surtout la biographie des grands vainqueurs; celle des grands vaincus mérite également examen et présente son intérêt et ses enseignements. Dans l'opinion commune, Benedek personnifie le désastre de Sadowa; ce jugement est sévère, Benedek ne doit pas être seul à supporter la responsabilité de cette catastrophe, et avant la campagne de 1866 il avait vécu toute une existence militaire. Grâce à M. Friedjung, cette carrière est désormais connue. Benedek n'a pas laissé de mémoires, et, son testament le révèle, il a même détruit ce qu'il avait écrit sur la guerre de 1866. Mais ses lettres, dépêches, rapports officiels sont nombreux; M. Friedjung les a ordonnés et commentés pour en composer une très complète biographie.

Sauf pendant une année de gouvernement en Hongrie, la carrière de Benedek a été uniquement consacrée aux armes; il a pris part à presque toutes les campagnes où ont paru les armées autrichiennes, en Galicie (1846), en Italie et Hongrie (1848-49), en Italie (1859), enfin en Bohême (1866). Les documents sur les deux dernières campagnes sont naturellement les plus intéressants, parce que Benedek y a joué un rôle important et même prédominant; il commandait un corps d'armée en 1859 et a assisté à tous les combats en Lombardie; ses lettres sur la bataille de Solferino sont des pièces désormais acquises à l'histoire; M. Friedjung les a fait précéder d'une étude très serrée sur la journée du 24 juin. Enfin les soixante pages sur la guerre de 1866 sont à lire même après tant d'autres travaux. On discute encore sur la conduite des opérations, les fautes et les responsabilités de chacun; en Autriche, surtout, on parle de Benedek avec pitié et dédain. Dans son précédent ouvrage : *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland*, M. Friedjung avait déjà tenté de réhabiliter Benedek; il avait trouvé d'ailleurs des adversaires, et le général von Schlichting avait consacré

un volume (*Moltke und Benedek*) à l'examen de sa thèse. M. Friedjung la reprend dans un appendice d'une vingtaine de pages avec un soin et une précision qui font honneur à son sens critique, et, à coup sûr, il a écarté bien des exagérations émises contre Benedek. L'avenir dira, peut-être, que la vérité est dans l'opinion intermédiaire. En tous cas, on ne peut qu'être reconnaissant à l'infatigable activité de M. Friedjung de la publication de cet excellent et instructif volume. Il faut signaler les cartes qui accompagnent les commentaires des campagnes en Italie et Bohême.

Paul MATTER.

Sadowa. Étude de stratégie et de tactique générale, par le général BONNAL. Chapelot et C^{ie}, 1904. In-8°, 492 pages, avec 25 cartes et croquis en couleurs.

L'étude très intéressante du général Bonnal a pour but de donner la doctrine du grand état-major prussien de 1866, personnifié par son chef, le général de Moltke. Cette doctrine marque une étape de l'évolution accomplie dans l'art militaire contemporain, art qui s'est alimenté à la source même du grand art napoléonien.

L'ouvrage débute par l'exposé de quelques généralités. La guerre de masses, inaugurée par Napoléon en 1812, fut délaissée et les États de l'Europe revinrent aux armées permanentes, relativement peu nombreuses, mais solidement organisées. La Prusse, seule, fit exception; toutes les forces de la nation devaient concourir à la formation des armées. La guerre de 1866 a été préparée et exécutée par un commandement et des troupes dépourvus de toute expérience de la guerre; cependant, malgré de nombreuses et graves erreurs, l'armée prussienne a vaincu, en se conformant aux principes de la guerre napoléonienne, tombés en désuétude dans les autres armées de l'Europe. Moltke a été l'âme des opérations stratégiques entreprises par les armées prussiennes.

Le général Bonnal examine ensuite la mobilisation et la réunion des forces prussiennes. Le rassemblement se fit par corps d'armée, sur l'emplacement du temps de paix, alors qu'il faut disloquer ces corps pour les transporter sur les véritables zones de concentration des armées. La faute est flagrante, fait remarquer justement le général Bonnal. Le front des zones de concentration occupait une étendue de 450 kilomètres, sur une ligne concave; le centre de cet arc était sur le territoire ennemi et l'on ignorait alors les mouvements des Autrichiens. C'était la disposition en cordon, une colossale erreur stratégique, et telle qu'elle eût amené la perte de l'armée prussienne si celle-ci avait eu devant elle un adversaire actif et manœuvrier. Quand les trois armées prussiennes sont enfin réunies, elles n'offrent plus qu'un front stratégique de 260 kilomètres.

L'armée saxonne s'étant repliée en Bohême, l'armée de l'Elbe fut ajoutée à la première armée, et il n'y eut plus en réalité, sur ce théâtre d'opérations, que deux armées.

L'état-major prussien apprit que l'armée autrichienne, en voie de réunion autour d'Olmütz, commençait à se porter en Bohême. Mais Moltke prit le temps de réfléchir avant de se décider; au bout de trois jours, il donne l'ordre aux deux armées d'entrer en Bohême et de prendre leurs mesures pour se réunir dans la direction de Gitschin. Le point de Gitschin, choisi comme point de réunion, n'avait aucune valeur par lui-même. On l'a choisi à cause des distances, dit l'*Histoire officielle prussienne*. Pour le général Bonnal, le chef du grand état-major prussien a commis une erreur en donnant Gitschin comme point de réunion; la deuxième armée, en effet, ne pouvait y être rendue en même temps que la première, c'est Miletin qu'il eût fallu choisir, mais, ajoute-t-il, la solution qui consistait à choisir un point de la Bohême centrale pour la réunion des deux armées était sage. Elle permettait de devancer l'armée autrichienne en Bohême, tout en opérant la concentration des armées.

Cependant, si l'étude des cantonnements autrichiens et du réseau routier était favorable à la réalisation du plan de jonction des armées prussiennes en Bohême, il fallait aussi se préoccuper de l'éventualité du projet que pouvait avoir formé le général Benedek de réunir son armée dans une position centrale, d'où il lui serait possible d'agir alternativement contre chacune des armées prussiennes, en utilisant les lignes intérieures. Cette éventualité, d'autre part, était peu probable, d'abord parce que l'armée autrichienne eût manqué d'espace pour faire cette manœuvre, ensuite parce que le commandement autrichien, en 1866, avait sur la guerre de masses des idées trop rudimentaires.

Les deux armées prussiennes commencent leur mouvement. Le prince Frédéric-Charles, commandant la première armée, s'attend à une bataille sur Münchengrätz. Le dispositif qu'il prend suppose, *a priori*, dit le général Bonnal, que l'ennemi restera immobile et qu'il s'apprête à combattre de pied ferme sur une position défensive. Il n'en fut rien, le général autrichien commandant les deux corps d'avant-garde se replia. Si la première armée prussienne eût été pourvue d'une méthode de guerre lui permettant de passer, en quelques heures, d'un dispositif de marche à un dispositif de combat, les Prussiens, en poursuivant le lendemain l'avantage qu'ils avaient eu la veille avec leur avant-garde, eussent probablement infligé aux Autrichiens un échec grave.

Quant au général autrichien, il se retira tout d'un trait jusqu'à Gitschin, sans chercher à retarder la marche de l'ennemi par des combats d'arrière-garde.

Le général Bonnal relève alors les nombreuses erreurs de doctrine commises par l'armée prussienne dans la période de huit jours qui s'étend du début des opérations jusqu'à l'occupation de Gitschin. Les principales sont :

1° Même après la mise en mouvement de l'armée, le corps de cava-

lerie se tient à une journée de marche en arrière des divisions les moins avancées;

2° Le contact avec l'ennemi se prend au moment du combat et se perd dès qu'il s'est retiré;

3° Le prince Frédéric-Charles suppose à l'ennemi des intentions que celui-ci ne réalise pas toujours et il base ses combinaisons uniquement sur la « doctrine des positions » qu'il attribue, non sans raison, aux Autrichiens;

4° L'idée fausse, d'après laquelle chaque division de corps d'armée doit suivre, chacune, une route séparée, amène une confusion extrême dès qu'il s'agit de manœuvrer.

L'auteur en conclut que le haut commandement prussien de 1866 possédait des idées témoignant non seulement de son inexpérience, mais encore d'une doctrine stratégique très imparfaite. Il ajoute que les succès remportés par l'armée prussienne pendant sa courte campagne de Bohême ne l'aveuglèrent pas sur ses imperfections et qu'elle fut pour elle un enseignement dont elle sut profiter quatre ans plus tard.

Au moment où la première armée atteignit Gitschin, la deuxième armée se trouvait dans une situation critique, par suite du choix qu'on avait fait de ce point comme lieu de réunion. Il fallut faire avancer la première armée.

Le 30 juin, la réunion des armées prussiennes était virtuellement assurée; Moltke eut dès lors une confiance absolue dans le succès final.

La deuxième armée prussienne n'avait plus qu'à attendre le rapprochement de la première armée pour voir s'ouvrir naturellement les divers passages de l'Elbe supérieur. Le général Bonnal compare cette manœuvre pour s'ouvrir les passages d'un fleuve avec toutes les manœuvres napoléoniennes analogues.

Le général Benedeck, se voyant à la veille d'être pris entre deux feux, avait fait rétrograder son armée pendant la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet sur les hauteurs dominantes entre la Bistritz et l'Elbe.

Le 2 juillet, croyant que l'armée autrichienne se retirait sur la rive gauche de l'Elbe pour y prendre position, Moltke élabore un projet d'opérations que discute le général Bonnal. Ce projet, dans l'un des cas envisagés, était une erreur, car il accorde une importance exagérée au terrain; dans l'autre cas, il était une faute grave, car il laisse l'ennemi libre de ses actions pendant qu'on manœuvre, au lieu de placer des corps de couverture capables de retenir, tout au moins de contenir l'ennemi pendant le temps nécessaire à l'achèvement des mouvements préparatoires. Ce dernier projet s'inspire des procédés Frédériciens; c'était renouveler la manœuvre de Kollin et donner l'occasion inespérée à l'armée autrichienne de mettre en déroute les armées prussiennes défilant devant elle.

Heureusement pour les armées prussiennes, les reconnaissances de quelques officiers d'état-major firent connaître dans la soirée du 2 juillet que les masses autrichiennes se tenaient entre la Bistritz et l'Elbe.

L'auteur étudie ensuite les dispositions prises dans les armées pour la bataille du lendemain. Dans les ordres que donne le prince Frédéric-Charles, le 2 juillet au soir, après qu'il eut acquis la conviction que les forces autrichiennes étaient entre la Bistritz et l'Elbe, il se substitue au généralissime; non seulement il donne des ordres à son armée, mais il trace, sous forme de prière, au prince royal le rôle que doit remplir la deuxième armée. Les renseignements sur l'ennemi, quand ils furent apportés au grand quartier général, provoquèrent de la part de Moltke des dispositions fort différentes. L'unité de doctrine, dit avec raison le général Bonnal, est impuissante à faire qu'une situation produise chez tous une réaction identique, mais elle préserve de l'anarchie des idées et constitue un bienfait inestimable. Le prince Frédéric-Charles est une nature ardente, impulsive, d'inspiration fougueuse; Moltke est un homme froid, méthodique, un cérébral dans toute l'acceptation du terme. Ce dernier entrevoit dès lors but et moyens avec une ampleur et une lucidité admirables.

Le général Bonnal esquisse ensuite à grands traits la bataille de Sadowa et donne ses conclusions sur cette bataille. Un fait, dit-il, domine la situation initiale, c'est la concentration de la division Fransecky au château de Cerckwitz, sur la rive gauche de la Bistritz. Cette imprudence semble avoir été l'origine de la victoire décisive remportée par les armées prussiennes. En réalité, la cause du désastre des Autrichiens apparaît profonde et sans remède. Les combinaisons les plus hautes, dit le général Bonnal, échouent misérablement quand elles ne sont pas secondées par d'excellentes troupes, et, inversement, une faute peut tourner au profit de celui qui l'a commise, si officiers et soldats la rachètent, et au delà, par une valeur exceptionnelle. C'est là qu'il faut rechercher la cause essentielle du succès des armées prussiennes. Généraux, officiers et soldats étaient très supérieurs par le caractère, l'énergie et l'instruction technique à leurs adversaires. Ceux-ci, très braves, mais mal préparés et encore plus mal commandés, ne combattent le plus souvent qu'en blocs, et presque jamais on ne les voit agir promptement, de leur propre initiative, au mieux des circonstances. Il faut dire aussi que le fusil à tir rapide, en usage dans les armées prussiennes, procurait à l'infanterie une supériorité technique écrasante sur les troupes ennemies qui n'en étaient pas pourvues.

La stratégie prussienne de 1866, conclut le général Bonnal, dérive des idées napoléoniennes qui ont présidé à la préparation de la campagne de 1812 contre les Russes. Le but essentiel, pour les Prussiens comme pour Napoléon, a été d'obtenir, le plus tôt possible, une bataille générale devant mettre fin à la guerre. Mais le concept napoléonien s'est transformé en passant dans les cerveaux prussiens et s'y est altéré.

A. D.

SIEVERS-HAHN. Afrika. Zweite Auflage nach der von Prof. Dr. Wilhelm Sievers verfassten ersten Auflage umgearbeitet und erneuert von Prof. Dr. Friedrich Hahn. Mit 173 Abbildungen im Text, 44 Karten, und 24 Tafeln in Farbendruck... Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, 1904. 4 vol. in-8°, 684 pages.

Ce livre est une deuxième édition, mais entièrement remaniée et transformée, d'un ouvrage paru en 1891. La collection Sievers, dont il fait partie, est une géographie en cinq volumes, rédigés par différents auteurs, sous la direction de M. W. Sievers, prof. à l'Université de Giessen. La première édition de l'*Afrique* est de M. Sievers lui-même. Il existe en Allemagne une autre collection géographique demeurée interrompue. Elle est intitulée : *Unser Wissen von der Erde*. Publiée sous la direction du prof. Kirchhoff, de Halle, conçue sur le modèle de la *Géographie universelle* d'Elisée Reclus, elle ne comprend que six volumes rédigés par différents auteurs. Le premier, qui parut en 1886, est consacré à la géographie générale, les autres aux différentes régions de l'Europe, sauf la Russie. Il est très regrettable qu'elle n'ait pas été continuée, car elle contient des études très justement appréciées, comme celles d'A. Penck sur l'Allemagne ou de Th. Fischer sur les péninsules méditerranéennes. Il est permis de penser que l'interruption de la collection Kirchhoff fut un des motifs qui ont fait entreprendre la collection Sievers. Beaucoup moins ambitieuse, celle-ci a eu le mérite d'être menée rapidement à terme. Le premier volume paraissait en 1891, le dernier en 1895. Je n'ai pas à juger cette entreprise, mais chacun des volumes étant rédigé sur le même plan, ce que je dirai de la 1^{re} édition de l'*Afrique* pourra également s'appliquer aux autres. M. Sievers débutait par une histoire des découvertes africaines; venait ensuite une série de chapitres traitant successivement de la géologie, du relief (étudié par grandes régions), du climat, de la végétation, de la faune, de l'ethnographie et enfin de la géographie politique. Ce plan est incontestablement le plus commode; beaucoup de personnes ne demandent pas autre chose à un ouvrage de géographie que de leur fournir un résumé des connaissances acquises sur chaque région du globe par les savants qui les étudient avec des préoccupations diverses. Mais satisfait-il à tous les desiderata? Est-ce bien en une série de chapitres distincts que consiste une étude géographique? N'y a-t-il pas à rechercher et à montrer comment toutes les causes physiques agissent les unes sur les autres pour donner sa caractéristique à un pays, comment elles agissent sur l'homme et les sociétés humaines? Et précisément dans cette Afrique, dont certaines parties sont restées si longtemps isolées du reste du monde, où l'homme a été moins qu'ailleurs transformé par la civilisation, on voit merveilleusement s'exercer cette influence directe de la nature. Elle pèse là de tout son poids sur les

populations de la forêt, de la steppe, du désert; elle explique tel genre de vie, telles occupations dominantes mieux que de prétendues dispositions de races. Juxtaposer une série de chapitres sur le climat, la végétation ou la faune, c'est s'exposer à ne pas montrer suffisamment l'enchaînement de tous ces phénomènes, à ne pas dégager ce qu'il y a certainement de plus intéressant dans une étude géographique. Ce plan a été complètement modifié dans la seconde édition, et c'est pourquoi il était nécessaire de dire d'abord quelques mots de la première.

Un livre sur l'Afrique vieillit vite, à notre époque. Dès 1897, M. Sievers demandait à M. E. Hahn, prof. à l'Université de Königsberg, de rajeunir l'ouvrage qui n'était plus au courant. Il faut reconnaître tout d'abord que M. Hahn s'est acquitté de la façon la plus consciencieuse de cette tâche assez ingrate. L'ouvrage a été augmenté de près d'un tiers. Les illustrations sont également en plus grand nombre; les cartes ont été revues, l'une d'entre elles, la carte physique, a été refaite à plus grande échelle. Mais c'est le changement de plan qui est la plus intéressante des transformations apportées à l'œuvre de M. Sievers. M. Hahn la justifie simplement, dans sa préface, par le goût du public : « On préfère, dit-il, une description des différentes parties de l'Afrique appuyée sur une base scrupuleusement scientifique. » On voudrait le voir aller plus loin et montrer plus clairement les avantages de cette transformation. Mais, radicale en principe, elle est d'une exécution plutôt timide. Après l'histoire des découvertes, qui a été remaniée et complétée, M. Hahn donne très rapidement quelques notions générales sur la constitution géologique, l'orographie, le climat..., etc., et cela était indispensable pour éviter les redites et justifier la division par grandes régions. Celles-ci, au nombre de six, sept en comptant les îles, sont l'objet chacune d'un important chapitre. Successivement l'auteur passe en revue : l'Afrique australe, l'Afrique orientale, le bassin du Congo, l'Afrique du nord-ouest, les régions désertiques, les pays de l'Atlas. Il y aurait peut-être des réserves à faire sur cette division, où l'unité du Soudan n'apparaît pas suffisamment; mais ce qui frappe le plus le lecteur, c'est que dans chaque chapitre les différentes notions demeurent juxtaposées au lieu d'être fondues. Évidemment, la première conception de l'ouvrage pèse encore sur la seconde. M. Hahn, très habilement, découpe dans l'ancienne partie générale ce qui s'applique à chacune de ses divisions. Il faut reconnaître que, s'il eût fait autrement, ce n'est pas une édition nouvelle, mais un livre nouveau qu'il nous eût donné, livre d'ailleurs très difficile à écrire, dans l'état actuel des connaissances, livre de réflexion plus encore que d'information. Mais le changement de plan impliquait un effort, qu'on souhaiterait plus apparent, vers cette conception plus élevée et plus vraiment géographique. Je n'entrerai pas dans l'examen de détail. Malgré les dimensions du volume, chaque région paraît un peu sommairement traitée; il est vrai que, dans les limites imposées à l'auteur, il était difficile d'en dire

plus. Le livre est au courant; il résume les travaux parus à la date de sa publication. Il est pour les étudiants de nos Universités un bon manuel, qui a l'avantage de leur offrir des matériaux et des indications, sans les dispenser du travail personnel. L'ouvrage, conformément aux habitudes adoptées pour cette collection, ne contient pas de notes. M. Hahn y a heureusement introduit une bibliographie des principaux travaux relatifs à l'Afrique; mais il ne remonte pas au delà de 1888, ce qu'on regrettera certainement, car si certains ouvrages antérieurs n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, il est des classiques de la géographie africaine qui gardent toute leur valeur.

L. GALLOIS.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des Études historiques.** Mai-juin 1906. — Marc CHASSAIGNE. Essai sur l'ancienne police de Paris : l'approvisionnement (étude sur les moyens employés pour lutter contre la disette au XVIII^e s.). — Albert SCHUERMANS. Itinéraire général de Napoléon I^{er}; 1^{er} article (chaque date est appuyée d'une référence. On s'arrête ici au 31 mai 1796). = Comptes-rendus : E. Pionnier. Le collège de Verdun après le départ des Jésuites et l'École centrale de la Meuse, 1762-1803. Essai sur l'histoire de la Révolution à Verdun, 1789-1795 (deux études excellentes, qui sont des thèses de doctorat passées devant l'Université de Nancy). — Ch. Cestre. John Thelwall. A pioneer of democracy and social reform in England during the French Revolution (bon). — Le vice-amiral Bergasse du Petit-Thouars, d'après ses notes et sa correspondance, 1832-1890 (bon). — Élie Peyron. Le cas de Bazaine (contestable). — Paul Lacombe. La psychologie des individus et des sociétés chez Taine, historien des littératures (intéressant).

2. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. VII, 1906, mai. — Ch. SEIGNOBOS. Les procès-verbaux du Gouvernement provisoire et de la Commission du Pouvoir exécutif de 1848 (les procès-verbaux du Gouvernement provisoire ont été utilisés par Garnier-Pagès; comparaison entre les originaux et le texte dérivé). — V.-L. BOURRILLY. Rabelais, sa vie et son œuvre, d'après des travaux récents, 1900-1905; 1^{er} art. = Comptes-rendus : Abbé Joseph Dasse. Guillaume Tollet, évêque constitutionnel de la Nièvre pendant la Révolution (mal composé, mais met en œuvre beaucoup de documents). = Juin. G. PAGÈS. L'histoire diplomatique du règne de Louis XIV. Sources et état des travaux (utile bibliographie, suivie d'excellents conseils sur la méthode à suivre pour étudier cette histoire d'après ses sources). — V.-L. BOURRILLY. Rabelais, sa vie et son œuvre, d'après des travaux récents, 1900-1905; suite et fin (intéressant). = Comptes-rendus : Jean-H. Mariéjol. Henri IV et Louis XIII, 1598-1643 (clair, précis et bien documenté; quelques lacunes). — F. Belin. Histoire de l'ancienne Université de Provence, ou Histoire de la fameuse Université d'Aix; 1^{re} et 2^e parties (bon). — Fr.-J. Turner. Correspondence of the french ministers to the United States, 1791-1797 (recueil très utile; la méthode suivie pour la publication de ces textes est contestable et déroutante un peu). — Durand-Auzias. L'époque de la Terreur à Roquemaure, Gard (recueil de pièces officielles qui n'apprend rien de bien nouveau). — Paul Gabent. Les Illuminés ou Anticoncordataires de l'ancien diocèse de Lombez (intéressant, mais incomplet).

3. — La Révolution française. 1906, 14 avril. — A. AULARD. Taine, historien de la Révolution française; II : l'Ancien Régime (base documentaire étroite et fantaisiste, érudition superficielle et tout en trompe-l'œil, généralisations brillantes, mais inspirées plutôt par des goûts littéraires que par l'étude des faits dans leur développement historique; « il n'y a, dans ce roman philosophique, rien qui ressemble à de l'histoire. C'est aussi inutile que séduisant »). — Cl. PERROUD. Histoire d'un professeur pendant la Révolution (Nicolas-René Paulin, professeur de mathématiques à l'École de Sorèze au temps de la Révolution; il fut le père du général baron Paulin. Marbot fut un de ses élèves à cette époque). — G. BUFFY. Le général Moulin (notes biographiques sur ce général, qui était un des cinq directeurs lors du coup d'État du 18 brumaire). — Sixième circulaire du ministre de l'Instruction publique sur l'Histoire économique de la Révolution. = 14 mai. A. AULARD. Taine, historien de la Révolution française; III : l'Assemblée constituante. — G. BUFFY. Le général Moulin; notes biographiques; fin (après le rôle très honorable qu'il tint en brumaire, Moulin consentit à entrer au service du Premier Consul et de l'Empereur; il sollicita l'honneur d'être admis au Sénat. Il mourut à Pierrefitte, le 12 mars 1810). — Notes oratoires de Robespierre, avec facsimilé hors texte. = 14 juin. LÉON CAHEN. La Société des Amis des Noirs et Condorcet (publie plusieurs documents, entre autres le texte des statuts de la Société). — Étienne DEJEAN. Une statistique de la Seine-Inférieure au début du siècle dernier sous l'administration de Beugnot (cette statistique, à laquelle il fut travaillé pendant trois ans, est demeurée inachevée et inédite. On a dit qu'il en reste si peu que rien; l'erreur est forte, car les archives de la Seine-Inférieure conservent de volumineux dossiers d'enquête et deux rédactions de la statistique). — G. HERMANN. Note sur deux condamnés de prairial : Peyssard et Brutus Magnier. — H. HAUSER. Un refus de serment au roi, Châtillon-sur-Seine, 14 juillet 1791. — Notes de lectures (1° persistance du culte à Voutenay, Yonne, pendant toute la Révolution; 2° la descendance de Danton; 3° Napoléon et le capitaine Pourée). = 14 juillet. H. LABROUE. Le *Memorandum* inédit du conventionnel Pinet (c'est l'apologie qu'en 1824 Pinet a écrite de sa conduite comme membre de la Convention nationale, en réponse aux « accusations injustes, infâmes et calomnieuses » émises contre lui dans *Victoires et conquêtes*). — Marcellin PELLET. Le général Humbert, 1767-1823. — Étienne DEJEAN. Une statistique de la Seine-Inférieure sous l'administration de Beugnot; suite : les Résultats de la statistique. — J. TALAYRACH D'ECKARDT. Notice historique sur la collection Ustéri-Elsner. — J. TCHERNOF. La proscription française à Genève, d'après les registres inédits du Conseil d'État du canton de Genève, 1849-1858. — A. BLOSSIER. L'approvisionnement de Paris et la municipalité de Honfleur, 1789-1790.

4. — Bulletin critique. 1906, 15 mai. — A. Hettner. Das europäische Russland (étude rapide et peu originale dont le but est de déga-

ger le caractère ou le tempérament des Russes à la lumière des conditions géographiques). = 25 mai. *Léon Lallemant*. Histoire de la Charité; t. III : le Moyen âge (abonde en détails curieux et précis). — *H. Winckler*. Die Gesetze Hammurabis in Umschrift u. Uebersetzung (bon; l'auteur ajoute en appendice des fragments de lois dont les originaux sont au Brit. Mus. et qui sont peut-être antérieurs au code même d'Hammourabi). — *Ursmer Berlière*. Analecta Vaticano-Belgica; I : Suppliques de Clément VI, 1342-1352 (important). = 5 juin. *P. J. Healy*. The Valerian persecution (résumé bref et substantiel des résultats acquis). — *G. Colin*. Rome et la Grèce de 200 à 146 av. J.-C. (important). — *Abbé Le Sueur*. Le clergé picard et la Révolution (utile recueil de faits présentés d'ailleurs sans ordre, sans style, sans esprit critique). = 15 juin. *Albert Dieterich*. Mutter Erde (remarquable chapitre d'histoire religieuse). — *Maurice Croiset*. Aristophane et les partis à Athènes (excellent). — *V. Glachant*. Benjamin Constant sous l'œil du guet (excellent; Marc Des Granges rectifie la date de plusieurs lettres). — *J.-E. Gautier et G. Lampre*. Fouilles de Moussian (rapport sur les fouilles opérées dans les tells antiques de la plaine de Moussian, au pied du Pouchté-Kouh, à trois journées au nord-ouest de Suse). = 25 juin. *V. Scheil*. Textes élamites-sémitiques, 3^e série, accompagnée de vingt-quatre planches hors texte. — *H. de Tourville*. Histoire de la formation particulariste. L'origine des grands peuples actuels (paradoxal et suggestif). — *Désiré Lacroix*. Guerre des Vendéens, 1792-1800 (compilation assez médiocre).

5. — Polybiblion. 1906, avril. — Comptes-rendus : *Sylvain Blot*. Napoléon III. Histoire de son règne (résumé exact, banal, incolore). — *L.-A. Gaffre et A. Desjardins*. Inquisition et Inquisitions (oppose à l'Inquisition romaine les inquisitions protestantes d'Allemagne, de France, de Genève. Le mal de l'un guérira-t-il le mal de l'autre?). — *Abbé Paul Calendini*. Le couvent des filles de N.-D. de La Flèche, 1622-1905. = Mai. *Louis Robert*. Hagiographie et biographie ecclésiastiques. = Comptes-rendus : *Ch. Briard*. L'abbaye de N.-D. de Grestain, de l'ordre de Saint-Benoît, à l'ancien diocèse de Lisieux (bon). = Juin. *H. Gaidoz*. Récentes publications de philologie celtique. = Comptes-rendus : *Abbé J. Dasse*. Guillaume Tollet, évêque constitutionnel de la Nièvre (conscientieux). — *Jos. Wirth*. Mgr Colmar, évêque de Mayence, 1760-1818 (apologie touchante, mais sans critique). — *Louis Serbat*. Les assemblées du clergé de France, 1561-1615 (excellent). — *Abbé Le Sueur*. Le clergé picard pendant la Révolution (fait un peu vite, mais attrayant, impartial et assez exact).

6. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1906, 7 mai. — *J. F. Blumhardt*. Catalogue of the library of the India office; vol. IV, part. 4 : Bengali, oriya and assamese books. — *K. Marti*. Die Religion des Alten Testaments (montre bien l'évolution de la science et du culte jahvéistes à ses différentes étapes). — *H. Dibelius*. Die Lade Jahves (bonne étude sur l'arche d'alliance; conclusions surtout négatives). —

W. Erbt. Die Hebræer (beaucoup d'érudition, d'hypothèses gratuites et de paradoxes). — W. H. Stevenson. Asser's life of King Alfred (excellente édition qui, pour la première fois, donne de la chronique d'Asser un texte non interpolé). — H. Ch. Lea. A history of the Inquisition of Spain; vol. I (excellent; longue analyse du livre par S. Reinach). — C. de Freycinet. La question d'Égypte (fort intéressant et aussi par endroits très discutable; l'auteur plaide un peu *pro domo*; il ne montre qu'une des faces de la question, sur laquelle il est insuffisamment informé). — A. Lang. The secret of the Totem (vives contradictions par S. Reinach). = 14 mai. W. Judeich. Topographie von Athen; t. III (très consciencieux). — H. M. Chadwick. Studies on anglo-saxon institutions (beaucoup d'érudition; conclusions surtout négatives). — Ph. Lauer. Annales de Flodoard (très bonne édition). — L.-G. Pélissier. Les correspondants du duc de Noailles, 1699-1724. — C. Dabroux. Le collège des Jésuites de Charleville, 1612-1762 (bon). — V. Glachant. Benjamin Constant sous l'œil du guet (beaucoup de documents dont quelques-uns fort précieux). — James Guillaume. L'Internationale; documents et souvenirs, 1864-1878 (livre très attachant, très touffu, inachevé). = 21 mai. O. Schrader. Sprachvergleichung und Urgeschichte; 3^e édit. (utile). — G. Grupp. Kultur der alten Kelten und Germanen (insuffisant). — C. Pierleoni. Xenophontis Respublica Lacedæmoniorum (très bonne étude sur les manuscrits). — Aloys Schulte. Kaiser Maximilian I als Kandidat für den päpstlichen Stuhl 1511 (excellente étude critique sur les sources). — H. Hauser. Ouvriers du temps passé; 2^e éd. (bon; mais au lieu d'une édition « remaniée », l'auteur nous doit une édition « refondue »). — H. Thirion. Madame de Prie, 1698-1727 (intéressant et en partie nouveau, moins cependant que l'auteur ne paraît le croire). — P. Eliade. Histoire de l'esprit public en Roumanie au xix^e s. (trop long, mais intéressant et neuf). = 28 mai. Ant. Rabbath. Documents inédits pour servir à l'histoire du christianisme en Orient depuis le xvi^e s. (recueil qui est appelé à rendre de grands services). — F. Baumgarten, F. Poland et R. Wagner. Die hellenische Kultur (excellent manuel). — F. Stæhelin. Der Eintritt der Germanen in die Geschichte (les Galates mentionnés dans l'inscription d'Olbia sont des Bastarnes). — C. de Boor. Excerpta de Insidiis (première édition complète). — G. Imbert. La vita fiorentina nel seicento, secondo memorie sincrone, 1644-1670 (excellent). — Baron de Bildt. Christine de Suède et le conclave de Clément X, 1669-1670 (très intéressant). — L. Bultingaire. Le club des Jacobins de Metz (bon, mais incomplet). — L. de Lanzac de Laborie. Paris sous Napoléon. Administration, grands travaux (excellent). — H. Reincke. Der alte Reichstag und der neue Bundesrat (contestable, et comment peut-on rapprocher deux institutions aussi dissemblables que l'ancien Reichstag et le Bundesrat actuel?). — F. Roequain. Notes et fragments d'histoire (très intéressant). — P. Dehérain. Études sur l'Afrique (études très intéressantes sur Emin pacha, le commerce de Siout avec le Darfour, la colonie italienne d'Érythrée,

le Congo belge et les Boers). = 4 juin. *P.-C. Beccari*. Rerum æthiopicarum scriptores occidentales inediti; tomi III. — *E. S. Roberts* et *E. A. Gardner*. An introduction to greek epigraphy; part II : The inscriptions of Attica (excellent manuel). — *Th. Gomperz*. Les penseurs de la Grèce; histoire de la philosophie antique; t. II. — *A. Holländer*. Wilhelm von Oranien und die Stadt Strassburg in 1568-1569 (bon). — *A. Baudot*. Études historiques sur la pharmacie en Bourgogne avant 1803 (bon). — *A. Martinien*. Guerre de 1870-1871. État nominatif, par affaires et par corps, des officiers tués ou blessés dans la deuxième partie de la campagne, du 15 septembre 1870 au 12 février 1871. = 11 juin. *K. Lehmann*. Die Angriffe der drei Barkiden auf Italien (une étude sur le passage des Alpes par Annibal est fort contestable; deux autres sur la bataille du Métaure et sur la campagne de Magon dans l'Italie septentrionale sont moins hypothétiques). — *Eug. Bacha*. Le génie de Tacite; la création des Annales (l'auteur prétend que l'œuvre de Tacite est un pur roman, l'œuvre d'un « poète qui avait l'hystérie du mensonge »). — *L. Schmidt*. Geschichte der germanischen Stämme bis zum Ende der Völkerwanderung (ch. II, comprenant l'histoire des Ostrogoths; ch. IV, comprenant celle des Wisigoths. Important). — *H. Kretschmayr*. Geschichte von Venedig (excellent). — *W. Hunt*. The political history of England; vol. X : 1760-1801 (excellent). — *Général marquis Armand d'Hautpoul*. Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration, publiés par le comte *Fleury*. — Mémoires du général marquis *Alphonse d'Hautpoul*, pair de France, 1789-1865, publiés par *Estienne Hennelet de Goutel* (les mémoires des deux frères se complètent assez heureusement). — *Abbé Marin*. Algérie, Sahara, Soudan; vie, travaux, voyages de Mgr Hacquard, des Pères blancs, d'après sa correspondance (très intéressant). — *Moustapha Kamel Pacha*. Égyptiens et Anglais (recueil de discours prononcés par un ennemi déclaré de l'Angleterre et de son rôle en Égypte; intéressant d'ailleurs). = 18 juin. *Appiani* Historia romana ex recensione L. Mendelssohnii; editio altera correctior, curante *P. Viereck* (bon). — *Weingartens*. Zeittafeln und Ueberblicke zur Kirchengeschichte; 6^e éd., revue par *C.-Fr. Arnold* (très utile). — La chronique de Dino Compagni, trad. *p. M. Weiss* (cette traduction rendra des services). — *G. Mollat*. Lettres communes de Jean XXII, 1316-1344; 5^e fasc. — *J. Grossmann*. Ist der Familienname unseres Kaiserhauses Zollern oder Hohenzollern? (Zollern est la forme la plus ancienne). — *Robert du Corail*. Amable Soubrany de Macholles, sa jeunesse, 1752-1789 (publie huit lettres intéressantes pour la biographie du futur conventionnel). — *Rod. Reuss*. Les églises protestantes d'Alsace pendant la Révolution, 1789-1792 (excellent). = 25 juin. *Th. Mommsen*. Gesammelte Schriften; t. II : Juristische Schriften. — *Colonel L. Margueron*. Campagne de Russie; 2^e partie : Marche de la Grande Armée à travers l'Allemagne et sa réunion sur le Niémen, du 1^{er} février au 24 juin 1812; t. IV. = 2 juill. *W. Altmann*. Die römischen Grabaltäre der Kaiserzeit (bon, avec une illustration fort soignée).

— *A. Cappelli*. Cronologia e calendario perpetuo (bon manuel de chronologie postérieure à l'ère chrétienne). — *R. Chandon de Briailles et H. Bertal*. Les sources de l'histoire d'Épernay; 1^{re} série : Archives municipales d'Épernay (bon). — *G. Mondaini*. Le origini degli Stati Uniti d'America (utile manuel; mais la bibliographie est tout à fait insuffisante). = 9 juill. *R. Kunze*. Die Germanen in der antiken Literatur (recueil de textes pour les classes). — Les études sur Rabelais depuis 1903 (longue et intéressante revue critique par Jacques Boulenger). — *Fr. Funck-Brentano*. Les lettres de cachet à Paris; étude suivie d'une liste des prisonniers de la Bastille, 1659-1789 (excellent; chaque nom de cette liste est accompagné de notes biographiques). = 16 juill. *Ph. Champault*. Phéniciens et Grecs en Italie d'après l'Odyssée; étude géographique, historique et sociale, par une méthode nouvelle (la méthode n'est point nouvelle; l'idée fondamentale du livre, qui est d'identifier Schérie avec Ischia et l'île de Calypso avec Gibraltar, est plus ingénieuse que persuasive). — *Alf. Franklin*. Dictionnaire historique des arts, métiers et professions exercés dans Paris depuis le XIII^e siècle (très intéressant). — *Paul Audebert*. L'officier de fortune sous l'ancienne monarchie (d'après la correspondance du chevalier de Fontette et du chevalier de Pujol). — *J. Meuret*. Le chapitre de Notre-Dame de Paris en 1790 (intéressant et solide). — *André Lebey*. Les trois coups d'État de Louis-Napoléon Bonaparte (en réalité, c'est une biographie de Napoléon III avant l'Empire que commence ici l'auteur, biographie intéressante, qui fait connaître quelques documents nouveaux, mais pas assez approfondie ni puisée aux vraies sources). *

7. — Revue des Études anciennes. T. VIII, 1906, juill.-sept. — *É. Michon*. Bas-reliefs votifs d'Asie Mineure. — *G. Bloch*. Observations sur le procès des Scipions; III : l'Accusation contre Lucius; IV : la Juridiction, l'amende et l'infamie. — *R. Pichon*. L'origine du recueil des *Panegyrici latini* (rien n'autorise l'attribution des panégyriques II-IX au seul Eumène; tout au contraire nous invite à y voir les œuvres d'auteurs différents; ce groupe nous donne, non pas les œuvres d'un seul rhéteur, mais des échantillons de toute la rhétorique gallo-romaine). — *C. Jullian*. Notes gallo-romaines; XXXI : Survivances géographiques (traces laissées par le peuple ligure dans l'onomastique. « Il n'y aurait pas d'in vraisemblance à ce que, dix ou quinze siècles avant l'ère chrétienne, l'Occident et le centre de l'Europe aient formé, sous le nom de Ligures, un vaste empire, une double unité, linguistique et politique »). — *Id.* La chute du ciel sur les Gaulois. — *Id.* Chronique gallo-romaine.

8. — Revue de l'histoire des religions. T. LIII, n^o 2. Mars-avril 1906. — *Ed. Montet*. Un rituel d'abjuration des Musulmans dans l'Église grecque (texte grec du XIII^e s., avec une traduction en français et un commentaire). — *L. Massebieau et Émile Bréhier*. Chronologie de la vie et des œuvres de Philon; suite. — *G. Foucart*. Une tombe d'Amarna (d'après le 15^e mémoire de l'*Arch. Survey of Egypt*). =

Comptes-rendus : *Rai Bahadur Lala Baij Nath*. Hinduism, ancient and modern, as taught in original sources and illustrated in practical life (intéressant, mais superficiel). — *R. L. Ottley*. The religion of Israel, a historical sketch (l'auteur se propose de concilier la foi dans la révélation avec les résultats de la critique moderne, et il procède d'une manière vraiment historique). — *Pierre Paris*. Essai sur l'art et l'industrie de l'Espagne primitive (excellent). — *A. Lang*. The secret of the Totem (A. van Gennep n'accepte pas la théorie de Lang sur l'origine des systèmes totémiques). — Mai-juin. *L. MASSEBIEU* et *É. BRÉHIER*. Essai sur la chronologie de la vie et des œuvres de Philon; fin. — *Eugène MONSEUR*. La proscription religieuse de l'usage récent (étudie et explique les coutumes suivantes : 1° enlever son chapeau; 2° le *saq* de deuil; 3° enlever ses chaussures; 4° l'abstention de chaises; 5° la malpropreté rituelle; 6° l'abstention de lit; 7° le moribond retiré de son lit; 8° le nouveau-né déposé sur le sol; 9° les pains sans levain). — *Jean CAPART*. Bulletin critique des religions de l'Égypte, 1905. = Comptes-rendus : *J. Ernst*. Papst Stephan I und der Ketzeraufstreit (étude remarquable sur l'Église au temps de saint Cyprien). — *L. de Kervail*. L'évolution et le développement du merveilleux dans les légendes de saint Antoine de Padoue (très intéressant). — *J. G. Frazer*. Lectures on the early history of the kingship (ouvrage d'un puissant intérêt).

9. — **Bulletin de littérature ecclésiastique**. 1906, avril. — *Louis SALTET*. Le schisme d'Antioche au iv^e siècle (discute les deux thèses pour le doctorat ès lettres présentées à l'Université de Paris par *F. Cavallera*. Dans la première, l'auteur propose d'attribuer à *Eustathe* une homélie, retrouvée par lui : *In Lazarum, Mariam et Martham*; or, cette homélie ne peut avoir eu *Eustathe* pour auteur. C'est un des textes apocryphes qui ont été composés au v^e siècle pour appuyer la théologie de Chalcédoine. La seconde thèse, sur le schisme d'Antioche au iv^e et au v^e siècle, est une excellente contribution à l'histoire ecclésiastique). — *Saint Jean Damascène*, source de *saint Thomas* (discussion d'une thèse sur ce sujet présentée par l'abbé *Duffo* pour le doctorat en théologie à Toulouse). — *Juin*. *P. BATIFFOL*. Évolutionisme et histoire (à propos d'un article du *P. Laberthonnière* sur le livre de *M. Rivière*, dans les *Annales de philosophie chrétienne*, février 1906. Il ne s'agit d'ailleurs ici que de l'histoire des dogmes; or, « une pareille histoire n'implique pas l'évolutionisme, que d'aucuns voudraient y impliquer »).

10. — **Mélanges d'archéologie et d'histoire**. (École française de Rome.) 1906, janvier-avril. — *Mgr J. WILPERT*. Le nimbe carré. A propos d'une momie peinte du musée égyptien au Vatican). — *A. DUFOURCO*. Le passionnaire occidental au vii^e s. (le passionnaire dont on faisait usage à Rome au vii^e s. a été retrouvé; il se compose de deux volumes : le Cod. Augiensis XXXII de la bibliothèque de Carlsruhe et le Cod. Monacensis 3810. Publie le texte de ce dernier. Comparaison avec le Palatinus 846 et le Vindobonensis 357). — *L. HALPHEN*. Note sur les

consuls et les ducs de Rome, du VIII^e au XIII^e siècle. — L. CELIER. Sur quelques opuscules du camerlingue François de Conzié. — P. BOURDREUX. Notes sur le texte de Xénophon. — G. BOURGIN. L'église de Saint-Louis des Français en 1810-1811. — P. BOURDON. Le concordat de François I^{er} et l'indult de Charles-Quint; leur conflit en Artois, 1518-1531. — P. FEDELE. Ager Velisci? (on a beaucoup disserté sur l'emplacement de cet « ager » et sur le sens du mot « Velisci » dans une charte de 982; bien à tort, car le mot, en réalité, ne s'y trouve pas. Réimprime cet acte d'après une copie authentique du XI^e s.).

11. — **Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.** 1906, mars-avril. — Jean ACHER. Notes sur le droit savant au moyen âge (I : Description du manuscrit H. H. 1, 11, 1227 de la bibl. de Parme. II : Traité des hommages de Jean de Blanot; texte de ce traité, d'après le ms. de Parme. Il a été écrit au XIII^e s., sans doute en France, mais certainement par des Français. Il offre cette particularité qu'il traite de l'hommage sans se préoccuper autrement du fief). — Félix AUBERT. Le parlement de Paris au XVI^e s.; fin (le Parlement et la politique). — Paul COLLINET. Trois notes sur le Grand Coutumier de France (1^o le nom de l'auteur du Grand Coutumier, Jacques d'Ableiges, était connu des compilateurs du XV^e s.; 2^o l'imitation du droit romano-canonique dans le livre III du Grand Coutumier; l'influence du Grand Coutumier sur les coutumes rédigées au XV^e s.). = Comptes-rendus : L. WAHRMUND. Quellen zur Geschichte des römisch-kanonischen Processes im Mittelalter; Heft 1 : Die *Summa libellorum* des Bernardus Dorna (Dorna fut ami et probablement collègue d'Azo à Bologne; il écrivit sa *Summa* de 1213 à 1217). — Compte-rendu des fascicules 13 à 29 des *Kirchenrechtliche Abhandlungen* publiées sous la direction de Stutz. — Albert WERMINGHOFF. Geschichte der Kirchenverfassung Deutschlands im Mittelalter (bonne étude sur les rapports de l'Église avec les pouvoirs séculiers de l'Allemagne). — Fr. SCHAUB. Der Kampf gegen den Zinswucher ungerechten Preis und unlautern Handel im Mittelalter, von Karl dem Grossen bis Papst Alexander III (étude très intéressante sur le juste prix et les mesures de protection destinées à le faire valoir, surtout à l'époque carolingienne, sur le commerce et l'intérêt de l'argent engagé dans les entreprises commerciales, surtout au XII^e s.). = Mai-juin. C. TRAPENARD. Aliénations et usurpations de communaux dans le canton de Champs, Cantal, aux XVII^e et XVIII^e s. — F. BASSIEUX. Théorie des libertés gallicanes du Parlement de Paris au XVII^e s. (copieuse analyse des *Remontrances*). — Armand d'HERBOMEZ. Les constitutions de Tournay sous Philippe de Valois; 1^{er} art. — E. MEYNIAL. Le *Codi* et les fors de Béarn (rapproche la rédaction du Code provençal des « Lois de l'empereur » publiées par J. Brissaud et P. Rogé; constate que ces deux œuvres suivent à peu près le même plan; la plupart des passages des « Lois de l'empereur » sont semblables aux passages correspondant du *Codi*, parfois même en sont une traduction très exacte. D'autre part, ces deux textes ont une ressemblance évidente

quant au fond avec la Somme de Rogerius : tous trois ont mis à contribution les seuls quatre premiers livres du Code de Justinien). — Comptes-rendus : *Ed. de Hinojosa*. El régimen señorial y la question agraria en Cataluña durante la edad media (important; mais l'auteur a tort d'introduire la passion du libéralisme dans des études d'érudition. Publie beaucoup de textes intéressants). — *J. Mackinnon*. A history of modern liberty (intéressant). — *H. Brunner*. Grundzüge der deutschen Rechtsgeschichte; 2^e éd. (remarquable). — *Gino Arias*. Il sistema della costituzione economica e sociale italiana nell' età dei comuni (bon, avec une importante bibliographie).

12. — Revue générale du droit, en France et à l'étranger. 1906, mars-avril. — *Jean Acher*. Le droit civil et l'histoire du droit; suite en mai-juin (conflit entre la doctrine et la jurisprudence). — *G. Platon*. Le droit public égyptien sous la domination grecque et sous la domination romaine (à propos des *Griech. Ostraka* publiés par *U. Wilcken*); suite en mai-juin. = Mai-juin. *Raoul de La Grasserie*. Analyse, synthèse et critique des divers régimes matrimoniaux en législation comparée; suite.

13. — Revue celtique. 1906, avril. — *Seymour de Ricci*. La marine de Marseille en l'an 217 av. J.-C. (d'après un papyrus grec publié dans *Hermes*, 1906, p. 103, et contenant quatre colonnes de Sosylos, historien grec qui fut le professeur de grec d'Hannibal. Texte et traduction). — *Fr.-P. Garofalo*. Taurini et Taurisci (ces noms sont celtiques). — *H. d'Arbois de Jubainville*. Les Taurini et les Taurisci (les Taurisci étaient gaulois et les Taurini ligures).

14. — Revue des Études rabelaisiennes. 4^e année, 1906, fasc. 1. — *Charles Oulmont*. Gratian du Pont, sieur de Drusac, et les femmes. — *D^r de Santi*. Rabelais et J.-C. Scaliger; 2^e art. (hostilité de Scaliger à l'égard de Rabelais; ils étaient en désaccord sur la médecine et puis sur beaucoup d'autres choses encore). — *Émile Picot*. Rabelais à Lyon en août 1540. = Fasc. 2. *V.-L. Bourrilly*. Deux points obscurs dans la vie de Rabelais : Rabelais en août 1537; Rabelais et le sieur de La Fosse, 1540 (en 1540, Rabelais paraît avoir été mêlé aux négociations plus ou moins louches du sieur de La Fosse, Barnabé de Voré, en Allemagne, en particulier avec le landgrave de Hesse). — *Charles Oulmont*. Gratian du Pont, sieur de Drusac, et les femmes; suite et fin. — *Louis de Grandmaison*. Un frère de Rabelais (Jamet Rabelais, mentionné dans un contrat du 20 juillet 1518). — *Étienne Clouzor*. Marrons (note sur les guides alpins qui, au xvi^e s., conduisaient les voyageurs et portaient leurs bagages à travers les Alpes, par exemple sur le chemin de Lyon à Turin). — *Abel Lefranc*. Jamet Brayer (ce nom du pilote principal qui dirigeait la flotte de Pantagruel appartient à une personne ayant réellement existé; c'était un marchand tourangeau; une de ses parentes, Marie Gaudete, épousa Jamet, le frère de Rabelais).

15. — Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée.

1906, avril. — La campagne de 1794 à l'armée du Nord; fin (capitulation de Landrecies). — La campagne de 1797 sur le Rhin (chap. v : les Forces en présence; chap. vi : les Opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse; victoire de Hoche à Neuwied). — La guerre de 1870-1871. L'armée de Châlons; 3^e partie : Nouart-Beaumont; chap. vii : Bataille de Beaumont; suite en mai. = Mai. Les opérations militaires sur la Sambre en 1794; chap. i et ii. — La campagne de 1797 sur le Rhin (chap. vii : les Opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle). = Juin. Les opérations militaires sur la Sambre en 1794; chap. iii-v. — La campagne de 1800 en Allemagne; chap. viii-x (opérations de l'aile droite française du 5 au 10 floréal et passage du Rhin par cette aile; opérations de l'aile gauche, du centre et de la réserve, le 11 floréal). — La guerre de 1870-1871. L'armée de Châlons; 3^e partie : Nouart-Beaumont (les Français sont définitivement repoussés au delà de la Meuse, abandonnant le faubourg de Mouzon sur la rive droite).

16. — Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1905, 5 avril. — JON SVENSSON. Les sagas islandaises. — Adhémar d'ALÈS. Une soutenance en Sorbonne (thèse de Ferdinand Cavallera sur une homélie de saint Eustathe d'Antioche découverte par lui et publiée pour la première fois, et sur le schisme d'Antioche). — J.-A. REIMSBACH. Un miracle de saint Janvier (l'auteur a vu le miracle s'accomplir le 26 sept. 1905, et c'est bien un miracle, puisqu'aucune explication scientifique du phénomène ne peut être donnée). = 20 avril. Jean Noury. Versailles, 1870-1880. Souvenirs et récits; suite (quelques anecdotes sur Thiers, sur la tentative de restauration de 1873, sur le prince Pierre Bonaparte). = 5 mai. Louis CHAINE. L'évolution de l'art inarial pendant les xiv^e et xv^e s.; suite le 20 mai et le 5 juin. — Adhémar d'ALÈS. Le souvenir de saint Hippolyte (étude sur la personne et l'œuvre d'Hippolyte d'après la tradition littéraire, la tradition hagiographique et les *Philosophumena*). — Henri CHÉROT. Le fondateur des Pères du Saint-Esprit : Claude-François Poullart des Places, 1679-1703. = 20 mai. Alexandre BROU. Histoire du Japon (à propos des ouvrages récents de Nagoaka et de Steichen). = 5 juin. Eugène GRISELLE. Deux lettres autographes de la V. Mère Marie de l'Incarnation et de la Mère Marie de Saint-Joseph, ursulines de Québec, 1641 (montre combien l'édition de la première de ces lettres, donnée en 1681, diffère de l'original).

17. — La Revue de Paris. 1906, 1^{er} mars. — André MATER. L'Eglise, les laïques et la paroisse; fin le 15 mars (résumé du droit canonique en ces matières). — Eug. WELVERT. La fin de Merlin de Thionville (il essaya d'organiser dans l'Aisne la résistance contre l'invasion en 1814, réussit à échapper à la proscription qui frappa les régicides en 1816, se retira à Paris en 1824 et mourut à Marly-le-Roi en 1833. = 15 mars. G. FERRERO. Antoine et Cléopâtre (la bataille d'Actium n'a pas été une action sérieuse; Cléopâtre avait su décider Antoine à laisser l'Occident et la Grèce à Octave, espérant qu'on la

laisserait tranquille en Égypte avec Antoine pour époux. C'est l'intrigue qui fut victorieuse, non les armes). = 1^{er} avril. Louis MATRUCHOT. Les fouilles d'Alésia (ce que fut Alise, ce qu'elle est devenue, ce que des fouilles bien dirigées nous promettent). = 15 avril. Romain ROLLAND. Michel-Ange. = 1^{er} mai. Comte DE CIRCOURT. Souvenirs du parlement de Francfort (détails intéressants sur certains personnages qui y jouèrent un rôle). = 15 mai. Gustave REYNIER. Les origines de la légende de don Juan. — Edmond ALBE. La fin d'Hugues Gérard (maintient, contre Langlois, que Gérard s'était rendu coupable d'un crime, qu'il n'y a pas la moindre preuve que le pape ou son entourage ait inventé les faits justement reprochés à l'évêque de Cahors). = 1^{er} juin. G. FERRERO. Néron (Néron était un demi-fou et un véritable criminel; encore ne tient-on pas assez compte de l'âge auquel il fut élu, du milieu où il a régné; il ne méritait pas de passer dans l'histoire comme l'Antéchrist). — Jean GROS. La « Petite Église » de Toulouse (d'après une liasse de lettres et papiers saisis par la police en 1811; le véritable chef de la « Petite Église » du Midi pendant vingt ans fut l'abbé Lucrès, qui mourut le 6 janvier 1823, âgé de quatre-vingt-huit ans). = 1^{er} juillet. Comte DE NEIPPERG. Aperçu militaire sur la bataille de Marengo (Neipperg était alors major dans l'armée sous les ordres de Mélas; sa relation contient certains détails qui contredisent les récits les plus autorisés de la bataille. Important). — U.-V. CHATELAIN. Les fêtes de Vaux (d'après une relation contemporaine qui était restée inconnue). = 15 juillet. Emile DARD. Hérault de Séchelles avant la Révolution (sa visite à Buffon en 1785; ses rapports avec Antoine de Lassalle; ses rapports avec la municipalité d'Épône en 1789; son émigration et son retour à Paris à la fin de 1790).

18. — Société nationale des Antiquaires de France. Séance du 30 mai 1906. — M. le baron DE BAYE entretient la Société des couronnes de mariage usitées en Transcaucasie et rappelle les couronnes des princes byzantins. — M. A. BLANCHET fait une communication sur l'utilité des trésors monétaires au point de vue du classement chronologique des vases et des bijoux de l'époque romaine en Gaule. — M. PALLU DE LESSERT termine la lecture du mémoire de M. le Dr Brulard sur les fouilles exécutées au Magny-Lambert. = 13 juin. M. ARNAULDET fait une nouvelle communication sur les tapisseries du château de Blois qui proviennent de Naples et de Milan. — M. DE MÉLY présente une balance romaine trouvée en 1866 à Lisieux. — M. SELLIER informe la Société de la découverte d'une stèle romaine à trois personnages à la base du mur d'enceinte de la cité, sur le chantier du Métropolitain. = 20 juin. M. SELLIER signale de nouvelles découvertes de pierres sculptées dans le soubassement du mur antique du chantier du quai aux Fleurs. — M. HÉRON DE VILLEFOSSE communique le texte des inscriptions funéraires trouvées au même endroit et explique le sens de plusieurs bas-reliefs professionnels représentant des pêcheurs, des marchands et un chariot à quatre roues chargé d'un coffret où un person-

nage verse le contenu d'une corbeille. — M. BORDEAUX signale un menhir entre Fosses et Surveilliers (Seine-et-Oise) et en demande le classement. = 27 juin. M. HÉRON DE VILLEFOSSE signale l'importance de l'inscription romaine trouvée avant-hier dans le chantier du quai aux Fleurs. Elle fait connaître le nom d'un exarchus, grade militaire du IV^e siècle, ce qui fixe la date de la construction de la muraille. — M. le comte DE NETTANCOUR signale les monuments romains et seljoucides qui se trouvent sur le trajet du chemin de fer de Bagdad et présente les photographies d'inscriptions hittites trouvées dans les environs d'Angora. = 4 juillet. M. VERNET présente des agrandissements des photographies de stèles et de débris antiques découverts dans les fouilles de la cité. — M. le Dr CAPITAN offre à la Société un compte-rendu de l'exploration souterraine qui a abouti à l'identification des restes de l'amiral Paul Jones.

19. — Annales de Bretagne. Tome XXI, n° 1 (novembre 1905).

— Henri SÉE. Les classes rurales en Bretagne, du XVI^e siècle à la Révolution (I. La condition personnelle des paysans. II. L'organisation de la propriété foncière). — L. DUBREUIL. Le district de Redon, du 1^{er} juillet 1790 au 8 ventôse an IV; suite : ch. IV : la Chouannerie. = N° 2 (janvier 1906). J. LETACONNOUX. Le régime de la corvée en Bretagne au XVIII^e siècle. — E. TANGUY. L'émigration dans l'Ille-et-Vilaine et la vente des biens nationaux de deuxième origine (simple résumé). — F. LE LAY. La fête du 14 juillet 1790 à Pontivy. — Henri SÉE. Les classes rurales en Bretagne, du XVI^e siècle à la Révolution (II. L'administration seigneuriale. III. Le régime seigneurial). — Léon DUBREUIL. Le district de Redon, du 1^{er} juillet 1790 au 18 ventôse an IV; ch. VII : le Gouvernement révolutionnaire. = N° 3 (avril 1906). Abbé CAMPION. S. Servatius, évêque de Tongres, patron de Saint-Servan; 2^e article (il est probable qu'avant le VII^e siècle le cimetière d'Alet a porté le nom de Servatius et que la colonie bretonne venue plus tard a traduit ce nom par Serwan). — Paul DELARUE. Cahier de la ville d'Antrain, 5 avril 1789 (texte de ce document). — Henri SÉE. Les classes rurales en Bretagne, du XVI^e siècle à la Révolution (ch. II. Les rentes seigneuriales. Ch. III. Les redevances personnelles. Ch. IV. Les corvées, les droits de gîte et de guet. Ch. V. Les droits de mutation; rachat, lods et ventes. Ch. VI. La justice seigneuriale). = A part : Cartulaire de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé; suite.

20. — Annales du Midi. 1906, avril. — J. CALMETTE. La famille de saint Guilhelm (petit-fils de Charles Martel par sa mère Alda, Guilhelm, le fondateur de Gellone, eut dix enfants de deux mariages; une de ses filles, Rolinde, épousa le célèbre Wala; un de ses fils, Bernard de Septimanie, eut pour femme Dhuoda, dont le *Manuel* est une des sources les plus sûres pour cette étude généalogique. Un cousin germain de Bernard, Eudes, comte d'Orléans, était sans doute frère de Guillaume de Blois, qui eut pour fils Eudes de Troyes et Robert le Fort, « en sorte que l'origine de la dynastie capétienne elle-même se

confondrait avec celle du cousin germain de Bernard de Septimanie ». Quant à ce dernier, il a été « pris, condamné et exécuté entre le 5 avril et le 19 mai 844 ». — In. Gaucelme, marquis de Gothie sous Louis le Pieux (Gaucelme était fils de saint Guilhem et frère de Bernard de Septimanie; il fut marquis de Gothie en 829-830, après son frère Bernard qui venait d'être appelé à la cour pour y exercer les fonctions de chambrier; il mourut en 934). — V. DE BARTHOLOMÉIS. La tenson de Taurel et de Falconet (cette tenson se rapporte à une guerre de Crémone qui ne peut se placer qu'entre le 17 octobre 1213 et le 15 novembre 1214. Essai d'éclaircir les allusions historiques contenues dans cette obscure poésie). — A. VIDAL. Les comptes consulaires de Montagnac, Hérault; fin. — Compte-rendu : *Dr. Francus*. Notes et documents historiques sur les huguenots du Vivarais; tomes II-IV (beaucoup de documents présentés avec peu de critique). — Juillet. A. DAUZAT. Claude Barbarat. Un paysan d'Auvergne pendant la Révolution (d'après des papiers de famille inédits). — John GERIG. Lettre de Guillaume Catel à Peiresc (répond à des questions sur certains points d'histoire; en post-scriptum, Catel annonce que, « sur son rapport », a été condamné par les deux chambres du parlement de Toulouse et brûlé un « insigne athée, philosophe et médecin, fils de Naples;... son nom estoit Pompée Lucilio ». Il s'agit de Vanini, que Catel, alors conseiller au parlement, poursuivait avec une grande âpreté). — Comptes-rendus : A. RICHARD. Histoire des comtes de Poitou, 778-1204 (article à consulter de P. Boissonnade). — J. Fourgous. L'arbitrage dans le droit français aux XIV^e et XVI^e siècles (bon). — Ch. Samaran et G. Mollat. La fiscalité pontificale en France au XIV^e siècle; période d'Avignon et du grand schisme d'Occident (très intéressant et bien fait). — Abbé C. NICOLAS. Histoire des grands prieurs et du prieuré de Saint-Gilles; tome II. — J. SAHUC. Saint-Pons-de-Thomières (énumère les consciencieux travaux consacrés à Saint-Pons par M. Sahuc).

21. — **Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne.** 1905, juin. — Dr ROUX. Les origines de la ville de Riom (peu de chose). — Juillet-août. Émile GILBERT. Le feu grégeois; essai historique sur sa composition. — Novembre. Joseph BONNETON. Le connétable de Bourbon, duc de Bourbonnais et d'Auvergne (simple résumé, sans valeur documentaire). — 1906. Janvier-février. Marcellin BOURNET. Saint Robert de Turlande, fondateur de La Chaise-Dieu; ses origines et sa famille, d'après les cartulaires (saint Robert n'appartient pas, comme on l'a dit, à la famille des comtes d'Aurillac, mais tout simplement à celle des Turlande); suite en mars-avril.

22. — **Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest.** 2^e série, tome X, 1906, 3^e trimestre. — Rôle des dépenses nécessitées par les réparations faites aux châteaux de Poitiers, de Lusignan et de Niort sous la direction de Jean Robin, maître des œuvres du roi en Poitou, 26 septembre 1475. — 4^e trimestre. Gabriel MARTIN. L'abbaye d'Airvault et la Commission des réguliers (publie une pétition des

habitants d'Airvault demandant, en 1768, le maintien de cette abbaye, que la Commission menaçait de supprimer. Dix-huit maisons seulement sur quarante-sept dépendant de l'abbaye furent maintenues).

23. — Mémoires de la Société éduenne. Nouv. sér., t. XXXIII (Autun, Dejussieu). — H. DE CHAIGNON. Recherches sur les gisements ou carrières d'où ont été extraits les matériaux constituant le petit appareil de revêtement dans les constructions romaines d'Autun. — Eugène FYOT. La châtellenie de Glenne; suite et fin. — J.-G. BULLIOT. La Tour du Bost (le château et les seigneurs de la Tour du Bost); fin. — A. DE CHARMASSE. Jacques-Gabriel Bulliot (fin de cette biographie si intéressante pour l'histoire de l'archéologie française). — Paul MONTARLOT. Les députés de Saône-et-Loire aux assemblées de la Révolution, 1789-1799; 3^e partie : Convention nationale (Gelin, Masuyer, Carra). — A. DE CHARMASSE. Note sur l'inventaire des livres liturgiques donnés à l'église collégiale de Notre-Dame d'Autun par Nicolas Rolin, chancelier de Bourgogne. — Joseph DÉCHELETTE. La nécropole gauloise de Diou.

24. — Revue d'Alsace. 1906, mars-avril. — Mgr CHÈVRE. Deux prévôts de Saint-Martin de Colmar, évêques suffragants de Bâle (biographie de Jean-Chr. Haus, évêque de Domitopolis, 1705-1725, et de Jean-Baptiste Haus, évêque de Messala, 1729-1745). — A.-M.-P. INGOLD. Le mariage de Louis XV à Strasbourg (d'après des notes prises par Riccius, alors attaché au secrétariat de l'évêché de Strasbourg); fin en mai-juin. — Dr L. EHRHARD. Correspondance entre le duc d'Aiguillon et le prince-coadjuteur Louis de Rohan; suite (juin et juillet 1772). — Jules SCHWARTZ. Correspondance de Malouet avec Mounier, de Strasbourg (du 19 septembre 1820 au 14 mars 1821); suite en mai-juin (du 24 mars au 27 avril 1821). — Mai-juin. Ch. HOFFMANN. Les élections aux États généraux. Colmar-Belfort; suite : chap. VI : Assemblées secondaires de Colmar-Sélestadt et de Belfort-Huningue; rédaction des cahiers et élections). — A. D'OCHSENFELD. Benjamin Constant en Alsace (à propos du livre de Victor Glachant : *Benjamin Constant sous l'œil du guet*. Quelques corrections apportées à cet ouvrage). — Souvenirs de 1816. Journal d'un habitant de Cernay : M. de Latouche; suite.

25. — Revue de l'Agenais. 1906, janvier-février. — Ph. LAUZUN. Le château de Prades; partie archéologique. — C. CHAUX. Une branche des Xaintrailles; suite (le chevalier de Xaintrailles, qui fut un serviteur dévoué de la famille des Condé; mort en 1713. Avait-il le droit de porter le nom de Xaintrailles? Oui). — J. BEAUNE. Deux sénéchaux d'Agenais; suite (le sénéchal François Poton de Raffin d'après les archives de Raffin; il mourut en 1571). — Mars-avril. Comte de DIENNE et J. DUBOIS. Rôle d'une compagnie d'hommes d'armes et d'archers en Agenais, 1580. — Ph. LAUZUN. Florian et ses bandes de partisans en 1814 et 1815 (histoire d'un chef de partisans qui essaya de lutter contre l'invasion anglaise en 1814). — J. DUBOIS. Le château de Prades (histoire d'un petit fief qui se consti-

tua dans la seconde moitié du ^{xv}^e siècle). — Lettres de Bory Saint-Vincent; suite. = Bibliographie : *Broussard*. Les anciennes justices d'Agen. Le tribunal d'appel et la cour d'Agen (personnel, an VIII-1905). — *P. Meller*. Armorial du Bordelais : sénéchaussées de Bordeaux, Bazas et Libourne. = Juin-juillet. *J.-G.-J. Brocconnat*. La Roumieu; étude archéologique et historique. — Comte de DIENNE et *J. Dubois*. Rôle d'une compagnie d'hommes d'armes et d'archers en Agenais, 1580. — *Ph. Lauzun*. Florian et ses bandes de partisans en 1814 et 1815; suite.

26. — *Revue de Gascogne*. 1906, mars. — *C. Tauzin*. Les débuts de la guerre de Cent ans en Gascogne, 1327-1340; suite (utile surtout pour la géographie féodale. Beaucoup de faits puisés aux sources les plus sûres). — *P. Dieuzaide*. Une dépendance de Roncevaux : la commanderie de Samatan; suite et fin (liste des commandeurs depuis 1257 jusqu'en 1726; l'église de Saint-Michel fut démolie en 1743). — *A. Degert*. L'ancien diocèse d'Aire; suite (après Bernard de Bats, on place à tort Guillaume de Corneillan; Bernard mourut le 14 janvier 1326; son successeur fut Annesanche de Toujouse, qui périt assassiné l'année suivante, 25 août 1327. Les assassins, excommuniés en déc. 1330, furent couverts par des lettres royales de grâce). = Avril. *A. Clergeac*. Les nominations épiscopales en Gascogne au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle; fin. — *Cyprien Laplagne-Barris*. Saint-Yors (notes sur la famille noble qui posséda cette maison forte; l'église, sous le vocable de Saint-Georges, est une annexe de la paroisse de Bazian). — *A. Degert*. L'ancien diocèse d'Aire; suite (biographie des évêques Garsie du Fau, 1327-1349, et Dauphin de Marquèves, 1349-1354). = Mai. *E. de Lary de Latour*. Comptes des funérailles d'un gentilhomme gascon au ^{xvii}^e siècle (Charles de Lary, mort en 1621). — *A. Degert*. L'ancien diocèse d'Aire; suite (Bernard, 1354-1361; Jean de Montaut, 1361-1386; Robert Waldeby, obédience de Rome, 1386-1390; Maurice Usk, 1390-1393; Garsie-Arnaud de Navailles, obédience d'Avignon, 1385-1397; Bernard de Brun, 1397-1418; Arnaud-Guillaume de Lescur, obédience de Rome, 1392-1418). = Juin. *J. Duffour*. Les pensions ecclésiastiques sous la Révolution dans le Gers. — *V. Foix*. L'Amérique découverte par les Basques (publie un « Mémoire touchant la découverte de l'île de Terre-Neuve, fourni par les négociants de Saint-Jean-de-Luz et de Siboure à M. de Planchion, syndic général du pays de Labourt, en mars 1710 »; il y est question de la pêche à la baleine et à la morue qui conduisit très souvent, comme on sait, les Basques à Terre-Neuve; mais le Mémoire ne fournit pas une seule date). — *A. Degert*. L'ancien diocèse d'Aire; suite (Roger de Castelbon, 1418-1440; Pierre de Gacheffret, 1440-1445; Louis d'Albret, 1445-1460). = Juillet-août. *C. Tauzin*. Les débuts de la guerre de Cent ans en Gascogne, 1327-1340; fin (à consulter pour les faits de l'histoire locale). — *A. Clergeac*. Les abbayes de Gascogne, du ^{xii}^e siècle au Grand Schisme d'Occident; 1^{er} art. — *J. Duffour*. Les pensions ecclésiast.

tiques sous la Révolution dans le Gers; fin. — A. DEGERT. L'ancien diocèse d'Aire (suite des évêques : Tristan d'Aure, 1460-1475; Pierre de Foix, 1475-1484; Mathieu de Nargassie, 1484-1485; Bernard d'Abbadie, 1486-1512, nommé par le Saint-Siège, tandis que Pierre de Foix, élu par le chapitre, reprenait son siège, 1485-1488; Antoine du Monastey ou d'Alpinae, 1512-1516, élu par le chapitre; Arnaud-Guillaume d'Aydie, premier évêque nommé sous le régime du Concordat). = Bibliographie : P. Meller. Armorial du Bordelais (des erreurs, et, comme l'auteur n'indique pas ses sources avec précision, il ne fournit pas le moyen de les corriger. Cet ouvrage ne pourra donc être consulté qu'avec les plus grandes précautions). — Eug. de Uriarte. Catalogo razonado de obras anonimas y seudonimas de autores de la Compania de Jesus pertenecientes a la antigua asistencia española, 1540-1773; t. II. — Fr. Aznar y Navarra. Forum Turolii (bonne édition du *Fuero de Teruel*, si important pour l'histoire politique et sociale de l'Aragon, 1176).

27. — **Revue de Saintonge et d'Aunis.** Tome XXV, 2^e livraison, 1^{er} mars 1906. — Aventure d'un émigré sauvé par l'intrépide intervention de ses amis. — Relation du passage de Napoléon I^{er} à Saintes (lettre adressée par B. de Laval, ingénieur de la marine, au sénateur Lemercier, de Saintes, 9 août 1808). — E. GUÉRIN. Quatre mariages saints dotés par l'État en 1810 (notes relatives à quatre des six mille mariages qui devaient accompagner celui de l'Empereur; ces mariages unirent d'anciens militaires à des filles de leur pays, qui recevaient en outre une petite dot). — Abbé LEMONNIER. Le clergé de la Charente-Inférieure pendant la Révolution; suite. — Ch. DANGIBEAUD. Saintes ancienne; suite. = 1^{er} mai. P. LEMONNIER. La propriété foncière du clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Charente-Inférieure. Arrondissements de Saintes et de Marennes (en 1789, la propriété foncière du clergé était de 1,36 % dans l'arrondissement de Saintes et de 1,68 % dans celui de Marennes; celle du clergé régulier d'ailleurs plus considérable que celle des séculiers. Les gros acquéreurs furent : à La Rochelle, les négociants; à Rochefort, les fournisseurs de la marine; à Saintes, les hommes politiques et les fonctionnaires des administrations départementales; à Marennes, des propriétaires. La masse des acquéreurs se composa de bourgeois et de petits propriétaires). = 1^{er} juillet. E. MAUFRAS. Passage de Napoléon I^{er} à Pons; extrait des registres des délibérations municipales. — Ch. DANGIBEAUD. Saintes ancienne; fin.

28. — **Revue des Pyrénées.** — Cette revue trimestrielle, qui est publiée maintenant sous les auspices du Conseil de l'Université de Toulouse, réserve une place notable à la littérature et à la civilisation de la France méridionale et de l'Espagne, mais elle s'est donné et se propose de garder un caractère très général. Elle s'adresse au grand public, auquel elle prétend plaire, en l'instruisant. = Tome XXIII, 1^{er} trimestre 1906. Ch. PETIT-DUTAILLIS. Les rapports de l'Église et

de l'État en France à la fin du moyen âge (le Grand Schisme et la Pragmatic sanction). — Joseph CALMETTE. Un incident franco-espagnol en 1484 (raconte les conséquences d'un acte de piraterie, d'après le récit des faits donné dans les lettres de marque qui furent délivrées à la victime). = 2^e trimestre. J. GROS. Les Juifs de Toulouse pendant la Révolution et l'Empire. — E. LAMOUZÈLE. Un épisode des menées royalistes en l'an IV dans le canton de Cintegabelle, Haute-Garonne (reprend et précise, à l'aide de documents nouveaux, l'épisode de l'agent royaliste Goty-Roquebrune). — J. CALMETTE. Un syndicat des scribes de la chancellerie aragonaise sous Ferdinand le Catholique (publie un texte de 1491, tiré du registre 3819 de la *Cancellaria* aux archives royales de Barcelone).

29. — **Revue historique et archéologique du Maine.** T. LIX, 2^e livr. — Abbé J. VAVASSEUR. Champaissant religieux et féodal; fin dans la 3^e livr. — Dr Paul DELAUNAY. Patrice Vauguion et ses Mémoires (fin du texte de ces Mémoires, 1708-1743. En fait, ces Mémoires sont de simples notes, et ces notes n'intéressent guère que l'histoire médicale du Mans). — Robert LATOUCHE. Documents inédits sur la Mayenne; suite (deux textes de 1270 et de 1395). = 3^e livr. Dom P. RENAUDIN. Le traité de l'indult du parlement de Paris, de Claude Regnaudin, procureur général au Grand Conseil, 1632-1675, et la nomination aux bénéfices ecclésiastiques. — Baron de LA BOUILLERIE. Un ami de Henri IV : Guillaume Fouquet, marquis de La Varenne; fin (cette étude vient de paraître à part à la librairie Fleury et Dangin, à Mamers).

30. — **Travaux de l'Académie nationale de Reims.** Vol. CXVII. Années 1904-1905, tome I (Reims, Michaud, 1906). — Abbé HAUDÉCŒUR. Rapport annuel du Bureau d'ethnographie américaine par J. W. Powel (simple annonce). — Dr DE BOVIS. Caractères de Scytes et caractères de Slaves (ces caractères sont tellement ressemblants qu'on ne peut s'empêcher de conclure à l'identité des deux races). — Id. Ovide en exil. La frontière scythique de l'empire au temps d'Ovide. — A. DUVAL. L'affaire des Cours-Brûlées, an IV de la République (récit d'une affaire célèbre, d'après les pièces du procès qui conduisit à l'échafaud cinq des coupables). — H. JADART. La maison des musiciens et l'Académie de Reims au mois d'avril 1905. = Tome II. Ce volume est tout entier consacré à un travail de M. Paul HILDENFINGER sur la léproserie de Reims, du XII^e au XVII^e siècle (ouvrage composé à l'aide de nombreuses pièces d'archives; documents inédits publiés en appendice).

31. — **Analecta Bollandiana.** 1906, nos 1 et 2. — P. PEETERS. La légende de Saïdnaia (petit sanctuaire situé près de Damas). — A. DELEHAYE. Sanctus Silvanus (relève les personnages de ce nom célèbres dans les fastes ecclésiastiques). — A. PONCELET. Le testament de S. Willibrord (transcription de ce document d'après le *Liber aureus Epternacensis*, conservé à la bibliothèque de Gotha, et intéressants

commentaires. L'éditeur ne se prononce pas sur l'authenticité du texte). — *Comptes-rendus* : *Rampolla del Tindaro*. Santa Melania giuniore, senatrice Romana, documenti contemporanei e note (monographie riche et complète). — *J. B. Bury*. The life of S. Patrick and his place in history (ne laisse rien à désirer au double point de vue de la documentation et de la critique). — *Healy*. The Life and Writings of St. Patrice, with appendice (œuvre d'édification plutôt que de science). — *Mortier*. Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs; tome II (va de 1263 à 1323; étude minutieuse où la critique est parfois en défaut). — *G. Perouse*. Le cardinal Louis Aleman, président du concile de Bâle, et la fin du Grand Schisme (étude très fouillée, érudition sévère). — *G. Ficker*. Das ausgehende Mittelalter und sein Verhältniss zur Reformation (violent et injuste).

32. — Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique. 1906, n° 1. — *L. VAN DER ESSEN*. Études d'hagiographie médiévale (recherches critiques sur les biographies de saints mérovingiens de la Belgique : saint Bertuin de Malonne; saint Mommelin, évêque de Noyon-Tournai; saint Monon de Nassogne). — *G.-C.-A. JUTEN*. L'ordre de Saint-Guillaume aux Pays-Bas (notice sur cet ordre peu connu). — *L. WILLAERT*. Le testament de dame Marie Lowell (fondatrice du couvent des Thérésiennes anglaises d'Anvers). — *G. GOOSSENS*. Mémoire concernant le protestantisme dans le duché de Limbourg au commencement du XVIII^e siècle (mémoire adressé au nonce de Bruxelles par les États de Limbourg pour qu'il fit des démarches auprès du gouvernement en vue de l'extirpation de l'hérésie). — *Ch. TERLINDEN*. Mémoire présenté à S. M. le roi des Pays-Bas par le ministre de la Justice, le 18 décembre 1816, à l'effet de justifier sa proposition relativement aux charges portées contre l'évêque de Gand (procès du prince Maurice de Broglie). — *H. DUBRULLE*. Les bénéficiaires des diocèses d'Arras, Cambrai, Théroutanne et Tournai sous le pontificat d'Eugène IV (d'après les documents des archives de l'État à Rome).

33. — Annales de la Société d'émulation de Bruges. 1906, n° 2. — *H. NELIS*. Deux chartes de Charles le Bon pour l'abbaye de Saint-Bavon (elles sont datées de 1122 et concernent l'avouerie du monastère. Discussion sur l'authenticité de la signature). — *C. CALLEWAERT*. L'église Notre-Dame et la chapelle castrale des châtelains au Bourg de Bruges. — *H. KERVYN DE LETTENHOVE*. L'exposition des primitifs à Bruges en 1902 (histoire bien curieuse de l'organisation de cette exposition remarquable).

34. — Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 1906, n° 1. — *A. DE BEHAULT DE DORNON*. La commune de Mons a-t-elle été acquise au prix du sang de ses bourgeois? (travail sans valeur). — *F. DONNET*. Quelques épisodes de l'occupation française sous le Consulat dans le département des Deux-Nèthes (détails

sur le préfet d'Herbouville et M. A. Bourdon de Vatry, ordonnateur de la marine).

35. — Archives belges. Nos 4-5-6. — Comptes-rendus : *D. U. Berlière*. *Analecta Vaticano-Belgica*. Suppliques de Clément VI, 1342-1352 (comme édition de documents, cet ouvrage est parfait). — *G. Espinas* et *H. Pirenne*. Recueils de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre (instrument de travail d'une valeur inappréciable pour tous ceux qui étudient les phénomènes économiques et sociaux). — *G. Doutrepont*. Inventaire de la « librairie » de Philippe le Bon (édition de l'inventaire de 1420 conservé à la Bibliothèque nationale de Paris; l'éditeur y a joint d'excellentes notes). — *L. La Haye*. Cartulaire de la commune de Dinant; t. VI (159 actes datés de 1666 à 1700, plusieurs de ces documents ont trait à la prise et à la reprise de Dinant par la France). — *J. Schmidlin*. *Geschichte der deutschen Nationalkirche in Rom S. Maria dell' Animo* (intéressants détails d'ordre religieux et social sur cette importante fondation germanique).

36. — Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 1906, n° 1. — *J. LAENEN*. Biographie de G. E. van Even (archéologue et archiviste belge, 1821 + 1905). — *J. VAN DEN GHEYN*. Notice sur J.-Th. de Raad (héraldiste et sigillographe, 1855 + 1905). — *J.-B. STROCKMANS*. Le « Correctie Boek » de la ville de Lierre, 1401-1484 (relève les 580 condamnations prononcées pendant cette période par la loi de Lierre; à noter 6 pèlerinages à Chypre, 47 à Rome, 31 à Saint-Jacques de Compostelle, 27 à Rocamadour, etc.). — *J. VAN DEN GHEYN*. L'art et le livre (le livre a eu sur les œuvres artistiques une influence beaucoup plus étendue que celle qu'on lui attribue d'ordinaire).

37. — Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique. 1906, n° 1. — *L. VAN DER KINDERE*. Slusas, Clusas dans les diplômes carolingiens (se rallie à l'avis de Schäfer qui voit dans Clusas le Mont-Cenis). — *L. VERRIEST*. Les devises des chartes-parties des greffes scabinaux de Tournai (conteste les renseignements fournis par A. Giry sur les caractères extérieurs des actes notariés de Tournai). — N° 2. *DE BROUWERS*. Le mobilier d'Éverard IV de La Mark, grand mayeur de Liège, 1492-1531 (inventaire intéressant pour l'histoire de la vie privée à la fin du moyen âge).

38. — Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. T. XXXV, 2^e livr. — *E. POLAIN*. Le drapeau liégeois (établit qu'il n'y a pas eu, avant la fin du XVIII^e siècle, d'autre étendard liégeois que le gonfanon de Saint-Lambert). — *G. KURTH*. Les origines de la commune de Liège (le droit urbain et l'autonomie communale de Liège sont antérieurs à l'an 1208). — *L. RENARD*. Henri Schuermans. Notice biographique (magistrat, archéologue et épigraphiste distingué, + 1905).

39. — Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique. 1906, n° 1. — *E. DISCAILLES*. La question de la successibilité au trône de Belgique en

1834 (cette question fut agitée après la mort du premier fils né du mariage de Léopold I^{er} avec Louise-Marie d'Orléans). = Compte-rendu : *P. Hymans*. Frère Orban (très remarquable biographie de l'homme d'État belge, 1812-1857). = N° 2. *V. Brants*. Les formes nouvelles du contrat de travail en Allemagne. = Compte-rendu : *M. de Smet de Naeyer*. Mémoires du patricien gantois Marc van Vaernewyck sur les troubles religieux en Flandre (récit important d'un témoin). = N° 3. *L. van der Kindere*. Liberté et propriété en Flandre du ix^e au xii^e siècle (discute les théories de Waitz, Lamprecht, Pirenne, etc.). = N° 4. *L. van der Kindere*. La notion juridique de la commune. = Comptes-rendus : *E. Hubert*. Les Pays-Bas espagnols et la République des Provinces-Unies depuis la paix de Munster jusqu'au traité d'Utrecht (1648-1713). — La question religieuse et les relations diplomatiques (beaucoup de choses neuves; travail fait d'après les documents des archives).

40. — **Bulletin du Cercle archéologique de Malines.** T. XV. — *J. Laenen*. Les Lombards à Malines, 1295-1457 (ces usuriers, si malmenés au xiv^e siècle, sont favorisés au xv^e; ce revirement s'explique par les nécessités du commerce et les besoins constants d'argent des princes et des communes). — *G. van Doorslaer*. Épisodes de la vie médicale d'antan (querelles entre médecins au xv^e siècle, d'après les archives scabinales de Malines). — *Kempeneer*. Les aliénations de Malines au xiv^e siècle (étude sur la situation politique de la seigneurie, 1300-1357). — *G. van Caster*. L'hôtel de ville de Malines; son histoire et sa restauration (étude archéologique très complète). — *P. Verheyden*. Les relieurs et les libraires de Malines du xiv^e au xvi^e siècle. — *E. Ouverleaux*. Le plan de Malines et de ses environs dressé par Jacques de Deventer.

41. — **Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège.** T. XIV. — *L. Halkin*. Correspondance de J.-F. Schannat avec G. de Crassier et dom E. Martène (72 lettres d'un grand intérêt pour l'histoire de l'érudition au xviii^e s.). — *J. Ceyssens*. Étude historique sur l'origine des paroisses (expose les règles canoniques observées avant la Révolution en matière de division des anciens groupements paroissiaux. L'auteur remonte à la période carolingienne et poursuit ses recherches jusqu'aux temps modernes en s'occupant plus spécialement du comté de Dalhem). — *G. Kurth*. La paroisse Saint-Jean-Baptiste à Liège (depuis 1237, jusqu'à la fin de l'ancien régime, les paroissiens de cette église furent les électeurs de leur curé; G. K. explique les origines de cette particularité). — *J. Brassinne*. Les paroisses de l'ancien concile de Saint-Remacle à Liège (la ressemblance parfaite, souvent constatée, entre la paroisse primitive et la circonscription civile trouve son explication dans la survivance d'un ancien domaine). = T. XV. *E. Schoolmeesters*. Les Regestes de Robert de Thourotte, prince-évêque de Liège (1239-1246). — *P. Loomans*. Les prêtres insermentés

de Maestricht en 1797 (relevé complet). — G. MONCHAMP. Le problème des premiers évêques de l'église de Tongres.

42. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand. 1905, n° 7. — V. FRIS. Analyse de chroniques bourguignonnes (les chroniques analysées sont : I : Joannis Germani, episcopi Catalaunensis, Liber de Virtutibus Philippi Burgundiae; II : Joannis Jouffroy oratio ad Pium papam II^{um} de Philippo, duce Burgundiae; III : Die wonderlijke oorloghen van Keizer Maximilian [les Guerres merveilleuses de l'empereur Maximilien]. M. F. établit que Germain et Jouffroy, comme d'ailleurs la plupart des historiographes bourguignons, connaissent bien la cour et l'armée, mais ignorent complètement l'organisation des villes flamandes. Il estime que la valeur de la chronique flamande a été surfaite). — P. CLAEYS. Les associations d'ouvriers débardeurs ou portefaix à Gand au XVIII^e s. — V. FRIS. La charte de Grammont attribuée à l'année 1068 (étude critique).

43. — Bulletin des Archives d'Anvers. T. XXIII, 3^e livr. — La Furie espagnole (nombreux documents des archives communales de l'an 1576, publiés sans méthode).

44. — Bulletin du Cercle historique et archéologique de Courtrai. 1905, n° 6. — J. FERRANT. Un diplôme du roi Philippe I^{er} de France pour le chapitre d'Harlebeke (acte de 1063 retrouvé récemment et qui est déposé aux archives de la cure d'Harlebeke). = 1906, n° 1. Baron J. BÉTHUNE. Les anciennes façades de Courtrai (richement illustré). — Th. SEVENS. La révolution de 1830 à Courtrai [Kortrijk in de omwenteling von 1830] (détails intéressants pour l'histoire locale).

45. — Leodium. 1905, n° 11. — G. MONCHAMP. Le chanoine Daris (biographie et bibliographie de l'historien ecclésiastique liégeois, 1821 + 1905). = N° 12. E. SCHOOLMEESTERS. Les *Regesta* de Radulphe de Zaehringen (complète la publication du même auteur, datant de 1881). — J. CEYSSENS. Les noms de quelques chemins du pays de Dalhem (bonne étude toponymique). — E. SCHOOLMEESTERS. L'ordre des Trinitaires dans le diocèse de Liège (détails inédits et intéressants). = 1906, n° 1. Th. GOBERT. Le collège des Oratoriens de Visé (détails inédits sur cette célèbre maison d'éducation du XVIII^e s.). — E. SCHOOLMEESTERS. A propos des Trinitaires (documents complémentaires relatifs aux religieux de la Merci dans les Pays-Bas). = N° 2. J. THISQUEN. La bourgeoisie de Limbourg (il existe des échevins dans la ville de Limbourg dès 1212. Énumération des droits compris dans la bourgeoisie). — L. HALKIN. Deux lettres inédites de Jean-Ignace Roderique à Mathias-Guillaume de Louvrex (détails curieux sur les ardentes polémiques que Roderique eut à soutenir contre Martène et contre Hartzheim. On y voit Louvrex donner son entier assentiment à la thèse combattue par le défenseur attiré des droits de Stavelot). = N° 3. J. CEYSSENS. Conflits de frontières et de juridictions au pays de Dalhem-Visé (détails intéressants pour l'histoire territoriale des pays d'outre-Meuse du XV^e

au ^{xvii}^e s.). — A. DE RUCKEL. La commanderie de Haneffe (acte de 1369 relatif à ce domaine, qui, après avoir appartenu aux Templiers, passa aux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem). = N° 5. G. MONCHAMP. Le culte de saint Georges à Gruitrode et à Maastricht (commentaires sur une dissertation de Papebroch). — J. CEYSSENS. Les usages et règlements à Visé en 1435 (détails sur les règlements communaux de cette petite ville liégeoise). — Baron J. DE CHESTRET DE HANEFFE. L'ancienne commanderie de Haneffe (notice sur les biens de cette commanderie de l'ordre du Temple, qui passèrent, en 1312, par la suppression des Templiers aux Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem). = N° 6. D. GUILLEAUME. La paroisse et le village de Sart-Sainte-Walburge (d'après les documents des archives). = N° 7. Dom U. BERLIÈRE. Le culte de Sainte-Julienne-de-Cornillon au ^{xvii}^e siècle (ce culte provoqua au ^{xvii}^e siècle de violentes controverses. Dom U. Berlière a retrouvé des pièces intéressantes sur ce point dans le fond de la nonciature de Cologne au Vatican).

46. — **Le Musée belge.** 1906, n° 1. — H. FRANCOTTE. Le Conseil et l'assemblée générale chez les Achéens (double conclusion : identité de composition de la synodos et de la synclétos; existence d'un Conseil, c'est-à-dire d'une assemblée représentative tout à fait distincte de la synodos, qui est une assemblée générale). — Th. LEFORT. Notes sur le culte d'Asklépios (nature de l'incubation dans ce culte). — N. HOHLWEIN. L'administration des villages égyptiens à l'époque gréco-romaine. — P. GRAINDOR. Décrets de Ténos en l'honneur du médecin Apollonios de Milet. = Comptes-rendus : H. Delehay. Les légendes hagiographiques (se tient à égale distance de l'excès de crédulité et de l'excès de critique). — Ch. Bihot. Le Maroc (étude d'histoire économique pleine d'intérêt). — F. Krantz. Le canal de Panama (passe en revue les divers traités auxquels le projet de canal a donné lieu et dégage toute l'importance économique et politique de la future voie maritime). — H. Fierens-Gevaert. La Renaissance septentrionale et les premiers maîtres des Flandres (les origines; le ^{xiv}^e s.; les Van Eyck). — H. Dumolard. Le Japon économique et social (presque tout est à blâmer dans ce pays). — Kanig. Luxemburg unter der französischen Herrschaft, 1795-1814 (histoire du département des Forêts pendant le régime français; quelques détails intéressants, mais la place accordée à l'histoire générale est excessive). — J. Ernst. Die Ketzertaufangelegenheit in der alchristlichen Kirche nach Cyprian (I : Des sentiments de la primitive Église sur la valeur du baptême conféré par les schismatiques; II : Des sentiments de la primitive Église sur le baptême conféré par les hérétiques). — E. Gossart. Espagnols et Flamands au ^{xvi}^e s. (œuvre d'un penseur qui a sérieusement étudié les documents diplomatiques). — F. Lot. Études sur le règne de Hugues Capet et la fin du ^x^e s. (étude de haute valeur). = N° 5. Comptes-rendus : K. Hanquet. La chronique de Saint-Hubert (excellente édition). — A. Cauchie et Maere. Recueil des instructions aux nonces de Flandre, 1596-1635

(documents inédits et importants pour l'histoire du règne des archiducs Albert et Isabelle). — *G. Des Marez*. Les luttes sociales à Bruxelles au moyen âge (utile contribution à l'histoire économique du xv^e siècle). — *L. Jacob*. Le royaume de Bourgogne sous les empereurs franconiens, 1038-1125 (exposé clair et substantiel. Beaucoup de fautes d'impression). — *A. Dubrulle*. Cambrai à la fin du moyen âge (œuvre consciencieuse et solide, mais trop touffue). = N° 6. *M. Hartmann*. Geschichte der Handwerkerverbände der Stadt Hildesheim im Mittelalter (travail intéressant sur la vie corporative au moyen âge).

47. — Le Muséon. 1905, nos 3-4. — *L. de LA VALLÉE-POUSSIN*. Pro Minayeff; I : les Deux premiers conciles (apprécie les controverses de Minayeff et Oldenberg). — *A. ROUSSEL*. Les idées religieuses et sociales de Mahabharata. = Comptes-rendus : *A. Rabbath*. Documents inédits pour servir à l'histoire du christianisme en Orient (beaucoup de pièces intéressantes datées du xvi^e ou xviii^e s. : firmans, notes de chancellerie, instructions aux nonces, correspondances, etc.). — *T. J. de Boer*. The history of Philosophy in Islam (divisions nettes, exposition large et sûre). — *D. Leclercq*. L'Espagne chrétienne (histoire de la période visigothique). — *P. Decharme*. La critique des traditions religieuses chez les Grecs, des origines au temps de Plutarque (bon).

48. — Publications de la Société historique et archéologique dans le duché de Limbourg. T. XII. — *H. DYSERINCK*. Le siège de Maastricht par le duc de Parme en 1579 (journal détaillé du 8 mars au 29 juin 1579). — *L. de CRASSIER*. Histoire du bailliage des Vieux-Jones et des douze commanderies qui en dépendaient (étude bien documentée, surtout au point de vue généalogique et héraldique; contribution importante à l'histoire de l'Ordre teutonique). — *J.-S. VAN VEEN*. Contributions à l'histoire de la Réforme dans le haut quartier de Gueldre, et spécialement à Ruremonde et Venlo, 1543-1568 (d'après les archives d'Arnhem). — *E. VAN WINTERSHOVEN*. Biographie de P. P. Alberdingk-Thym (historien et philologue, † 1904).

49. — Revue belge de numismatique. 1906, n° 1. — *L. FORRER*. Les signatures de graveurs sur les monnaies grecques. — *B. de JONGHE*. Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, connétable de France, a-t-il frappé monnaie? († 1475; établit l'affirmative). — *E. VAN DEN BROECK*. Les jetons des seigneurs-trésoriers de Bruxelles au xvii^e s. (1620-1698). — *P. BORDEAUX*. Médailles franco-belges de 1811 et de 1814; 1^{re} partie : Médailles frappées à l'occasion de la naissance du Roi de Rome. — *Ch. GILLEMAN*. Un portrait de Théodore Van Berckel (célèbre graveur belge, 1739-1808). — *B. de JONGHE*. Biographie de E.-D.-J. Dutilh (numismate et conservateur du musée d'Alexandrie, † 1805). = Comptes-rendus : *Engel et Serrure*. Traité de numismatique du moyen âge; III (très important). — *E. Pariset*. La médaille énigmatique (pièce très curieuse du xv^e s. trouvée à Lyon en 1650).

50. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous. 1906,

n° 1. — A. CLÉMENT. Conrad d'Urach, légat en France et en Allemagne (détails sur le rôle important joué par les Cisterciens au XIII^e s.). — Dom U. BERLIÈRE. Un projet de restauration bénédictine en 1815 (d'après la correspondance du cardinal-évêque d'Ostie, † 1830; montre les essais tentés de divers côtés pour faire revivre l'ordre bénédictin). = Comptes-rendus : J.-B. MARTIN. Conciles et bullaire du diocèse de Lyon, des origines à la réunion du Lyonnais à la France (documentation très complète). — R. REICHENBERGER. Nuntiaturberichte aus Deutschland; t. II (importante contribution à l'histoire politique et religieuse de la fin du XVI^e s.). — A.-M. KOENIGER. Burchard I von Worms und die deutsche Kirche seiner Zeit 1000-1025 (repose sur l'étude attentive des textes contemporains). — J.-P. DENTEL. Die politische und kirchliche Tätigkeit des Monsignor Josef Garampi in Deutschland, 1761-1762 (beaucoup de détails inédits sur le congrès d'Augsbourg et sur la vie intérieure de la fameuse abbaye cistercienne de Salem en Bavière). — G. GOYAU. L'Allemagne religieuse. Le catholicisme, 1800-1848 (connaissance approfondie des sources et critique très perspicace). — G. BOULMONT. Nos anciens ermites de la Belgique et du nord de la France (œuvre d'édification, sans grande valeur historique). = N° 2. P.-A. PALMIERI. Un document inédit sur la rebaptisation des latins (curieuse contribution à la biographie du moine grec Auxentios qui soutenait au XVIII^e siècle l'invalidité du baptême des latins). — D.-H. QUENTIN. Elpidius, évêque de Huesca, et les souscriptions du deuxième concile de Tolède. — Dom U. BERLIÈRE. Les coutumiers monastiques (à propos des *Consuetudines monasticae* publiées par D.-B. Albers). — D.-T. NÈVE. Le concile de Trente (d'après la collection des actes conciliaires publiée par la *Görres-Gesellschaft*). = Comptes-rendus : G. GRUPP. Kultur der alten Kelten und Germanen mit einem Rückblick auf die Urgeschichte (synthèse habilement construite). — A. HARNACK. Mission und Ausbreitung des Christentums in den ersten drei Jahrhunderten (la deuxième édition est singulièrement améliorée). — D.-H. LECLERCQ. Les martyrs; IV : Juifs, Sarrasins, Iconoclastes (ouvrage intéressant et plein d'érudition, mais où la cohésion fait défaut). — F. CAVALLERA. Le schisme d'Antioche (étude très méthodique et très approfondie). — E. LESNE. La hiérarchie épiscopale, provinces, métropolitains, primats en Gaule et en Germanie depuis la réforme de saint Boniface jusqu'à la mort d'Hincmar, 748-882 (très consciencieux et très neuf). — S. CRAMER et F. PIJPER. Bibliotheca reformatoria Neerlandica. Écrits néerlandais du temps de la réforme (édition très soignée). — J. MARTIN. Gustave Vasa et la réforme en Suède (élucide des problèmes intéressants et jusqu'ici peu étudiés).

51. — **Revue bibliographique belge.** 1905, n° 1. — G. LAHOUSSE. Biographie de L. de San (philosophe et théologien belge, † 1904). = Compte-rendu : C. BAILLE. Le cardinal de Rohan-Chabot (1788-† 1835; archevêque de Besançon. Bien documenté, mais contient des longueurs). = N° 2. C. CAEYMAEX. Biographie d'Auguste Snieders (1825-† 1904; lit-

térateur flamand). = Comptes-rendus : *Martinet*. Léopold I^{er} et l'intervention française en 1831 (beaucoup de détails neufs, mais l'auteur a le tort de ne pas citer ses sources). — *E. Poswick*. Les comtes de Lanoy-Clervaux, princes de Rheina-Wolbeck (excellente histoire généalogique). = N° 3. R. BERTAUT. Biographie du comte Verspeyen (publiciste catholique). = Comptes-rendus : *De Villermont*. Les Rupelmonde à Versailles (original et bien écrit). — *H. Sage*. Don Philippe de Bourbon, duc de Parme, et Louise-Élisabeth de France (bonne documentation). = N° 4. J. CAEYMAEX. Étude bio-bibliographique sur H. Claeys (littérateur flamand, né en 1838). = Compte-rendu : *C. de Coynart*. Les malheurs d'une grande dame sous Louis XV (détails neufs sur la comtesse de Montboissier). = N° 5. C. CAEYMAEX. Étude sur la vie et les œuvres de D. Claes (littérateur flamand, né en 1836). = Compte-rendu : *P. Grenier*. L'empire byzantin (bonne étude sur les institutions). = N° 6. R. BERTAUT. La vie de F.-X. Schouppe (théologien belge, 1825 ÷ 1905). = Compte-rendu : *Olschlewsky et Garsou*. Léopold II, roi des Belges; sa vie et son règne (intéressant). = N° 7. R. BERTAUT. Biographie de J.-Th. de Raadt (savant héraldiste belge, 1855 ÷ 1905). = Compte-rendu : *Gossart*. L'auberge des princes en exil (bonne contribution à l'histoire du XVII^e s.). = N° 8. C. CAEYMAEX. Biographie de A. Joos (pédagogue et littérateur flamand, né en 1855). = N° 9. C. CAEYMAEX. La vie et les œuvres de G. Segers (littérateur flamand, né en 1848). = N° 10. C. CAEYMAEX. Biographie de A.-J.-M. Janssens (poète flamand, né en 1841). = Compte-rendu : *A. de Robiano*. Le baron Lambermont. Sa vie et son œuvre (bien documenté). = N° 11. R. BERTAUT. Étude sur A. Hardy (poète belge de langue française, né en 1868). = Compte-rendu : *G. Monchamp*. L'évêque Van Bommel et la Révolution belge (d'après des documents inédits). = 1906, n° 1. R. BERTAUT. Biographie de H. Carton de Wiart (littérateur et homme politique, né en 1869). = Comptes-rendus : *E. Gossart*. L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection. Espagnols et Flamands au XVI^e s. (montre que ces troubles eurent des causes autant politiques que religieuses). — *G. Chaudoir*. A travers l'Afrique équatoriale (aperçus originaux, notamment sur la colonisation belge au Congo). = N° 2. C. CAEYMAEX. Biographie du cardinal Goossens, archevêque de Malines (1827 ÷ 1905). = Comptes-rendus : *V. Chauvin*. Bibliographie arabe (excellente). — *J. Coopman et Broeckaert*. Bibliographie du mouvement flamand [Bibliographie van den vlaamsche taalstrijd]; II : 1845-1852 (complet et objectif). — *J. Capart*. Recueil de monuments égyptiens (important et bien exécuté).

52. — *Revue de Belgique*. 1905, n° 11. — J. LHONEUX. Un projet d'alliance hollando-belge (donne les rétroactes de la question). — A. du Bois. Du rôle de la police à Bruxelles sous le régime autrichien (d'après les documents des archives). = N° 12. M. WILMOTTE. Le socialisme de la chaire en Belgique (étude intéressante sur Bordas-Demoulin, le maître de F. Huet, qui forma plus tard Émile

de Laveleye). = Compte-rendu : *P. Hymans*. Frère-Orban (remarquable).

53. — Revue de bibliographie et de bibliothéconomie (Tijdschrift voor Boek en Bibliotheekwezen). 1905, n° 4. — A. TIBERGHIEN. La Bibliothèque royale à Bruxelles (exposé technique plein d'intérêt). — J. VAN HUFFEL. Les bibliothèques publiques en Amérique, en Angleterre et en Allemagne (comparaisons instructives). — C.-P. BURGER. Un éditeur catholique : Haarlem au xvii^e s. (il s'agit de Nicolas Braau; détails curieux sur l'histoire religieuse de la république des Provinces-Unies). = N° 5. G. DE CRÜWELL. William Caxton (biographie du célèbre imprimeur du xv^e s.).

54. — Revue de l'Instruction publique en Belgique. 1905, 5^e livr. — Alph. WILLEMS. Les Athéniennes au théâtre (établit que les femmes n'assistaient pas aux représentations du théâtre de Bacchus). — A. HANSAY. Une crise industrielle dans la draperie hasseltoise au xvi^e s. (confirme, pour une partie du pays de Liège, les conclusions auxquelles M. Pirenne est arrivé pour la Flandre : la crise religieuse du xvi^e s. dépend, dans une certaine mesure, de la crise industrielle). = Comptes-rendus : C. Diehl. Études byzantines (ce livre est vraiment un raccourci de la science byzantine elle-même, dont il fait sentir la diversité et l'attrait). — M. Roger. L'enseignement des lettres classiques, d'Ausone à Alcuin. Introduction à l'histoire des écoles carolingiennes (repose sur un examen attentif des sources et sur une critique sévère des documents). — H. Dubrulle. Cambrai à la fin du moyen âge (d'après des documents d'archives pour la plupart inédits). — A. Martinet. Léopold I^{er} et l'intervention française (intéressant; les sources ne sont pas citées avec assez de précision). — Colenbrander. La Révolution belge (en hollandais. A utilisé les papiers de Van Maanen. Esquisse très intéressante de l'histoire des deux Pays-Bas dans les siècles antérieurs). = 6^e livr. P. GRAINDOR. L'Athènes au pilier (discute l'interprétation de Lechat). — E. BOISACQ. La trière antique et la guerre navale. = Comptes-rendus : H. Lechat. Pythagoras de Rhégion (ouvrage important). — L. Van der Kindere. La première phase de l'évolution constitutionnelle des communes flamandes. — La politique communale de Philippe d'Alsace et ses conséquences (théorie très ingénieuse; l'auteur exagère le caractère anticommunal de la politique de Philippe d'Alsace). — G. Hanotaux. Histoire de la France contemporaine; t. II (livre de premier ordre). — J. Cuvelier. Cartulaire de l'abbaye du Val-Benoit-lez-Liège (contient peu de documents d'intérêt général, mais fournit d'excellents matériaux pour l'histoire économique). — K. Kretschmer. Historische Geographie von Mitteleuropa (c'est le meilleur ouvrage sur la matière). — Muller, Feith et Fruin. Méthode de classification et de description des archives [Handleiding voor het ordenen en beschrijving von archivien] (c'est le meilleur manuel que l'on possède maintenant en ce genre). — Bernard Monod. L'Église et l'État au xii^e s. L'élection épiscopale de Beauvais de 1100 à

1104. Étienne de Garlande et Galon (étude pénétrante et substantielle). = 1906, nos 2-3. F. CUMONT. Rome et l'Orient (conférence faite en 1905 au Collège de France). — J. DENUCE. Une visite aux archives de Lisbonne et de Séville. = Comptes-rendus : G. COLIN. Le culte d'Apollon Pythien à Athènes (d'après les inscriptions de Delphes). — L. LALLEMAND. Histoire de la charité; t. III : le Moyen âge (beaucoup de faits; ne dégage pas suffisamment les idées générales). — G. COLIN. Rome et la Grèce de 200 à 146 av. J.-C. (se tient à égale distance des idées de Mommsen et de celles de V. Duruy relatives à la politique des Romains à l'égard des Grecs). — O. CARTELLIERI. Peter von Aragon und die Sizilianische Vesper (ouvrage de grande valeur; embellit un peu la physiologie de son héros). — G. de GRANDMAISON. Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en Espagne, 1808-1813 (publication très soignée). — G. KURTH. Notger de Liège et la civilisation au x^e siècle (beaucoup de vues neuves et ingénieuses). — E. DUPRÉL. Histoire critique de Godefroid le Barbu, duc de Lotharingie et marquis de Toscane (excellent). — S. PIERRON. Histoire de la forêt de Soigne (intéressant, mais contient des erreurs de méthode). — H.-T. CALENBRANDER. La Révolution belge [De Belgische omwenteling] (établit que tout a conspiré depuis le xvi^e siècle pour détacher les Belges des Hollandais).

55. — *Revue de l'Université de Bruxelles*. 1905-1906, nos 4-5. — F. CATTIER. Les impositions au Congo (d'après les rapports de la commission d'enquête). — G. DES MAREZ. Les luttes sociales à Bruxelles au moyen âge (remarquable vue d'ensemble). = Compte-rendu : P. HYNANS. Frère-Orban (synthèse méthodique et lumineuse de la vie politique belge au xix^e s.). = N^o 6. H. ROLIN. A propos de la question coloniale (controverse avec F. Cattier). — J. TILLIER. La transportation en Russie (détails intéressant la condition des transportés). = Comptes-rendus : A. PRINS. De l'esprit du gouvernement démocratique (belle étude sur les erreurs de l'école collectiviste). — S. REINACH. Cultes, mythes et religions (résume un nombre considérable de découvertes modernes, et y ajoute des vues originales). — P. de PELSMAEKER. Le courtage à Ypres aux xiii^e et xiv^e s. (d'après des documents inédits des archives).

56. — *Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain*. 1905, n^o 4. — M. VAES. La papauté et l'Église franque à l'époque de Grégoire le Grand; suite et fin. — L. WILLAERT. Négociations politico-religieuses entre l'Angleterre et les Pays-Bas catholiques (étudie les controverses théologiques de l'époque, notamment celles de Jacques I^{er} avec Ferdinand de Boisschot et avec Bellarmin). = Comptes-rendus : AUDOLLÉNT. Carthage romaine, 146 av. J.-C.-698 ap. J.-C. (livre de haute valeur). — J.-P. RUSHE. Second Thebaid : being a popular account of the ancient monasteries of Ireland (travail de vulgarisation. L'auteur s'est laissé influencer par les préjugés de l'ordre des Carmes, auquel il appartient). — J. SLECHT. Andrea Zamometic und der Basler Konzilversuch vom Jahr 1482 (vaut surtout comme source d'informations et recueil de docu-

ments). — *J. Schnitzler*. Quellen und Forschungen zur Geschichte Savonarola's (très méthodique). — *Imbart de La Tour*. Les origines de la Réforme (pastiche des *Origines de la Révolution* de Taine. Nombreuses erreurs de détail sur l'histoire religieuse. Beau tableau d'ensemble de la monarchie française à l'époque de François I^{er}). — *A. Cauchie*. Bulletin sur les derniers ouvrages concernant le concile de Trente. — *Serraut*. L'abbé de Rancé et Bossuet (rectifications intéressantes). — 1906, n° 1. *F.-X. Funke*. La question de l'Agapè. Un dernier mot (étudie la valeur du témoignage de Tertullien en faveur de l'existence, dans l'antiquité chrétienne, du repas de charité). — *A. d'Alès*. Limen ecclesiae (note sur l'ancienne pénitence publique). — *J. Zeiller*. Le chorévêque Eugraphus. Notes sur le choréépiscopat en Occident au v^e s. (les chorévêques sont des coadjuteurs de l'évêque, qui leur délègue ses pouvoirs dans une région du diocèse éloignée de la ville où il a sa résidence; l'auteur relève un cas particulier en Dalmatie). — *P. Fournier*. Étude sur les fausses décrétales (première partie d'une étude qui portera sur le but, la date, la patrie des fausses décrétales et l'attitude du Saint-Siège. Le but poursuivi par leur auteur est d'assurer l'indépendance des chefs de la société spirituelle à l'égard du pouvoir séculier). — *P. Richard*. Origines des nonciatures permanentes. La représentation pontificale au xv^e s., 1450-1513 (à partir de Sixte IV et d'Innocent VIII, on distingue entre les missions extraordinaires, à pouvoirs limités, et les missions en résidence). — Comptes-rendus : *F.-S. Renz*. Geschichte des Messopfer-Begriffs (soutient que : ou bien la messe n'est pas un sacrifice proprement dit, ou bien le concept de sacrifice commun à tous les théologiens postérieurs au concile de Trente est inexact). — *K. Holl*. Amphilochius von Ikonium in seinem Verhältniss zu den grossen Kappadociern (biographie et étude littéraire et théologique de premier ordre). — *J. Leipoldt*. Schenute von Atripe und die Entstehung des nationalägyptischen Christentums (dissertation très importante pour l'histoire du monachisme et de l'église copte). — *S. Schiewitz*. Das morgenländische Mönchtum; I : Das Ascetentum der drei ersten christlichen Jahrhunderte und das ägyptische Mönchtum im vierten Jahrhundert (synthèse intéressante des résultats acquis en matière d'histoire du monachisme oriental). — *P. Schlager*. Beiträge zur Geschichte der Kölnischen Franziskaner-Ordensprovinz im Mittelalter (va du xiii^e s. à 1517; bien documenté). — *P. Flade*. Das römische Inquisitionsverfahren in Deutschland bis zu den Hexenprozessen (bibliographie insuffisante et références peu exactes; beaucoup de faits; tombe parfois dans la déclamation). — *J.-M. Vidal*. Un inquisiteur jugé par ses victimes : Jean Galand et les Carcassonnais, 1285-1286 (intéressant, mais insuffisamment objectif). — *K. Rieder*. Der Gottesfreund vom Oberland. Eine Erfindung des Strassburger Johanniterbruders Nicolaus von Löwen (excellente contribution à l'étude de la mystique au moyen âge). — *F. Geier*. Die Durchführung der kirchlichen Reformen Joseph's II im vorderösterreichischen Breisgau (clair et complet; conteste que le Joséphisme soit fils du Febronianisme). — *Th. Grande-*

rath. Geschichte des vatikanischen Konzils (ouvrage capital). — *E. Timpe.* Die kirchenpolitischen Ansichten und Bestrebungen des Kardinals Bellarmin (retrace d'une manière complète les polémiques ardentes du Saint-Siège avec les pouvoirs civils au xvi^e s. et au début du xvii^e). — *F.-X. Seppelt.* Der Kampf der Bettelorden an der Universität Paris in der Mitte des xiii^en Jahrhunderts (ne donne que les préliminaires de la lutte. L'auteur étudie surtout de très près l'Université de Paris). — *G. Schmidt.* Der historische Wert der vierzehn alten Biographien des Papstes Urbain, 1362-1370 (étude critique de haute valeur). — *E.-F. von der Goltz.* Der Dienst der Frau in der christlichen Kirche (histoire des œuvres de charité féminine dans l'Eglise évangélique d'Allemagne). — *Frere et Hart.* The Church of our Fathers (particulièrement intéressante pour l'histoire du mobilier ecclésiastique). — *G. E. Phillips.* The extinction of the ancient hierarchy, an account of the death of archbishop Heath, bishops Tunstal, Bonner and companions (histoire peu connue des évêques catholiques, réfractaires aux ordonnances schismatiques d'Élisabeth). — *F. de Bas.* Repertorium voor de Nederlandsche Krijgsgeschiedenis (rendra de grands services aux historiens). — *F.-J.-F. Kraemer.* Je maintiendrai (histoire de la dynastie d'Orange-Nassau; surtout remarquable par l'illustration).

57. — Revue historique de l'ancien duché de Brabant (Bijdragen tot de Geschiedenis van het aloude hertogdom Brabant). 1905, n° 6. — *U. BERLIÈRE.* La succession bénéficiaire de Nicolas Van der Borch, 1348 (il s'agit d'une prébende de Tournai; intéressant par l'exposé des expédients auxquels on avait recours pour évincer les étrangers). — *L. PHILIPPEN.* Le béguinage de Sainte-Catherine à Diest (curieuse organisation du travail dans cette communauté au xiv^e s.). = N° 8. *GOETSCHALCKX.* Stabroeck en 1614 et 1615 (montre comment on peut reconstituer l'histoire d'une localité au moyen des comptes communaux). = N° 11. *F. DE RIDDER.* Le chapitre de Saint-Germain à Tirlemont (beaucoup de détails inédits sur ce chapitre, depuis sa fondation, au xv^e s., jusqu'à sa suppression, en 1797). = N° 12. *P.-J. GOETSCHALCKX.* L'abbaye de Saint-Michel à Anvers (met au jour une série de chartes du xiv^e s. relatives à cette célèbre abbaye).

58. — Revue générale. 1906, n° 3. — *V. DU BLEU.* Les médecins et la société française avant et après 1789 (détails curieux pour l'histoire des mœurs). — *J. LECLERC.* Le Maroc (détails intéressants sur l'ethnographie et les institutions politiques). = Comptes-rendus : *J. Lemoine.* Sous Louis le Bien-Aimé (correspondance de Mopinot de Chapotte, officier français pendant la guerre de Sept ans, et une femme inconnue, de vertu douteuse. Intéressant au point de vue militaire). — *M.-J. Chevillet.* Ma vie militaire (utile pour l'étude psychologique des armées napoléoniennes). — *Jaucourt.* Correspondance avec le prince de Talleyrand pendant le Congrès de Vienne (d'une réelle valeur documentaire pour les incidents journaliers de la politique intérieure).

59. — **Hermes**. Bd. XLI, 1906, Heft 1. — A. SCHULTEN. Le cadastre dans l'antiquité (commente le fragment, nouvellement découvert, du cadastre d'Orange, dans les *Comptes-rendus de l'Académie des inscriptions*, 1904, p. 497 et suiv. Les fragments plus anciens appartenaient à une description cadastrale des fonds de terre ruraux; le nouveau se rapporte à des fonds de terre urbains; l'un et l'autre ont sans doute pour origine le recensement de la Gaule narbonnaise ordonné par Auguste en 27 av. J.-C. Il est probable que les cartes des terres cultivées, *formae*, remontent au recueil des cartes cadastrales ordonnées par Auguste, recueil qui fut exécuté par Balbus, si souvent mentionné par les anciens agrimensores; dans les *formae* qui nous sont parvenues des agrimensores, nous pouvons donc voir des reproductions réduites des cartes cadastrales d'Auguste). — C. CICHORIUS. La vie de Valerius Soranus (né à Sora, vers 140-130, il vécut dans l'entourage de l'orateur Crassus et de Varron. Après que le droit de cité eut été accordé aux latins, il entra dans la carrière administrative et fut un zélé partisan de Marius. Il fut tribun du peuple en 82, dut fuir devant Sylla, fut pris en Sicile et envoyé au supplice par Pompée, alors propréteur dans cette île). — A. WILHELM. Notes d'épigraphie. — U. WILCKEN. Un fragment de Sosylos dans la collection des papyrus de Wurzburg (composé de quarante petits morceaux; écrit au temps des Ptolémées, vers l'année 100. Sur le verso, ce titre tracé par le propriétaire du rouleau : Σωσύλου τῶν περὶ Ἀννίβου πράξεων δ. Cet intéressant document nous fait connaître un épisode inconnu de la bataille navale d'Artemision en 480 av. J.-C., qui remonte sans doute à Scylax. L'histoire est intercalée dans le récit d'un combat naval où les Romains, soutenus par les Massaliotes, vainquirent les Carthaginois, sans doute la bataille livrée à l'embouchure de l'Èbre en 217. Jusqu'ici, nous ne connaissions pas une ligne des sept livres de Sosylos, le compagnon et le professeur de grec d'Annibal. Ce fragment est, d'une façon générale, le premier qui nous donne le texte primitif d'une source directe relative au grand général carthaginois). — H. DESSAU. Tite-Live et Auguste (le récit de Tite-Live, IV, 49, sur la manière dont Auguste interpréta l'inscription de la cuirasse consacrée par Cossus a pour but de justifier la conduite du gouvernement à l'égard de M. Licinius Crassus qu'Auguste et le Sénat n'autorisèrent pas en 27 av. J.-C. à déposer les armes du chef des Bastarnes, Deldo, comme dépouilles opimes, lors de son triomphe, dans le temple de Jupiter férétrien; on prétextait que son commandement n'avait pas été indépendant). — Th. THALHEIM. Le serment des arbitres à Athènes (δικαλακαὶ et διατηταί). — Heft 2. J. GEFFCKEN. Le Christ tourné en dérision par les soldats (critique les interprétations de Reich, de Wendland et de Vollmer). — M. BANG. La carrière militaire de l'empereur Maximien. — Th. THALHEIM. La loi d'eisangelie à Athènes (a été promulguée, non pas en 350, comme le veulent Swoboda et Lipsius, mais en 411).

60. — **Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte**. Bd. XVIII, 1905, Heft 2. — W. NAUDÉ. Pour servir

à l'histoire des employés subalternes en Prusse. — H. PRUTZ. Gottfried d'Iéna considéré comme envoyé du Brandebourg auprès de la diète impériale, 1679-1687 (utilise la correspondance du diplomate français, Verjus de Crècy, qui était alors à Ratisbonne. Gottfried d'Iéna était de ces hommes d'état brandebourgeois qui sentaient la nécessité d'affranchir le Brandebourg de l'Autriche et qui voulaient y travailler soit en relâchant, soit en resserrant les liens que lui imposait son union avec l'Empire. En ce point, il était d'accord avec l'idée fondamentale de la politique du Grand Électeur; mais il alla dans son amitié pour la France plus loin que ne le souhaitait l'Électeur; aussi, quand celui-ci s'aperçut après 1679 que l'alliance avec la France le mettait dans une impasse, Gottfried d'Iéna fut-il sacrifié pour ménager un rapprochement avec la cour de Vienne). — Ed. SPRANGER. Un mémoire d'Altenstein en 1807 (réorganisation de l'État prussien; projet qui servit de base au programme de Hardenberg) et ses rapports avec la philosophie (particulièrement avec celle de Fichte). — C. VON BARDELEBEN. L'organisation militaire dans la marche de Brandebourg au temps de l'Électeur Joachim I^{er}, 1499-1533 (le service féodal et le service payé; la préparation à la guerre; l'armement et la conduite des armées). — G. SOMMERFELDT. La politique austro-prussienne en 1807 jusqu'au moment où Stutterheim fut délégué à Tilsit (les recherches d'A. Beer reposent sur les matériaux des archives d'État à Vienne; il faut les corriger et les compléter au moyen des dépêches envoyées par l'ambassadeur de Prusse à Vienne, le comte Charles-Frédéric de Finkenstein, qui sont aux archives secrètes de Berlin). — A. SERAPHIM. De l'accueil fait aux frères bohêmes en Prusse (ils furent invités à s'établir en Prusse, dès 1531, par le duc Albrecht, mais c'est seulement à partir de 1549 qu'ils vinrent s'y fixer).

61. — *Jahrbuch für die Geschichte des Herzogtums Oldenburg*. Bd. XIII, 1905. — D. KOHL. Le commerce d'Oldenbourg avec l'Islande au xvi^e siècle (d'après les actes des archives d'état d'Oldenbourg. En 1580 fut fondée à Oldenbourg une Société islandaise pour le commerce; cependant, en 1601, tous les privilèges accordés aux marchands étrangers dans les ports islandais furent supprimés par le roi Christian IV de Norvège, ce qui mit fin aux rapports commerciaux entre l'Allemagne et l'Islande). — L. SCHAUBURG. La situation économique des comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst sous les comtes Jean VI et Antoine Gunther (au temps de la guerre de Trente ans). — Bd. XIV, 1905. G. RÜTKING. La piraterie au xvi^e siècle (d'après les documents des archives centrales du grand-duché).

62. — *Zeitschrift des westpreussischen Geschichtsvereins*. Heft 48, 1905. — O. GUENTHER. Deux ordonnances de police inédites de la Vieille-Prusse (l'une de Dantzic; l'autre de Dirschau, intéressantes pour l'histoire administrative et sociale de ces villes au xv^e et au xvi^e siècle). — FREYTAG. La Réforme dans la starostie de Schlochau (le mouvement évangélique avait jeté ses premières racines à Konitz et à

Friedland; c'est après le mariage du staroste Stanislas Liatałski avec Georgia, sœur du duc Philippe de Poméranie en 1563, à la fin du xvi^e s., que la bourgeoisie presque entière, une grande partie de la population rurale et surtout de la noblesse furent acquises à la nouvelle foi; mais, après la mort du staroste Liatałski en 1598, la contre-réforme commença de regagner le terrain perdu). — A. LEVINSON. Choses de la Pologne prussienne, tirées de la Biblioteca Borghese aux archives du Vatican; II : la Lutte de l'évêque d'Ermland, Simon Rudnicki, au sujet de la paroisse de Saint-Nicolas à Elbing, d'après des documents provenant de Rome et de Dantzig (intéressant épisode du temps de la contre-réforme. En appendice est publiée la correspondance du nonce Francesco Dotallevi avec le cardinal Borghèse, 1616-1618). — M. PERLBACH. Hermann de Salza et l'Ordre teutonique devant le tribunal de la critique polonaise (dans un livre publié en 1904 sur l'Ordre teutonique et Conrad de Masovie, l'historien polonais Wojciech de Ketrzynski s'était efforcé de prouver que le grand maître Hermann de Salza avait consenti à jouer publiquement le rôle d'un mercenaire à la solde du duc Conrad de Masovie, pour mieux pouvoir combattre ses desseins en secret et dans son intérêt personnel. Naturellement, cette thèse suppose que les actes relatifs à l'appel de l'Ordre teutonique en Prusse sont faux ou qu'on les a faussement interprétés. C'est contre l'abus d'une pareille méthode, qui n'a d'historique que le nom, que proteste l'auteur de cet article).

63. — Annalen des Vereins für Nassauische Altertumskunde und Geschichtsforschung. Bd. XXXIV, 1904. — E. RITTERLING. Le camp romain de Hofheim sur le Taunus. Rapport sur les fouilles (les témoignages historiques et les découvertes archéologiques sont d'accord pour placer en 40 ou 41 après J.-C. l'établissement du premier camp de Hofheim; il a dû être détruit sous Claude ou dans les premières années de Néron; les fortifications plus récentes appartiennent au temps de Vespasien; elles cessèrent d'être utilisées lorsque le camp en pierre fut élevé en 82, pendant la guerre des Cattes). — W. STIEDA. Fabriques de faïence et de porcelaine dans les pays de Hesse et de Nassau au xviii^e siècle. — C.-L. THOMAS. Les enceintes circulaires dans le pays des sources de la Bieber, dans le Spessart (description et plan de ces quatre enceintes en pierre). — Correspondance du duc Frédéric-Auguste de Nassau avec Schæffer pendant la campagne de 1806-1807 contre la Prusse, publiée par R. KOLS (pièces provenant des archives de l'État à Wiesbaden et d'archives privées. C'est quatre bataillons d'infanterie et un escadron de chasseurs à cheval que Nassau dut mettre sur pied contre la Prusse en sa qualité de membre de la Ligue du Rhin. Plus de cent lettres, pour la plupart fort intéressantes, donnent une excellente idée de l'organisation de la brigade et de la part qu'elle prit à la campagne). — A. KOPF. Contributions à l'histoire du village protestant de Königstein dans le Taunus (publie quelques documents du temps de la Réforme).

64. — Archiv des historischen Vereins von Unterfranken und Aschaffenburg. Bd. XLVII, 1905. — Autobiographie du conseiller d'État Christian-Jean-Baptiste de Wagner, 1754-1833 (cette autobiographie fut écrite en 1818; elle a de l'importance historique à cause de l'influence exercée par l'auteur, en qualité de chancelier des deux derniers princes-évêques de Wurzbourg, Franz-Ludwig d'Erthal et Georg-Karl de Fechenbach, puis en qualité de conseiller d'État, d'abord du grand-duché de Wurzbourg, puis du royaume de Bavière, 124 p.). — K. EHRENBURG. Le plus ancien Livre des fiefs du monastère de Saint-Étienne de Wurzbourg en 1326 (publié pour la première fois d'après l'original conservé aux archives du cercle de Wurzbourg, avec une table des noms propres). — J. KITTEL. Le monastère de cisterciennes de Himmelthal (fondé en 1232 par Louis II de Rieneck et sa femme, Adélaïde, comtesse de Henneberg, il dura jusqu'en 1569. De 1595 à 1773, il fut une résidence des Jésuites. Catalogue de toutes les chartes connues qui se rapportent au monastère). — Paul GLÜCK. Le Diarium d'Ewald Creutzmacher sur la diète d'Augsbourg, 1547-1548. Contribution à l'histoire du prince-évêque de Wurzbourg Melchior Zobel (composé par le secrétaire de l'évêque, ce journal de la vie de son maître pendant la diète touche à peine aux grandes questions politiques et religieuses; il contient des anecdotes sur la vie de tous les jours, les fêtes, les invitations, les crimes, les nouvelles en circulation).

65. — Beiträge zur Geschichte des Niederrheins. Jahrbuch des Düsseldorfer Geschichtsvereins. Bd. XIX, 1905. — E. BAUMGARTEN. La lutte du comte palatin Philippe-Guillaume avec les États de Juliers et de Berg en 1669-1672; suite. — Ch. SCHMIDT. L'industrie dans le grand-duché de Berg en 1810 (traduction de l'article paru dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1903-1904; on réimprime aussi le mémoire de Beugnot). — Th. LEVIN. Contributions à l'histoire des tentatives d'art dans la maison de Palatinat-Neubourg; 1^{re} partie (d'après les documents conservés dans les archives secrètes de l'État bavarois, 117 p., avec 5 pl.). — REDLICH. Correspondance de la margravine Sibille de Brandebourg, duchesse de Juliers-Berg, avec son père, l'Électeur Albert-Achille, concernant le mariage de sa sœur Dorothee avec le duc de Clèves en 1484 (l'Électeur de Brandebourg repoussa le projet).

66. — Bremisches Jahrbuch. Bd. XXI, 1906. — G. SELLO. *Vindiciae Rulandi Bremensis* (maintient son opinion que les statues dites de Roland qui ont été érigées dans certaines villes du nord de l'Allemagne sont des symboles des privilèges impériaux; ce sont des images du roi dans ses fonctions de haut justicier, avec l'épée dans sa main, et par conséquent des signes de sa suprématie judiciaire. Le premier Roland à Brême fut érigé sans doute par l'archevêque Adaldag, pour commémorer la concession de privilèges faite à la ville par Otton I^{er} le 10 août 965. Avec 9 planches d'illustrations). — W. VON BIPPEN. L'archiviste Hermann Post (c'est le premier archiviste de Brême, 1693-

1762; sa vie et ses travaux). — W.-O. FOCKE. Histoire de la médecine à Brême (intéressant pour l'histoire de la civilisation au xviii^e et au xviii^e siècle).

67. — **Freiburger Diöcezan-Archiv**. Neue Folge. Bd. VI (XXXIII), 1905. — Chr. RÖDER. Le monastère bénédictin de Saint-Georges dans la Forêt-Noire, surtout dans ses rapports avec la ville de Villingen (fondé en 1084; à la suite de la Réforme, le monastère fut supprimé en 1535; il alla se reconstituer à Villingen sous des abbés catholiques, tandis qu'à Saint-Georges on trouve à partir de 1566 des abbés protestants. Le couvent catholique fut rétabli en 1630 à la suite de l'édit de restitution. A la paix de Westphalie, l'abbaye de Saint-Georges fut finalement perdue pour l'ordre bénédictin; celui-ci persista à Villingen jusqu'à la suppression du monastère en 1806). — PRAILES. L'introduction de la Réforme à Hardheim.

68. — **Neues Archiv für Sächsische Geschichte und Altertumskunde**. Bd. XXVI, 1905. — ERMISCH. Le roi Georges de Saxe (mort le 15 octobre 1904). — O. CLEMEN. Paul Bachmann, abbé d'Altzelle (né entre 1465 et 1468, mort vers 1538; auteur de nombreux travaux de polémique contre Luther. Bibliographie minutieuse de ses œuvres). — G. BAUCH. Le conseiller saxon et humaniste Henri de Bünaü, seigneur de Teuchern (né vers 1460, mort en 1506). — O. FÜRSEN. La gabelle dans la Saxe électorale (histoire des droits sur le sel; les bureaux du sel et le système des licences; la politique du sel à l'égard de la noblesse, des villes de l'intérieur et de l'étranger; importance de l'administration de la gabelle dans la Saxe électorale). — Job. ZIEKURSCH. Pour servir à l'histoire d'Auguste le Fort. 1^o La Politique polonaise des Wettiniens au xviii^e siècle (Haake avait prétendu qu'Auguste le Fort et son ministre Brühl n'avaient été dirigés dans leurs entreprises que par des intérêts exclusivement dynastiques. C'est une erreur : le gouvernement saxon se proposait de faire de la Saxe une grande puissance capable d'influer sur les destinées de l'Europe orientale; ce sont la prodigalité, les débauches d'Auguste, la guerre si légèrement déclarée à Charles XII qui ont compromis ce plan, et c'est par là que cette politique a tourné au détriment de la Saxe. Quand Brühl voulut continuer les plans d'Auguste pour une plus grande Saxe, ses intentions ne furent pas seulement dynastiques, mais aussi politiques et économiques. Ce violent effort pour la grandeur politique de la Saxe et pour son développement économique échoua, parce que le pays n'était pas assez fort et que les talents diplomatiques de Brühl étaient insuffisants). — O.-E. SCHMIDT. Le caractère d'Auguste le Fort (ceci encore est une critique de Haake qui annonce une biographie d'Auguste en deux volumes, où il précisera son point de vue). — L. BÖRHOFF. La mort de l'évêque Arn de Wurzburg (ce n'est pas en martyr, mais à la tête d'un détachement de l'armée des Francs de l'Est qu'il périt, le 13 juillet 892, dans un combat contre les Slaves, sans doute sur le « Sandberg », près de Wiederau, non loin de Chemnitz). — G. SCHLAUCH. Le

tribunal échevinal de Dohna (l'auteur a retrouvé les textes de trente-trois jugements prononcés par ce tribunal entre la fin du ^{xiv}^e siècle et le 9 octobre 1568. Jusqu'à la fin du ^{xv}^e siècle, c'était un tribunal féodal; au ^{xvi}^e siècle, il paraît avoir fusionné avec le tribunal échevinal de Leipzig; en tout cas, sa compétence s'était fort étendue. La plupart des jugements sont des sentences arbitrales). — G. WAGNER. Le registre municipal de Geithain, 1381-1481. — E. KROKER. Catherine de Bora; son lieu de naissance, ses années de jeunesse (elle naquit en 1499 à Lippendorf, près de Leipzig). — S. ISSLEIB. La jeunesse de Maurice de Saxe, 1521-1541 (ses fiançailles avec Agnès, fille du landgrave Philippe de Hesse; ses luttes avec ses parents). — G. WOLF. L'arrestation de Henri de Brunswick, octobre 1545 (montre, contre Brandenburg, que l'attitude du duc Maurice dans toute cette affaire procédait d'un plan parfaitement arrêté; en tout cas, on ne saurait s'appuyer sur la campagne de Brunswick pour prétendre que la politique de l'albertinien Maurice jusqu'à la capitulation de Jean-Frédéric à Wittenberg en 1547 manqua de maturité).

69. — Zeitschrift der Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte. Bd. XXXIV, 1904. — Lettres du comte Otto Joachim Moltke (ministre d'état et président de la chancellerie de Slesvig-Holstein-Lauenbourg) au chancelier Cay Lorenz Brockdorff en 1830. — SEITZ. Le siège et la prise de Breitenburg (publie une lettre écrite le 21 septembre 1627, deux jours par conséquent après la chute de la forteresse, par un agent de l'administration, Heinrich Magens). = Bd. XXXV, 1905. G. HILLE. Flensburg et la justice du port (le « jus portus et maris in sinu Flensburgensi » remonte aux privilèges accordés à la ville par le duc Waldemar en 1284; le fondement de la juridiction du port se trouve dans une charte de Christian I^{er} du 8 mai 1480. Actes du ^{xviii}^e siècle et du commencement du ^{xix}^e). — DETLEFSEN. Le « Friesisches Recht » d'Elmshorn (une circonscription de la paroisse porte ce nom dans deux actes, l'un de 1368, l'autre de 1362-1381. Les habitants de cette circonscription étaient sans doute des Frisons du Nord, émigrés peu après 1347). — Souvenirs de Paul Fercksén, marin et explorateur du Groenland, publiés par Friedrich PAULSEN (^{xviii}^e s.). — W. VON WEBER-ROSENKRANTZ. Liste des chevaliers et de leurs valets tués à Hemmingstedt, 17 février 1500. — H. REUTER. La « Bede » ordinaire du comté de Holstein, jusqu'au milieu du ^{xiv}^e s. (histoire de cette contribution, 62 p.). — Pour servir à l'histoire des années 1839-1847 (lettres adressées à et par le baron de Løwenstern, ambassadeur de Danemark à Vienne). — DETLEFSEN. Une charte inédite du monastère d'Uetersen en 1319.

70. — Zeitschrift der historischen Gesellschaft für die Provinz Posen. Bd. XX, 1905. Heft 1. — A. WARSCHAUER. Histoire de la ville de Pakosch sur la Netze. — J. CARO. Andreas Fricius Modrevius; ses années d'études et de voyages (Modrevius est un grand homme d'État polonais du ^{xvi}^e siècle. Ses études à Wittenberg; ses

rapports d'amitié avec Mélanchthon. Ses idées de réforme politique et religieuse étaient fortement en avance sur celles de ses contemporains). = Heft 2. A. WARSCHAUER. Les comptes municipaux de Posen, surtout au XVI^e s. — R. PRÜMERS. Le vol d'hosties à Posen, 1399 (il n'est pas prouvé que les Juifs en soient les auteurs).

71. — Jahrbuch für Landeskunde von Niederösterreich. N. F. III, 1904 (1905). — J. LAMPFEL. La marche orientale des Babenberg et ses « tres comitatus », 137 p.; suite (les « comitatus » et les coutumes du comté. « Beneficia et comitatus »). — M. KROISSMAYR. Histoire de la seigneurie de Walpersdorf (mentionnée pour la première fois dans les chartes en 1120; l'auteur suit les seigneurs venant de diverses maisons seigneuriales jusqu'aux temps modernes, avec une brève biographie de chacun d'eux, 98 p.). — Baron O. DE MITTS. Coutumiers municipaux de la Basse-Autriche au XIII^e siècle (Aschbach est aussi au nombre des communautés qui, dans le courant de l'année 1277 ou aussitôt après, obtinrent du roi Rodolphe la confirmation de leurs privilèges. De même aussi Wiener-Neustadt. Vers 1300, il existait déjà une compilation où les documents relatifs au droit municipal de cette dernière ville étaient rangés dans le même ordre qu'on retrouve encore dans les mss. juridiques du XV^e et du XVI^e siècle. En appendice sont publiées deux chartes inédites d'Aschbach et de Wiener-Neustadt).

72. — Sitzungsberichte der k. Akademie der Wissenschaften in Wien. Philosophisch-historische Klasse. Bd. CXLIX, Heft 2, 1904. — W. MEYER-LÜBKE. Études sur les noms propres romans; I : les Noms de personne d'origine germanique en ancien portugais (montre l'importance que l'élément germanique, ou plus proprement wisigothique, a eue dans la civilisation portugaise au moyen âge. Les noms ibères et basques sont peu nombreux; les noms arabes se rencontrent un peu plus fréquemment; bien plus grand est le nombre des noms d'origine chrétienne, mais celui des noms d'origine germanique l'emporte sur les trois autres éléments réunis). = Heft 4. M. STEINSCHNEIDER. Les traductions européennes de l'arabe jusqu'au milieu du XVII^e siècle; I : Écrits de traducteurs connus (bibliographie par ordre alphabétique). = Heft 5. C. WESSELY. Un indice pour dater le Philogelos (ce recueil d'anecdotes a été composé aux IV^e-V^e s. ap. J.-C.; sans invoquer d'autres raisons, en effet, il faut remarquer que les sommes d'argent sont données en myriades de drachmes, manière de compter qui n'a été employée qu'aux IV^e-V^e s.). = Bd. CL, Heft 2, 1904. A.-E. SCHÖNBACH. Gutolf de Heiligenkreuz; recherches et textes (ce moine cistercien vivait en Autriche dans la seconde moitié du XIII^e siècle; professeur, poète, jurisconsulte et prédicateur, il a représenté l'idéal de la culture classique et d'un humanisme universel. Outre de nombreux renseignements sur la vie monastique, les historiens liront avec intérêt un petit *Tractatus de ordine judicario* composé par Gutolf vers 1300 et publié ici pour la première fois).

73. — Carinthia. Mitteilungen des Geschichtsvereins für Kärnten. Jahrg. XCV, 1905, Heft-1. — A. VON JAKSCH. Contributions à l'histoire de la ville de Friesach : 1^o Introduction de l'Ordre teutonique (par l'archevêque Eberhard II avant 1213 ou en cette année); 2^o Monastère et église des Dominicains (fondés en 1217); 3^o le Couvent des Cisterciennes (fondé au XII^e siècle, il dura jusqu'en 1603); 4^o la Ville de Friesach au pouvoir du roi Ottocar de Bohême (dans la lutte pour le siège archiépiscopal de Salzbourg, 1263-1265). = Heft 2. M. WUTTE. Le passé de Friesach (d'après des mss. des XVI^e et XVII^e s.). — A. VON JAKSCH. Le voyage de l'évêque de Bamberg, Georges III, en Carinthie, du 5 août au 28 novembre 1521 (d'après le procès-verbal rédigé par Jérôme Kammermeister, qui faisait les fonctions de chancelier).

74. — Századok (les Siècles), 1906, janvier. — I. KISS. L'élection de François II Rákóczi comme prince de Transylvanie; suite en février, mars, avril (les premières victoires de Rákóczi sur les armées autrichiennes eurent comme conséquence le réveil de l'esprit national en Transylvanie où, depuis la mort d'Apafi, Léopold I^{er} avait pris possession de la principauté. Rákóczi fut élu unanimement prince de Transylvanie en 1707, et c'est Laurent Pekri qui a joué le rôle le plus important dans cette circonstance. Détails sur les négociations). — A. ALDÁSY. L'élection du bourgmestre de Bude en 1705 (retrace, d'après des documents inédits, la lutte électorale entre Sauttermeister et Bössinger). — U. KÁLLAY. Recherches sur l'époque de Ladislas IV; suite en février (1^o la Date de naissance de ce roi de la maison arpadienne est fin octobre 1262; le lieu de naissance le château de Patak; 2^o le Prince Ladislas et sa mère étaient captifs en Pologne et non pas dans le comitat de Turóc, dans la seconde moitié de l'année 1264; 3^o le Mariage de Ladislas eut lieu en 1270; il fut couronné le 1^{er} septembre 1272, sans prêter serment. Détails sur les négociations diplomatiques entre Ladislas IV et Rodolphe de Habsbourg). = Comptes-rendus : S. Gergely. Correspondance de Michel Teleki; t. I (éloge). — K. Vadnay. Souvenirs littéraires (la société *Kisfaludy* a rendu service aux lettrés en publiant ces études). — L. Huttkey. Les lettres de Turquie de Clément Mikes (rien de nouveau). — F. Thurzó. Histoire de l'école réformée de Nagybánya, 1547-1755 (faible). — F. Balogh. Histoire des églises protestantes de Hongrie (à l'usage des classes; réussi). — V.-L. Bourrilly. Guillaume du Bellay, seigneur de Langey (relève les passages concernant l'ambassade de Jean Zápolya à François I^{er}). — V.-L. Bourrilly et P. de Vaissière. Ambassades en Angleterre de Jean du Bellay (quelques lettres intéressent l'histoire de Hongrie). = Févr. L. KROFF. Les Tekelites anglais (le chef du mouvement national Thököly a trouvé de fervents adeptes sous Charles II parmi les whigs. Les torys leur ont donné le sobriquet « Tekelites » que nous trouvons, pour la première fois, dans l'*Observer* de sir Roger l'Estrange, du 23 octobre 1682. Le mot se trouve aussi chez Dryden, *Oeuvres*, éd. Walter Scott, t. X, p. 388, et chez Caleb Calle). = Comptes-rendus : J. Szendrey.

Histoire de la ville de Miskolcz, 1000-1800 (bon). — *D. Prónay*. Monumenta historica evangelicorum in Hungaria (ces documents, tirés des archives de la famille Prónay et mis sous presse par Stromp, sont très importants). — *D. Schäfer*. Die Ungarnschlacht von 955 (manqué. La bataille a eu lieu au nord d'Augsbourg, à l'ouest de la rivière Lech). — *O. Dittich*. Die Grenzen der Geschichte (intéressant). — Manuel des familles nobles hongroises (édité par la Société héraldique et généalogique; utile). — *A. Aldásy*. Les chartes à armoiries du musée national hongrois, 1200-1868 (donne la description de 631 chartes; important). — Répertoire historique slave. = Mars. S. TAKÁTS. Histoire de la langue (critique détaillée du nouveau Dictionnaire des chartes, rédigé par Jules Zolnai d'après les documents laissés par Étienne Szamota). — J. STRESSER. Contributions à la géographie historique du comitat Sopron. = Comptes-rendus : E. Horn. François Rákóczi II (pour le grand public. Critiques de détail). — B. Alexander et M. Lenhossék. La vie de l'homme (deuxième volume d'une grande collection de l'*Athenaeum* intitulée : *Bibliothèque de la civilisation*; éloge). — L. Klíma. Eutrope (bonne traduction). — E. Berner. Jahresberichte der Geschichtswissenschaft, t. XXVI (la Hongrie est bien représentée). = Avril. M. SUFFLAY. Le « sigillum citationis » à la lumière des sources slaves (les historiens hongrois n'ont pas encore suffisamment étudié l'influence des coutumes juridiques des Slaves sur l'organisation judiciaire des Magyars. La citation par le sceau est évidemment d'origine slave). — P. SÓRÖS. Jean Telegdi (le diplomate hongrois du roi Mathias Corvin, que les sources appellent Joannes Leontius, est un Telegdi, né vers 1430; c'était un ami de Váradi; il fut emprisonné par Mathias et délié après la mort du roi). = Comptes-rendus : I. Lukinich. Les fragments de l'histoire de Menander Protector (bonne traduction avec des notes). — J. Illés. Le droit du contrat sous les Arpád; l'ordre de succession sous les Arpád (bons). — L. Thallóczy et A. Hodinka. Codex diplomaticus partium regno Hungariae adnexarum; t. I : 1490-1527 (important. Voy. *Rev. hist.*, juillet-août 1904). — J. Horváth. La vie économique des villes saxonnes de Transylvanie (utile). — G. Schlumberger. L'épopée byzantine; t. II et III (intéressant; critiques de détail). — Annuaire de la Société historique et archéologique du comitat de Hunyad; t. XI-XIV (de riches matériaux). = Mai. F. BAUMGARTEN. Les relations de l'abbaye de Saint-Gilles avec la Hongrie (étudie, au point de vue diplomatique, les bulles et les chartes conservées en partie à Saint-Gilles, près de Nîmes, en partie à la Bibliothèque nationale de Paris et qui se rapportent à la fondation de l'abbaye de Somogyvár par saint Ladislas (1091). Les novices de cette abbaye furent, pendant des siècles, des Français. Les documents publiés par Ménard, Baluze, Coquelines et Goiffon sont ici réunis et corrigés). — A. ERDÉLYI. La principauté d'Akos Barsay (rivalité de Georges II Rákóczi et de Barsay, 1657-1661; ce dernier devient prince de Transylvanie, avec l'appui des Turcs; situation financière et militaire de la principauté). =

Comptes-rendus : *J. Melich.* Les mots slaves en hongrois (deux volumes qui témoignent de recherches approfondies; ils jettent un jour nouveau sur l'ancienne civilisation hongroise et prouvent que les premiers missionnaires qui ont converti les Magyars au christianisme n'étaient ni les Allemands ni les Italiens, mais les Slovènes qui habitaient le pays lors de la conquête magyare). — *K. Szily.* Œuvres du comte Étienne Széchenyi; t. II (excellente édition). — *F. Vetter.* Deutsche Texte des Mittelalters; t. VI (contient la légende de la princesse Élisabeth de Hongrie, fille du roi André III, le dernier prince de la maison arpadienne. Après la mort de son père, elle s'est retirée au couvent de Tösz, où elle mourut en 1338). — *N. Jorga.* Storia del soggiorno di Carlo XII in Turchia, scritta dal suo primo interprete Alessandro Amira (Charles XII, en quittant la Turquie, a traversé la Hongrie pour se rendre à Stralsund; l'édition, d'après le manuscrit de Vienne, sera la bienvenue, mais pourquoi écrire « Muncaciu » pour « Munkács » dans un ouvrage publié en italien?). — *J. Kont.* Poètes lyriques hongrois (quatre leçons faites à la Sorbonne sur Tompa, Gyulai, Szász et Lévy). — Nécrologie : le baron Béla Radvánszky, 1849-1906 (il a fondé, en 1883, la Société héraldique et généalogique. On lui doit : « La vie familiale et domestique hongroise aux xvi^e et xvii^e s. »; 3 vol. « La cour du prince Gabriel Bethlen. » Une édition du poète Jean Rimay. Il a préparé, pour l'impression, les chartes et documents de la famille Héderváry et ceux de la famille Radvánszky).

75. — Budapesti Szemle. 1906, janvier. — *A. BERZEVICZY.* Voyage en Italie (esquisses pleines de finesse sur les monuments d'art de Bologne, des villes des lagunes, de Pesaro et d'Urbino). — *J. KAUTZ.* Le parlementarisme; suite en février (étude juridique). — *P. KIRÁLY.* Le forum romain (d'après l'ouvrage de Thédenat). = Comptes-rendus : *G. Voinovich.* Le baron Joseph Eötvös (réussi). — *A. Hübner.* Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris sous le second Empire (ouvrage empreint d'un esprit réactionnaire). = Février. *P. VAY.* Journal de Corée; suite en mars et avril (impressions de voyage). — *L. SZEKERÉNYI.* L'enseignement primaire supérieur dans les pays scandinaves (l'idée de cet enseignement est due au pasteur Grundtvig; appréciation de son œuvre). = Comptes-rendus : *K. Szily.* Œuvres du comte Étienne Széchenyi; t. II (édition digne du grand homme d'État). — *M. Réz.* La politique nationale hongroise (de bonnes idées). — *A. Springer.* Handbuch der Kunstgeschichte; t. II-IV (éloge). = Mars. *V. FRANKÓI.* Marie, fille d'Étienne V, reine de Naples, 1271-1323 (c'est la seule princesse de la maison arpadienne dont les traits soient conservés dans une œuvre de sculpture; la seule dont la vie peut être retracée d'après des documents d'archives. Elle était la sœur du roi Ladislas IV, la femme de Charles d'Anjou, la mère de Charles Martel. Étude puisée à des sources inédites). — *H. MARCZALI.* Projets de constitution de 1790 (fait connaître quelques documents inédits d'une époque très fertile en pamphlets politiques. La plupart de ces pam-

phlets, déjà connus par les ouvrages de Concha et de Ballagi, furent écrits après la mort de Joseph II, sous l'influence des idées répandues par la Révolution française. L'esprit libéral qui s'y manifeste fut étouffé par le gouvernement de François II, et l'œuvre de l'émancipation nationale a dû être reprise en 1825). — M. BERKOVICS. Chateaubriand et M^{me} de Staël (d'après la correspondance publiée dernièrement). = Compte-rendu : L. PASTOR. Die Reise des Kardinals Luigi d'Aragona durch Deutschland, die Niederlande, Frankreich und Oberitalien, 1517-1518 (Luigi d'Aragona était le neveu de la reine Beatrice, femme de Mathias Corvin). = Avril. L. KROFF. La Révolution hongroise et le Times (le Times était toujours hostile à Kossuth. Les quatre correspondants qui ont informé le grand journal ont dénaturé les faits; ils étaient, plus ou moins, aux gages de l'Autriche). = Compte-rendu : A. BERZEWICZY. La peinture et la sculpture du Cinquecento (leçons faites à l'Université populaire de Budapest. Intéressant). = Mai. J. NÉMETH. La diplomatie moderne (sur Bülow, Delcassé, Lansdowne et Hay). — D. HATTYUFFY. La protection des antiquités trouvées en Hongrie (les règlements en vigueur sont surannés; il faut une réforme radicale). = Comptes-rendus : B. TITTMANN. L'article III de la loi de 1848 a-t-il institué un gouvernement parlementaire? (le livre pour lequel le comte Jules Andrassy a écrit une préface est une polémique contre Concha et Kautz). — B. BALOGH. Dai Nippon; t. I : Impressions de voyage (Balogh a voulu rechercher les races parentes des Hongrois, mais la guerre russo-japonaise l'en a empêché. Il a donc étudié les langues du Japon et de la Corée, mais sa préparation scientifique est insuffisante). — Hungary (cette revue anglaise, qu'Eugène Golonya rédige à Budapest, est appelée à rendre de grands services en Angleterre, où plusieurs journaux reproduisent les principaux articles).

76. — Bulletin international de l'Académie des sciences de Cracovie. 1905, octobre. — M. GUMOWSKI. Monnaies polonaises des x^e et xi^e siècles trouvées en Pologne (étude critique sur les monnaies trouvées en Pologne depuis une vingtaine d'années et se rapportant à l'histoire des x^e et xi^e siècles). — THADÉE GRABOWSKI. Une page de l'histoire de la littérature calviniste en Pologne, 1550-1650; 1^{re} partie (œuvres de Laski, disciple d'Érasme, de Lismanin, qui fut l'âme du cercle calviniste de Cracovie, des poètes Trzycieski et Rej, etc.). = Novembre. MICHEL ROSTWOROWSKI. Les budgets du royaume de Pologne au point de vue constitutionnel, 1816-1830. = Décembre. O. BALZER. Histoire constitutionnelle de la Pologne (depuis les plus anciens temps jusqu'à nos jours). = 1906, mars. TH. SINKO. Studia Nazianzenica; I : De collationis apud Gregorium Nazianzenum usu et de terrae et maris contentione quadam Pseudo-Gregoriana. — STAN. KRZYZANOWSKI. Contribution à l'histoire de la littérature politique du xv^e siècle (traite en particulier d'une dissertation de maître Stanislas « de Scarbimiria » contre les hérésiarques Wycliffe et Jean Huss). — FR. PAPÉE. Les registres matriciels de la couronne de Pologne conservés aux archives

centrales de Varsovie et leur importance pour l'histoire du x^v^e siècle. — *J. Czubek*. La littérature politique du premier interrègne en Pologne, 1572.

77. — Rivista storica italiana. Vol. V, fasc. 1, 1906, janv.-mars. — *C. Vittone*. Casa di Savoia, il Piemonte e Chivasso; vol. I (banal et superficiel). — *E. Silvestri*. L'Istria (bon ouvrage de vulgarisation, bien illustré). — *E. Rodocanachi*. Le capitole romain, antique et moderne (excellent). — *A. Profumo*. Le fonti e i tempi dell' incendio neroniano (érudition copieuse, surabondante même, qui agite beaucoup de problèmes sans en résoudre aucun). — *G. Pasciuccio*. Elagabalo (prétentieux, incomplet, sans valeur). — *W. Carlyle*. A history of medioeval political theory in the West (bon et instructif). — I monasteri di Subiaco (recueil de trois mémoires sur l'histoire, l'architecture, les fresques, la bibliothèque et les archives de ces monastères). — *K. Hampe*. Urbain IV und Manfred, 1261-1264 (remarquable). — *P. Pellegrini* et *F. Scandone*. Pro Roccasecca, patria di S. Tommaso d'Aquino (saint Thomas n'est pas né à Aquino; les gens de Belcastro qui l'ont revendiqué pour un de leurs enfants n'ont pu produire que des documents faux. Pour Roccasecca, au contraire, on trace très exactement l'ascendance du saint depuis le ix^e siècle). — *Giov. Soranzo*. La guerra tra Venezia e la S. Sede per il dominio di Ferrara, 1307-1313 (bon). — *G. Degli Azzi Vitelleschi*. Le relazioni tra la Repubblica di Firenze e l'Umbria nel secolo xiv (bon). — *Gius. Pardi*. Leonello d'Este, marchese di Ferrara (bon). — *A. Tormene*. Il bailaggio a Costantinopoli di Girolamo Lippomano e la sua tragica fine (travail bien conduit, très érudit et intéressant). — *P. Fea*. Tre anni di guerra e l'assedio di Torino del 1706 (bon). — *Gino Macchiore*. Teorie e riforme economiche finanziarie ed amministrative nella Lombardia del secolo 18^o (insuffisant). — *C.-Fr.-Z. Molino*. Codice diplomatico dei Cappuccini liguri, 1530-1900 (bon). — *Ch. Auriol*. La France, l'Angleterre et Naples, de 1803 à 1806 (ouvrage préparé avec soin, au moyen d'abondants documents dont l'auteur sait tirer un bon parti). — *A. Bonnefons*. Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles, 1768-1814 (insuffisant). — *D. Zanichelli*. Cavour (bon). — *Mazzatinti*. Lettere di Giuseppe Mazzini ad Aurelio Saffi ed alla famiglia Craufurd, 1750-1872.

78. — Boletín de la Real Academia de la Historia. T. XLV. Juill.-déc. 1904. — *Informes*: *A. Rodríguez Villa*. L'empereur Charles-Quint et sa cour (1522-1539); suite. — *B. Oliver*. Les collèges royaux et l'Université pontificale et royale de Tortosa (compte-rendu d'un ouvrage de M. F. Pastor y Lluís). — *Marquis de Laurencin*. Un procès de Lope de Rueda. Nouveaux éléments pour sa biographie par D. Narciso Alonso Cortés (compte-rendu). — *A la cour du Mikado*. Esquisses japonaises par D. Fr. de Reynoso (compte-rendu). — *M. Gómez Moreno*. Sur l'archéologie primitive dans la région du

Duero (enceintes fortifiées, animaux sculptés, inscriptions, stèles). — M. ROSO DE LUNA. L'écriture ogmique en Estrémadure; suite. — F. FITA. Nouvelle œuvre historique relative à Valladolid (compte-rendu critique de l'*Episcopologio Vallisoletano* du Dr D. Manuel de Castro Alonso). — Marquis DE LAURENCIN. Le château du marquis de Mos à Sotomayor (compte-rendu d'une étude historique de la marquise de Ayerbe, avec documents inédits d'archives publiques et d'archives du duc de la Roca). — E. JUSÚ. Le cartulaire du monastère de Santo Toribio de Liebana (quatre chartes inédites des VIII^e et IX^e siècles, extraites de ce cartulaire). — N. HERGUETA. L'inquisition de Logroño. Nouveaux documents historiques. — J. CATALINA GARCÍA. Explorations archéologiques au *Cerro del Bú* (exposé des fouilles de M. Castaños. Réserves sur l'importance et la signification des découvertes faites). — Marquis DE MONSALUD. Epigraphie romaine et visigothique de l'Estrémadure (cinq inscriptions). — F. FITA. Nouvelles inscriptions romaines de Ibañernando. — Ad. HERRERA. Éphémérides du Ferrol. Contribution à l'histoire du Ferrol et de ses environs par D. Leandro de Saralegui y Medina (compte-rendu élogieux). — F. FERNÁNDEZ DE BÉTHENCOURT. Le régionalisme dans les îles Canaries (compte-rendu d'un livre de D. Manuel de Ossuna y Van den Heed. Indications intéressantes sur le régime à demi autonome des Canaries). — M. ROSO DE LUNA. Sur les *Citánias* (enceintes fortifiées) d'Estrémadure (réponse et rectifications à l'article de M. Gómez Moreno indiqué ci-dessus). — F. FITA. Historiens et histoires de Medina del Campo (à propos d'une Histoire de Medina del Campo par D. Ildefonso Rodríguez y Fernández. Nombreuses notes bibliographiques additionnelles). = *Documents officiels* : C. FERNÁNDEZ DURO. Compte-rendu académique, 1903-1904. — Marquis DE HOYOS. Les Juifs espagnols dans l'empire autrichien et dans les Balkans (discours de réception inédit du marquis de Hoyos. Indications intéressantes et quelques documents. Notice nécrologique sur le marquis de Hoyos par D. A. Sánchez Moguel). — E. DE HINOJOSA. Théodore Mommsen (discours nécrologique). = *Variedades* : F. FITA. Bulle inédite d'Adrien IV (du 20 avril 1159, en faveur de l'abbaye Sainte-Marie de Valladolid). — Histoire de Valladolid : bref inédit d'Alexandre III (3 avril 1162). — Dr Manuel DE CASTRO. Rectification de dates (relative à son *Episcopologio vallisoletano*). — F. FITA. L'inquisition à Logroño et un judaïsant brûlé en 1719 (extraits d'un ouvrage de D. Fr. J. Gómez sur Logroño). — Inscription romaine de Lebeña (province de Santander). — E. JUSÚ. Consécration de l'église San Salvador de Viveda. Inscription inédite du IX^e siècle (25 mai 878. Difficulté d'identification relative à l'évêque cité, Obeco). = T. XLVI, janvier-juin 1905. *Informes* : A. RODRÍGUEZ VILLA. L'empereur Charles-Quint et sa cour (1522-1539); suite. — M. GÓMEZ MORENO. D'Iliberri à Grenade (discussion relative à l'identification de l'ancienne Iliberri, Medina Elbira, qui serait devenue Grenade). — J. SUÁREZ INCLÁN. Napoléon I^{er} et Napoléon III, par D. José Bañares y Magán (compte-rendu critique). —

F. FITA. Explorations archéologiques à Iponuba (près de Baena; pétition pour obtenir de l'État une subvention pour des fouilles). — J. GÓMEZ DE ARTECHE. La marine au blocus de l'île de Leon, 1810-1812, par F. Obanos Alcalá del Olmo (compte-rendu élogieux). — F. FERNÁNDEZ DE BÉTHENCOURT. Le palais ducal de Gandía, monographie historique-descriptive par les PP. F. Cervós et J. M. Solá (appréciation très favorable). — C. FERNÁNDEZ DURO. Reproduction de cartes nautiques vénitienes inédites, du xv^e siècle, comprenant la péninsule ibérique (dans l'*Archivo dos Açores*, continué après la mort de son fondateur, le D^r Ernesto do Canto, par des membres de la Société géographique de Madrid). — F. FITA. Le château et la métairie de Montalt (personnages illustres de ce nom, à la limite des diocèses de Barcelone et de Gérone. Pedro Montalt, écrivain de l'ordre des Augustins). — C. FERNÁNDEZ DURO. Géographie physique et sphérique des provinces du Paraguay des missions Guaranies, composée par D. Félix de Azara (publication de cet ouvrage inédit datant de 1790, par M. Arechavaleta, directeur du musée de Montevideo). — M. DE OSSUNA. Boccace. Sources pour la connaissance de l'histoire des îles Canaries au moyen âge (à propos d'un ms. de Florence, contenant une description des îles Fortunées, et peut-être copié de la main de Boccace). — J. CATALINA GARCÍA. La chapelle des Urbinas à Guadalajara (demande que cette chapelle, fondée dans la première moitié du xvi^e siècle, par le D^r Luis de Lucena, soit exceptée d'une vente annoncée d'immeubles de l'État et remise à la Commission provinciale). — F. FITA. Trois historiens de Medina del Campo. Éclaircissements biographiques et bibliographiques (sur D. Juan López Osorio, D. Domingo de León, du xvii^e siècle). — J. SUÁREZ INCLÁN et M. DANVILA. Compte-rendu du livre de M. Rodriguez Villa intitulé « Ambrosio Spínola » (très favorable). — V. LAMPÉREZ Y ROMEA. Le monastère royal de Fitero en Navarre (monastère cistercien, avec église et cloître de styles roman et gothique superposés. Monographie avec plan, dessins et photographies). — F. FITA. Le jubilé de l'an 1300. Son souvenir monumental en Roussillon (il s'agit d'une épitaphe déjà publiée par M. J.-A. Brutails. Observations sur la métrique rimée de ce temps). — D. Marius FÉROTIN. Note sur l'édition du *Liber comicus, sive lectionarius missæ quo Toletana Ecclesia ante annum MCC utebatur*, publiée par D. Germain Morin, dans la collection des *Anecdota Maredsoliana*. — FR. CARRERAS Y CANDI. Les châteaux de Montalt, Ça Creu et Mata dans la Maresma (comté de Barcelone. Documents du xi^e siècle). — WENTWORTH WEBSTER. Butler Clarke (notice nécrologique). — Adolfo HERRERA. Don Gaspar de Guiroga (à propos d'une médaille donnant le portrait de ce personnage lorsqu'il était cardinal-archevêque de Tolède et inquisiteur général). — COMTE DE CEDILLO. La « Porte de l'Ossuaire » à Cordoue. La « Porte de Séville » à Carmona (pour s'opposer à leur destruction). — C. FERNÁNDEZ DURO. *Spain in America*, by Edward Gaylord Bourne (compte-rendu de cet ouvrage qui tend à réhabiliter la domination espagnole en Amé-

rique). — Dr Nic. FELICIANI. L'Espagne à la fin du III^e siècle av. J.-C. (d'après les rares documents subsistants. En somme, très peu de précision possible). — F. FITA. Le chevalier d'Olmedo et l'ordre de Saint-Jacques (documents historiques et généalogiques sur divers membres de la maison de Vivero, extraits des archives de l'ordre de Saint-Jacques). — R. BELTRÁN Y RÓZPIDE. « Essai sur l'Amérique précolombienne » (compte-rendu favorable d'un ouvrage de D. Narciso Sentenach). — Ad. CARRASCO. « Essai d'une collection bibliographico-biographique de notices relatives à la province de Ségovie », par D. Gabriel Vergara y Martín (compte-rendu élogieux). — M. CASTAÑOS Y MONTAÑO. Le *Cerro del Bù* et la Commission des monuments de Tolède (fouilles sur l'emplacement d'une sorte de réduit fortifié de l'âge de pierre). — G. J. DE GUILLÉN GARCÍA. Barcelone préhistorique (indications relatives à la découverte d'animaux fossiles et d'objets de l'âge de la pierre polie). — Fr. CODERA. Fragment d'inscription arabe. — F. FITA. Don Rodrigo de Vivero y Velasco, petit-fils du fameux chevalier d'Olmedo et neveu du second vice-roi de la Nouvelle-Espagne (documents généalogiques originaux des archives d'Uclés, actuellement à l'*Archivo histórico nacional*). — Documents officiels : C. FERNÁNDEZ DUBO. Rapport sur l'Académie pour l'année 1904-1905. — Ordre royal de souscription à vingt-deux exemplaires du *Liber Ordinum* de l'Eglise d'Espagne de D. Marius Ferotin. — *Variedades* : E. JUSÚ. Documents inédits du cartulaire de Santo Toribio de Liébana (796-828) sous le règne d'Alphonse II. — F. FITA. Nouvelles inscriptions romaines (de Coria et de Gijón). — Mataró dans l'histoire. La ville de Mata à la fin du X^e siècle et le château de Montalt au début du XI^e siècle (documents tirés des archives d'Aragon). — Fr. VALVERDE Y PERALES. Antiquités romaines d'Andalousie. Fouilles dans la colline du Minguillar, près Baena. — F. FITA. Nouvelles inscriptions (inscription romaine de Rute. Reliquaire émaillé de San Pedro de Rodas). — C. CABRERO DE ANTA. Mémorial historique de Medina del Campo. Nouveaux renseignements biographiques sur son auteur (D. Juan Antonio de Montalvo). — R. MENÉNDEZ PIDAL. Sur la bibliographie de San Pedro Pascual. — F. FITA. San Pedro Pascual. Incident bibliographique (ouvrages indûment attribués à San Pedro Pascual). — F. FITA. Le mémorial historique de Medina del Campo. Texte inédit et observations bibliographiques et biographiques (œuvre de J. A. de Montalvo). — Études épigraphiques. Inscriptions romaines de Málaga, punique de Villaricos et médiévale de Barcelone. — Marquis DE MONSALUD. Inscriptions d'Estrémadure de l'époque romaine et visigothique. — F. FITA. Don Luis de Velasco y Castilla, vice-roi du Mexique et du Pérou (documents tirés de ses preuves de noblesse pour obtenir l'habit de Saint-Jacques, en 1559). — T. XLVII, juill.-déc. 1905. *Informes* : Correspondance entre D. José de Vargas y Ponce et D. Juan Agustín Ceán Bermúdez, de 1803 à 1805, conservée aux archives de la Direction d'hydrographie et de l'Académie royale de l'histoire (lettres relatives

surtout à leurs recherches historiques sur la vie du navigateur Juan Sebastián del Cano, sur les architectes et les arts en Guipúzcoa; d'un style familier fort plaisant; publiées par le marquis de Seaone). — M. ROSO DE LUNA. Nouvelles inscriptions romaines de la région de Norba (Cáceres). — Hartwig DERENBOURG. Sur le dieu Souwâ' dans le Coran et sur une inscription sabéenne récemment découverte (première inscription relative à ce dieu d'Arabie, proscrit par l'islamisme). — Fr. CODERA. Le siège d'Almería en 1309, par M. A. Jiménez Soler (compte-rendu). — M. GÓMEZ MORENO. Architecture tartésienne : la nécropole d'Antequera (étude d'archéologie préhistorique à propos des grottes mégalithiques de Menga, de Viera et du Romeral). — F. FITA. Nouvelles inscriptions romaines et hébraïques. — A. RODRÍGUEZ VILLA. Ferdinand VI et Doña Bárbara de Braganza (1713-1748) par Alfonso Danvila (compte-rendu élogieux de ce bon travail, bien documenté, intéressant pour l'histoire de l'Espagne). — J. CATALINA GARCÍA. Inventaire des médailles possédées par l'Académie royale de l'histoire (catalogue descriptif; 428 numéros). — A. RODRÍGUEZ VILLA. Correspondance de l'infante archiduchesse Doña Isabel Clara Eugenia d'Autriche avec le duc de Lerma. De Flandres, de 1599 à 1607, et lettres postérieures sans dates (correspondance fort importante, avec des détails très intéressants. Quatre-vingts lettres publiées. Sera continuée et vraisemblablement réunie en volume). — E. JUSUÉ. Pierre cantabro-romaine trouvée à Luriez, province de Santander. — F. FITA. Charte dotale hébraïque du x^v s. (document curieux, daté de Trijueque, province de Tolède, 1473). — Épigraphie hébraïque et visigothique (examen du *Rapport sur les inscriptions hébraïques de France* de M. Moïse Schwab). — Dr N. FELICIANI. La bataille d'Ibera (discussion de la date donnée par Tite-Live et rectification à l'année 215 av. J.-C.). — Marquis DE MONSALUD. Le château de Loarre (du xi^e s. Le monument le plus important de l'architecture militaire espagnole. Avis favorable à la déclaration de monument historique). — J. CATALINA GARCÍA. Éléments d'archéologie et de beaux-arts à l'usage des universités et séminaires par le R. P. Francisco Naval (compte-rendu critique). — J. SUÁREZ INCLÁN. Général Vanson : Crimée, Italie, Mexique (compte-rendu). — F. FERNÁNDEZ DE BÉTHENCOURT. Le livre de D. José Wangüemert y Poggio : « L'amiral D. Francisco Diaz Pimienta et son époque » (compte-rendu). — F. FITA. Épigraphie hébraïco-lusitanienne (six inscriptions, dont cinq modernes, recueillies en Portugal par M. Cardozo de Béthencourt et déjà publiées dans *O Archeologo portuguez*). — *Variedades* : F. FITA. Voyage épigraphique (inscriptions trouvées à Requena, Poza de la Sal, San Pedro de Arlanza, au monastère de Rodilla, à Agramunt). — Sept inscriptions hébraïques de Tolède (étude chronologique). — P. URRÁ. Inscription romaine de la Carolina. — M. MACÍAS. Inscription honorifique trouvée à Astorga (à l'empereur M. Aur. Probus). — Notice nécrologique sur M. J. Oppert, par D. C. FERNÁNDEZ DURO.

79. — *The Athenæum*. 1906, 2 juin. — *Martin Haile*. Mary of Modena (bonne biographie). — *E. G. Duff*. Hand lists of english printers, 1501-1566; 3^e partie. = 9 juin. *The Cambridge modern history*; t. IX : Napoleon (remarquable; bien que ce volume ne soit pas aussi nouveau que celui qui concerne les États-Unis, aussi fortement enchaîné que celui sur la Révolution, il contient beaucoup de bons morceaux; s'il n'atteint pas à l'idéal que s'était proposé Lord Acton, il ne tombe pas au-dessous de celui qu'a réalisé Ernest Lavisse). — *E. Westermarck*. The origin and development of moral ideas (beaucoup de faits intéressants et bien présentés. = 16 juin. *J. H. Rose*. The development of the european nations, 1870-1900 (intéressant, intelligent, bien écrit). = 23 juin. *Duchess of Argyll*. George Douglas, eighth duke of Argyll, 1823-1900. Autobiography and memoirs (l'autobiographie, qui s'arrête en 1857, est encombrée de détails souvent oiseux, parfois utiles; le reste est raconté surtout d'après la correspondance du duc). — *Richard Davey*. The pageant of London (décrit les cérémonies officielles dont la pompe se déroule dans les rues de Londres; la partie la plus intéressante est celle qui se rapporte aux Tudors). — *P. J. Healy*. The Valerian persecution (bonne étude par un prêtre catholique romain qui est rompu aux méthodes de la critique historique). — *R. Brown*. Notes on the earlier history of Barton on Humber; vol. I. — *W. A. Copinger*. The manors of Suffolk; the hundreds of Babergh and Blackbourn (excellent). — *Hone*. The manor and manorial records (utile). = 30 juin. *H. Noel Williams*. Five fair sisters; an italian episode at the court of Louis XIV (biographie des cinq nièces de Mazarin; intéressant). — *G. O. Macmillan*. George Buchanan (bonne biographie). — *W. E. Crum*. Catalogue of the Coptic manuscripts in the British Museum. = 7 juillet. *E. Kämpfer*. The history of Japan, together with a description of Siam, 1690-1692, traduit par *J. G. Scheuchzer* (excellent). — Calendar of patent rolls, 1232-1247. — Calendar of the Patent rolls. Edward IV, 1348-1350. = 14 juillet. *Fr. H. Skrine*. Fontenoy, and Great Britain's share in the war of the Austrian succession, 1741-1748 (bonne étude d'histoire militaire). — *S. R. Gardiner* et *C. T. Atkinson*. Letters and papers relating to the first dutch war; vol. III (important). — Où fut écrit l'*Ormulum* (réplique de James Wilson à H. Bradley. L'*Ormulum* n'a pas été écrit à Elsham, au comté de Lincoln, mais plutôt dans le Cumberland, sans doute à Carlisle). = 21 juillet. *Sir Harry Johnston*. Liberia (l'origine de l'État nègre de Libéria, les rapports entre les nègres américains et les indigènes n'ont pas été étudiés à un point de vue assez objectif. Bon recueil de faits et de chiffres pour l'histoire économique). — *G. C. Brodrick*. The history of England, 1801-1837, completed and revised by *J. K. Fotheringham* (c'est le t. XI de la « Political history of England » éditée par Hunt et Poole; beaucoup de soin, de jugement, de talent littéraire). — *Sir Walter Besant*. Mediæval London; vol. I : Historical and social (quelque fantaisie; une érudition qui n'est pas toujours très sûre, mais intéres-

sant et vivant). — *R. Needham et Al. Webster.* Somerset house, past and present (excellent). — *W. Perrett.* The story of king Lear, from Geoffrey of Monmouth to Shakespeare (lourd et indigeste, mais instructif). = 28 juillet. *Marie Hay.* A german Pompadour; being the extraordinary history of Wilhelmine von Grävenitz, Landhofmeisterin of Wirtemberg (livre qui, avec toutes les apparences d'un roman historique, est un bon travail d'histoire).

80. — The english historical Review. Juillet 1906. — *Goddard H. ORPEN.* Construction de mottes et de bretèches en Irlande (suit la trace des forteresses construites en Irlande par les Normands d'après les noms de lieux dans lesquels sont entrés en composition les mots de « mote » et de « bretèche », ce dernier mot étant altéré d'ordinaire sous la forme *Brittas*, qui peut aisément donner le change sur sa signification originale. L'auteur remarque qu'il y a des portions entières de l'Irlande où l'on ne rencontre pas le mot de *Brittas* et que ces régions correspondent précisément à celles où les Anglo-Normands n'ont fait aucun établissement ancien ni permanent). — *John NISBET.* Histoire de la forêt de Dean, comté de Gloucester (législation relative à l'histoire et à l'exploitation de cette forêt depuis son établissement avant 1886 jusqu'en 1897). — *J. F. CHANCE.* La question scandinave en 1718. — *W. A. B. COOLIDGE.* Charlemagne et le passage des Alpes en 773 (les *Annales Laurissenses*, la *Vita Einhardi*, etc., font franchir les Alpes à Charlemagne par le mont Cenis; la chronique de Novalèse et Adon de Vienne par le mont Genève. Cette dernière affirmation doit être préférée. Adon ajoute d'ailleurs que le mont Genève, « jugum Gibenicum », était appelé Cenis par les habitants, « quem accolae Cenisium vocant »). — *W. H. STEVENSON.* Une charte inédite du roi Henri 1^{er}, juin-juillet 1101 (adressée à l'assemblée du comté. Le roi confirme leurs privilèges à condition qu'ils le défendent contre tous, en particulier contre son frère, Robert de Normandie, jusqu'à la Noël). — *G. Th. LAPSLEY.* Les Flamands dans l'Angleterre orientale sous le règne de Henri II (les « Pipe rolls » ajoutent quelques témoignages précis à ceux qu'a produits Cunningham d'après les chroniqueurs). — *William MILLER.* Ithaque sous les Francs. — *Miss B. H. PUTNAM.* Les juges des travailleurs au xiv^e siècle (indications tirées des documents d'archives sur la compétence des juges chargés de surveiller l'application du statut relatif aux travailleurs depuis 1349 à 1359). — *R. G. MARSDEN.* Les débuts de la carrière de Sir Martin Frobisher (ce que nous savons de sa vie de 1555 à 1576; il fut deux fois arrêté pour des actes de piraterie maritime; en 1566, il reçut du cardinal de Châtillon une commission pour donner la chasse aux navires français appartenant aux catholiques, ennemis du prince de Condé). — *Comptes-rendus : J. H. Brea-sted.* Ancient records of Egypt (utile). — *G. F. Hill.* Historical greek coins (excellent). — *Sir Henry S. Maine.* Ancient law; with introduction and notes by *Sir Fred. Pollock* (les notes de Sir Frederick sont importantes). — *K. Lehmann.* Die Angriffe der drei Barkiden auf Italien

(bonne étude sur les invasions conduites en Italie par les trois fils d'Annibal). — *Stefan Waszynski*. Die Bodenpacht; agrargeschichtliche Papyrusstudien (bon recueil de documents relatifs aux rapports des propriétaires fonciers et des tenanciers dans l'Égypte hellénique). — *Patrick J. Healy*. The Valerian persecution; a study of the relations between Church and State in the third century A. D. (bonne étude critique, qui n'apprend rien de bien nouveau). — *L. M. Hartmann*. Zur Wirtschaftsgeschichte Italiens im frühen Mittelalter (très intéressant; à noter une étude sur l'origine seigneuriale des corps de métier, à propos d'un règlement édicté par Wala, abbé de Bobbio, en 834-836). — *Vitae S. Bonifacii*, archiepiscopi Moguntini (bonnes éditions). — *Guy Le Strange*. The lands of the Eastern Caliphate (bon). — *Ad. Bachmann*. Geschichte Böhmens (ouvrage bien étudié, gâté malheureusement par un parti pris germanique très exclusif). — *E. Maunde Thompson*. Customary of the benedictine monasteries of St Augustine, Canterbury, and St Peter, Westminster (excellent). — *J. Haller*. Papsttum und Kirchenreform; vier Capitel zur Geschichte des ausgehenden Mittelalters (intéressant et bien fait). — *Francesco Nitti*. Epistolario di Coluccio Salutati; vol. IV. — *Comte Henry de Castries*. Les sources inédites de l'histoire du Maroc, de 1530 à 1845 (excellente publication). — *Ernst Marx*. Studien zur Geschichte des Niederländischen Aufstandes (remarquable). — *Mrs. Bryan Stapleton*. A history of the post-Reformation catholic missions in Oxfordshire, with an account of the families connected with them (conscientieux; beaucoup de faits nouveaux). — *Conybeare*. Letters and exercises of the Elizabethan schoolmaster John Conybeare, schoolmaster at Molton, Devon, 1580, and at Swimbridge, 1594 (intéressant, mais trop long et incomplet). — *R. P. Mahaffy*. Calendar of State papers, Ireland (Adventurers), 1642-1659. — *Id.* Calendar of State papers, Ireland, 1647-1660. Addenda, 1625-1660. — *Paul Mantoux*. La révolution industrielle au XVIII^e siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre (remarquable). — *H. T. Colenbrander*. Gedenstukken der algemeene geschiedenis van Nederland von 1795 tot 1840; 1^{re} partie: 1789-1795 (bon chapitre d'introduction).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. Jean-Henri-Antoine DONIOL est mort le 19 juin 1906. Il était né à Riom le 20 avril 1818. Après avoir, avant et après l'Empire, fait partie de l'administration préfectorale, il fut, en 1882, nommé directeur de l'Imprimerie nationale en remplacement de B. Hauréau. On lui doit une *Histoire des classes rurales en France* (1857), reprise en 1900 sous le titre de *Serfs et vilains au moyen âge*; d'utiles éditions des cartulaires de Brioude (1862) et de Sauxillanges (1864), ainsi que des lettres du conventionnel Soubrany (1867), une *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, ouvrage plein de correspondances et autres documents diplomatiques (5 vol., 1886-1892), mais assez mal écrit et souvent incorrect (l'Imprimerie nationale dut exécuter un nombre considérable de « cartons » pour en faire disparaître les principales fautes). Très galant homme d'ailleurs et esprit libéral, il a écrit sur le *Gouvernement de M. Thiers, ses négociations pour la paix* (1896), un intéressant volume de documents et de souvenirs.

— L'Académie française a distribué le prix Bordin entre MM. HERRIOT (*Madame Récamier et ses amis*), Philippe GODET (*Madame de Charrière et ses amis*), ROCHEBLAVE (*George Sand et sa fille*) et BARBEAU (*Une ville d'eau anglaise au XVIII^e siècle*). — Sur le prix Marcellin Guérin, une récompense a été attribuée à M. Pompéliu ÉLIADÉ (*Histoire de l'esprit public en Roumanie*) et une autre à M. Jacques BARDOUX (*Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine*).

— M. Marcellin BERTHELOT vient de publier un volume intitulé : *Archéologie et histoire des sciences* (in-4^o, 378 p.). Dans une première partie, il y donne les analyses de métaux et objets divers trouvés dans les fouilles exécutées en Égypte, en Chaldée, en Susiane, ainsi que celles d'objets plus récents de l'époque gallo-romaine. Une seconde partie se rapporte à l'histoire des sciences dans l'Égypte ancienne, et spécialement de l'alchimie dans l'Inde et dans la Chine du moyen âge. A la suite ont été imprimés plusieurs documents originaux, tels que le *Livre des Soixante-Dix* de Geber, texte arabe traduit en latin au moyen âge.

— Paul ALLARD, *Dix leçons sur le martyre*. 1 vol. in-12, xxxi-371 p. (Paris, Lecoivre, 1906). — M. P. Allard, le savant historien des persécutions, vient de réunir en un volume les leçons sur le martyre qu'il avait données en 1905 à l'Institut catholique de Paris. Sous une forme

rapide et fort agréable, c'est un véritable manuel de l'histoire du martyre. L'auteur étudie tour à tour l'expansion du christianisme dans l'empire romain et hors de l'empire, la législation persécutrice, les causes des persécutions, les conditions sociales des martyrs, leurs épreuves morales, les procès, les supplices, le témoignage des martyrs et les honneurs qu'on leur rendait. Nous ne pouvons ici entrer dans le détail, et, encore moins, discuter tel ou tel point. Nous signalerons seulement l'importance de ce livre, qui est un livre de science et de bonne foi, et qui renouvelle ou précise bien des questions. Abstraction faite de quelques pages, d'ailleurs pleines de mesure et de tact, où se marquent des tendances apologétiques, M. Allard applique à ces sujets délicats une méthode rigoureusement objective; il procède toujours à coups de textes et de faits; il est très exactement informé et multiplie les références. S'il a plaisir à constater que les conclusions de la science historique justifient souvent la tradition, il se garde de triompher trop bruyamment, comme de tirer des textes plus qu'ils ne contiennent. Ce livre sur le martyre, qui se lit avec plaisir, est un modèle de critique loyale, prudente et avisée.

P. M.

— M. Alfred MOREL-FATIO donne une seconde édition de la deuxième série de ses *Études sur l'Espagne* (H. Champion, 1906. In-8°, xvi-429 p.). Cette série (*Grands d'Espagne et petits princes allemands au XVIII^e siècle*), dont la première édition remonte à 1890, est, si l'on s'en souvient, le très intéressant résumé de la correspondance inédite du comte de Fernau-Núñez avec le prince Emmanuel de Salm-Salm et la duchesse de Béjar, piquant tableau de la vie que menait alors la Grandesse.

H. HR.

— La librairie Picard met en vente la table du *Manuel des sources de l'histoire de France* d'Auguste MOLINIER; cette table, due à un bibliographe exercé, M. POLAIN, est l'indispensable complément du *Manuel*.

— La suite du *Manuel* a commencé de paraître; M. Henri HAUSER a donné le premier fascicule des *Sources pour l'histoire du XVI^e siècle*, qui comprend les premières guerres d'Italie, Charles VIII et Louis XII, 1494-1515 (Alph. Picard, 1906, xviii-197 p.).

— Nous sommes bien en retard avec feu le R. P. Henri CHÉROT pour le troisième fascicule de son *Iconographie de Bourdaloue* (Paris, V. Retaux, 1903, 49 fol., planches). Dans les deux premiers fascicules, il s'était occupé de ce qu'il appelle « les portraits aux yeux fermés », ramenés tous à un archétype commun, l'esquisse faite par Jouvenet devant le lit de mort de l'éloquent jésuite. Dans ce nouveau cahier, il examine d'abord un portrait de Claude de Bourdaloue, cousin du prédicateur, peint par Largillière, puis un portrait de Bourdaloue lui-même, qui se trouve au musée de Bourges, et un second, fait de son vivant par Elisabeth Chéron, qui est au Louvre. Signalons encore l'appendice, sur une fresque de Valenciennes, où figure également cet illustre confrère de l'auteur.

R.

— Dans leur nouveau costume si pimpant, les *Souvenirs* de LÉONARD, le coiffeur de la reine Marie-Antoinette (Paris, A. Fayard, 1905, in-8°), préfacés par M. Jules Clarete, annotés par MM. Vitrac et Galopin, réédités d'ailleurs avec un vrai luxe de portraits et de dessins plus ou moins historiques, ne manqueront pas de charmer les curieux, alléchés par les anecdotes croustillantes que prodigue l'artiste capillaire. Ils ne se demanderont pas si c'est vraiment lui qui rédigea ces Mémoires, qui sont presque ceux de la maison de France, en rentrant dans son pays après vingt-cinq ans d'exil, et si ce personnage si entiché de ses mérites personnels a réellement joué dans la Révolution le rôle qu'il s'attribue ou qu'on lui attribue dans ces *Souvenirs*. Si notre époque est vraiment aussi désireuse de « vérité vraie » que l'affirme le spirituel académicien, elle devra se garder de la chercher dans des élucubrations pareilles, car, vraiment, ce ne sont pas les « petits cahiers personnels de Cléo ». On n'a qu'à lire, par exemple, les prétendues confidences de Marie-Antoinette à la marquise de Langeais pour se convaincre qu'on est en présence d'une de ces fabrications apocryphes, si fréquentes sous la Restauration, et qui spéculaient sur la crédulité des badauds. Mais on passera un quart d'heure agréable à feuilleter l'album élégant qu'est ce petit volume, dont les illustrations sont plus authentiques que le texte.

R.

— M. Paul GAFFAREL nous raconte, d'après les documents des archives des Bouches-du-Rhône, le *Blocus de Marseille et des environs, 1807-1814* (Aix, typ. Niel, 1905. In-8°, 96 p.). Son mémoire, tirage à part des *Annales de la Société d'études provençales*, nous donne, peut-être avec un peu trop de détails parfois, la série, quelque peu monotone, des débarquements anglais tentés ou effectués, qui vinrent insulter, entre ces deux dates, à l'impuissance absolue des trop rares défenseurs des côtes françaises sur la Méditerranée. Au fond, en dehors du petit combat de l'île Verte, près de la Ciotat, en juin 1812, rien ne mérite de nous arrêter au point de vue militaire. Mais l'étude de M. Gaffarel est d'un intérêt incontestable en ce qu'elle prouve combien, même au temps de sa plus apparente splendeur, l'empire était incapable d'empêcher ces bravades, ayant également épuisé ses arsenaux et vidé ses casernes pour les guerres lointaines; il ne trouvait plus ainsi ni citoyens de bonne volonté pour combattre, ni canons, ni fusils, ni même quelques centaines de cartouches pour procéder à la défense du sol natal. D'ailleurs, eût-il eu ces armes, qui font défaut partout, le gouvernement n'aurait pas osé les confier sans doute à des populations qu'il savait hostiles, le blocus continental et les représailles anglaises ayant à peu près ruiné le commerce de la Provence.

R.

— C'est une excellente idée de raconter l'histoire d'un coin de terre, fût-il le plus obscur, en la documentant sur les sources, comme M. Paul GRANIE a voulu le faire pour la petite ville de Saint-Céré, dans le Lot (*De l'ancien régime à thermidor. Une commune du Quercy pendant*

la Révolution. Paris, H. Champion, 1905. In-18, 195 p.). Seulement, il faudrait avoir, pour faire œuvre impartiale, un esprit critique plus développé, un attachement moins complet aux traditions et aux préjugés de l'ancien régime, qui se trahit tantôt par un style presque apocalyptique et tantôt par des sarcasmes plus ou moins spirituels. Peut-être bien que les notables un peu endormis de cette modeste bourgade de la vicomté de Turenne ont cru assister en effet à la lutte « entre Dieu et Satan » (p. 192); mais le « hideux carnaval » de la Révolution s'est passé, somme toute, de la façon la plus bénigne pour eux; et, comme « les âmes du passé monarchique sont dans la cinquième sphère du paradis », tandis que « les âmes des pères de 1789 sont dans la vallée malheureuse, à côté d'Éphialte, le géant orgueilleux » (p. 194), ils ont pu se consoler presque tous de leurs faibles tribulations terrestres par le bonheur des élus. Ce ne sont pas des monographies pareilles, encore que basées sur des « documents rigoureusement exacts » (mais dont beaucoup n'ont aucun rapport avec l'histoire particulière de Saint-Céré et sont empruntés surtout au réquisitoire de Taine), qui feront avancer notre connaissance exacte de l'histoire de la Révolution dans nos provinces, pour laquelle il y reste encore tant à faire. R.

— Nous avons déjà parlé du travail méritoire de M. P. DELARUE sur *le Clergé et le culte catholique en Bretagne pendant la Révolution*, espèce de vaste répertoire de documents inédits, reproduits ou analysés d'après les dépôts publics, archives départementales, municipales et paroissiales. Le second fascicule s'occupe, comme le premier, du district de Dol et est consacré tout entier au chef-lieu de ce district (Rennes, Plihon et Hommay, 1905. In-8°, 346 p.). Lorsque le travail de M. Delarue sera plus avancé, chaque commune bretonne y trouvera les matériaux de son histoire religieuse durant la période révolutionnaire (et même parfois sous l'Empire), réunis sous une forme authentique. Les notices biographiques, les indications statistiques, les données financières que l'auteur joint aux données sur les événements plus spécialement politiques forment un ensemble des plus intéressants pour ceux qui désirent étudier sur le vif et dans ses menus détails le conflit entre le gouvernement constitutionnel, puis révolutionnaire et ses agents et le clergé réfractaire, puis les changements d'attitude, si contradictoires, qui se produisirent après le 9 thermidor et jusqu'au Concordat. On ne peut qu'encourager M. Delarue à continuer, aussi rapidement que possible, sa soigneuse enquête, et il serait bien désirable qu'il trouvât en d'autres provinces d'aussi consciencieux imitateurs. R.

— Il serait bien difficile d'écrire une histoire un peu complète de la Société des Jacobins de Metz, vu que, dès 1796, la municipalité messine avait mis à la disposition de l'arsenal, comme « papiers inutiles », tous les registres et documents provenant de la ci-devant Société populaire. Cela n'a pas empêché M. BULTINGAIRE de tenter au moins l'entreprise (*le Club des Jacobins de Metz*. Paris, Champion, 1906. In-8°, 103 p.).

Le jeune attaché à la bibliothèque de la Sorbonne s'est mis courageusement à glaner les documents relatifs à son sujet dans les autres dossiers des archives municipales et départementales, dans les actes du Comité de Salut public, dans les brochures et feuilles volantes imprimées de l'époque, etc.; il a réuni ainsi un nombre assez considérable de pièces relatives à son sujet, qu'il a consciencieusement étudiées et commentées. Étant donné les conditions forcées de son travail, on ose à peine exprimer le regret que la pénurie des sources ne lui ait pas permis de vivre un peu plus avec les personnages qu'il nous fait connaître, afin de les rendre plus vivants. On ne voit pas assez agir ces meneurs plus ou moins éloquents et farouches, soit à Metz même, soit au dehors. Il aurait trouvé des renseignements supplémentaires sur certains d'entre eux (sur Charles Richard, par exemple, et l'ex-curé Delattre) dans les documents sur la propagande terroriste organisée par le maire Monet à Strasbourg, qui sont consignés dans le *Livre bleu*, publié dans cette dernière ville en 1795. R.

— Ancien aumônier du lieu de pèlerinage, célèbre aujourd'hui, près d'Angers, où une foule de condamnés des commissions révolutionnaires de cette ville, hommes et femmes, nobles, bourgeois et paysans, ont été fusillés aux jours de la Terreur, M. l'abbé UZUREAU a consacré tout un volume à ressusciter le souvenir de ces malheureux, dont on est en train de faire des saints officiels de l'Eglise, et qui déjà font des miracles, p. 219-220 (*Histoire du Champ des martyrs*. Avrillé, par Angers, s. d. In-18, 233 p.). Quand on songe que l'auteur a trouvé inscrits cinq membres de sa famille sur la liste des suppliciés de la Haie-des-Bonshommes, on comprend qu'il ne soit pas tendre pour les furieux qui ont cru anéantir à jamais le *royalisme* et le *fanatisme* des Angevins dans le sang; mais il n'en a pas moins une façon un peu trop simpliste de juger la Révolution, et il faut lui rappeler qu'à côté d'innocentes victimes il se trouve, sur son martyrologe, bien des insurgés qui ont combattu, les armes à la main, la République et ont commis de la sorte le crime de lèse-patrie.

— Le même auteur nous envoie la quatrième série des notes et pièces détachées qu'il publie sous le titre d'*Andegaviana* (Angers, Siraudau; Paris, Picard, 1906. In-8°, 511 p.); elle renferme, comme les séries précédentes, dans un pittoresque pêle-mêle, des études plus ou moins étendues ou des documents inédits sur les hommes et les choses de l'Anjou, du x^e au xix^e siècle. Mais c'est toujours le xviii^e siècle, et plus particulièrement la Révolution terroriste, qui fournit le contingent le plus important du volume. Ce ne sont que gentilshommes et chanoines, curés et vicaires, moines et sœurs de charité fusillés ou guillotisés; on dirait vraiment que toute la Révolution dans l'Anjou n'a été qu'une longue et féroce boucherie. Cependant, M. Uzureau nous fournit aussi quelques pièces qui prouvent bien que les contre-révolutionnaires ne furent pas uniquement des victimes. Tel (p. 486-488)

l'interrogatoire d'un vieux trappiste, Joseph Prudhomme, qui avoue devant le tribunal révolutionnaire qu'il a tiré tant de coups de fusil sur les patriotes qu'il ne saurait en dire le nombre et qu'il avait le désir « de leur faire le plus de mal que je pourrais ». Tels encore les extraits des mémoires du curé Delacroix, de Bécon, qui fut trésorier de l'armée de Stofflet.

— M. Ad. LANNE vient de publier une seconde édition de son ouvrage *Louis XVII et le secret de la Révolution* (Paris, Dujarric et C^{ie}, s. d. (1905). In-18, 588 p.). La première ligne de son récit, « le dauphin, fils de Louis XVI, n'est pas mort au Temple », en indique le but, et sa conclusion, déjà connue, est que Ch.-Guillaume Nauendorff, mort à Delft en 1845, est ce dauphin, miraculeusement arraché à sa prison, mais pour mener une existence misérable durant plus d'un demi-siècle et pour mourir enfin d'une façon subite, sans avoir pu faire triompher la vérité, obstinément méconnue par les puissants de ce monde. Le livre de M. Lanne est écrit avec une conviction personnelle sincère, à laquelle tout esprit impartial rendra volontiers hommage, et les vicissitudes de l'existence de son héros intéresseront à coup sûr les âmes sensibles, même si les revendications du prétendant ne leur semblaient pas aussi indiscutables qu'à l'auteur. Aussi longtemps qu'il reste sur la négative, on est assez disposé à lui donner raison; aucun document authentique n'oblige en effet l'historien critique à accepter la version courante de la mort du dauphin au Temple, dans l'état actuel de la question; rien non plus ne l'empêche de croire le comte de Provence très capable d'avoir sacrifié son neveu à son désir égoïste de régner. Mais, d'autre part, en suivant le récit de M. Lanne lui-même, on ne peut s'empêcher de constater que son esquisse de la carrière de Louis XVII a des trous bien nombreux, que le long intervalle entre la fuite présumée du jeune prince et l'apparition de Nauendorff en Allemagne est infiniment trop peu jalonné de faits probants, trop obscur pour que tout autre qu'un croyant accepte dès maintenant l'affirmation d'une identité certaine entre ces deux personnages. Là où l'auteur voit une certitude, c'est à peine si, quelque désireux qu'il soit d'être juste, tout en restant prudent, l'historien critique admettra la possibilité de la substitution d'un enfant étranger au dauphin prisonnier et la possibilité que ce fils de Louis XVI ait survécu plus ou moins longtemps à sa mise en liberté. Quant à la question spéciale des droits de l'horloger de Potsdam à cette filiation royale, il déclarera sans doute la question ouverte, mais, faute de preuves suffisantes, il s'abstiendra de se prononcer.

R.

— Dans un volume intitulé : *De Robespierre à Fouché. Notes de police, documents inédits, papiers secrets, erreurs judiciaires, complots, pamphlets, choses d'Église* (Paris, E. Flammarion. In-18, vii-312 p.), M. Stéphane POL nous entretient d'une foule de questions historiques d'un intérêt assez inégal. Le titre de l'ouvrage, recommandé au public par

M. Jules Claretie, éveille, par l'énumération alléchante que nous venons de transcrire, des curiosités qui ne sont qu'en partie satisfaites. Signalons dans le recueil de M. Pol des glanes sur Robespierre et Lebas (quelques détails sur leur carrière d'avocat avant leur entrée dans la politique et des considérations sur Robespierre, « névrosé de la politique et de la littérature »), et une note sur les idées de Saint-Just relatives à l'éducation de la jeunesse. Mentionnons encore le chapitre sur le baron de Kolly, cet agent louche dont M. Grasilier nous racontait récemment les aventures, et surtout une étude sur l'abbé Beaunier et la *Petite Église*, dans les Deux-Sèvres et la Vendée, de 1817 à 1848. Il y a là, certainement, quelques détails curieux à noter, mais la plupart de ces intrigues de la police empruntées aux dossiers, soit de Fouché, soit de Decazes, ne présentent vraiment pour l'historien qu'un intérêt assez secondaire. R.

— M. DE BOISSY D'ANGLAS, sénateur de l'Ardèche, a consacré une brochure à un épisode spécial de l'activité politique de son illustre grand-père, d'après les documents officiels et des papiers de famille (*Boissy d'Anglas et les régicides*. Paris, H. Champion, 1905. In-8°, 58 p., portrait). Cette notice, précédée d'une préface par M. Albert Le Roy, le regretté professeur et député, est un hommage mérité à celui que soixante-douze départements envoyèrent simultanément, en vendémiaire de l'an IV, au nouveau corps législatif, pour récompenser le président de la Convention de son attitude courageuse lors de l'insurrection de prairial. Elle nous relate les efforts prolongés, et le plus souvent couronnés de succès, de Boissy d'Anglas, alors pair de France, pour obtenir du gouvernement de la Restauration le rappel d'un certain nombre de conventionnels ayant voté la mort de Louis XVI et qui avaient été bannis par la Chambre introuvable de 1816 : Rabaut-Pommier, Saint-Prix, Gamon, Gleizal, Bonnesœur, etc. Possesseur de si riches archives de famille, M. de Boissy d'Anglas devrait bien nous donner lui-même cette biographie détaillée de son aïeul, qui manque encore à la littérature historique sur la Révolution. R.

— M. G. SALVEMINI a résumé en un petit volume de quatre cents pages l'histoire de la Révolution à l'usage du public italien (*la Rivoluzione francese, 1788-1792*. Milano, Pallestrini, 1905. In-18, xv-381 p.). C'est un travail d'une exposition lucide, de tendances modérées, sans notes critiques ni renvois aux sources. Séparant la *Révolution* du *gouvernement révolutionnaire*, l'auteur arrête son récit au 10 août 1792 et à la chute de la royauté, conséquence nécessaire, selon lui, de tout le développement économique et social antérieur de la France, de la résistance des classes privilégiées et de l'imbécillité du monarque (p. 372). Peut-être l'introduction, sur la France d'avant 1789, occupant près du tiers du volume, est-elle un peu trop étendue. La notice bibliographique, placée à la fin de l'ouvrage, n'est pas assez complète, ni surtout assez méthodiquement établie pour être d'une utilité bien grande

aux travailleurs désireux de pousser leurs recherches plus loin sur un point spécial. R.

— Dans son travail sur la *Réforme de l'Université impériale en 1811* (Paris, G. Bellais, 1905. In-8°, 132 p.), M. Charles SCHMIDT, archiviste aux Archives nationales, nous a fourni des renseignements curieux et nouveaux sur les efforts faits par Napoléon, vers la fin de son règne, pour assurer à son Université le monopole de l'enseignement, qu'en fait les établissements ecclésiastiques partageaient longtemps avec elle, grâce au nombre et à l'activité croissante des petits séminaires, plus ou moins détournés de leur but primitif. L'enquête de 1811, les propositions du Conseil de l'Université, les notes occultes adressées au ministre par les administrateurs politiques, tout cela aboutit au décret organique du 15 novembre 1811, qui n'autorisait plus qu'une seule école ecclésiastique par département et fermait toutes les autres, spécialement à la campagne. Mais le mémoire de M. Schmidt nous apprend en même temps que la toute-puissance impériale fut absolument paralysée, sur ce terrain, par la force d'inertie, voire même par la connivence latente de ses propres fonctionnaires, préfets et inspecteurs, qui surent tourner habilement le décret de novembre sur le « blocus universitaire » et s'en vantèrent hautement après la chute de l'Empire. Bientôt d'ailleurs l'abbé de Montesquiou faisait signer à Louis XVIII le décret du 5 octobre 1814, qui sapait par la base l'Université napoléonienne. L'auteur a joint à son intéressant travail un appendice de cinquante pages, renfermant des documents inédits relatifs à son sujet et empruntés aux cartons des Archives nationales. — R.

— Le capitaine (aujourd'hui commandant) LENFANT publie le récit de sa mission au Niger (*le Niger. Voie ouverte à notre empire africain*. Paris, Hachette, 1905, in-8°, avec carte). L'ouvrage est présenté au public par une préface de M. Eugène ÉTIENNE et une introduction du colonel Péroz. Il n'était pas besoin au commandant Lenfant de ces autorités. Son livre vaut par lui-même et vaut beaucoup. M. Lenfant a été chargé en 1901 et 1902 par le ministère des Colonies d'étudier la question de la navigabilité du Bas-Niger, ouvert à la navigation internationale par le traité de Berlin, et de chercher par cette voie une route vers nos postes de Say, de Zinder et même du Tchad. Les reconnaissances de Hourst et de Toutée avaient élucidé déjà une part du problème. Il s'agissait spécialement d'étudier si les rapides d'Ourou, de Boussa et de Labézenga apportent un insurmontable obstacle à la navigation. Lenfant a résolu courageusement la difficulté en donnant l'exemple de remonter le fleuve en dépit et presque au milieu des chutes; le sous-titre de son livre résume son expérience. Toutefois, nous ne croyons pas qu'il y ait lieu d'accepter sans réserve une solution si optimiste : autre chose est de surmonter les rapides d'un fleuve à la tête d'une mission bien recrutée et bien outillée et d'y faire des transports commerciaux. Les conditions du voyage ne sont pas les

mêmes. Si, grâce à ses précautions, Lenfant n'a perdu au cours de sa navigation qu'une insignifiante part de ses bagages et des vivres qu'il apportait à notre poste de Niamé, quelles ne seraient pas les pertes que subirait un transport commercial? Aussi bien Lenfant ne voit-il pas lui-même dans le fleuve une route sûre; il a trop souffert des difficultés du voyage, il décrit trop bien les passes de Boussa et d'Ourou, il nous enseigne trop quels progrès notre influence fera dans les régions nigériennes, le jour où le chemin de fer y accèdera, pour que nous ne ressentions pas, avec lui, l'impression que son heureuse tentative est un peu exceptionnelle. Du moins savons-nous maintenant qu'en des cas nécessaires, et grâce aux indications fournies, l'entreprise n'est pas impossible. Elle deviendrait même moins dangereuse si des balises étaient posées et quelques chenaux élargis à coups de dynamite. Les renseignements copieux, géologiques, hydrographiques, climatologiques, économiques que nous a rapportés Lenfant ont à ce titre un prix singulier; ses observations, ses photographies, ses croquis et dessins sont d'un intérêt puissant. Voilà pour le fond. La forme n'est guère moins recommandable. Lenfant nous écrit de son exploration un récit attachant, alerte, vivant et plein de modestie; il oublie souvent dans le journal de son voyage qu'il a été le chef et l'artisan principal de la mission; il s'efface volontiers devant le mérite de ses auxiliaires. C'est un bon livre qu'il nous donne. La maison Hachette l'a luxueusement édité.

LÉON JACOB.

LIVRES NOUVEAUX. — DOCUMENTS. — *Abbé Eugène Chartraire*. Cartulaire du chapitre de Sens. Sens, Duchemin, xxiii-309 p. (Soc. archéol. de Sens. Documents, t. VIII). — *G. Clément-Simon*. Les coutumes de Montaut, Gers, en 1360 et 1471. Impr. nat., 36 p. (Bull. hist. et philol.). — Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar. T. II. Ouvrages français (jusqu'en 1630), portugais, hollandais, anglais, allemands, italiens, espagnols et latins relatifs à Madagascar (1613-1640), par *Alfred et Guillaume Grandidier*. Paris, Comité de Madagascar, 563 p. — *Alfred Leroux*. Dernier choix de documents historiques sur le Limousin. Limoges, Ducourtieux et Gout, viii-402 p. (Soc. des arch. hist. du Limousin). — *Comte René de Laigue*. Livre de comptes de Claude de La Landelle, 1553-1556. Rennes, impr. Simon, x-195 p. — *G. Daupeley*. Documents sur Nogent-le-Rotrou. Trois épisodes du Consulat et de l'Empire. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur, 75 p. et 2 pl.

HISTOIRE LOCALE. — *Abbé J. Bruneau*. Monographie d'Alligny-en-Morvan, Nièvre. Château-Chinon, impr. Blin, x-345 p. Prix : 4 fr. — *Abbé Clément*. Le village et l'ancien prieuré de Saint-Mammès, Seine-et-Marne. Moret-sur-Loing, impr. Féjard, in-16, iv-145 p. — *Baron A. de Calonne*. Histoire de la ville d'Amiens. T. III. Amiens au xiv^e siècle. Amiens, Piteux, iii-473 p. — *P. Delarue*. Le clergé et le culte catholique en Bretagne pendant la Révolution. District de Dol, 3^e partie. Rennes, Plihon et Hommay, 258 p. Prix : 4 fr.

BIBLIOGRAPHIE. — Catalogue de la bibliothèque du musée Thomas Dobrée. T. I : Manuscrits, par l'abbé *G. Durville*, xvi-704 p. T. II : Imprimés, par *Louis Polain*, xi-615 p. Nantes, impr. Joubin et Beuchet. — Catalogue des autographes du musée Th. Dobrée, par *P. de Liste du Dreneuc*. Nantes, Gri-

maud, vi-146-xxvi p. — *A. Granel*. Louis XVI et la famille royale. Catalogue annonçant les titres de 3,000 volumes. Picard, in-16, xiv-348 p. Prix : 5 fr. — *Paul Fesch et René Lay*. Bibliographie de la franc-maçonnerie et des sociétés secrètes. Bodin et Welter (en souscription). Prix : 30, 50 et 75 fr.

BIOGRAPHIES. — *Barrière-Flavy*. Le capitaine Jean Le Comte, gouverneur du château et de la ville de Foix, 1584-1600. Foix, Gadrat, 63 p. (Bull. de la Soc. ariégeoise des sciences, t. X). — *A. Gazier*. Une suite à l'histoire de Port-Royal. Jeanne de Boignorel et Christophe de Beaumont, 1750-1782. Oudin. Prix : 3 fr. 50.

Belgique. — M. J.-V. DELECOURT, premier président de la Cour d'appel de Bruxelles, juriste et bibliographe distingué, est mort à Bruxelles, le 13 février 1906, âgé de soixante-dix ans. Parmi ses publications les plus importantes, nous noterons : *Essai d'un dictionnaire des ouvrages anonymes et pseudonymes publiés en Belgique au XIX^e siècle et principalement depuis 1830*. Bruxelles, 1862-65, in-8°; *Introduction générale aux coutumes du Hainaut*. Bruxelles, 1883, in-4°; *Recueil des ordonnances des Pays-Bas autrichiens*, t. VII, VIII, IX, X, XI. Bruxelles, 1894-1905, 5 vol. in-fol.

— M. Godefroid KURTH, après avoir enseigné pendant près de trente-cinq ans à l'Université de Liège, vient de faire valoir ses droits à l'éméritat.

— M. LÉON VAN DER KINDERE, professeur à l'Université de Bruxelles, vient de prendre sa retraite. Les cours d'histoire ancienne ont été confiés à M. DUPRÉEL; ceux d'histoire du moyen âge et d'histoire contemporaine à M. G. SMETS.

— M. LÉON LA HAYE a été nommé conservateur des archives de l'État à Liège, en remplacement de M. D. VAN DE CASTEELE, admis à la retraite. M. La Haye est remplacé à Namur par M. D.-D. BROUWERS, antérieurement conservateur-adjoint à Liège.

— Le jury chargé de juger le concours quinquennal d'histoire nationale a décerné le prix, d'un suffrage unanime, à M. LÉON VAN DER KINDERE, professeur à l'Université de Bruxelles, pour son ouvrage intitulé : *la Formation territoriale des principautés belges au moyen âge* (voy. *Rev. hist.*, t. LXXI, 132; LXXIII, 383; XCI, 149).

— Dans sa séance du 2 avril 1906, l'Académie royale de Belgique (classe des lettres) a, sur le rapport de MM. Paul Fredericq, E. Discaillies et baron Descamps, voté l'impression dans le recueil de ses mémoires d'une étude intitulée : *les Pays-Bas espagnols et la République des Provinces-Unies depuis la paix de Münster jusqu'au traité d'Utrecht (1648-1713). La question religieuse et les relations diplomatiques*, œuvre de notre collaborateur M. Eugène Hubert, professeur à l'Université de Liège.

— M. Ferd. VAN DER HAEGHEN vient de faire paraître les livr. CLXXII à CLXXV de la *Bibliotheca belgica*. Elles sont consacrées à Érasme (*Colloquia*), à Gaspard Laet, Jean Quintin, J.-F. de Velasco et C. Vranck.

— Publié une première fois, mais d'une manière très défectueuse et incomplètement, par VAN DE PUTTE, dans ses *Annales abbatiae Sancti Petri Blandiniensis*, le *Liber traditionum Sancti Petri Blandiniensis* vient d'être réédité par M. Arnold Fayen, dans le *Cartulaire de la ville de Gand*; 2^e série : *Chartes et documents*, t. I (Gand, 1906, in-8°, xii-341 p. et 2 pl.). L'édition est faite avec le plus grand soin, le manuscrit unique est reproduit avec la plus grande fidélité et rapproché, pour le début, d'un fragment antérieur conservé par un manuscrit du x^e siècle. Quelques notes et une excellente table alphabétique facilitent l'usage de ce recueil si précieux pour l'histoire de la Flandre depuis l'époque carolingienne. L. H.

Allemagne. — Le 11 juillet est mort à Iéna le Dr Heinrich GELZER, professeur de philologie classique et d'histoire ancienne à l'Université, âgé de cinquante-neuf ans. Il était né à Berlin le 1^{er} juillet 1847; son père était l'historien Heinrich Gelzer. En 1871, il fit avec Curtius et Adler un voyage en Grèce et en Asie Mineure et fut nommé professeur extraordinaire à Heidelberg en 1873 et professeur ordinaire à Iéna en 1878. Ses études le ramenèrent en 1899 et en 1902-1903 en Orient, principalement en Macédoine et à Athos. Ses œuvres les plus notables sont : *Sextus Julius Africanus und die byzantinische Chronographie* (2 vol., 1880-1898); *Eusebii canonum epitome ex Dionysii Telmaharensis chronico petita* (éd. C. Siegfried et H. Gelzer, 1884); *Georgii Cyprii descriptio orbis romani* (1890); *Leontios von Neapolis, Leben des hl. Johannes, Erzbischofs von Alexandrien* (1897); *Patrum Nicaenorum nomina* (éd. H. Gelzer, H. Hilgenfeld, O. Cunz, 1898); *Die Genesis der byzantinischen Themenverfassung* (1899); *Ungedruckte und unveröffentlichte Texte der Noticiae episcopatum; ein Beitrag zur byzantinischen Kirchen- und Verfassungsgeschichte* (1901); *Pergamon unter den Byzantinern und Osmanen* (1903); *Das Patriarchat von Achrida* (1903). Dans la seconde édition de l'Histoire de la littérature byzantine de Krumbacher, Gelzer donna un *Abriss der byzantinischen Kaisergeschichte*. Depuis 1897, il dirigea le grand recueil des *Scriptores sacri et profani*. Mais il se fit un nom qui a dépassé de beaucoup le cercle des érudits en publiant deux ouvrages pleins d'élégantes descriptions sur les choses d'Orient : *Geistliches und Weltliches aus dem türkischen Orient* (1900); *Vom heiligen Berg und aus Makedonien* (1904). Sa mort est une grande perte pour les études d'histoire byzantine.

— Le 15 juillet est mort le Dr Heinrich von NATHUSIUS-NEINSTEDE, bibliothécaire de la ville de Francfort-sur-le-Mein. Il était né le 22 juin 1851 à Neinstedt. En 1888 parut un mémoire de lui intitulé : *Die Deutschmeister von 1232*; ses principaux travaux se rapportent à la généalogie de familles nobles d'Allemagne. — Le Dr Albert Voss, directeur de la section préhistorique du *Museum für Völkerkunde*, à Berlin, est mort à l'âge de soixante-neuf ans. — L'historien Julius FRIESACK, bibliothécaire à la bibliothèque de l'Université de Göttingue, est mort à l'âge de quarante et un ans.

— Le Dr Gerhard FICKER a été nommé professeur ordinaire d'histoire ecclésiastique à Kiel; le Dr Alfred KÖRTE, professeur de philologie classique à l'Université de Giessen; le Dr H. SCHÖNE, professeur ordinaire de philologie classique à Bâle; le Dr F. WIEGAND, professeur ordinaire d'histoire de l'Eglise à Greifswald; le Dr Max IHM, professeur de philologie classique à Halle; le Dr Richard HEINZE, professeur de philologie classique à Leipzig; le Dr R. WÜNSCH, professeur de philologie classique à Königsberg; le Dr K. HOSIUS, professeur ordinaire de philologie classique à Greifswald.

— Le professeur Adolf HARNACK a été nommé directeur général de la Bibliothèque royale de Berlin; le Dr WINTER, directeur des archives de l'État à Magdebourg; le professeur E. MARX, de Stuttgart, membre ordinaire de la Commission pour l'histoire du Wurtemberg.

— Pendant le dernier exercice, la direction centrale des *Monumenta Germaniae historica* a fait paraître les volumes suivants : série des *Scriptores*, t. XXXII, 1^{re} partie, contenant la première moitié de la chronique de Salimbene, publiée par O. HOLDER-EGGER; une nouvelle édition des *Annales Mettenses priores*, par B. DE SIMSON; les *Vitae sancti Bonifatii Maguntini*, éditées par G.-Wilhelm LEVISON; la 5^e édition de la *Vita Karoli d'EINHARD*; série des *Leges : Constitutiones et Acta publica*, 2^e partie du t. III, 1292-1298, et 1^{re} partie du t. IV, 1298-1310, par J. SCHWALM; série des *Diplomata : Diplômes carolingiens*, t. I, 751-814, par MM. DOPSCH, LECHNER et TANGL; série des *Antiquitates, Necrologia Germaniae*, t. III, comprenant les diocèses de Brixen, de Freisingen et de Ratisbonne, édité par Fr.-L. BAUMANN.

— A l'occasion du centenaire de la bataille d'Iéna, la librairie Frommann a publié le catalogue d'une exposition qui doit avoir lieu dans le musée municipal de la ville. Ce catalogue indique les plans et images qu'on a réunis, les objets trouvés sur les champs de bataille d'Iéna, d'Auerstedt, de Saalfeld, les ouvrages publiés sur la bataille et sur la campagne de 1806-1807, des cartes, vues et caricatures relatives au temps du « grand outrage », 1806-1813, des portraits et caricatures de Napoléon, quelques documents et reliques des « guerres de la Délivrance », 1813-1815. Ce catalogue, rédigé par le Dr Paul WEBER, est suivi d'un mémoire sur les pertes éprouvées par les habitants d'« Iéna dans les journées d'octobre 1806 » et sur les indemnités que lui attribua le gouvernement français, par le Dr Ernst DEVRIENT (*Die Schlacht bei Jena, 1806. Katalog der hundertjahr-Ausstellung im städtischen Museum zu Jena*, 110 p. Prix : 1 m.).

— Richard SCHWEMER, I : *Die Reaktion und die neue Ära*; II : *Vom Bund zum Reich*. 2 vol. petit in-12, 111 et 125 p. (Leipzig, Teubner, 1905. Prix : chacun 1 m.). — La librairie Teubner, de Leipzig, a entrepris, sous le nom de *Aus Natur und Geisteswelt*, la publication d'une série de petits volumes destinés aux bibliothèques populaires et comprenant toutes matières de sciences et d'arts. M. Schwemer avait déjà

donné dans cette collection un premier volume sur la « Restauration et la Révolution », qui exposait l'histoire du peuple allemand de 1814 à 1848. Les deux fascicules actuels complètent son œuvre : le premier raconte les années de dure réaction qui suivirent la Révolution de 1848, les pensées et les projets du prince de Prusse et de Bismarck, l'avènement de Guillaume et ses velléités libérales; dans le second, M. Schwemer expose à grands traits les démêlés du conflit, la question des duchés, les guerres de 1866 et de 1870-71. C'est un résumé bien composé, clair et ferme, de tendance très officielle, qui aura certainement du succès dans le milieu patriotique de l'Allemagne et sera lu avec utilité en France comme représentant exactement l'opinion d'outre-Rhin.

P. M.

— REGENSBURG, 1870-71, 1^{er} fasc., 112 p. (Stuttgart, Franck, in-8°, 1906. Prix : 2 m. 60). — M. Regensburg, déjà connu par divers travaux sur l'histoire contemporaine de l'Allemagne, entreprend une œuvre considérable, le récit détaillé de la guerre de 1870-71. Il considère, et non sans raison, que les divers exposés déjà parus en Allemagne ont un caractère officieux, et il annonce qu'il dira « toute la vérité », en conservant « la stricte objectivité et l'impartialité ». L'ouvrage comprendra environ dix fascicules, chacun comportant les cartes et plans nécessaires. Le premier fascicule comprend la période préliminaire à la guerre et se divise en trois chapitres : I. La Revanche de Sadowa, et ce titre même, au commencement du livre, indique l'esprit dans lequel il est conçu; II. La Bombe espagnole; III. La Dépêche d'Embs. C'est un récit clair, précis, bien construit, des événements qui ont précédé la déclaration de guerre; M. Regensburg connaît toutes les publications allemandes et s'inspire, à juste titre, des deux belles études de MM. Max Lenz et Erich Marcks; peut-être est-il moins au courant des travaux espagnols, où M. Léonardon a puisé de précieuses révélations et où l'on trouve encore d'utiles indications à glaner. M. Regensburg annonce qu'il s'adresse au « grand public »; cette première partie de sa tâche paraît bien remplir son dessein.

P. M.

Autriche-Hongrie. — La réunion générale des sociétés d'histoire et d'antiquité de l'Allemagne se tiendra cette année à Vienne du 25 au 28 septembre; dans le même temps et dans la même ville se tiendra la réunion des archivistes allemands.

Italie. — Filiberto BASSANI, *Commodo e Marcia*, 1 vol. in-8°, 85 p. (Venezia, tipografia Emiliana, 1905). — Marcia, concubine de l'empereur Commodo et protectrice des chrétiens, avait attiré déjà plus d'un historien. Maltraitée parfois, plus souvent admirée, presque bénie, elle n'a, laissé indifférent aucun des écrivains qui ont parlé d'elle. En M. Filiberto Bassani, elle vient de trouver un cavalier-servant. En fait, nous savons si peu de chose sur ce personnage énigmatique, que l'imagination joue forcément un rôle dans l'idée qu'on s'en forme. Les documents sont vite réunis : quelques textes de l'*Histoire Auguste*,

d'Hérodien, de Dion Cassius, des *Philosophoumena*, une inscription, peut-être quelques monnaies, et c'est tout. On y voit que la favorite, toute-puissante à la cour de Commode, s'intéressait aux chrétiens et, comme elle protégea l'Église naissante, on lui a beaucoup pardonné, même ses trois maris et le meurtre de Commode. Dans le doute, nous devons croire à ses vertus. Il va sans dire que M. B. ne parle pas seulement des vertus de Marcia. Il replace l'héroïne dans son milieu complexe; c'est pour lui une occasion de raconter le règne de Commode et même de Pertinax, les intrigues de cour, les épreuves et les consolations des chrétiens du temps. Le récit ne renferme peut-être rien d'entièrement neuf; mais il est bien composé et se lit avec agrément.

P. M.

— H. THÉDENAT, *Pompéi*, 2 vol. petit in-4°, 464 et 140 p., avec 200 grav. et un plan (Paris, H. Laurens, 1906). — M. l'abbé Thédenat, dont le *Forum* avait été si bien accueilli des archéologues et du public, vient de donner une étude analogue sur *Pompéi*. L'ouvrage fait partie de la collection des *Villes d'art célèbres*. Il comprend deux volumes, richement illustrés. Le premier est consacré à l'histoire et à la vie privée. L'auteur y résume nettement ce que l'on sait sur l'histoire de Pompéi avant, pendant et après la catastrophe. Il décrit le panorama des ruines à vol d'oiseau. Puis il étudie minutieusement la vie privée des Pompéiens : caractères architecturaux, plan et différentes parties des maisons; décoration, mosaïque, peintures et sculptures; mobilier, argenterie, ustensiles et bijoux; voie des tombeaux et villas suburbaines. Le second volume traite de la vie publique : vue d'ensemble des monuments; constructions les plus anciennes, Forum triangulaire et vieux temple grec, remparts et portes; le Forum principal et les monuments qui l'entourent, temples, basilique, marché, curie, arcs de triomphe; les temples de Vénus, de la Fortune Auguste, de Zeus Mili-chios, d'Isis; les théâtres, la caserne des gladiateurs, la palestra, l'amphithéâtre; les thermes, les cabarets, les boutiques et les rues. L'auteur est au courant des plus récentes découvertes. Ses descriptions, exactes et minutieuses, sont toujours faites *de visu*. On les suit aisément grâce aux 200 gravures et à l'excellent plan, très pratique, qui accompagnent le texte. Rien de plus instructif et de plus attrayant, même de plus neuf après tant d'autres publications, que cette enquête méthodique, sincère et complète sur les ruines de Pompéi.

P. M.

— M. Domenico GHETTI a entrepris une histoire de l'Italie en cinq volumes. Le premier, que nous avons sous les yeux, raconte l'histoire de la péninsule depuis la chute de l'Empire romain d'Occident jusqu'à l'avènement de Grégoire VII. Il nous paraît présenter de graves défauts. C'est tout d'abord une compilation indigeste de faits qu'aucune idée générale, qu'aucune logique ne rattache les uns aux autres; dans ces conditions, nous ne voyons pas pourquoi l'auteur n'a pas transformé son travail en une simple chronologie complétée par des tableaux syn-chroniques. Il me paraît difficile que le lecteur de cette histoire puisse

se retrouver au milieu des faits arides et compliqués, au milieu desquels l'auteur le laisse se débattre sans le moindre fil d'Ariane. En second lieu, M. Domenico Ghetti se laisse trop dominer par des préoccupations de politique contemporaine. Pourquoi, à propos de la dédicace du Panthéon, par Boniface IV, entonner des hymnes en l'honneur de Victor-Emmanuel, père de la Patrie, et Humbert, « le roi preux et loyal » ? Pourquoi faire d'Odoacre le précurseur de l'unité italienne et reprocher à Justinien d'avoir retardé, par l'expédition et les victoires de Narsès, l'avènement de la troisième Rome ? Signalons enfin quelques erreurs de détail dans cette œuvre en somme médiocre. J. G.

Grande-Bretagne. — L'éloge de l'*Ancient law* de H. Sumner MAINE n'est plus à faire. Dix éditions (la dernière est parue en 1884) en ont été données par l'auteur et, malgré les nombreuses publications qui, depuis une vingtaine d'années, ont enrichi nos connaissances sur les origines du droit, il a peu vieilli. L'ouvrage est devenu classique. Dans la récente édition qu'il vient de faire paraître (John Murray, xxiv-426 p. Prix : 5 sh.), Sir Frederick POLLOCK a conservé le texte établi par l'auteur; mais, à chaque chapitre, il a ajouté des notes plus ou moins détaillées pour éclaircir, mettre au point ou parfois combattre telle théorie ou telle affirmation de Maine. Ces notes sont les suivantes : 1° de l'antiquité du droit romain (contre les théories récentes qui assignent une basse époque à la loi des Douze Tables); 2° la coutume dans Homère (*θέμις* = *consuetudo*); 3° des formes primitives du droit; la loi écrite et non écrite, les codes anciens; 4° des précédents en droit anglais et de la fiction légale; 5° le droit naturel et le *Jus gentium* (dans les théories du moyen âge, que Maine connaissait mal); 6° de l'équité; 7° le droit naturel au moyen âge et à l'époque moderne; Bracton et les publicistes français; 8° les origines du droit des gens à l'époque moderne (origine médiévale des idées de Grotius); 9° Montesquieu (son originalité et ses défauts), Bentham et la méthode historique; 10° la théorie du patriarcat (et du matriarcat); 11° Statut personnel et contrat; 12° de la succession testamentaire; 13° du droit de primogéniture; 14° capture, occupation et possession; 15° de la communauté de village aux Indes; 16° *Res Mancipi*; de l'aliénation dans l'ancien droit; 17° le contrat dans l'ancien droit; 18° procédure archaïque. Ces notes méritent d'attirer l'attention des érudits; ils y trouveront d'utiles indications bibliographiques et des idées personnelles. Si Maine a fondé l'histoire naturelle du droit, Sir Frederick est un de ses meilleurs disciples. Il s'efface d'ailleurs très modestement derrière le maître, dont il a continué l'enseignement à Cambridge pendant vingt années; non seulement les notes sont nettement séparées du texte, mais à l'index même une place spéciale est réservée aux noms de personnes et de choses qui sont mentionnés dans ces notes. B.

Suisse. — Dans un volume intitulé : *Kirchliche und soziale Zustände in Bern, unmittelbar nach der Einführung der Reformation, 1528-1536* (Berne, G. Grunau, 1906, in-8°, xiv-288 p.), M. Théodore DE QUERVAIN

étude les suites immédiates de l'introduction de la Réforme à Berne : l'organisation de l'église nouvelle, de la juridiction ecclésiastique et de l'école, les modifications apportées à la condition du clergé et aux mœurs populaires. Il montre, par des chiffres précis, les résultats financiers de la suppression des couvents, résultats bien moins favorables au Trésor bernois qu'on ne l'admet généralement. Il consacre aussi deux chapitres à la lutte contre les anabaptistes et contre le régime des pensions étrangères que recevaient les magistrats. Un dernier chapitre, que l'on souhaiterait plus développé, sert de lien à ces études de détail et contient un aperçu général de l'activité du magistrat et des chefs de l'église, durant ces quelques années, pour organiser le régime nouveau sur la base du mandat de réforme du 7 février 1528. De nombreuses pièces justificatives achèvent de faire de ce travail, presque entièrement basé sur des sources inédites, une bonne contribution à une histoire générale de la Réforme bernoise.

— Sous l'active direction de M. Arthur PIAGET, les archives de l'État de Neuchâtel ont inauguré une série d'*Inventaires et documents* par la publication des *Procès-verbaux des Audiences générales, 1816-1830* (Neuchâtel, 1904, 2 vol. in-8°, LXXXVI-476 et 486 p.). C'est sous ce nom, emprunté à l'ancien régime, que la constitution de 1814 a désigné le corps législatif de la principauté. Les représentants élus par les communes y étaient réduits, vis-à-vis des membres nommés par le prince, à l'état de minorité impuissante. M. Piaget raconte, dans une intéressante introduction, le conflit qui s'engagea en 1815 entre le Conseil d'État, aux tendances très aristocratiques, et les Quatre bourgeoisies du pays, qui désiraient avec beaucoup de raison pour le pouvoir législatif une base plus populaire et des compétences plus étendues. Malheureusement la politique étroite et l'opiniâtreté du Conseil finirent par triompher des vues libérales et clairvoyantes du prince de Hardenberg; les Audiences générales subsistèrent sans changement jusqu'à la révolution de 1831. Les procès-verbaux des Audiences (dont les séances n'étaient pas publiques) sont un document de premier ordre pour l'étude du régime politique neuchâtelois à l'époque de la Restauration.

— Le Dictionnaire des artistes suisses, publié, sous la direction du professeur Charles BRUN, par la Société suisse des Arts, rendra de grands services aux historiens. Le tome I, achevé en 1905, contient les lettres A à G. Les notices sont rédigées, soit en allemand, soit en français (*Schweizerisches Künstler-Lexikon*. Frauenfeld, Huber et Cie, gr. in-8°, xvi-648 p.).

— Un article de la paix perpétuelle de 1516 garantissait aux commerçants suisses en France l'exemption de tout nouveau péage. Lorsqu'en 1651 s'ouvrirent les négociations pour le renouvellement de l'alliance entre le roi et les cantons, les marchands suisses se préoccupèrent d'obtenir la reconnaissance d'un privilège qui avait déjà subi maintes atteintes. Mais le manque d'union entre les confédérés et l'am-

bition personnelle des magistrats rendaient alors difficile toute action commune sur le terrain commercial. Au moment où les cantons envoyèrent leurs ambassadeurs à Paris pour ratifier le traité, les marchands suisses se décidèrent à y députer deux des leurs, afin de sauvegarder leurs intérêts particuliers. C'est le rapport de l'un d'eux, le Saint-Gallois Jacques Hochreutiner, sur sa mission à Paris et à Lyon, que M. le Dr H. WARTMANN vient de publier (*Jakob Hochreutiners Gesandtschaftsbericht, 1663 sept. 30-1664 märz*. Saint-Gall, libr. Honegger, 1906, in-8°, 156 p.). Malgré tous leurs efforts, les députés furent loin d'obtenir tous les avantages que réclamaient leurs instructions; parmi les obstacles auxquels ils se heurtèrent, il faut mentionner l'opposition de l'industrie lyonnaise de la soie. Pour la seconde fois, M. Wartmann met à la portée des historiens un document fort instructif pour l'histoire des relations commerciales entre la France et la Suisse (voir *Rev. hist.*, t. LXXXV, p. 448); il en a beaucoup accru la valeur en l'accompagnant d'une introduction, de notes et de pièces inédites tirées des archives saint-galloises.

— Il convient de signaler le beau volume que M. Frédéric BARBEY a consacré à la *Route du Simplon* (Genève, Atar, 1906, in-4°, x-157 p.). Au moment où, par suite de l'ouverture du tunnel, une ère nouvelle s'ouvre pour le Simplon, il valait la peine de retracer l'histoire de la route conçue par Napoléon I^{er}, qui voulait rendre l'antique chemin « praticable aux canons », et exécutée de 1800 à 1805 au travers de difficultés alors considérables et au prix d'efforts inouïs. Le récit très attachant que M. Barbey a fait de cette entreprise est à la fois un chapitre de l'histoire des passages alpestres, qui ont exercé dès l'origine une si grande influence sur le développement politique de la Suisse, et une contribution fort instructive à l'histoire de l'administration du premier Empire. L'auteur s'est aidé de documents inédits des archives de Paris et du Valais et des papiers de l'inspecteur des travaux, l'ingénieur Nicolas Céard. Ajoutons que l'illustration de ce volume, due à la maison F. Boissonnas, de Genève, est remarquablement belle.

— N. B. Les trois comptes-rendus d'histoire militaire insérés plus haut, feuille 10, sont dus à la plume du commandant ALFRED DREYFUS.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

